

LE VI^{me} LIVRE
DES
Statuts de Marseille

PUBLIE D'APRÈS

Un Manuscrit des Archives Communales de Marseille
avec une Introduction et un Commentaire

THÈSE

PRÉSENTÉE

à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

AD. CRÉMIEUX

Agrégé d'histoire, Professeur au Lycée de Marseille



(AIX-EN-PROVENCE)

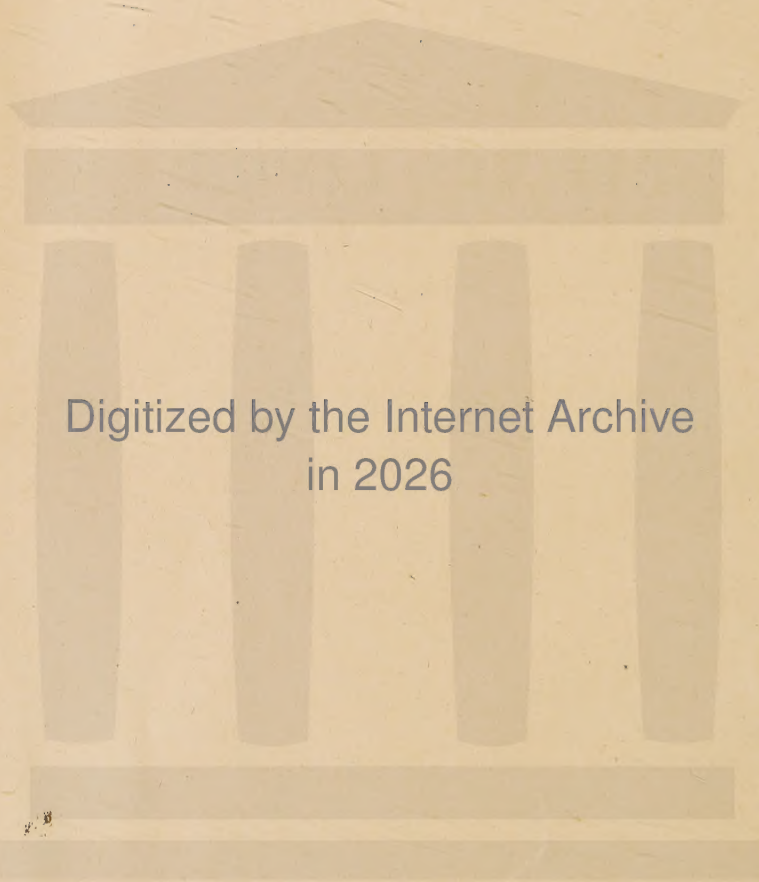
F. CHAUVET

Imprimeur de la Société d'Etudes Provençales

1917

LE VI^{me} LIVRE
DES
STATUTS DE MARSEILLE





Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE VI^{me} LIVRE
DES
Statuts de Marseille

PUBLIÉ D'APRÈS
Un Manuscrit des Archives Communales de Marseille
avec une Introduction et un Commentaire

THÈSE
PRÉSENTÉE
à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

AD. CRÉMIEUX

Agrégé d'histoire, Professeur au Lycée de Marseille



AIX-EN-PROVENCE

F. CHAUVET

Imprimeur de la *Société d'Etudes Provençales*

1917

A mon Maître,

M. Ch. PFISTER,

Professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris,

Professeur honoraire de l'Université de Nancy

INTRODUCTION

I

Le Manuscrit. — Sa Description. — Les « Statuta Civitatis Massilie » et le « Livre Rouge ». — Les Publications antérieures des Statuts de Marseille : François d'Aix et Méry et Guindon.

Le ^{vi}e Livre des Statuts de Marseille, que nous publions plus loin, est contenu dans un manuscrit des Archives Communales de Marseille. Ce manuscrit forme un registre in-folio de 249 feuillets ¹ de parchemin réunis dans une forte et ancienne reliure de maroquin sur le dos de laquelle sont inscrits ces mots, en caractères modernes : *Statuta Civitatis Massilie*.

Ce registre n'est pas en parfait état, extérieurement du moins. L'un des plats est à peu près complètement détaché du corps du volume ; les fers, qui en ornent les coins, sont encore intacts, mais le fermoir a disparu ; la couleur du maroquin n'est plus reconnaissable. A l'intérieur, les feuillets de parchemin sont fatigués ; sur les coins, se retrouve la trace laissée par les nombreux doigts qui les ont maniés ; à certains endroits même l'écriture est effacée.

Comme l'indique le titre placé au dos de la couverture, ce manuscrit est celui des Statuts de Marseille. Il renferme à la fois

¹ Le manuscrit a été folioté de 1 à 249 en chiffres arabes, dans le courant du ^{xix}e siècle. Au folio 118, laissé en blanc et placé avec le folio 119, également blanc, entre le ^ve Livre et la rubrique des *Chapitres de Paix*, commence une autre foliotation en chiffres romains qui paraît dater du ^{xv}e siècle. Elle se poursuit, avec quelques interruptions, jusqu'au folio 246, qui porte dans cet ordre le numéro cxxxi.

les *Antiqua Statuta* ¹ divisés en cinq livres et rédigés vraisemblablement sous leur forme actuelle avant 1265 ; les *Capitula Pacis* ², c'est-à-dire les deux traités conclus en 1257 et en 1262 par le Comte de Provence, Charles d'Anjou et la Comtesse Béatrice, sa femme, avec la ville de Marseille ; et, enfin, les *Statuta facta post Pacem* ³, qui forment notre *VI^e Livre* et dont le plus ancien porte la date de 1268 et le plus récent celle de 1480.

Ce manuscrit renferme des documents qui ont été rédigés à des époques diverses. Il n'est pas cependant de beaucoup postérieur à l'année 1480. En effet, il a été fait au jour-le-jour, à mesure que de nouveaux statuts étaient délibérés par le Conseil général de la ville et inscrits au *Livre des Statuts* par le notaire-secrétaire de la Communauté.

C'est ainsi, du moins, que cela s'est passé pour la dernière partie du manuscrit, comme en témoignent la diversité des écritures et parfois la mention de l'inscription au *Livre des Statuts* faite à des dates et par des notaires différents ⁴. La

¹ Du folio 1 au folio 117.

² Les *Chapitres de Paix* sont incorporés au *v^e Livre*, puisque sur les feuillets où ils ont été transcrits sont ces deux lettres, L. V., l'une sur le feuillet de gauche, l'autre sur celui de droite. Le traité de 1257 va du folio 122 au folio 137 recto ; celui de 1262, du folio 138 au folio 142. Viennent ensuite, entre le folio 143 et le folio 150, différents documents se rapportant aux *Chapitres de Paix*, notamment le *Sacramentale domini Regis et domine nostre Regine*.

³ La rubrique du *VI^e Livre* est au folio 150 ou xxxiiii ; — Le *VI^e Livre* commence au folio 151 (xxxiiii).

⁴ Par exemple, *Statut XC* (février 1432) « Ordinationes... fuerunt per ipsum Consilium voce unanimi concorditer confirmate, quas jussit et ordinavit Consilium inseri et describi in presenti libro Statutorum dicte civitatis Massilie, par me Petrum Tremellati, notarium et scribam dicti Consilii, sive sustitutum meum... » — folio 220, *Lettres de la reine Jeanne* (10 août 1372) : « Quas quidem litteras, ego, Guillelmus Bajuli, notarius Curie palacii, transcripsi de suo originali in presenti libro statutorum. » — *Statut XCIV* (1445) : « Ego predictus, Raymundus Bibaudy, in libro presenti statutorum dicte Civitatis per alium, me aliis occupatum negociis, transtuli feci hic quam manu mea propria subscripsi et signo meo manuali signavi in testimonium veritatis omnium et singulorum successorum. » — La façon dont ont été formés les manuscrits des Statuts qui

diversité des écritures est sensible à partir du statut LXXII ¹. Dès cet endroit, le manuscrit devient de moins en moins soigné. Les statuts ne sont pas inscrits régulièrement les uns à la suite des autres ; des espaces sont laissés en blanc, vers les derniers feuillets des pages entières même. Dans la suite, on s'est servi de ces pages pour y inscrire certaines indications qui n'ont aucun rapport avec les statuts ², même un poème en distiques latins en l'honneur de Marseille ³.

La partie du manuscrit qui précède le statut LXXII est au contraire plus régulière et plus soignée. L'écriture est du XIV^e siècle ⁴. Les lettres initiales sont ornées à l'encre rouge et

sont à la Bibliothèque Nationale et le nombre différent de Statuts du VI^e Livre qu'ils renferment ne peuvent que confirmer notre hypothèse (v. ci-dessous, p. VII, note 2).

¹ Folio 203 verso (LXXXVI).

² Ainsi les folios 188-192 sont laissés en blanc ; de même, le verso de 212, le recto de 213, le verso de 214, le verso de 224, les folios 225 et 226. Au recto du folio 227, on lit cette note écrite d'une très grosse écriture : « 1558. Nobles hommes, Balthazar Paul, Amant Somati et Honoré Espinas, Consuls, hont fait faire plusieurs belles decourassion pour la ville de Marselhe.

« Premièrement, hont fait faire une enfarmarier à la fom de Sant-Lambert ; ensamble hont acheter le claus pour faire ladite enfermarier.

« Plus hont fait faire troys grant piesses d'artillarié apellée Sant-Viteur, (Saint-Victor), l'autre Sant-Lazare, l'autre la Grant Colloubrimo.

« Plus hont faire la meyzo de Les Coulles.

« Plus hont fait faire malouner la Plasse Novo et plusieurs autres reparassions coume apert per mestre Guaspart Bouyer et Jean Antellmy, archivère et secrétaire de la ville. »

Cette note est suivie des lignes suivantes d'une autre écriture : « E noto que lous cousous de sus escrys an fats fayre de l'argent de la vylo e l'an ben engagado que lous autres cousous son restas senso argent e que non an pogut ren fayre, per que es mau fat de despendre l'argent de la vylo que per son an. »

³ Voici le premier distique de ce poème :

Inclyta Massilie proles : phocenses origo,
Armis, consilio, religione potens...

⁴ Nous pouvons fixer la date approximative à laquelle ce registre a été commencé. Le manuscrit commence, en effet, par la formule du serment prononcé par le Viguiier de Marseille à son entrée en charge,

bleue. Les statuts se suivent sans autres interruptions que celles qui marquent les séparations entre les *Statuta Antiqua*, les *Capitula Pacis* et les *Statuta facta post Pacem*. Sur la feuille qui précède ceux-ci un scribe du xv^e siècle a écrit une rubrique incomplète de ces derniers statuts, « *Rubrica de Statutis factis post Pacem.* »

Ce registre n'avait pas à l'origine la forme sous laquelle il nous est parvenu. Il était alors formé de cahiers de parchemin de 6 feuillets chacun, dont le nombre augmentait à mesure qu'augmentait le nombre des statuts et qui étaient plus ou moins imparfaitement réunis ensemble. C'est seulement en 1557 qu'on s'avisa de les faire relier, comme il résulte d'une note en provençal, inscrite à la fin du registre, au folio 249. « *1557. — Et d'au mes de desembre, Nos, Balthazart Paul, Amamans Somati et Honorat Spinas, Consuls, feram religar aquest present libre et quatre autres contenenent Statuts, Privileges, Chapitres de Pax et Sentencias donnados per Mesieurs los Consuls. — Honorat Spinas.* »¹.

inscrite dans notre texte sous ce titre : *Sacramentale Vicarii*. — Cette formule commence ainsi : « Ad honorem Dei et omnium Sanctorum, ordinamus presenti Statuto servandum deinceps quod quicumque fuerit Vicarius Civitatis Massilie *pro serenissima domina nostra, domina Johanna, regina...* » En outre, cette variante est inscrite en renvoi : « *pro inclito et serenissimo principe et domino nostro, domino Karolo III^o.* » Ainsi les termes du *Sacramentale Vicarii* changeaient d'un règne à l'autre, puisque le souverain régnant y était nommé. — Nous en avons encore une preuve dans le *Sacramentale Vicarii* inscrit en tête du *Livre Rouge*, où nous lisons : « ... pro inclito et serenissimo principe ac domino nostro, domino Ludovico secundo... » — Donc, le manuscrit du Livre des Statuts a été commencé pendant le règne de Jeanne I^{re} (1343-1382), c'est-à-dire au commencement de la seconde moitié du xiv^e siècle, tandis que le *Livre Rouge*, dont nous allons avoir l'occasion de parler plus loin, est de la fin du xiii^e siècle ou du commencement du xiv^e, Louis II ayant régné de 1285 à 1309.

¹ Ce sont les Consuls trop prodigues dont il est parlé au folio 227. V. plus haut p.v, n. 2. — Cette inscription se retrouve sur le *Livre Rouge*, au bas du verso de la feuille de garde en parchemin : le *Livre Rouge* date donc dans sa forme actuelle de cette même année 1557. Il en est de

Ce travail de reliure, qui nous a valu la conservation de manuscrits précieux, n'a pas été fait avec tout le soin désirable. Un cahier est d'une forme et d'une écriture différentes, qui attestent qu'il appartenait à un autre manuscrit dont il a été distrait par mégarde ¹. Les derniers cahiers n'ont pas toujours été réunis dans l'ordre où ils auraient dû l'être : ainsi le statut LXXX « *Super arte Curatarie et Blancarie* » précède le statut LXXXII « *Statutum de Curatariis, alias est noviter ordinatum* », alors qu'il aurait dû le suivre puisqu'il l'abroge. De même, le folio 249 est un feuillet détaché, introduit après coup dans le registre pour remplacer un feuillet manquant au dernier cahier. Au verso du folio 249, on a inscrit le préambule en latin des *Ordinationes Sabbateriorum, Curatariorum et Conreatorum facte per Consilium generale Civitatis Massilie*, dont le dispositif en provençal commence ce dernier cahier au folio 239 (CXXIII).

Malgré ces légères imperfections, ce manuscrit nous paraît avoir plus de valeur que les autres manuscrits des Statuts de Marseille, conservés aux Archives de cette ville et à la Bibliothèque Nationale ². Aucun de ces manuscrits, en effet, n'est

même d'un autre registre des Archives de Marseille, sur lequel se trouve la même inscription, datée par erreur du mois de décembre 1558. Pour ce dernier registre, c'est la même forme de reliure que pour celui des *Statuta Civitatis Massilie*, le même maroquin avec quelques ornements en moins. Ce registre, fait de cahiers de papier et commencé des deux côtés, contient, d'une part, les copies de différents documents, dont le premier est la copie des Lettres Patentes du roi de France Henri II données le 24 mai 1537, et, d'autre part, une traduction française des *Chapitres de Paix*. L'écriture est de la fin du XVI^e siècle. Ce sont donc là trois des cinq registres qui ont été reliés par les soins des Consuls de 1557-1558.

¹ Du fo 124 au fo 134. C'est la plus grande partie des *Chapitres de Paix*.

² Le manuscrit des Statuts conservé avec le nôtre aux Archives Communales de Marseille est le *Livre Rouge*. Il y a aussi à la Bibliothèque Nationale quatre manuscrits des Statuts de Marseille : deux datent de la fin du XIII^e siècle ; ce sont les Mss. Lat. 10126 et 11079 ; — deux sont du XIV^e siècle ; ce sont les Mss. Lat. 4660 B et 4661. —

aussi complet que le nôtre, puisqu'ils ne contiennent, l'un que les *Antiqua Statuta*, divisés en cinq livres, suivis des *Chapitres de Paix*, les autres, quelques Statuts du VI^e Livre, en plus des *Antiqua Statuta* et des *Chapitres de Paix*. Parmi eux, il en est un qui a contribué à donner une opinion incomplète de la législation de Marseille au moyen âge et qui a ainsi usurpé en partie la renommée dont il a été entouré par tous ceux qui se sont occupés de l'histoire de cette ville : c'est le *Livre Rouge* des Archives Communales.

Incontestablement, le *Livre Rouge* a une valeur matérielle supérieure à celle de notre manuscrit. Celui-ci est, en effet, d'apparence plus modeste, ne renfermant ni les miniatures ni les lettres ornées d'or qui rehaussent le *Livre Rouge*. Il est certain que, si les Consuls de Marseille n'ont disposé, pendant toute la durée de l'histoire de cette ville, que de ces deux manuscrits des statuts, le *Livre Rouge* était le livre d'apparat qu'on sortait dans les grandes solennités municipales, tandis que

De format plus réduit que les deux Mss. des Archives Communales de Marseille — ce sont des in-4^o — ils contiennent les cinq premiers Livres ainsi que les Chapitres de Paix ; en outre le 11079 donne, à la suite du Statut liv du liv. V, deux Statuts numérotés lv et lvi, et immédiatement après des Statuts du liv. VI (de I à IV et de Vt à XVI) en les séparant des précédents par cette simple formule : « Anno Incarnationis Dni mill^o cclxv, indictoe VIII, nono kls. decembr., fuit confirmatum utrumque predictorum statutorum ; » — Le ms. 10126, à la suite des Chapitres de Paix, donne cinq statuts du VI^e Livre, les statuts xxii, xxvii, xxix et xxx. — Le ms. 4660 B. contient du f^o 1 au f^o 103, les cinq premiers livres ; du f^o 104 au f^o 113, les Chapitres de Paix de 1257 et de 1262, et commence, au f^o 114, le vi^e Livre. Il en donne les 51 premiers numéros, y compris les *Pacta Episcopi Massilie* (St. xlix de notre recueil), mais avec une numérotation différente de celle de notre ms. — Quant au ms. 4661, c'est le moins complet des quatre : il ne contient que les cinq livres des Statuts avec la première et la seconde Paix. — Ces mss. ont d'ailleurs moins de valeur que celui dont nous sommes servi. Ils ont tous été copiés pour l'usage de particuliers, notaires ou hommes de loi, ainsi qu'en témoignent les suscriptions ou les commentaires qui s'y rencontrent. Le 4660 B. notamment contient en effet des notes marginales et des renvois qui indiquent manifestement qu'il était destiné à l'usage d'un homme de loi.

notre registre était celui dont on se servait tous les jours, chaque fois qu'on avait besoin de recourir au texte des statuts : les gloses marginales nombreuses, les signes de formes variées (mains, doigts, objets usuels grossièrement dessinés, etc.) qu'on rencontre presque à chaque page en sont une preuve évidente. Mais le *Livre Rouge* a souffert plus que notre manuscrit du travail de reliure de 1557, et c'est là ce qui lui ôte quelque peu de sa valeur historique, sans nuire cependant à sa valeur artistique. Le relieur, en effet, a négligé de réunir tous les cahiers dont il aurait dû se composer et, aucune vérification du travail n'ayant été faite, le registre ne contient plus, avec les quatre premiers livres des Statuts, que les xxviii premiers statuts du v^e Livre et le commencement du statut xxix, alors que la rubrique du Livre v mentionne lvi statuts ¹.

Or, c'est le *Livre Rouge* qui a attiré l'attention de tous ceux qui se sont occupés de l'histoire de Marseille, alors que notre manuscrit leur échappait en même temps d'ailleurs que les manuscrits de la Bibliothèque Nationale. La faute principale en remonte aux deux auteurs de l'*Histoire Analytique et Chronologique des actes et des délibérations du Corps et Conseil de la Municipalité de Marseille depuis le X^e siècle jusqu'à nos jours* ², Louis Méry et F. Guindon. Ils ont créé ce que nous pourrions appeler la légende du *Livre Rouge*, non seulement par la des-

¹ Le dernier Statut mentionné à la rubrique du Livre V est le suivant : « lvi. — Quod illi qui fuerint de numero sex proborum cum quorum consilio fiunt electiones non sint postea de tribus annis in ipso officio ; in aliis vero officiis possint esse sicut alii cives, etc. — Expliciunt tabule quinque librorum Statutorum Massilie. » — Le *Livre Rouge* s'arrête au f^o cl, dont le verso finit par ces lignes : « xxviii. — Ut quilibet audiatur a Rectore suo ad sui defensionem. — Constituimus ut Rector vel Consules, qui pro tempore preerunt regimini Civitatis Massilie, teneantur quem » ; — et, au bas de la page, dans le coin de droite, le mot « libet », qui commençait le f^o cli, le premier de ceux qui manquent au *Livre Rouge*.

² 7 volumes, Marseille, 1843-1847.

cription enthousiaste et inexacte qu'ils en ont faite¹, mais encore par leur affirmation catégorique d'avoir transcrit *fidèlement* d'après le *Livre Rouge* le texte des statuts qu'ils publiaient².

Cette faveur accordée au *Livre Rouge* a fait passer inaperçu le manuscrit des *Statuta Civitatis Massilie*. Méry et Guindon n'en ont pas signalé l'existence aux Archives de Marseille avec assez de précision pour que les historiens marseillais venus après eux aient songé à le rechercher et à s'en servir³. Ainsi on en est arrivé à ne considérer comme ayant une réelle valeur historique que les statuts contenus dans les cinq premiers livres et inscrits

¹ Méry et Guindon, *Histoire Analytique*, etc., II, 50. « ... Nous n'avons pas besoin d'insister sur l'importance de ce document ; il nous a été permis de voir le légiste, l'archéologue, l'amateur de manuscrits, se recueillir devant ces pages en parchemin, remarquables par la netteté de l'écriture, les arabesques et les enroulements enluminés du copiste, ainsi que par des vignettes d'une belle conservation. Les Statuts municipaux forment un manuscrit in-f° de 169 pages, — (première erreur, v. ci-dessus), — connu sous le nom de *Livre Rouge*, à cause de la couleur de sa reliure. — N'est-ce pas un livre vénérable que celui où l'esprit municipal, qui animait nos pères, revit à chaque ligne ? etc... »

² C'est ce qui nous paraît résulter des deux passages suivants de Méry et Guindon. — 1° (*loc. cit.* II, 49-50) : « Ces Statuts, connus en partie par l'analyse étendue qu'en fit François d'Aix, dans le xvii^e siècle, n'ont jamais paru en entier ; François d'Aix... en aurait quelquefois altéré le texte, à moins de supposer qu'il n'avait pas sous les yeux le manuscrit que nos archives possèdent et qu'une copie peu exacte lui eût servi de guide dans un travail auquel on a eu si souvent recours. » — 2° (*loc. cit.* IV, 245) : « En compulsant divers registres des Archives de la ville, nous avons été à même de nous assurer que le manuscrit vraiment précieux des *Statuts de Marseille* que nous venons, conformément à notre promesse, de reproduire dans toute son intégrité, ne renfermait pas toute notre ancienne législation communale... Nous avons cru devoir donner, *après le cinquième livre* qui, dans le manuscrit original connu sous le nom de *Livre Rouge*, clôturait la collection des Statuts, ce sixième livre pris ailleurs... »

³ Méry et Guindon, (*loc. cit.* IV, 245) : « ... Il existe en dehors de ce manuscrit [celui du *Livre Rouge*], un sixième livre où les chapitres se suivent avec des chiffres qui indiquent de nombreuses lacunes... »

plus ou moins complètement au *Livre Rouge*, et à négliger le vi^e Livre que certains auteurs ont même regardé comme une sorte de recueil factice de quelques documents authentiques, il est vrai, mais arbitrairement réunis sous un titre commun ¹.

Le VI^e Livre des Statuts de Marseille est donc encore aujourd'hui pour ainsi dire à peu près complètement inédit. Il n'a pas été cependant tout à fait ignoré des auteurs qui se sont spécialement occupés des institutions municipales de Marseille au moyen âge. François d'Aix au xvii^e siècle ², Méry et Guindon au xix^e siècle ³ en ont, en effet, publié des fragments. Mais ces fragments ont été arbitrairement choisis et fort imparfaitement reproduits, de sorte qu'ils ne peuvent que donner une idée incomplète de cette partie de la législation marseillaise.

Méry et Guindon nous paraissent d'ailleurs avoir appliqué à la publication de ces fragments du VI^e Livre les mêmes procédés critiquables qu'ils ont appliqués à la publication des livres précédents. Ce sont les mêmes affirmations à la légère qui contribuent, plus encore que les erreurs que l'on peut y relever, à discréditer leur œuvre importante cependant, qui a rendu des services, et qui est susceptible d'en rendre encore, par suite de l'insuffisante documentation imprimée relative à l'histoire de Marseille ⁴.

¹ C'est l'opinion exprimée par de Fresquet, *Études sur les Statuts de Marseille au XIII^e siècle* (Aix-Marseille, 1855), p. 10. « Aux cinq livres du manuscrit officiel [*le Livre Rouge*], les auteurs de l'histoire de Marseille [Méry et Guindon] ont ajouté certaines pièces authentiques dont ils ont fait un sixième livre. »

² LES STATUTS MUNICIPAUX ET COUSTUMES ANCIENNES DE LA VILLE DE MARSEILLE, *divisez en six livres et enrichis de curieuses recherches avec diverses décisions et autres pièces utiles et nécessaires en fait tant de police que de justice*, par NOBLE FRANÇOIS D'AIX, Avocat en Parlement et Jurisconsulte de Marseille. — A Marseille, chez Claude Garcin, Imprimeur du Roi et de la Ville. M.DC.LVI. — Avec permission et privilège de la Cour.

³ Méry et Guindon, *loc. cit.* IV, 253-272.

⁴ L'histoire municipale de Marseille est encore peu connue, aucun ouvrage important n'ayant été écrit sur ce sujet, et aucun Inventaire des Archives Communales n'ayant été publié du moins jusqu'au moment

Le reproche essentiel que nous puissions adresser à ces auteurs pour ce qui concerne cette partie de leur œuvre, c'est de n'avoir pas exactement indiqué d'où ils ont tiré les dix-huit statuts qui forment leur sixième livre. Ils donnent bien à entendre, il est vrai, qu'ils les ont transcrits d'après un manuscrit des Archives de Marseille, mais ce qu'ils disent de ce manuscrit se trouve en contradiction formelle avec le résultat de nos propres recherches, ce qui nous laisse supposer qu'ils n'ont pas travaillé d'après ce manuscrit ¹.

où notre travail a été achevé de préparer ; les Archives sont d'ailleurs encore aujourd'hui imparfaitement classées, et les recherches n'y ont été facilitées jusqu'à présent que par la bonne grâce et la compétence de l'archiviste, M. J.-Ph. Mabilly, que nous sommes heureux de remercier du concours précieux qu'il nous a prêté. On a vécu jusqu'à présent sur la tradition de RUFFI, qui a écrit une *Histoire de Marseille* (1^{re} édition, 1 vol., 1642 ; — 2^e édit., 2 vol., 1696) et sur les données, souvent inexactes, fournies par MÉRY ET GUINDON (ouvrage cité). Depuis cette dernière publication, AUGUSTIN FABRE a donné successivement une *Histoire de Marseille* (2 vol., Marseille, 1829) ; une *Notice historique sur les anciennes rues de Marseille* (1 vol., Marseille, 1862) et *Les Rues de Marseille* (5 vol., Marseille, 1867-1869), mais cet auteur se perd trop souvent dans le détail et la tradition anecdotique et, pour le moyen âge notamment, il est manifestement incomplet et insuffisant. — Sur cette période (1257-1480) nous avons aussi OCTAVE TEISSIER, *Marseille au Moyen âge* (1 vol., Marseille, Boy, 1891) : c'est un choix restreint de documents originaux provenant de divers dépôts d'archives et relatifs aux institutions et à la topographie de Marseille, mais trop peu nombreux pour fournir sur ces diverses questions une solution définitive. — Enfin, nous avons eu entre les mains deux récentes contributions à l'histoire de Marseille au moyen âge : J.-PH. MABILLY, *Les Villes de Marseille au moyen âge : Ville supérieure et Ville de la Prévôté* (1257-1348). — 1 vol., Marseille, 1905, — qui renferme d'intéressants documents et d'utiles renseignements ; et F. PORTAL, *La République Marseillaise au XIII^e siècle* (1 vol., Marseille, Ruat, 1907), ouvrage important sur la période d'autonomie municipale dont a joui Marseille avant Charles d'Anjou.

¹ De même, on pourrait relever les différentes affirmations erronnées de Méry et Guindon au sujet du *Livre Rouge* et des cinq premiers livres des Statuts. Ces auteurs, qui ont affirmé avoir intégralement transcrit le manuscrit du *Livre Rouge*, ne se sont pas aperçus que ce manuscrit finissait

Méry et Guindon déclarent qu'ils ont publié seulement un fragment du *VI^e Livre* parce qu'ils n'ont pas pu en établir le texte intégral, à cause du mauvais état du manuscrit ¹. Certes, nous l'avons déjà fait observer, ce manuscrit n'a pas la belle apparence régulière du *Livre Rouge*. Mais cela résulte justement

avec les deux premières lignes du Statut xxix, et ils ont continué leur transcription du Statut xxix au Statut lvi, sans indiquer à quel manuscrit ils empruntaient la fin de leur document. D'autre part, la partie qui répondrait à une transcription du *Livre Rouge* est loin d'être partout conforme au manuscrit, non seulement parce que des mots ont été mal lus, mais aussi parce que des membres de phrases entiers ont été laissés de côté. Nous sommes donc fondés à nous demander si véritablement Méry et Guindon se sont servis, comme ils l'ont répété plusieurs fois, du *Livre Rouge*, et s'ils n'ont pas eu entre les mains une copie des Statuts plus récente, faite à l'usage d'un jurisconsulte, avocat, procureur ou notaire, dans le genre de celle publiée par François d'Aix. — C'est en comparant notre manuscrit complet avec leur œuvre que nous avons acquis la certitude qu'ils n'ont pas travaillé d'après les documents des Archives Communales de Marseille, qu'ils ont, au contraire, peu connues, du moins pour ce qui concerne la période du moyen âge. Non seulement notre manuscrit donne intégralement les cinq premiers livres des Statuts, mais il contient aussi le texte LATIN des *Chapitres de Paix*. Or, Méry et Guindon disent (iv, 246) : « Le sixième livre, qui va être mis sous les yeux de nos lecteurs, sera suivi de la table des Chapitres de Paix qui, dans le manuscrit municipal, suit immédiatement le texte du cinquième livre des Statuts ; cette table fait regretter la disparition des Chapitres *que nous n'avons pu retrouver* ; mais, s'il nous est impossible d'en publier le texte latin, nous pouvons, au moins, en donner une traduction française... » Notre manuscrit des *Statuta Civitatis Massilie* a donc échappé complètement à Méry et Guindon. Comme, d'autre part, — et nous espérons le démontrer de façon satisfaisante, — leurs affirmations au sujet des fragments du *VI^e Livre* sont suspectes, nous croyons pouvoir nous demander avec raison si, véritablement, ils ont employé pour l'écriture de leur ouvrage la méthode de recherches qu'ils se flattent d'avoir suivie dans leurs différents avant-propos.

¹ Méry et Guindon, (*loc. cit.*, iv, 245) : « Nous avons cru devoir donner ce sixième livre par ailleurs, nonobstant les omissions de plusieurs chapitres et l'impossibilité où nous avons été de réparer ces omissions, à l'aide de minutieuses et consciencieuses recherches que nous avons dû faire... », et (iv, 246) : « Le sixième livre, qui va être mis dans l'ordre si irrégulier de ses chapitres... »

de ce qu'il a été fait au jour le jour et à nos yeux augmente sa valeur au lieu de la diminuer. Donc, l'ordre, dans lequel se suivent les statuts qui le composent, ne peut être que régulier et nous nous demandons de quelles omissions et de quelles irrégularités Méry et Guindon ont voulu parler. Ont-ils donné à entendre qu'ils se sont laissés arrêter par la difficulté d'établir une concordance entre l'index des statuts, placé en tête de notre livre, et le texte même de ces statuts ? La *rubrique*, inscrite au début du manuscrit du *VI^e Livre*, est en effet incomplète, car elle ne mentionne pas les statuts qui se trouvent transcrits sur les derniers feuillets du manuscrit sans doute parce qu'elle a été faite avant eux. Elle n'a donc pas la belle apparence des rubriques des cinq premiers livres, qui ne sont que des copies soignées de rubriques primitives que nous n'avons pas entre les mains. Mais elle correspond au texte qu'elle annonce et nous n'avons pas eu à constater entre la table et le document ces différences profondes qui n'auraient pas permis à Méry et Guindon de s'y reconnaître, partant d'en donner un texte complet. Tout au plus avons-nous pu relever dans la table la répétition de quatre titres. Mais le scribe lui-même s'est aperçu de son erreur : il a annulé les titres qu'il avait indûment répétés et, sans tenir compte de la numérotation qu'il leur avait attribuée, il a poursuivi sa table en attribuant aux statuts qu'il inscrivait à nouveau le numéro d'ordre qui leur convenait¹. Une erreur matérielle de ce genre, d'ailleurs réparée immédiatement, ne permet donc pas d'appliquer à notre manuscrit les reproches de désordre et d'omission que les auteurs de l'*Histoire Analytique* font au manuscrit du *VI^e Livre* qu'ils auraient eu entre les mains. D'ailleurs, les statuts se suivent dans notre manuscrit suivant le même ordre où ils ont été inscrits dans la rubrique : si les titres sous lesquels ils figurent dans cette rubrique ne sont pas toujours

¹ LIII. Columbus. — LV. De tegulis et maonis. — LVI. De Usurariis. — LVI-LXIII. Statutum novum de Marinariis. — LXIII. Revocatio Statutorum de Usuris. — LXV. De regimine panis. — (LXVI. De Columbus. — LXVII. De tegulis et maonis. — LXVIII. De Usurariis. — LXVIII. De Marinariis.) — LXVI. De lapidibus.

reproduits dans le manuscrit sous leur première forme, si même certains ont été omis en tête des statuts auxquels ils s'appliquent, il n'est pas indispensable de faire « de minutieuses et consciencieuses recherches », comme prétendent avoir fait Méry et Guindon, pour rétablir l'ordre du manuscrit.

Il est donc certain que Méry et Guindon n'ont pas eu entre les mains le même manuscrit que nous. Mais, comme les Archives de Marseille n'en possèdent point d'autre, nous croyons pouvoir affirmer que ce n'est pas d'après un texte manuscrit qu'ils ont transcrit pour les publier les fragments du *VI^e Livre* : c'est simplement un texte imprimé qu'ils se sont contentés de publier à nouveau, celui de François d'Aix.

Il existe, en effet, de si étroits rapports entre le texte de François d'Aix et celui de Méry et Guindon, qu'il nous paraît impossible de ne pas supposer que celui-ci est une simple reproduction de celui-là. C'est d'abord le même choix fait parmi les statuts du *VI^e Livre* et le même nombre de statuts choisis. Ce choix a été fait arbitrairement et les statuts publiés ne sont ni les plus importants ni les plus caractéristiques du *Livre*. C'est ensuite la reproduction intégrale du texte de ces statuts tel qu'il a été donné par François d'Aix avec les lectures fautives qu'il a pu faire et qu'il eût été facile de corriger avec un peu d'attention ¹. Ce texte est différent en de nombreux passages de celui de notre manuscrit. Si Méry et Guindon avaient eu celui-ci entre les mains, ils auraient à coup sûr corrigé François d'Aix, comme ils ne l'auraient probablement pas suivi docilement dans le choix des statuts à publier. Nous n'avons donc aucun compte à tenir, ce nous semble, de l'affirmation de ces auteurs qu'ils

¹ V. par exemple, Statut XII, *in fine* dans François d'Aix et dans Méry et Guindon, « a tempore recitationis *stuius* statuti... » et dans notre manuscrit, « a tempore recitationis *hujus* statuti. » — Statut LXXVII, dans François d'Aix et dans Méry et Guindon, «... Et *enim alia* inclavata... », et, dans notre ms., Statut LXXVIII, « Et *animalia* inclavata. »

ont pris leurs fragments du *VI^e Livre* dans un manuscrit des Archives de Marseille¹.

Nous venons d'établir que Méry et Guindon n'ont pas emprunté à un document original les extraits du *VI^e Livre des Statuts*, qu'ils ont publiés à la suite des cinq livres des *Antiqua Statuta*. Au cours de cette discussion, nous avons eu aussi l'occasion d'établir qu'il existait des dissemblances entre le manuscrit des *Statuta Civitatis Massilie* et le texte des fragments du *VI^e Livre* publiés par François d'Aix, auquel Méry et Guindon ont eu recours. Quelques-unes de ces dissemblances proviennent

¹ Méry et Guindon ont, sans doute, hésité à avouer qu'il ont eu recours à François d'Aix pour le *VI^e Livre* parce qu'ils avaient déjà critiqué cet auteur pour son édition des Statuts, sans distinguer entre les cinq livres des *Antiqua Statuta* et le *VI^e Livre*. « François d'Aix, indépendamment du reproche mérité qu'on peut lui adresser d'avoir embrouillé le texte par des raisonnements dépourvus de sens et de style, ainsi que par des citations étrangères même au sujet, en aurait quelquefois altéré le texte... » (*Hist. analyt.*, II, 50). Il était, en effet, bien difficile à Méry et Guindon d'avouer au tome IV qu'ils se servaient de François d'Aix, faute de pouvoir se débrouiller dans un manuscrit, alors que, au tome II, ils l'avaient accusé en termes généraux d'inexactitudes et d'altérations de textes. Au reste, la défaveur, dont a joui François d'Aix et qu'il doit en très grande partie aux critiques de Méry et Guindon, ne nous paraît pas absolument méritée. On n'a pas suffisamment considéré le point de vue particulier auquel s'est placé cet auteur quand il a publié son ouvrage : avocat et jurisconsulte, il a voulu faire un recueil commode que pourraient consulter ses confrères marseillais. De là, la publication, à côté du texte même, *plus soigneusement établi, d'ailleurs, que celui de Méry et Guindon*, d'un commentaire où, à côté de digressions littéraires évidentes et inutiles, se trouvent d'utiles renvois au droit romain, aux feudistes, aux ordonnances des Rois de France, à la jurisprudence des Parlements et, en particulier, du Parlement de Provence. Nous nous étonnons de la sévérité avec laquelle un juriste (de Fresquet, *Étude*, etc.) a jugé l'œuvre de François d'Aix, alors qu'il est plein d'admiration pour celle de Méry et Guindon. Sans doute, la confiance absolue qu'il accorde à ces auteurs l'a empêché d'étudier soigneusement François d'Aix et surtout d'aller aux Archives de Marseille vérifier sur place l'exactitude des documents sur lesquels il a fondé ses théories sur la législation de Marseille au XIII^e siècle.

du caractère même de l'œuvre de François d'Aix. Selon nous, celui-ci a voulu faire une sorte de *Memento* de la législation municipale de Marseille. Il a donc supprimé dans les textes qu'il a choisis tout ce qui lui a paru inutile, par exemple les préambules placés en tête de beaucoup de statuts, les formules de confirmation du statut par le Conseil Général, et les dates de la délibération ¹. Mais il y a aussi d'autres différences entre notre texte et celui de François d'Aix et elles ne nous paraissent pas provenir toutes du désir de réduire des formules longues et inutiles, car quelques-unes modifient sensiblement la signification même du statut ².

Il ne nous paraît donc pas possible d'admettre que François d'Aix ait eu entre les mains le même manuscrit que nous. Il est, au contraire, certain qu'il a disposé d'un manuscrit différent et

¹ V. notamment le Statut *De Columbīs* (ds. Fr. d'Aix, n° LV, p. 601, et ds. notre Recueil, n° LIV) : — Nous lisons dans Fr. d'Aix : « Cum multi habeant domos... » et dans notre manuscrit : « Quoniam justum est et consonum ut unusquisque sibi caveat et obtemperet a damnis et injuriis aliorum et cum aliqui probi homines sicut in Civitati Massilie qui habeant domos... » — De même le Statut *de lapidibus*. Fr. d'Aix (n° LXV, p. 604) donne : Statuimus quod omnes lapides qui apportabuntur... », et notre manuscrit (n° LXVI) : » Ad evitandas fraudes et machinationes que huc usque commisse sunt in commercio lapidum qui venduntur civibus et habitatoribus Massilie, pro communi et utilitate duximus amodo statuendum quod omnes et singuli lapides qui amodo aportabuntur... »

² Par exemple, le Statut *de officio incantatorum*. — Fr. d'Aix (n° XVI, p. 585) donne : « Nec dicat vel offerat precium... » et notre manuscrit (n° XVI) : « Nec dicat vel offerat precium ad incantum per se aliam personam, nec emat rem aliquam per alium incantatorem incantam rem ad incantum... » — De même, le Statut *de Areis, Femoraciis, Lignariis et Viridariis*. — Fr. d'Aix (n° XXXII, p. 589) donne : « Vallata Massilie areas... », et notre manuscrit (XXXIII, § 4) : *Vallata Massilie* a Portali Callate usque ad Portale Frache *areas...* — De même, Fr. d'Aix (n° XLV, p. 559) : « In quibus consuetum est blada, legumina et farinam discaricari et quod dicta blada... », et notre manuscrit (n° XLIV) : « *In quibus consuetum est blada, legumina et farinam discaricari et vendi ; et quod dicta blada...* » — De même, Fr. d'Aix (n° LVI, p. 603) : « decem libras regias.. », et notre manuscrit (n° LXV) : « *X sol. regalium.* »

postérieur au nôtre. En effet, un passage du statut xlvī « *De Calce et Statutarīis* » est ainsi conçu dans le manuscrit des *Statuta Civitatis Massilie* : « Occasione revendendi dictam calcem, neque cum aliquibus aliis personis que revendant calcem predictam in Civitate predicta Massilie nec etiam in Civitate superiori vel Prepositure Massilie. Et si aliqua vel aliquæ persone contra faciant... » Au contraire, François d'Aix donne simplement ¹ : « Occasione revendendi dictam calcem et si contra fecerint... » Le copiste dont il a ainsi transcrit la réduction a donc supprimé la prescription qui étendait l'interdiction de la vente de la chaux du territoire de la ville Inférieure à celui des deux villes Supérieure et Prévôtale : c'est que, au moment où le statut a été transcrit sur le registre dont François d'Aix s'est servi, les deux villes Supérieure et Prévôtale étaient réunies à la ville Inférieure ou Vicomtale. Cette réunion a eu lieu en 1348. La transcription de ce statut est donc postérieure à cette année 1348, tandis que le statut a été arrêté dans sa forme primitive antérieurement à cette date. Par conséquent, notre manuscrit donnant cette forme primitive est plus ancien que celui dont François d'Aix s'est servi. Nous ne croyons même pas trop nous avancer en ajoutant qu'il a été le manuscrit original, qui a servi dans la suite à tous les administrateurs municipaux et à tous les jurisconsultes marseillais qui ont eu besoin de recourir aux sources même du droit municipal.

Nous croyons en trouver encore une dernière preuve. Du Cange a emprunté d'assez nombreux exemples aux Statuts de Marseille. Or, il cite toujours ceux de ces exemples qui sont tirés du VI^e Livre d'après le numéro d'ordre qui leur a été attribué dans notre manuscrit. Or, cette numérotation ne concorde pas avec celle de François d'Aix. Notre manuscrit réunit, en effet, quelquefois sous un même numéro divers statuts qui se rapportent à des objets différents ¹ ; cette réunion a été faite parce que ces statuts ont été approuvés le même jour par le Conseil qui en

¹ François d'Aix, *De Calce non revenda*, statut xlvii, p. 600.

a ordonné l'inscription simultanée au *Livre des Statuts* ². Mais les scribes, qui par la suite ont fait des copies de ces statuts, ont parfois modifié cette disposition et François d'Aix, qui s'est servi d'une copie de ce genre et non du manuscrit original du *VI^e Livre*, a distingué entre elles les différentes parties d'un même statut dont il a fait des statuts séparés ³. C'est là une première altération tout extérieure dont notre manuscrit n'a pas eu à souffrir. Il se présente donc avec tous les caractères les plus certains d'authenticité et de valeur.

¹ Ainsi, le Statut xxxii contient : 1^o des prescriptions relatives à la Commission des six prudhommes chargés de la rédaction des Statuts ; — 2^o à la vente et aux mesures du vin ; — 3^o à l'industrie du coton ; — 4^o aux fabricants de cire. — Le Statut xxxiii a pour objet : 1^o la cure du port ; — 2^o les notaires et les jurisconsultes ; — 3^o un règlement sur les étoffes de coton ; — 4^o un règlement de voirie ; — 5^o le commerce du vin ; — 6^o un règlement sur le prêt à intérêt. — Nous pourrions citer encore d'autres exemples.

² Il arrive même que la délibération du Conseil fait l'objet d'un Statut à part, inscrit au *Livre des Statuts* sous un numéro et un titre spéciaux, par exemple les Statuts xx et xxxi, portés ainsi à la rubrique : « *Confirmatio Statutorum*. »

³ Par exemple, le Statut xxxii, publié par Fr. d'Aix sous ce titre « de Areis, femoraciis, lignariis et viridariis », forme le Statut xxxiii § 4 du *Livre des Statuts*. Les Statuts de confirmation ont également disparu.

II

La composition du « VI^e Livre ». — Les Lettres-Patentes des Comtes de Provence et les Statuts municipaux. — Définition des Statuts. — Leur élaboration : les « Statutarii ». — Leur approbation : le Conseil Général et le Vigulier. — Leur publication : l'Assemblée publique. — Leur inscription au « Livre des Statuts ». — Les dérogations.

Par le fait même des conditions matérielles dans lesquelles il a été composé, le *VI^e Livre des Statuts* de Marseille ne présente pas absolument les mêmes caractères que les cinq livres qui le précèdent dans notre manuscrit ¹. Ceux-ci ne contiennent absolument que des statuts, c'est-à-dire des documents d'origine municipale. Celui-là est, au contraire, formé de deux sortes de documents. Les uns sont des statuts en tout semblables par leur forme à ceux qui constituent les cinq premiers livres. Les autres sont des décisions prises sous la forme de Lettres-Patentes par les Comtes de Provence, rois de Naples ². C'est que la législation en vigueur à Marseille, dès la

¹ Du moins ceux-ci ne sont-ils pas parvenus sous leur forme primitive : de là, l'impossibilité où nous nous trouvons de faire entre eux et le *VI^e Livre* une comparaison complète.

² Un document, inscrit dans notre manuscrit sous le numéro XLVIII, n'appartient à aucune de ces deux catégories. C'est une copie des *Pacta Ecclesie cum Universitate* ou Convention passée le 10^e jour des calendes de février de l'année 1219. (23 janvier 1219, anc. st.) entre les Recteurs de la Ville Vicomtale ou Inférieure et l'Evêque et le Chapitre, seigneurs respectifs de la Ville Supérieure et de la Ville Prévôtale. C'est un véritable traité de paix, conclu à la suite d'un soulèvement de ces deux dernières villes contre leurs seigneurs. Les rebelles avaient été aidés par les citoyens de la Ville Inférieure. Le traité fixe les limites du territoire des

fin du XIII^e siècle, a une double origine, municipale et seigneuriale. C'est la conséquence du changement apporté par les *Chapitres de Paix* à l'organisation communale marseillaise.

En vertu de ce traité, passé en 1257 entre les Marseillais et le Comte de Provence, celui-ci devenait le seigneur de Marseille. Il acquérait à ce titre tous les droits et domaines dont cette ville avait précédemment joui. Il surveillait son gouvernement par l'intermédiaire d'un Viguiier, qui était son représentant dans la ville, du Juge du Palais et des deux Juges des Appellations¹. Il intervenait directement dans les affaires de Marseille en répondant aux ambassades que les Marseillais recevaient le droit de lui envoyer pour poursuivre le redressement des griefs de leur ville et veiller au maintien de ses privilèges. Marseille continuait, il est vrai, à élire annuellement divers magistrats municipaux ; mais ceux-ci étaient subordonnés aux agents du Comte, puisque, pour être valables, leurs décisions devaient être sanctionnées par le Viguiier. Le Corps de ville n'en subsistait pas moins, jaloux de maintenir intactes les prérogatives communales contre les prétentions parfois exagérées des agents du Seigneur.

C'est pourquoi la législation marseillaise se complique après 1257. Nous voyons, dès lors, apparaître à côté des statuts municipaux les édits et ordonnances des Comtes de Provence. Le *VI^e Livre des Statuts* ne contient pas cependant toutes les Lettres Comtales qui ont eu pour objet les affaires de Marseille. Il y a, en effet, aux Archives de Marseille, un autre cartulaire où ont été réunies les Lettres-Patentes des Comtes de Provence et

trois villes, règle les rapports qui existeront entre leurs habitants et détermine les privilèges dont jouiront les sujets de l'Evêque et du Chapitre dans les différents ports de la Ville Inférieure. La présence de cet acte dans notre manuscrit ne s'explique, ni par sa date, de beaucoup antérieure à celle des plus anciens Statuts du *VI^e Livre*, ni par son caractère. Il se trouve d'ailleurs sous d'autres formes aux Archives de Marseille et il est publié par Portal, *La République Marseillaise au XIII^e siècle*, p. 343.

¹ *Chapitres de Paix*, VII et VIII.

des Rois de France qui leur ont succédé dans la Seigneurie de la ville. C'est le *Livre Noir* complément indispensable de notre *Livre des Statuts* pour qui veut suivre le développement des institutions marseillaises au moyen âge. Nous pouvons établir cependant une distinction entre les documents d'origine seigneuriale qui sont au *Livre Noir* et ceux qui sont au *Livre des Statuts*. Ce n'est pas par hasard, en effet, que ceux-ci figurent parmi les Statuts de Marseille. Ils ont, en quelque sorte, pris le caractère de véritables statuts à la suite d'une décision du Conseil général qui a ordonné leur inscription au *Livre des Statuts* ¹.

C'est que les Lettres des Comtes de Provence présentent un intérêt législatif d'ordre général, pour ainsi dire constitutionnel. D'abord les décisions qu'elles portent à la connaissance des Marseillais ont été prises à la sollicitation de leurs ambassadeurs, c'est-à-dire conformément aux prescriptions des *Chapitres de Paix* ². De même que les *Chapitres de Paix* ont été incor-

¹ V. notamment la mention inscrite à la suite d'une lettre du roi Robert du 3 janvier 1306 (v. st.) (*Livre des Statuts*, fo 178-179) : « Prescriptam quoque litteram ego, Jacobus Traverii, notarius et scriba Curie Palatii Massilie, bona fide scripsi ; » — et celle inscrite à la suite d'une lettre de la reine Jeanne du 10 août 1372 *De gagiis domini vicarii* (*Livre des Statuts*, fo 220) : « Quas quidem litteras ego, Guillelmus Bajuli, notarius Curie Palatii, transcripsi de suo originali in presenti Libro Statutorum. »

² *Lettres du roi Robert*, du 3 janvier 1306, *super excerptis ambaxiatorum* (*Livre des Statuts*, fo 178-179) : « Robertus... Dum supplicationibus regiorum, fidelium, devotorum nostrorum benignum auditum impendimus et exauditionis januam aperimus ipsorum fidem et devotionem erga dominum genitorem nostrum et nos serventius extitimus sane pro parte Universitatis hominum predictae Civitatis Massilie patrum, fidelium, devotorum nostrorum, per ambaxiatores eorum nobis nupperrime supplicato... » — *Lettres de Louis II*, du 2 août 1390 (*Livre des Statuts*, fo 209) : « ... Supplicato itaque pro parte Universitatis et hominum dicte Civitatis Massilie nobis devotius ut prefata capitula per modum petitionum et super illis et eorum quolibet decretationes et exauditiones de auctoritatis nostre presidio cum matura et provida deliberatione nostri nobis assistentis consilii procedentes pro nos premissis

porés au V^e Livre des Statuts, de même les décisions prises par les Comtes, au sujet de questions antérieurement réglées par ce contrat, doivent également figurer au VI^e Livre.

En effet, ces décisions confirment ou modifient le plus souvent la législation des *Anciens Statuts* ou des *Chapîtres de Paix*, sans étendre toutefois les droits du Comte aux dépens de ceux de la ville. Le roi Robert de Naples décide, par exemple, le 3 janvier 1306 : 1^o que rien ne sera changé aux prescriptions des Chapîtres de Paix obligeant les officiers du Comte, sortis de charge après une année d'exercice, à laisser s'écouler une année avant d'être appelés à un nouvel office ¹ ; — 2^o que les

modo ad exauditionis gratiam admissa benigniter et acceptata per vos et vestrum quemlibet ipsis Massiliensibus supplicantibus efficaciter et integraliter observata benignius dignaremur... » — *Lettre de la reine Marie*, du 20 août 1385 (*Livre des Statuts*, fo 210 v^o) : « Nuper nostre majestati porrecta petitio continebat quod dum armata... » — *Lettre du roi Louis et de la reine Jeanne*, du 24 novembre 1360 (*Livre des Statuts*, fo 219). Elle a été écrite sur la prière des deux ambassadeurs de Marseille, Guillaume de Montolieu et Antoine Dieudé. — *Lettre de la reine Jeanne*, du 20 août 1372 (*Livre des Statuts*, fo 220) : « Pro parte universitatis hominum Civitatis nostre Massilie, nostrorum fidelium, fuit majestati nostre per eorum ambassiatores et nuncios, ad presentiam nostram missos, querelantes expositum quod... »

¹ *Chapîtres de Paix*, VIII. — La lettre de Robert s'exprime ainsi : « In primis videlicet quod vos predicti Senescalli presentes et futuri post amotionem Vicarii, Judicis palatii, Judicum tam primarum quam secundarum appellationum et Subvicarii dicte Civitatis faciendam annis singulis in festo sancti Andree Apostoli successive, non statuatis ipsos amotos in predictis gestis per eos officiis vel aliquo alio ex ipsis officiis Civitatis ejusdem nisi abstinuerint seu cessaverint per annum unum continuum a dicto festo inantea numerandum, solis Judice palatii et Judicibus primarum et secundarum appellationum officia ipsa presenti anno in eadem civitate gerentibus dumtaxat exceptis quos non obstante quod, anno preterito, officia alia ex predictis inibi exercuerint in predictis judicatum officiis quodque nunc gerunt usque ad dictum festum primo futurum, volumus remanere. Per hoc tamen nostre intentionis non est discedere quoquo modo a Capitulis seu Statutis et Conventionibus Pacis nutis inter clare memorie domini avum nostrum et homines universitatis predicte. »

dépenses pour l'armement des navires ou pour l'envoi des ambassadeurs en Cour seront faits suivant les prescriptions des Chapitres de Paix ¹ ; — 3° que les officiers préposés à la Cure du Port seront payés de ce qui leur reste dû des 400 livres destinées à ce travail et que dans l'avenir une même somme de 400 livres sera payée pour cet objet ². Ce sont encore des prescriptions du même genre, se rapportant aux divers Chapitres de Paix, que confirment, précisent, amendent ou étendent différentes lettres du roi Louis II, du 27 août 1390 ³.

¹ *Chapitres de Paix*, II. — *Lettre du roi Robert* : « Secundo : Quod vos prefati Vicarii et Clavarii presentes et futuri expensas navium, galearum et aliorum lignorum que armabuntur, et ambaxatorum et nunciorum qui mittuntur de concilio et juxta concilium et ad requisitionem illorum qui erunt de consilio generali Massilie vel majoris et sanioris partis dicti Consilii, faciatis de redditibus regie Curie Massilie, juxta formam dictorum Capitulorum et Conventionum Pacis predictæ, omnia calupnia, prepedio et difficultate remotis. »

² *Chapitres de Paix*, III et LVII. — *Lettre du roi Robert* : « Rursus quod omnes et singule quantitates restantes ad solvendum operariis portus Massilie de preterito tempore de illis quadringentis libris regalium seu massiliensium minorum, que annis singulis solvi debent de predictis redditibus dicte regie Curie Massilie ad curam dicti portus, ipsam solvantur operariis presentibus portus ejusdem, et in futurum annis singulis libre quadringente ipsius monete dicti portus operariis presentibus et futuris sine impedimento, contradictione et mora quibuslibet exsolvantur statutis terminis justa conventiones predictas, »

³ Ces lettres sont au *Livre des Statuts* du f° 206 au f° 209. La première réduit le nombre des chevauchées auxquelles les Marseillais sont astreints (*Chapitres de Paix*, XIV) ; — la deuxième déclare les Marseillais francs et libres des droits et péages du château des Pennes et du Port-de-Bouc et les confirme dans le droit de « lenhayrare et lignam scindere, animalia depascere et pastorgare, furnos calcis et certa alia facere in territorio dicti Castri de Pennis, » par extension des prescriptions des *Chapitres de Paix* (XIV) ; — la troisième révoque, en ce qui concerne Marseille, comme contraires aux libertés, franchises et *Chapitres de Paix* de cette ville, certains droits concédés par la reine Marie à d'autres villes des Comtés de Provence et de Forcalquier ; — la quatrième confirme les donations, concessions, libertés, grâces, immunités et privilèges accordés aux Marseillais par la reine Marie ; — la cinquième a pour objet a) le serment que les officiers du Comte doivent

D'autres Lettres Comtales se rapportent à des questions qui ne sont pas traitées dans les *Chapitres de Paix* mais qui, par leur nature, se rapprochent de celles qui ont été réglées par l'acte de 1257. Une lettre de la reine Marie, du 20 août 1385, interdit désormais au Viguiier de Marseille et à ses lieutenants, pour éviter des fraudes commises fréquemment au préjudice des Marscillais, d'accorder l'autorisation d'armer des navires et de recevoir caution des patrons de navires hors de la présence et sans le consentement des syndics de Marseille ¹.

Le *Livre des Statuts* contient encore quelques autres lettres des Comtes de Provence qui présentent les mêmes caractères que celles que nous venons d'analyser parce qu'elles nous ont paru les plus significatives ². Il y en a cependant

prêter d'observer et respecter les *Chapitres de Paix* et des conséquences que pourra entraîner leur refus de serment ; — *b*) des prescriptions relatives à l'arrestation et à l'emprisonnement du débiteur insolvable (*Chapitres de Paix*, xvi et xvii) ; — *c*) la procédure à suivre dans les enquêtes criminelles (*Chapitres de Paix*, xiii) ; — *d*) l'appel des sentences arbitrales rendues par le Viguiier (*Chapitres de Paix*, xiiii) ; — *e*) l'établissement des tables des changeurs conformément aux anciennes prescriptions.

¹ *Livre des Statuts*, fo 210 v^o. « Notum facimus quod nos... de certa nostra scientia, speciali gratia et auctoritate bajulie qua fungimur in hac parte et ex deliberatione Consilii nostri, concessimus et concedimus, ac tenore presentium volumus, statuimus et ordinamus quod Vicarii, Locotenentes, Judices ac Notarii regie Curie Massiliensis presentes et posterii non possint ad partem nec in secreto licentiam concedere neque dare armandi galeas nec aliqua ligna nec fidejussoriam cautionem eorumdem recipere nisi vocatis, presentibus, consentientibus ac volentibus Sindicis ac Consulibus Massilie, quodque Vicarii et alii Officiales predicti in ingressu officiorum jurent et teneantur hoc jurare ad sancta Dei evangelia. »

² Ce sont ; 1^o une lettre du roi Louis et de la reine Jeanne relative au serment des officiers royaux de Marseille (24 novembre 1360, fo 219) ; — 2^o la lettre de la reine Jeanne *de Gageis domini Vicarii* (10 août 1372, fo 220) ; — 3^o une autre lettre de la reine Jeanne (13 avril 1374, fo 218), interdisant aux notaires, clavaires et autres officiers de la cour royale de rien percevoir « pro annotationibus bonorum Massiliensium quas pro Curiam nostram civitatis ejusdem continget fieri » ; — 4^o une lettre du roi Louis II (28 juin 1400, fo 228) « pro piscatoribus qui non tenentur solvere juribus regiis nisi unum denarium pro salmata piscium. »

quelques autres, qui ne se rapportent, il est vrai, ni à quelque une des matières traitées dans les *Chapitres de Paix*, ni à une question d'ordre général susceptible de trouver place dans une charte constitutionnelle du caractère de l'acte de 1257. Ce sont différentes lettres relatives aux Juifs, dont la présence dans le *Livre des Statuts* s'explique par ce fait que les Juifs se trouvaient à Marseille dans une condition plus privilégiée que celle à laquelle étaient soumis les Juifs de Provence. Ils étaient assimilés aux autres citoyens de Marseille et ils pouvaient se réclamer du bénéfice des garanties que les *Chapitres de Paix* accordaient aux Marseillais. Les décisions prises par les Comtes de Provence à leur sujet complètent donc sur un point particulier la législation constitutionnelle de Marseille et elles ont trouvé naturellement leur place dans le cartulaire qui renferme cette législation¹.

Nous aurions tort, cependant, de confondre ces différentes ordonnances des Comtes de Provence avec les Statuts que contient aussi notre manuscrit. Ceux-ci et celles-là sont loin de présenter des caractères communs. Leur présence dans un même registre ne s'explique que par le dualisme politique auquel Marseille était soumise par le fait des *Chapitres de Paix*. De même que cette convention a été inscrite dans les cartulaires municipaux à la suite des *Antiqua Statuta* dont elle réformait quelques-uns, de même on a inscrit parmi les *Statuta facta post Pacem* les décisions du Comte qui complètent ou expliquent les *Chapitres de Paix*. La Constitution marseillaise étant formée de deux éléments, il est logique que ces éléments soient réunis dans un même cartulaire, afin qu'on puisse y recourir plus facilement en cas de besoin.

¹ *Lettre de Louis II*, du 9 octobre 1389 (f° 214) : Per Judeos, confirmatio eorum privilegiorum ; — *Lettre de Marie*, du 23 janvier 1387 (f° 218) : De Judeis ; — *Lettre d'Yolande*, du 4 avril 1422 (f° 231) : Littera pro Judeis ut non cogantur per officiales ad mutuandum aliqua utensilia domus ; — *Lettre du roi René* reproduisant la lettre ci-dessus de la reine Yolande (f° 236). — Nous avons déjà publié et commenté ces diverses lettres dans notre étude : *Les Juifs de Marseille au moyen âge* (*Revue des Etudes Juives*, 1903).

Malgré cet étroit rapport entre ces décisions des Comtes de Provence et les Statuts, nous ne publierons dans ce recueil que les Statuts. C'est qu'il y a entre eux et les Lettres Comtales une différence essentielle qui justifie, à nos yeux, le plan que nous avons adopté. Les Statuts ont été préparés et délibérés à Marseille, par des citoyens, membres du Corps de ville, élus par leurs concitoyens ; ils continuent la tradition législative, inaugurée dans la première partie du ^{xiii}^e siècle, pendant la période où Marseille, ayant racheté leurs droits à ses vicomtes, était une cité autonome. Les Lettres émanent, au contraire, d'une autorité extérieure à la ville, qui s'est imposée par la force aux Marseillais et dont l'établissement a modifié sensiblement le régime sous lequel ils avaient vécu jusque-là. C'est donc parce les Statuts et les Lettres ne procèdent pas d'une même initiative et que les décisions qu'ils promulguent ont été prises en vertu de principes opposés et parfois contradictoires que nous laissons de côté les lettres des Comtes de Provence qui se trouvent dans notre manuscrit. Nous estimons, en effet, que leur place est plutôt dans un autre recueil où elles seraient réunies aux *Chapitres de Paix*, ceux-ci n'ayant pas encore été publiés sous leur forme originale.

L'étude des Statuts suffit, d'ailleurs, amplement à alimenter l'intérêt d'un recueil. Jusqu'à présent, en effet, les Statuts n'ont pas été soigneusement étudiés et personne n'en a encore donné, à notre avis, de définition satisfaisante. En 1865, il est vrai, M. de Fresquet a publié une *Etude sur les Statuts de Marseille au XIII^e siècle*, mais cette étude a été faite surtout au point de vue juridique, en négligeant beaucoup trop l'intérêt historique que présentait ce document. D'autre part, de Fresquet est loin d'avoir fait une étude originale : nous n'avons pas retrouvé dans son ouvrage la trace d'une documentation personnelle. Il a travaillé d'après Ruffi, et surtout d'après Méry et Guindon¹ ;

¹ J. de Fresquet, *loc. cit.*, p. 9. « C'est dans ce manuscrit [celui du *Livre Rouge*] qu'a été pris le texte des cinq livres que nous allons résumer. Nous avons la conviction que MM. Méry et Guindon ont apporté tout le soin possible à la collation de leur copie, mais malheu-

ainsi, il s'est exposé soit à des erreurs, soit à la répétition de récits traditionnels qu'une étude plus attentive lui eût permis d'éviter. Il était d'ailleurs insuffisamment préparé, malgré ses hautes études juridiques antérieures, à entreprendre un semblable travail. N'a-t-il pas pris pour du Catalan, — sur la foi de Méry et Guindon, il est vrai, — le dialecte provençal, qui était en usage à Marseille et dans lequel sont rédigés quelques statuts ¹ ? Son étude se ressent naturellement de ces défauts et elle se réduit, en somme, à un résumé parfois imparfait des statuts publiés par Méry et Guindon.

Nous remarquerons, en outre, que de Fresquet n'a pas tenu un compte suffisant des extraits du VI^e Livre qu'il a trouvés dans Méry et Guindon. Il n'a pas su qu'ils faisaient réellement partie d'un livre supplémentaire ajouté au cinq livres des *Antiqua Statuta*. Bien qu'en sa qualité de juriste il n'eût pas dû ignorer que la loi est essentiellement changeante, puisqu'elle est l'expression d'un état social momentanée, il a trop tenu compte de cette date de 1257 qui aurait clôturé, d'après lui, la vie municipale et législative de Marseille ². Il a donc laissé entière la question, surtout en ce qui concerne les Statuts du VI^e Livre.

reusement ils n'étaient pas jurisconsultes et ils ont laissé passer plus d'une phrase qui aurait demandé des corrections ; du reste, nous sommes encore heureux d'avoir leur publication, puisque sans cela nous en serions réduits aux élucubrations de François d'Aix. » De Fresquet, tout en doutant de l'exactitude partielle du texte de Méry et Guindon, n'a pas eu l'idée d'aller vérifier sur le document même si ses doutes étaient fondés. Cela seul suffirait à nous mettre en éveil contre la valeur de son étude.

¹ De Fresquet, *loc. cit.*, p. 10. « Les Statuts sont écrits en latin, bien que la langue vulgaire de Marseille fût le Catalan, tel qu'on le retrouve dans le Consulat de la Mer et dans certaines parties mêmes de Statuts. »

² De Fresquet, *loc. cit.*, p. 10. « Aux cinq livres du manuscrit *officiel*, les auteurs de l'histoire de Marseille ont ajouté certaines pièces authentiques dont ils ont fait un sixième livre. Nous nous en servons surtout pour le droit civil, mais en faisant remarquer que presque toutes ces lois sont postérieures à 1257. »

A coup sûr, et en cela nous partageons l'opinion de Fresquet¹, les Statuts ne forment pas à eux seuls la législation appliquée à Marseille du xiii^e à la fin du xv^e siècle. Nous ne pouvons pas cependant voir dans ces statuts, comme il le fait, de simples compléments du droit romain, en vigueur à Marseille comme dans les autres villes du Midi. Il y a bien, il est vrai, principalement dans les cinq livres des *Antiqua Statuta*, des statuts qui édictent des règles de droit proprement dit. Mais ces statuts sont en petit nombre relativement à ceux qui ont pour objet diverses questions de procédure judiciaire et surtout à ceux qui sont de simples réglemens municipaux et qui embrassent les questions les plus diverses de la compétence d'administrateurs communaux.

Nous croyons même qu'il serait imprudent de dire que les Statuts forment le droit coutumier de Marseille ; ils n'en sont qu'une partie. Les préambules des Statuts font, en effet, parfois une distinction entre ce qu'ils nomment le « droit, la coutume et le statut² ». C'est pourquoi nous pensons qu'on peut définir le statut de la façon suivante : c'est une décision prise par le Conseil général, suivant des formes déterminées, sur les objets les plus divers du droit public, du droit privé, de la police et de l'administration municipale. Cette décision paraît emporter les mêmes effets que la loi proprement dite, qui n'apparaît jamais dans la langue des Statuts que sous le terme vague de *jus* : ainsi, le Statut promulgué doit toujours être « *inviolabiliter observandum* » et « *in perpetuum valiturum* »³.

¹ De Fresquet, *loc cit.*, p. 11. « Nous devons faire remarquer que les Statuts sont uniquement, comme les autres coutumiers du Midi, des compléments de droit romain qui constituait le droit commun de cette partie de la France. C'est ce qui explique pourquoi il y a un grand nombre de matières passées sous silence ou à peine mentionnées dans ces lois : on renvoie implicitement aux règles du droit romain. »

² *Jus, Consuetudo, Statuta*. — V, VI^e Livre, *passim*.

³ V, VI^e Livre, *passim*. — Il est difficile de déterminer à quelle époque les Statuts ont cessé d'être appliqués à Marseille, si tant est qu'ils aient jamais cessé de l'être avant la Révolution. Puisque François

Encore faut-il, pour qu'il en soit ainsi, que le Statut ait été élaboré conformément aux prescriptions du droit public marseillais établies par les *Chapitres de Paix*. Ceux-ci ordonnent, en effet, l'élection annuelle de six prudhommes, parmi lesquels devront figurer des juristes et un notaire, qui seront chargés de composer les nouveaux Statuts, et d'amender les anciens selon qu'ils le jugeront convenable ¹. Cette prescription n'a pas cessé d'être appliquée, du moins jusqu'à la fin du xve siècle, époque à laquelle s'arrête le recueil du VI^e Livre.

Chaque année, au moment de l'élection des officiers municipaux, le 29 octobre, ou élisait cette commission de jurisconsultes ou *Statutarii*. Ses membres devaient se réunir, autant que possible en assemblée plénière, chaque semaine, le vendredi, dans l'église de Notre-Dame des Accoules ². L'ordre du jour de ces séances hebdomadaires n'était pas arbitrairement fixé par la Commission. Il est probable, en effet, que son droit d'initiative, reconnu cependant par les *Chapitres de Paix*, était subordonné au droit supérieur du Conseil général qui lui renvoyait les questions qu'il jugeait à propos de mettre à l'étude ³.

d'Aix en a publié en 1656 une édition commentée au point de vue juridique, c'est qu'ils étaient encore en vigueur à cette époque. D'autre part, des Cahiers de diverses corporations marseillaises, rédigés en 1789, mentionnent quelques Statuts comme étant encore en vigueur dans la ville. (V. J. Fournier, *Les Cahiers de la Sénéchaussée de Marseille*, dans la Collection des Documents relatifs à l'histoire économique de la Révolution).

¹ *Chapitres de Paix*, XLII (*Livre des Statuts*, fo 131). « *De sex probis viris eligendis qui faciant Statuta.* — Item annis singulis inter alios officiales eligentur aliqui probi viri usque ad sex, inter quos sit aliquis jurisperitus et unus notarius, qui omnes sint de civitate vicecomitali Massilie, ad componenda statuta sicut moris est in civitate Massilie, faciendo de novo statuta, vel alia que que facta essent mutando vel esmendando vel augendo vel in totum tollendo, salvo tamen quod per ipsa statuta non minuetur dominium, honor vel seignoria domini Comitum vel ejus redditus. »

² Livre VI, Statut xxxii, § 1.

³ C'est ce qui nous paraît résulter du passage suivant (Stat. VI, xxxiii, § 6). « Et constituimus et ordinamus, salvo jure in omnibus et per

C'était devant le Conseil que les commissaires portaient le projet de statut qu'ils avaient élaboré. Ils assistaient à la délibération et prenaient, sans doute, part à la discussion, bien qu'ils ne fissent pas partie de l'assemblée. Le préambule d'un statut du VI^e Livre mentionne, en effet, leur présence : il est probable que ce n'est pas là un fait exceptionnel, bien que nous n'ayons pas trouvé d'autres documents qui le confirment¹. Le notaire secrétaire du Conseil donnait lecture du projet de statut. La discussion était ouverte ; on procédait ensuite au vote et le statut était enfin adopté, sous la réserve toutefois des droits d'amendement du Conseil général et des droits d'approbation et de confirmation du Comte de Provence, ceci pour satisfaire aux prescriptions des *Chapitres de Paix*. Ces réserves nous paraissent, en effet, avoir été de pure forme. Les formules de délibération et d'approbation qui nous sont parvenues ne sont pas toutes semblables : les unes précisent ces réserves que d'autres sous-entendent. De leur examen résulte cette opinion que, en fait, il suffisait que le Viguier, représentant officiel du Comte, ou son lieutenant (le vice-Viguier ou le Juge du Palais), assistât à la séance du Conseil et prononçât la formule d'approbation, pour que le statut fût adopté, sans autre recours².

Il pouvait cependant se présenter des cas où les prescriptions du statut projeté risquaient de causer un préjudice matériel ou moral au Comte de Provence. Le Conseil inscrivait alors dans

omnia dicte Civitatis corrigendi, addendi seu diminuendi sive in totum tollendi, et preconisationes jam super predictis ordinatas seu ordinandas faciendi et aliter providendi, et salvis viribus litterarum domini nostri regis nuper destinatarum contra predictos usurarios et alios jures quibuscumque, *prout statutariis nunc electis seu in posterum eligendis et Consilio Civitatis Massilie melius et utilius, communi utilitate servata, videbitur faciendum* tam super statutis noviter editis quam etiam super ordinatione seu declaratione predicta. »

¹ St. VI, xci. « ... Presentibus nobilibus et honorabilibus viris Amelio Bonifacii, Jacobo Gassinii et Johanne Pauli, sindicis, ac etiam Guillelmo Armand, dominum Antonium Arnaudi jurisperitum, et Johanne de Gebena, statutariorum... »

² V. St. VI, xxxi, lv, lvi, lxxii.

sa délibération une réserve plus expresse que celle qu'il avait l'habitude d'y insérer pour la forme et il prononçait d'avance l'annulation du statut dans le cas où véritablement les droits du Comte seraient lésés¹. Ainsi le droit de la ville était subordonné à celui du seigneur.

Après que le statut avait été adopté par le Conseil général et approuvé par le Viguiier du Comte, il restait une dernière formalité à remplir avant que les magistrats pussent en ordonner l'exécution. Il fallait en faire la publication. Cette publication se faisait dans un Parlement général de tous les citoyens de Marseille, convoqué « *ad sonum campane et voce preconis.* » Il y était donné lecture du nouveau statut qui devenait ensuite exécutoire². Ce Parlement général se réunissait sur la place du Palais et il tenait probablement lieu des criées faites aux carrefours des divers quartiers de la ville et par lesquelles le crieur public annonçait aux habitants les diverses décisions du Conseil général.

Le statut délibéré par le Conseil, sanctionné par le Viguiier, publié en présence de tous les citoyens de Marseille, était enfin inscrit au *Livre des Statuts* par le Notaire-Secrétaire du Conseil³. Cette inscription paraît avoir conféré au statut la force légale que le vote du Conseil et la publication en Parlement général ne suffisaient pas à lui donner. Comment expliquer sans cela la présence de la formule d'approbation, de publi-

¹ St. VI, LXVIII. « ... Quod quidem statutum sic de novo factum demum valere volumus teneri et inviolabiliter observari si non fuerint in diminutionem reddituum domini nostri regis. Quod si fuerint eo casu sit cassum et vanum et nullam habeat roboris perpetui firmitatem, et salvo etiam et retento Consilio Civitatis Massilie generali larga et plenaria potestate dictum statutum mutandi, corrigendi, emendandi vel in totum tollendi etiam et cassandi. »

² St. VI, XVIII, XIX, XXIV, LXXII.

³ St. VI, X. « Item statuimus quod notarii, qui pro tempore fuerint in tabulario Curie Majoris Judicis Curie Palatii Massilie, omnia statuta que fient durante suo officio scribant vel scribi faciant et ponant in Libro Statutorum, postquam recitata fuerint in Consilio generali Massilie et ab ipso Consilio approbata. »

cation et d'inscription que nous rencontrons au bas, sinon de chaque statut, du moins d'une série plus ou moins grande de statuts qui n'ont entre eux d'autre point commun que d'avoir été adoptés, approuvés et publiés le même jour¹ ? Il arrive même parfois que cette formule est inscrite à part au *Livre des Statuts*, où elle fait l'objet d'un statut spécial².

Ce sont ces diverses formalités, toujours exactement suivies, qui donnaient à ces décisions de l'autorité municipale ce caractère d'immutabilité et de perpétuité que n'ont pas d'habitude les décisions de ce genre. Le Conseil de ville prenait, en effet, d'autres délibérations dont il lui fallait assurer le respect par ses concitoyens et dont il ne faisait cependant pas des statuts. Elles sont connues sous le nom de *Criées* et sont réunies dans des registres spéciaux qui se trouvent en assez grand nombre aux Archives de Marseille. Ces registres n'ont pas été faits avec le même soin que les grands cartulaires dont nous avons parlé, *Livre Rouge*, *Livre Noir*, *Livre des Statuts*. Ils sont formés de feuilles de papier réunies en cahiers et recouvertes d'une feuille de parchemin. Les documents qu'ils contiennent sont écrits d'une écriture courante. La plupart sont rédigés en provençal. Ce sont de véritables arrêtés municipaux, pris pour parer à une difficulté momentanée, qui est parfois indiquée dans le dispositif, et portés à la connaissance du public par les soins du Viguiier, chargé d'en assurer l'exécution³. Quelques-unes de ces criées figurent dans notre manuscrit où elles accompagnent des statuts valablement délibérés⁴. Mais, s'il peut arriver que l'on résume en une criée pour la commodité de la publication les prescriptions d'un statut, la plupart des criées sont indépendantes des statuts et elles s'en distinguent à la fois parcequ'elles

¹ St. VI, *passim*.

² St. VI, xx, xxxi.

³ Voir notamment aux Archives Communales de Marseille, *Cartularium Guillelmi Faraudi, militis, Massilie vicarii* (1350-1351) et le *Cartulaire de Giraud Adhémar* (1367-1368).

⁴ Ainsi la *Preconizatio* qui suit le St. Lxv *de regimine panis* et les ordonnances en provençal des St. xc, xcii, etc.

n'ont pas été préparées par les *Statutarii*, qu'elles n'ont pas été délibérées en Conseil général suivant les formes prescrites, qu'elles n'ont pas été publiées solennellement « *in publico parlamento* », et qu'enfin une décision du Conseil n'a pas ordonné leur inscription au *Livre des Statuts*.

Il peut arriver cependant qu'une décision du Conseil devienne un statut sans que ces diverses formalités aient été toutes exactement remplies. Le *VI^e Livre* nous en fournit quelques exemples. Le vendredi 6 février 1432, le Conseil décide l'inscription au *Livre des Statuts* d'une ordonnance des syndics sur les chevalets, émines et autres instruments en usage à Marseille pour le mesurage du blé¹. Ce document n'est pas un statut, puisqu'il n'a pas été préparé par les *Statutarii*, mais par les syndics en exercice. Le préambule n'est pas le même que celui qui est inscrit d'habitude en tête des statuts : on n'y retrouve pas notamment les mots « *statuimus et ordinamus* » qui se rencontrent dans tous les statuts. Au contraire, ce document est désigné par le mot « *ordinationes* » qui n'est pas employé d'habitude pour les statuts. Seule, son inscription au *Livre des Statuts*, régulièrement ordonnée par le Conseil général, lui donne, à notre avis, la valeur d'un véritable statut.

Il peut même arriver que le Conseil se contente d'une simple consultation d'un juriconsulte pour en faire un statut. Le 6 novembre 1293, le Conseil donne la valeur d'un statut à une simple déclaration du Juge du Palais sur la réglementation du

¹ St VI, xc. « Igitur in generali Consilio presentis Civitatis Massilie, more solito congregato, ordinationes infrascripte super reparationibus quavalletorum et eminarum bladi emendi et vendendi et rerum eis necessariarum pro utilitate communi facte per nobiles et honorabiles viros Bernardum Novelli, Antonetum de Sepeta et Raymundum Blancardi, syndicos modernos dicte Civitatis, fuerunt ac per dictum Raymundum lecte et publicate, et demum per ipsum Consilium voce unanimi concorditer confirmate, quas jussit et ordinavit dictum Consilium inseri et describi in presenti Libro Statutorum dicte Civitatis Massilie per me, Petrum Tremellati, notarium et scribam dicti Consilii, sive substitutum meum, »

prêt à intérêt ; il la fait inscrire au *Livre des Statuts* à la suite d'une série de statuts qu'il vient d'approuver régulièrement sur la proposition des *Statutarii* ¹. Il ne cache pas, d'ailleurs, le caractère exceptionnel de cette décision, qui nous montre, à la fois, la rigueur avec laquelle étaient appliquées d'habitude les règles édictées pour la préparation des statuts, et le pouvoir souverain du Conseil « *emendandi, corrigendi et in totum tollendi* » inscrit dans toutes les formules d'approbation des statuts.

Non seulement, le Conseil a le pouvoir de conférer la force d'un statut régulier à une décision des syndics, chefs de l'administration municipale, ou à une consultation d'un magistrat, mais il peut encore interpréter ou faire interpréter par un jurisconsulte de son choix un statut nouveau ou ancien et faire de ce commentaire un statut additionnel. Le 30 janvier 1279, le Conseil avait adopté un statut « *de malis debitoribus* » ² dont un passage parut obscur quand il fallut l'appliquer. Le Conseil chargea alors le Juge du Palais d'interpréter sa décision antérieure. Le jurisconsulte s'étant acquitté de cette mission, le Conseil approuva le commentaire qui lui avait été apporté et qui devint un statut ³.

¹ St. VI, xxxiii, 6. « Item hoc presenti duximus statutum firmiter observandum quod ordinatio sive declaratio infrascripta, facta per discretum virum Paulum Fabri, Judicem Majorem Curie Palatii Massilie, de voluntate generalis Consilii vim et vires obtineat statuti ; cujus tenor talis est... »

² St. VI, xviii.

³ St. VI, xxi et xxii. « Postque cum suscriptum statutum contentum sub rubrica *Qualiter non reddatur personis extraneis et privatis et quomodo cogantur debitores creditoribus ad solvendis quibusdam in locis*, ex quibus quedam ambigua resultari videbantur, correctionibus et explanationibus indigeret ad tollendum inde quamlibet ambiguitatem erroneam, eodem statuto lecto et examinato per Consilium generale Massilie, presente ibidem nobili viro domino Raynaudo de Autoloco, milite, vicario Massilie, placuit eidem domino vicario et toti predicto Consilio qualiter idem statutum corrigatur et explanetur et declaretur per nobilem et discretum virum Bertrandum de Rocavaria, juris professorem, judicem majorem Curie Palatii Massilie, in illis partibus in quibus

Ces différents exemples nous montrent que le pouvoir législatif du Conseil général pouvait s'exercer dans toute sa plénitude et, pour ainsi dire, sans d'autre limite que le souci de l'intérêt immédiat de la cité qu'il avait la charge d'administrer, puisque ce Conseil, quand il le jugeait utile à l'intérêt général, pouvait enfreindre les prescriptions des *Chapitres de Paix* fixant les conditions dans lesquelles seraient préparés les nouveaux statuts, corrigés et amendés les anciens.

C'est donc la tradition législative de Marseille, inaugurée au XIII^e siècle par les *Antiqua statuta*, au moment de la souveraineté pleine et entière de cette cité, qui se continue au XIV^e et au XV^e siècles par les statuts du *VI^e Livre*. Marseille est devenue ville sujette des Comtes de Provence, mais elle n'a pas été incorporée au Comté. Elle est passée de la condition de *ville libre* à celle de *ville immédiate*, mais elle a conservé, sous le contrôle de son seigneur, la direction pleine et entière de ses affaires. Voilà pourquoi le *VI^e Livre* des Statuts ne constitue pas une législation nouvelle, à l'usage d'une cité dont les institutions ont été complètement transformées. Il n'est que la suite normale de la législation antérieure, insensiblement amendée, non pour satisfaire à de nouvelles et impérieuses nécessités politiques, mais pour s'accorder avec les besoins toujours nouveaux d'une ville qui n'a jamais cessé d'être en perpétuelle transformation.

eidem domino judici videbitur corrigendum, explanandum seu etiam declarandum. Quod dictus dominus iudex, auctoritate et consensu dicti vicarii dictique Consilii generalis, predictum statutum correxit, explanavit et declaravit ut infra sequitur. » — Suit le St xxii.

III

Valeur historique du « VI^e Livre ». — Ce qu'il contient : sa formation chronologique exclut toute idée de classement méthodique. La forme extérieure des Statuts : sa variété. — La matière des Statuts : sa diversité. — Les données du « VI^e Livre » sur les Institutions politiques, l'Agriculture, l'Industrie, le Commerce et la Vie privée à Marseille au XIV^e et au XV^e Siècle.

Nous avons précédemment établi que le manuscrit du *VI^e Livre* avait été fait au jour le jour, à mesure que le Conseil de ville adoptait de nouveaux statuts, inscrits par les soins du secrétaire au *Livre des Statuts* à la suite de ceux qui avaient été précédemment adoptés. C'est donc par ordre chronologique qu'ils figurent dans notre manuscrit, depuis le plus ancien approuvé le 3^e jour des ides de juillet de l'année 1268 (13 juillet 1268) jusqu'au plus récent qui a été publié le 9 novembre 1480 ¹.

Cet ordre chronologique exclut *a priori* toute idée de classement méthodique. En effet, les statuts se succèdent dans le *VI^e Livre* sans qu'on puisse saisir entre eux le moindre lien logique : tout au plus pouvons-nous constater que des statuts ayant un même objet se suivent parfois sans interruption, le premier de la série portant un titre général, les autres se distinguant de celui-ci par des numéros différents et par les mots

¹ C'est le Statut xcix. Il est inscrit le dernier dans le manuscrit, qui s'arrête ainsi à la veille de la réunion de Marseille à la France. Nous rappelons toutefois que les statuts ne sont pas tous datés et que l'ordre chronologique n'est pas toujours fidèlement suivi, du moins pour les statuts transcrits sur les derniers feuillets du manuscrit.

« *De eodem* » qui leur servent de titre ¹. Mais cette division nous paraît être l'œuvre des scribes plutôt que celle des rédacteurs des statuts. En effet, ces statuts ainsi séparés commencent tous par ces mots « *item ordinamus* », ce qui indique chez ceux qui les ont rédigés l'intention de n'en faire que des dispositions particulières d'un règlement complet sur une matière déterminée.

Cette formule atteste aussi que cette série de statuts a été soumise au Conseil et approuvée par lui le même jour. On la retrouve, en effet, soit sous cette forme, soit avec cette variante « *item statuimus* » ; tantôt reliant entre elles les différentes prescriptions d'un même statut, tantôt rattachant des décisions prises le même jour sur les matières les plus diverses. Dans ce dernier cas, il arrive quelquefois que les statuts sont distingués par des numéros d'ordre différents ; mais ils sont alors suivis par une formule commune qui indique l'année, le mois et le jour où ils ont été approuvés par le Conseil général et inscrits au *Livre des Statuts*. Il arrive aussi parfois que, sous un même numéro, sont réunis des statuts s'appliquant à des objets fort différents, chacun étant rattaché à celui qui le précède par la formule ordinaire « *item ordinamus* » ou « *item statuimus* ». En somme, cela dépend surtout du secrétaire, qui change chaque année et qui adopte à son gré le procédé qui lui convient le mieux ².

Nous n'avons pas à nous étonner du défaut d'ordre et de méthode que nous venons de relever dans le *VI^e Livre*. Les *Antiqua Statuta* ne nous présentent pas davantage le modèle d'un code méthodiquement classé. Tout au plus peut-on de temps en temps soupçonner l'intention des auteurs de ce recueil d'avoir voulu réunir dans un même livre des statuts s'appliquant à des objets de même nature : ainsi peut-on dire d'une façon générale que le 1^{er} Livre a pour objet le droit public, le 1^{er} le droit privé et la procédure, le 3^e le commerce, le 4^e la naviga-

¹ Par exemple, les statuts xxxv-xlII de *Banno*.

² St. VI, *passim*.

tion, le v^e la police municipale. Cependant on constate qu'on a introduit dans chacun de ces livres des matières qui sont étrangères à ces rubriques générales et qu'ainsi l'intention attribuée aux auteurs de ce classement n'a été que fort imparfaitement réalisée ¹. Or, il est à peu près certain que le texte des *Antiqua Statuta*, tel qu'il nous est parvenu, est le résultat d'un travail de remaniement accompli de 1255 à 1265. L'auteur de ce travail aurait pu à loisir classer rigoureusement les statuts suivant les matières auxquelles ils s'appliquaient. Il a fait un effort pour cela : il n'y a pas complètement réussi. Dans la suite, on a si peu ressenti le besoin d'un classement de ce genre qu'aucun changement n'a été apporté à l'ordre dans lequel les statuts se suivaient dans les manuscrits alors en circulation. Les juriconsultes, qui auraient eu besoin que les statuts traitant une même matière fussent rapprochés, se sont accommodés de ce désordre, comme en témoigne le recueil de François d'Aix. Il n'est donc pas surprenant qu'on n'ait pas songé à coordonner les statuts composant le VI^e Livre, en les transcrivant du registre où ils avaient été primitivement inscrits, suivant l'ordre dans lequel ils avaient été délibérés, sur un autre registre où ils auraient été placés par ordre de matière.

On n'a pas davantage suivi de règle précise pour leur rédaction, qui est loin d'être uniforme. En principe, nous pouvons

¹ Le livre I, soi-disant consacré au droit public, contient les statuts : xxxv, *De observatoribus passagii in singulis passagiis eligendis* ; — xliii, *De tabula maris* ; — xlvi, *De vasis navium a communi habendis* ; — xlvii, *Quod unaqueque navis mari veniens afferat unam balistam communi*. On le voit, ces statuts ont plutôt pour objet le droit maritime. — De même toutes les matières du droit civil et de la procédure ne sont pas réunies dans le livre II, et, sans parler des Avocats, Procureurs et Notaires, dont les professions sont réglementées par le livre I, du statut xx au statut xxxii, on trouve encore III. xxvi, *De donationibus a parentibus in filios factis revocandis* ; — III. xxvii, *De cessione pene prohibita et vendicione nominis* ; — III. xxxv, *De trezeno non dando pro re censuali data in solutum pro dote* ; — et encore de nombreux statuts du livre V. — Les règlements des métiers sont répartis entre les livres I, III, V, etc., etc.

dire que le statut, sous sa forme la plus complète, se compose de quatre parties, une invocation, un préambule, le dispositif et la formule d'approbation et de confirmation.

En effet, le statut commence généralement par une invocation à Dieu, au Christ, à la Vierge, à la prospérité et à la tranquillité de la ville de Marseille. Tantôt cette invocation précède le préambule où sont exposés les motifs d'ordre général qui ont inspiré la décision du Conseil, tantôt, au contraire, elle fait corps avec le préambule, de sorte qu'on a de la peine à se rendre compte si ce sont bien là les considérations particulières qui ont guidé le Conseil, ou si cè n'est pas, au contraire, une de ces formules générales qui ne signifient pas grand chose et dont on abusait à cette époque ¹.

Il arrive aussi très souvent que l'invocation a disparu. Dans ce cas, les considérants qui précèdent le dispositif du statut sont plus précis et s'appliquent véritablement à la décision qui suit ². Il y a aussi des statuts qui se réduisent au simple dispositif de

¹ Par exemple, st. VI. xviii. « Ad honorem Dei et Beate Marie, Virginis, Matris ejus, et omnium Sanctorum, et domini nostri Jerusalem et Sicilie regis, et bonum statum Civitatis Massilie, duximus statuendum... » V. de même VI. xxii, xxviii, etc. — Nous trouvons ailleurs (VI, xxv) : « Ad honorem Dei et gloriosissime Virginis Marie et omnium Sanctorum, et ut modestia, honestas et humilitas in Civitati Massilie et ejus districtu foveatur atque superflua et vana mulierum ornamenta subducantur, presenti statuto duximus... » — Ailleurs, l'invocation se réduit à ces mots : « In nomine Domini, amen, » et elle est immédiatement suivie des considérants (VI. I, lxiv, etc.) — On trouve enfin (VI. xxxii) : « In nomine Domini nostri Jesus-Christi, amen. Ut fida fides semper suum felix suscipiat incrementum et fraudes universe et doli cum suis actoribus improbis opprimantur, hoc presenti duximus statute firmiter observandum ad honorem ejus Domini Jesus, et gloriosissime Virginis, matris ejus, statumque prosperum Civitatis Massilie observandum, ut deinceps... » — V. aussi VI. xxxiii, xxxiv, etc...

² VI. iii « Quoniam in Civitati Massilie vicecomitale bladerii habent razoiras diversas diversi ponderis, sicut intelleximus et qui emunt annonam, ordeum, advenam... decernimus hoc statuto... » — V. aussi VI. iv, vi, vii, ix, etc.

la décision prise par le Conseil ¹. Enfin un statut, et non des moins intéressants, a la forme tout exceptionnelle d'un simple procès-verbal ².

Cette diversité provient du secrétaire qui a été chargé de transcrire la délibération au *Livre des Statuts*. En effet, ces différences de textes ne se relèvent pas d'un statut à l'autre. Au contraire, on peut grouper par séries plus ou moins nombreuses les statuts qui ont été rédigés suivant un même plan, pendant une période de temps plus ou moins longue, et qui ont été inscrits au *Livre des Statuts* par un même secrétaire les uns à la suite des autres ³. Il n'y a donc pas plus d'unité dans la forme que dans le fond, et les statuts du VI^e Livre qui s'appliquent aux objets les plus divers ont été rédigés dans les formes les plus variées.

Nous trouvons dans ces statuts, si différents de forme, une ample variété de documents qui nous instruisent utilement sur le développement de la ville de Marseille, pendant cette période d'environ deux siècles et demi durant laquelle elle vécut sous la seigneurie des Comtes de Provence. Il se trouve justement que, pour cette période, les Archives Communales sont relativement pauvres : elles ne possèdent notamment, pour une période de 167 années (1318-1485), que 22 registres des délibérations du Conseil général ⁴. Les sources essentielles sont donc les documents du *Livre Noir* et les statuts du VI^e Livre.

¹ VI. 1. « Statuimus hoc presenti statuto... — V. aussi VI. III, v, VIII, xx, xxv, xlv, etc.

² C'est le statut VI, lxx de *regimine panis*.

³ Les statuts I-xvii, qui ont été faits de 1268 à 1270, sont sans invocation, avec des considérants courts et précis ; — au contraire, le statut xviii (30 janvier 1279) est précédé d'un long préambule qui se retrouve avec des termes à peu près identiques dans les statuts qui suivent immédiatement (xxii, xxix, xxv) et qui ont été faits de 1281 à 1285. De nouvelles formules paraissent dans les statuts xxxii, xxxiii, xxxiv qui sont de 1291, 1293 et 1294. Les invocations et les préambules sont, au contraire, de nouveau supprimés de xxxv à xlvii (1295-1297), etc.

⁴ Ce sont les registres numérotés de 94 à 115. Pour la période antérieure à 1318, il n'existe que des délibérations éparses.

A notre avis, ceux-ci sont plus importants que ceux-là. Ils se rapportent, en effet, à peu près aux mêmes objets que les *Antiqua Statuta*, rédigés ou mis au point dans la seconde partie du XIII^e siècle. En comparant les nouveaux statuts aux anciens, on peut se faire une idée non-seulement des changements qui ont été apportés à travers le temps à la législation marseillaise, mais aussi des transformations qui se sont opérées dans la vie publique et dans la vie privée de cette cité. Si nous ne craignons pas d'exagérer la valeur de notre document, nous dirions qu'il pourra nous permettre de dresser le tableau de la civilisation marseillaise au XIV^e et au XV^e siècle. Dans tous les cas, nous pouvons dire plus modestement qu'il nous fait saisir avec assez de précision le développement politique et les progrès matériels de la ville de Marseille et que nous pouvons marquer, grâce à lui, le caractère de son histoire municipale au cours de cette période.

Dès ce moment, Marseille nous apparaît déjà comme une cité populeuse, active, riche et prospère, souvent troublée par des querelles intérieures.

Le VI^e Livre des Statuts nous met sur la trace de ces troubles civils, puisqu'ils ont pour conséquence d'assez fréquents changements apportés à l'organisation politique. Il semble que les auteurs de ces réformes constitutionnelles aient surtout voulu mettre leur ville à l'abri des empiètements de toute sorte que commettaient les agents des Comtes de Provence, sans doute avec l'assentiment secret de ces princes élevés à l'école et dans les traditions de la monarchie capétienne. C'est du moins dans ce sens que nous interprétons les statuts qui rappellent, conformément aux *Chapitres de Paix*, que les différents officiers municipaux doivent être des Marseillais de naissance ou d'adoption¹. On voulait sans doute par là écarter les Provençaux que le Viguiier, secrètement d'accord avec les six prud'hommes qui formaient son Conseil au moment des élections, s'efforçait d'investir des charges municipales afin de

¹ St. VI, xxviii, xxix et xxx.

diriger plus aisément à son gré l'administration marseillaise. Un autre statut ordonne que des tablettes seront remises aux membres du Conseil, dont ils se serviront pour exprimer leurs votes : ceux-ci étant ainsi plus exactement comptés, on préviendra toute interprétation arbitraire de la volonté de la majorité, à laquelle parfois se laissait aller le Viguiier, quand cette volonté était encore imparfaitement manifestée ¹.

Dans la suite, les mesures édictées sont encore plus significatives : elles ont pour objet d'empêcher les intrigues de ceux qui prétendent accaparer à leur profit ou à celui de leurs amis les fonctions municipales ². Le moment où elles ont été prises coïncide précisément avec celui où, à la requête d'une ambassade envoyée de Marseille, le Comte de Provence a rappelé ses agents locaux à une observation plus fidèle des *Chapitres de Paix*, au respect des pouvoirs des officiers municipaux, à plus de modération dans leurs exigences financières ou dans celles de leurs familiers et de leurs serviteurs à l'égard des Marseillais ³. Ceux-ci ont même essayé de couper court à ces exactions et à des querelles de partis, qui paraissent en avoir été la conséquence, et qui ont troublé le bon ordre, compromis la prospérité de la ville et dégénéré parfois en troubles sanglants, en réformant complètement la composition du Conseil et le régime électoral en vigueur depuis leur vieille République. Cela a donné lieu à deux réformes successives dont la genèse se trouve dans nos Statuts et qui ont été approuvées, l'une par les Lettres-Patentes de la reine Marie du 20 août 1385, l'autre par celles du roi René du 17 avril 1475 ⁴. Ce sont là les premières réformes de la constitution municipale de Marseille qui se

¹ St. VI. LII.

² St. VI. LXIX, LXXIII, LXXIV, LXXX, LXXXVII.

³ *Livre des Statuts*, fo 178-180, Lettre de Robert I^{er} du 3 janvier 1306 ; — fo 219, Lettre de la reine Jeanne du 24 novembre 1360 ; — fo 220, Lettre de la reine Jeanne du 10 août 1372 ; — fo 210, Lettre de la reine Marie du 20 août 1385 ; — fo 209, Lettre de Louis II du 27 août 1390.

⁴ Archives Communales de Marseille, BB. *Règlements sur les Élections*.

continueront, d'abord sur l'initiative des habitants, puis par la seule volonté des rois de France, jusqu'à la veille de la Révolution.

Ces réformes constitutionnelles, accomplies au xiv^e et au xv^e siècle, ont parfois d'autres motifs que la nécessité de se mettre en garde contre des querelles civiles, comme en témoigne aussi le *VI^e Livre*. En effet, l'administration marseillaise s'est compliquée depuis la conclusion des *Chapitres de Paix*. En 1348, le territoire de Marseille a été augmenté par la réunion à la Ville Inférieure des deux Villes Supérieures, Épiscopale et Prévôtale. Marseille se trouve dès lors contenue dans l'enceinte dont elle ne sortira pas jusqu'à l'*agrandissement* exécuté pendant le règne de Louis XIV¹ : elle couvre une étendue double de celle qu'elle occupait en 1257. Pour diriger utilement les affaires d'une si importante cité, les deux syndics d'autrefois ne suffisent plus. La charge est trop lourde pour des citoyens qui consacrent à la gestion des affaires communes les loisirs que leur laisse le soin de leurs propres affaires. Leurs concitoyens ne veulent pas exiger d'eux qu'ils sacrifient au bien public leurs intérêts particuliers : un statut leur adjoint donc un troisième collègue². Dès ce moment, on peut considérer ce qu'on appellera bientôt le *Consulat marseillais* comme constitué sous la forme d'une magistrature à trois têtes qu'il conservera jusqu'à la réforme de Louis XIV en 1660.

Les Statuts du *VI^e Livre* nous permettent donc de suivre les premières transformations qui ont été apportées aux institutions municipales de Marseille, d'en saisir les causes et les caractères essentiels et de constater dès l'origine les traits distinctifs de l'histoire de cette ville qui se marquent surtout par l'intensité de la vie politique. Quand même nous n'aurions pas d'autres documents pour confirmer et pour préciser les indications que nous trouvons sur ce sujet dans nos statuts, ceux-ci nous suffiraient

¹ V. Mabilly, *Les villes de Marseille au moyen âge : Ville Supérieure et Ville de la Prévôté*, et O. Teissier, *Marseille au moyen âge*.

² St. VI, LXXXVII.

presque pour fixer l'origine de cet esprit municipal toujours en éveil et prêt à prendre ombrage des plus insignifiantes tentatives faites par l'autorité seigneuriale pour entreprendre sur les libertés marseillaises.

Malgré cette agitation politique, Marseille n'en poursuit pas moins sa carrière économique. Très active et très brillante dans les dernières années du ^{xiii}^e siècle et dans le premier tiers du ^{xiv}^e, favorisée par les Croisades et par l'incessant va-et-vient de pèlerins et de marchands qu'elles provoquent entre l'Orient et l'Occident et dont notre ville profite autant qu'aucun autre port de la Méditerranée ¹, cette carrière paraît un moment interrompue jusqu'à la fin de ce dernier siècle, pour reprendre ensuite avec les dernières années du ^{xv}^e ². Bien que, à cette époque, elle soit encore en dehors du royaume de France, Marseille subit en effet le contre-coup des malheurs causés à ce pays par la guerre de Cent ans, qui a désolé les campagnes et les villes, et arrêté l'essor de l'agriculture, de l'industrie et du commerce si prospères auparavant. A ce moment, Marseille souffre aussi des ravages de la Peste Noire qui sévit cruellement et à diverses reprises sur la plupart des pays de l'Europe occidentale ³. Il faut enfin se rappeler que, passée depuis 1257 sous la domination des Comtes de Provence, notre ville a supporté nécessairement les conséquences de la lutte que, depuis Charles d'Anjou, ces princes ont soutenue contre les rois d'Aragon pour la possession du royaume

¹ VI, xxvi, publié en 1285. — Cf. Fagniez, *Documents relatifs à l'histoire de l'industrie et du commerce en France*, I, Introduction, XLIII-XLIV.

² Les soixante-douze premiers statuts du *VI^e Livre* ont été rédigés et publiés de 1278 à 1334; — il n'y en a aucun qui ait été fait entre 1334 et 1408; c'est entre cette dernière année et l'année 1480 qu'ont été délibérés et publiés les autres statuts, numérotés de LXXII à xcvi, parmi lesquels quelques-uns sont d'une grande importance au point de vue de la vie économique de notre ville.

³ G. Fagniez, *Documents relatifs à l'histoire de l'industrie et du commerce en France*, II, Introduction, xxx-xxvii,

de Naples. Pendant ces deux siècles de lutte, sa fidélité aux princes angevins lui a valu le maintien intégral et le respect de la part de ses seigneurs de toutes ses franchises municipales, mais elle a exposé son port et sa marine aux représailles des Aragonais, lui a fait subir en 1423 les misères d'un siège, d'une prise d'assaut et d'une mise à sac par les soldats d'Alphonse V d'Aragon, et l'a contrainte ensuite, après avoir réparé ces désastres, à recommencer sa destinée ¹.

La tranquillité revenue, Marseille s'engagea donc de nouveau, comme ses statuts en font foi, et en même temps que le reste de la France, dans la voie d'où ces misères l'avaient un moment détournée. Sa population, depuis longtemps mêlée de Marseillais, de Provençaux, de Juifs et d'étrangers auxquels un séjour de quelques années à peine suffit pour acquérir le droit de cité ², se livre surtout au commerce et à l'industrie.

Sans être négligée, l'agriculture est, en effet, loin d'absorber l'activité des habitants. La campagne de Marseille, peu fertile, n'a guère d'autre culture que celle de la vigne, qui est l'objet de mesures particulières de protection édictées par les Statuts, muets en ce qui concerne les autres cultures et en particulier celle du blé ³. Tout au plus, l'abondance des prescriptions relatives aux troupeaux de gros et de petit bétail, à leur séjour sur le territoire marseillais pendant une partie de l'année, à la protection des vignes, des jardins et des champs cultivés contre leurs déprédations, nous permet de supposer que l'élevé du bétail était, avec la vigne, la principale source des revenus que les Marseillais retiraient de l'agriculture ⁴.

Leur industrie paraît avoir été plus active et plus prospère. A côté des industries que l'on rencontre dans la plupart des villes du moyen âge et dont l'existence est indispensable à la

¹ Ruffi, *Histoire de Marseille*, I, p. 252-256

² St. VI, xxx.

³ St. VI, vi, ix et xxxiv.

⁴ St. VI, viii, xiv, xxxv-xliv, lxxviii, lxx, lxxxiv, lxxxviii.

vie d'une population urbaine, les Statuts nous apprennent l'existence à Marseille d'autres industries qui ont déjà pris dans cette ville une importance particulière. Il y a, au ^{xiv}e et au ^{xv}e siècle, des fabricants d'étoffes de coton¹, des teinturiers² qui reçoivent d'outre-mer les plantes tinctoriales dont ils ont besoin, des fabricants de chandelle de cire dont la profession est soumise à une réglementation trop minutieuse pour qu'elle n'ait pas occupé une place considérable parmi celles qui étaient alors exercées dans la ville³.

Ces industries subsistèrent après la crise du ^{xiv}e siècle. Mais, au ^{xv}e, elles ne semblent pas avoir sollicité les soins de l'administration municipale avec la même force qu'une autre industrie, qui existait peut-être déjà auparavant, mais qui paraît avoir pris alors une telle extension qu'elle provoqua la publication de plusieurs statuts successifs et qu'elle devait, par la suite, donner son nom à tout un quartier de la ville, celui de Blanquerie. Cette industrie nouvelle est celle de la Tannerie ou Blanquerie, avec les industries annexes, Corroierie, Mégisserie, Savaterie, Cordonnerie, etc. De nombreux statuts en réglementent l'exercice, instituant un service municipal assez compliqué pour la marque des cuirs et des peaux, prescrivant les procédés de fabrication, imposant des obligations particulières de voirie à tous ceux, ouvriers ou maîtres, qui appartenaient à cet art⁴.

C'est surtout par cette réglementation minutieuse de l'art de Blanquerie que se manifeste la renaissance industrielle de Marseille au ^{xv}e siècle, analogue à celle qui a été constatée dans d'autres parties de la France à cette même époque et qui entraîne avec elle la publication de nombreux et nouveaux règlements industriels⁵.

D'ailleurs, ces diverses constatations ne constituent pas le seul intérêt de nos Statuts. Nous observons encore en les lisant que

¹ St. VI, xxxiii, 3.

² St. VI, xlvii.

³ St. VI, lxxii.

⁴ St. VI, lxxx, lxxxii, xci, xcvi.

⁵ G. Fagniez, *op. cit.* II. Introd. L-Lvi.

les métiers exercés à Marseille étaient placés sous la surveillance directe du Conseil général de la ville et que leur administration formait en quelque sorte le prolongement de l'administration municipale. Déjà, cette observation peut être faite à propos des *Antiqua Statuta* dont quelques-uns ordonnent que l'élection des chefs de métiers aura lieu au même moment et dans les mêmes formes que l'élection des autres officiers de la Commune¹. C'est aussi en présence du Viguiier que les membres de différents corps de métiers sont tenus de prêter et de renouveler tous les ans le serment d'exercer loyalement leur profession. Cette obligation, déjà consacrée par les *Antiqua Statuta*², est inscrite également dans quelques statuts du *VI^e Livre*³.

Il nous paraît donc résulter de tout cela que les corps de métiers n'avaient pas à Marseille une organisation indépendante de l'organisation communale. Ils se confondaient avec la Commune dont les officiers et les conseillers étaient chargés de rédiger et de faire exécuter les divers règlements de la corporation. Peut-être faut-il y voir une survivance de la primitive organisation municipale, antérieure aux *Chapitres de Paix*, dans laquelle les chefs de métiers avaient une place importante et parfois prépondérante, surtout en matière électorale. Depuis ils ont été dépouillés de leurs attributions politiques, mais ils ont continué à être en quelque sorte les délégués de la Commune à la tête de leurs corporations respectives. Cela se produit aussi en beaucoup d'autres endroits où le Seigneur ou la Commune exercent sur les corps de métiers un droit de contrôle très attentif et très étroit⁴.

L'Hôtel de Ville de Marseille profite des pouvoirs dont il est investi pour réglementer étroitement certains métiers en ne

¹ *Antiqua Statuta*, I, xxxvi, xxxviii, xii, lv, etc.

² *Antiqua Statuta*, I, xxxiv, xxxviii, xl, lv, ; — II, xxxiii, xxxv, xxxvi, xxxvii, xxxviii, xli.

³ I, xlv, — V, aussi les différents règlements sur les Avocats et les Procureurs dans les *Antiqua Statuta* I, xx-xxvi et dans VI, lxxxii et lxxxiv.

⁴ G. Fagniez, *op. cit.* II. Introd. xiv.

se préoccupant en cette matière que de l'intérêt général. Parfois, pour obéir à cette préoccupation, sa vigilance devance celle du roi Capétien pour ce qui concerne Paris et celle d'autres seigneurs ou communes pour diverses régions françaises. Il nous paraît même avoir inauguré un précédent qui se répandit de Marseille dans d'autres provinces de France. C'est en 1270 qu'un statut établit à Marseille la taxe du pain, à la suite de travaux de vérification accomplis par une commission de prud'hommes qui avaient constaté quelle quantité de pains des trois qualités produisait une émine de blé, en même temps que les frais accessoires provenant du pétrissage et de la cuisson¹. Or, c'est seulement en 1315, à la suite d'une mauvaise récolte qui lui fait redouter une disette que pourront exploiter les spéculateurs, que le roi Louis X prescrit la nomination de commissaires chargés de faire à Paris une opération analogue à celle qui a été accomplie à Marseille près de cinquante ans auparavant. D'ailleurs, cette première tentative n'aboutit pas et les Parisiens doivent attendre le mois de juillet 1372, où fut publiée une ordonnance de Jean le Bon approuvant un règlement qui fixait comme le statut marseillais, plus ancien d'un siècle, les variations du poids du pain, dont le prix restait toujours le même, d'après les variations du prix du blé². C'est encore d'après le même procédé que l'Hôtel de Ville de Douai fixa, beaucoup plus tard, seulement en 1496, le poids et le prix du pain consommé dans cette ville³.

Ainsi le développement précoce de l'industrie et du commerce de Marseille a amené les habitants à concevoir des institutions dont ils faisaient eux-mêmes l'expérience et dont, à l'épreuve, l'utilité devait s'imposer à d'autres villes instruites par leur exemple. Marseille a donc continué à jouer au moyen

¹ V. plus loin st. LXV.

² G. Fagniez, *Etudes sur l'Industrie et la Classe industrielle à Paris au XIII^e et au XIV^e siècle*, 175 et suiv.

³ G. Fagniez, *Documents relatifs à l'histoire de l'industrie et du commerce en France*, II, 291, pièce n^o 164.

âge, en matière économique et à l'égard des autres régions françaises, le rôle d'initiatrice qu'avait jadis joué l'antique Mas-salia à l'égard des autres pays de la Gaule.

Nous saisissons ainsi dans tout cela une nouvelle preuve de l'activité et de la prospérité du commerce de Marseille.

Le *VI^e Livre* nous en donne une autre preuve par les prescriptions qu'il renferme au sujet du commerce maritime et par les obligations qu'il impose aux patrons de navires au sujet de leurs passagers ou de leurs équipages¹. Il y a, sur ce dernier objet, une minutieuse réglementation qui complète sur ce point particulier la législation des *Antiqua Statuta* et qui atteste l'importance que l'armement prit à Marseille au xiv^e et au xv^e siècle.

L'extension du grand commerce est encore prouvée par d'autres documents, également contenus dans le *VI^e Livre*, qui nous paraissent plus importants encore que ceux que nous venons de signaler. L'un prescrit l'établissement à Marseille d'une juridiction spéciale chargée de régler les contestations qui surgiront entre les marchands². C'est l'origine de la juridiction consulaire, qui s'est imposée aux Marseillais comme une nécessité, le jour où l'extension de leur commerce ne leur a plus permis de recourir aux juridictions ordinaires pour le règlement des différends commerciaux. Cette institution, créée vers le milieu du xv^e siècle, se trouvait d'ailleurs déjà en germe dans des juridictions arbitrales, constituées depuis longtemps dans cette ville pour permettre de trancher à l'amiable, « *sine strepitu judicii* », des contestations d'un genre particulier³.

Nous relevons enfin dans le *VI^e Livre* une dernière preuve de l'activité et de la prospérité du commerce marseillais. Elle est dans les statuts relatifs à la réglementation de l'usure⁴. A Mar-

¹ St. VI, XIX, XXVI, LVII-LXIII.

² St. VI, XCVI.

³ *Antiqua Statuta*, I, XXXIV ; — II, XXIV, XXVI. — V, aussi St. VI, XXXIII, LXXVII.

⁴ St. VI, XXXIII, 6 et LVI.

seille, ce commerce n'était pas seulement aux mains des Juifs, que rien, d'ailleurs, sinon leur religion, ne paraît alors avoir distingué des autres habitants. Il était aussi pratiqué par des Chrétiens. Le Conseil général en autorisait et en réglementait la pratique, obéissant en cela à des nécessités économiques qu'il ne pouvait pas méconnaître. Au reste, la Banque était devenue si nécessaire à la vie commerciale de la ville que, contraint par la décision du Concile de Vienne (1311) dont un canon a condamné l'usure, le Conseil, au lieu d'en interdire radicalement la pratique dans Marseille, se contenta d'abroger celles des dispositions des statuts antérieurs qui l'avaient trop ouvertement reconnue et réglementée¹. C'est qu'en réalité les usuriers, véritables banquiers, rendaient aux négociants marseillais de trop utiles services pour que les administrateurs municipaux eussent pu songer à prononcer contre eux une condamnation irrévocable.

Le commerce ne pouvait plus se passer de ces indispensables intermédiaires, dont la présence en grand nombre dans notre ville atteste le développement de la richesse mobilière, accusé par deux autres statuts du *VI^e Livre* également intéressants². L'un ajoute des dispositions nouvelles à celles que contenaient les *Antiqua Statuta* sur la procédure à suivre pour contraindre les débiteurs récalcitrants même quand le créancier était un étranger. Sans parler de la distinction qui y est faite entre les dettes qui ont pour origine un simple prêt à intérêt et celles qui sont la conséquence d'un contrat de commerce, il nous paraît bon de noter la distinction qui y est également faite entre les biens mobiliers et les biens immobiliers du débiteur. C'est la preuve que le législateur marseillais considère qu'un homme peut posséder sans être propriétaire foncier. Or, cette richesse mobilière ne peut avoir été acquise que par le commerce. Elle a eu à Marseille un tel développement que la loi a dû en tenir compte comme elle tenait compte depuis longtemps de la richesse foncière, dont la condition assez

¹ St. VI, LXXIV.

² Ce sont les statuts XVIII et LXXVII.

minutieusement réglée par les anciens statuts ne paraît pas avoir été beaucoup changée par ceux du VI^e Livre ¹.

Nous avons encore dans notre recueil d'autres documents qui attestent l'accroissement de la fortune privée à Marseille, pendant la période qui nous occupe. Nous y apprenons notamment que les maisons y étaient bâties en pierres de taille, extraites de cette *Carrière de la Couronne* où les contemporains de Pierre Puget allaient encore chercher leurs matériaux de construction ². Ainsi Marseille avait l'apparence d'une ville élégante et riche où vivait une population laborieuse et aisée. Son bien-être se manifestait aussi par la richesse de la parure des femmes et par le luxe du vêtement. Vainement, le Conseil général avait essayé, en 1285, de limiter par un statut le penchant que les dames de Marseille avaient pour la toilette ; en 1297, il lui avait fallu abroger ce statut. Il avait, il est vrai, peu auparavant, fixé les prix que les tailleurs devraient demander à leur clientèle pour les divers vêtements qu'ils confectionnaient ³. Il avait ainsi manifesté son intention d'intervenir dans la vie privée de ses concitoyens en réglementant une de leurs dépenses indispensables. Cependant, la variété des vêtements, de leur forme et de leur ornementation, en même temps que la diversité des prix, attestent à la fois le bon goût et l'habileté des tailleurs marseillais, et l'élégance et la coquetterie de leurs riches concitoyens des deux sexes.

Le Conseil général avait aussi le devoir de veiller à l'entretien et à la subsistance de la population marseillaise. Il n'y manquait pas. Il se préoccupait surtout d'assurer l'approvisionnement en blé, car le sol de la campagne marseillaise paraît avoir produit à cette époque fort peu de céréales. Il existait depuis longtemps une sorte de service municipal chargé de la surveillance du commerce des grains : c'était le *Poids du Lauret*, qui subsista d'ailleurs à Marseille jusqu'à la Révolution ⁴. C'était là,

¹ St. VI, xxiv et xxvii.

² St. VI, lxvi.

³ St. VI, xxv et xlviii.

⁴ St. VI, xi. — V. aussi *Antiqua Statuta*, I, liii et liv.

sans doute, que les administrateurs municipaux s'informaient de l'état des provisions de grains qui se trouvaient dans la ville, de leur abondance ou de leur rareté, et, partant, de leur prix. Ils avaient déjà imaginé une espèce de système d'échelle mobile, puisqu'un statut autorisait la libre introduction des blés étrangers, quand le prix de l'émine s'élevait à quatre sous de royaux coronats ; dans ce cas, la vente en était également laissée libre ¹. Mais le Conseil général avait aussi voulu prévenir les effets de cette liberté et préserver la population contre les tentatives d'exploitation et contre les spéculations des boulangers. En 1270, il avait approuvé un statut établissant la taxe du pain, en tenant compte à la fois des différents prix auxquels les grains pouvaient être vendus à Marseille, des frais de fabrication, et des diverses qualités des farines employées pour fabriquer les trois qualités de pains consommées dans la ville ².

Le Conseil général paraît avoir apporté le même soin au contrôle du commerce des autres objets de consommation. La vente du vin au détail ³, le commerce de l'huile ⁴, la boucherie ⁵ et la poissonnerie ⁶ étaient aussi soigneusement réglementés. Quelques tarifs de prix pour la vente au détail accompagnent en effet certains de nos statuts ⁷. Ils permettent de se rendre compte des conditions matérielles de la vie à Marseille à cette époque et complètent les notions que nous pouvons relever dans des statuts précédemment cités sur l'habitation et le vêtement.

Le *VI^e Livre des Statuts* nous procure donc les moyens de pénétrer assez à fond la vie marseillaise au moyen âge, qu'il s'agisse des institutions politiques, du développement écono-

¹ St. VI, XLIV.

² St. VI, LXV.

³ St. VI, XXXIII, 5 et 6, LXXV.

⁴ St. VI, III, VII.

⁵ St. VI, V et LXXXI.

⁶ St. VI, XVII.

⁷ V, notamment le statut sur la Poissonnerie, VI, XVII.

mique ou de la vie privée. Le commentaire, dont nous avons accompagné le texte que nous publions, permettra de préciser davantage les indications générales que nous venons de donner à ce sujet. Il montrera — nous l'espérons du moins, — que c'est bien là un document de première valeur, aussi indispensable que les *Antiqua Statuta* à quiconque veut connaître non seulement une assez longue période de l'histoire de Marseille, mais encore la vie d'une active république municipale et d'une opulente cité marchande au moyen âge.



STATUTA CIVITATIS MASSILIE

LIBER SEXTUS

I ¹

De aurifabris ²

Statuimus hoc presenti statuto quod aurifabri civitatis vicecomitalis Massilie astringantur omnes et singuli et etiam eorum scolares sacramento ab eis corporaliter prestito ne ipsi operentur per se nec per alios argento aliquo quod argentum minus valeat argento sterlingorum ³; et quodcumque opus

¹ Nous conservons aux Statuts le numéro d'ordre qui leur a été attribué dans le manuscrit, malgré les interruptions que causera l'absence des documents que nous ne publions pas ici pour les raisons indiquées dans l'Introduction : nous marquerons d'ailleurs la place de ces documents à mesure qu'ils se présenteront dans ce recueil.

² *Livre des Statuts*, f^o 151.

³ *Ne ipsi operentur per se nec per alios argento aliquo, quod argentum minus valeat argento sterlingorum...* — Il y avait à Marseille un atelier d'affinage auquel un ancien statut (I. LVI) réserve le monopole de la fabrication de l'argent dans cette ville. (« *Statuimus... ne aliquis homo sit ausus facere argentum nisi in esmero comunis Massilie...* »). C'est à cet atelier communal que les orfèvres de Marseille étaient admis pour

facient de argento antequam de eorum posse exeat ostendatur uni campsori et uni aurifabro de predictis¹ qui pro tempore eli-

affiner leur argent, en se conformant aux prescriptions contenues dans cet ancien statut, notamment à l'obligation de jurer « *speciali sacramento facere in dicto esmero argentum bene et legaliter et sine aliqua fraude vel dolo*, » et de se soumettre au contrôle de trois prud'hommes élus annuellement « *campsores boni et legales, ... qui teneantur speciali sacramento facere exire argentum de dicto esmero ad eandem legem qua exit argentum de Montepessulano, scilicet quod teneat marcha argenti duos denarios et obolos sterlingorum sine pluri*. » Ainsi l'argent de Marseille doit être préparé au même titre que l'argent de Montpellier, c'est-à-dire qu'il doit contenir d'alliage 2 deniers 1 obole esterlins par marc. L'esterlin était, d'après un statut du roi d'Angleterre, Edouard I^{er}, cité par Ducange (v^o *esterlingus*) le « *denarius Anglie* » ; il devait y en avoir 20 à l'once et 240 à la livre de 12 onces, ou 160 au marc de 8 onces. Ces rapports demeurèrent invariables : c'est là ce qui explique la faveur donnée au marc sterlin dont l'usage a été fort répandu dans toute l'Europe au moyen âge. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner de le trouver employé à Marseille. Dans cette ville avait cours un type d'argent similaire à celui de Montpellier, dont le titre aurait été, d'après Blancard (*Essai sur les monnaies de Charles I^{er}, comte de Provence*, Paris, Dumoulin, 1868, p. 37), le plus élevé au moyen âge étant à 1/64 d'argent fin, c'est-à-dire à 968 millièmes, soit à peu près à 230 grammes.

¹ *Ostendatur uni campsori et uni aurifabro de predictis...* — L'ancien statut cité ci-dessus (I, lvi) mentionne, en effet, l'élection annuelle de trois prudhommes changeurs (« *quod tres probi homines campsores boni et legales eligantur annuatim* »), chargés de la vérification du titre de l'argent sorti de l'atelier d'affinage. Mais aucun statut ne mentionne l'élection de prudhommes-orfèvres. Cependant, les *Antiqua Statuta* ordonnent en divers passages l'élection de prudhommes pour différents corps de métiers, le plus souvent élus au nombre de 3, par exemple, les 3 *maîtres maçons* chargés de régler arbitralement les différends relatifs à leur profession (I, xxxiv), les 3 prudhommes de l'art de la mer appelés *observatores passagii* (I, xxxv), les 2 prudhommes *ad pannos vendendos et cannandos* (I, xxxvi), les 3 prudhommes *super ministerio blancarie* (I, xxxvii) les 4 prudhommes *super facto panis, bladis, farine* (I, xli). Les *Antiqua Statuta* renferment cependant des prescriptions relatives à l'exercice de la profession de changeur et d'orfèvre. Le statut (I, xxxvii), ainsi placé, comme son numéro d'ordre l'indique, dans une série de règlements relatifs aux différents métiers de Marseille, a pour objet « *de satisfacione a campsoribus Communis seu Curie Massilie prestanda* », et il

gentur una cum aliis officialibus ¹ ad videndum et examinendum an dictum opus sit valoris argenti sterlingorum. Et si quis contra fecerit singulis vicibus solvat Curie centum solidos nomine pene. Et hoc sacramentum renovetur et fiat de anno in annum in introitu Vicarii ². Et quicumque hoc sciverit et fidem fecerit Curie habeat medietatem dicte pene.

indique notamment les conditions imposées à qui veut exercer la profession de changeur, être citoyen de Marseille, donner une caution de 300 marcs d'argent, et prêter le serment « *quod bene et fideliter exerceat officium suum et tute et secure cum eo contrahatur vel quasi...* » — De même, le statut II, xxxvii, inscrit dans une série de règlements relatifs à différents métiers, s'occupe « *de pictoribus armorum et aubergariis et aurifabris*; » il impose aux orfèvres le serment annuel : « *quod bonafide et sine omni dolo et fraude dicta officia seu ministeria exerceant quamdiu illud officium et ministerium faciant vel tenebunt in Massilia.* » Il paraît donc certain que des hommes compétents étaient chargés de veiller à l'observation de ces diverses prescriptions dont certaines sont strictement professionnelles. Ces préposés à l'exécution des statuts sont ces prudhommes changeurs et orfèvres dont il est question dans le statut ci-dessus, bien qu'aucun statut antérieur n'en mentionne la création.

¹ *Una cum aliis officialibus...* — L'élection des divers officiers de la ville a lieu (I, viii) « *annuatim, tertia die ante festum omnium sanctorum*, » c'est-à-dire le 28 octobre. Cette date, qui est celle de la fête des Saint-Simon et Saint-Jude, a été conservée jusqu'à l'établissement de la Constitution de 1790. Les élus sont « *Consiliarii Massilie per totum annum, scilicet a festo omnium sanctorum usque ad unum annum continuum.* » (Ant. Stat. I, viii).

² *In introitu Vicarii.* — Il y a toujours eu à la tête de l'administration municipale de Marseillé un personnage désigné, par les documents latins, sous le nom de *Vicarius* et, par les documents français, sous celui de *Viguiet*. Mais l'origine des pouvoirs et les attributions mêmes de ce personnage ont changé à mesure qu'il changeait à travers les siècles la condition de Marseille. Il s'agit ici, notre document étant postérieur à 1257, du Viguiet institué par les *Chapitres de Paix* (art. iv) et nommé annuellement par les Comtes de Provence « *pro regenda et gubernanda civitate Massilie et communi Massilie.* » En général, le Comte le choisissait parmi les seigneurs provençaux et non dans la noblesse marseillaise. Le Viguiet entraînait alors en charge en même temps que les autres officiers municipaux, le 1^{er} novembre de chaque année, et il prêtait un serment, dont la formule, modifiée après 1257, se rapproche

Anno Incarnationis Domini nostri Jesu Christi mclcxviii, Indictione xi, tertio idus julii, supra scriptum statutum confirmatum est per nobilem virum Guillelmum Dagonessa, Militem, Vicarium, et Consilium generale Civitatis Massilie, salva et retenta voluntate dicti domini Vicarii et dicti Consilii circa correctionem, additionem et diminutionem ejusdem statuti superscripti.

II

De bladeriis

Quoniam in Civitate Massilie vicecomitali bladerii habent raçoiras¹ diversas diversi ponderis sicut intelleximus, et qui emunt annonam, ordeum, avenam et aliud bladum et legumen etiam

cependant de celle du serment prêté par le Viguier ou *Rector*, établi auparavant par le choix des habitants de Marseille. Voici le début de ce serment inscrit en tête des divers manuscrits des Statuts de Marseille : « *Quicumque fuerit Vicarius civitatis vicecomitalis Massilie pro inclito et serenissimo principe ac domino nostro domino N... Province, Forcalquerii... Comite, ac domino predictæ civitatis Massilie, pro regenda et gubernanda Civitate Massilie, juret et jurare debeat in principio sui regiminis, primo in Consilio generali Massilie, ut moris est, congregato, et postea in primo publico Parlamento civium et hominum Massilie, universaliter ad sonum campanarum more solito congregato, presente universitate ejusdem civitatis, ad sancta Dei Evangelia ab ipso corporaliter tacta, quod ipse bona fide et sine fraude, et absque malo ingenio, reget, gubernabit, et defendet, et salvabit civitatem Massilie, et omnes ac singulos ibi residenciam facientes, et hec omnia faciet infra civitatem Massilie et extra, ubique pro posse suo in personis, et rebus seu bonis ad eos simul vel separatim pertinentibus...* »

¹ *Raçoiras*. — La *Raçoira* était un instrument de bois destiné à racler l'émine quand elle était pleine de grains, afin que la quantité mesurée soit toujours la même. Un ancien statut (III. xiv.) oblige le marchand de grains ou de sel à procéder ainsi sous peine d'une amende de six deniers pour chaque émine, à l'occasion de laquelle il aura contrevenu à ce règlement. En outre, avant de racler l'émine avec la *raçoira*, le marchand devra la frapper, sans doute pour que la marchandise mesurée se tasse bien à l'intérieur de la mesure.

quodcumque, seu penes eos deponitur causa custodie seu alias comendatur, percutiunt mensuram cum ragoza gravio¹, et qui vendunt seu restituunt cum levio^{re}, sitque malitiis hominum obviandum, decernimus hoc statuto inviolabiliter observandum in posterum ne aliqui bladerii habeant ragoza^s diversi ponderis et cum eadem ragoza quam recipiunt seu emunt bladum et legumen, ut supra, cum vendent seu restituent, percutiant eminam² et alias mensuras, et servent in quam cum poterint omni equalitatem tam in recipiendo quam in restituendo seu vendendo. Et quod omnes ragoza supradicte sint de euze vel de daladerii³ ejusdem ponderis et signentur signo Curie⁴; et predicta attendere et complere jurent bladerii et hoc sacramentum renovetur singulis annis introitu Consilii et Vicarii; et qui contra fecerit solvat Curie nomine pene pro singulis vicibus X.s. Si quis hoc sciverit et Curie manifestaverit habeat medietatem dicte pene.

Anno et die quibus supra, confirmatum est ut supra in precedenti.

¹ *Percutient mensuram cum ragoza gravio^{re}...* — Déjà, l'ancien statut (III. xiv.) avait été délibéré pour prévenir une fraude anologue à celle dont il est ici question, puisqu'il renferme cette prescription : « *Omnes ragoza, cum quibus radetur, sint ligni de fau o d'euze et ejusdem ponderis et cum ragoza hujus percuciat^{ur} seu fiat dictus ictus emendo et vendedo, et ille ictus fiat non iu ferraturis emine.* »

² *Eminam.* — L'émine était la mesure pour les grains en usage à Marseille. — Pour la forme, les dimensions et la capacité de l'émine, V. plus loin, statut xc : *Ordinationes et reparationes facte super quavalletis, fusteis et cminis bladi, per modum inferius descriptum et declaratum.*

³ *Sint de euze vel de daladerii.* — Soient de bois de chêne ou d'alaterne. V. *Ant. Stat.* (III, xiv) : « *Omnes ragoza... sint ligni de fau o deuze.* »

⁴ *Signentur signo Curie...* — V. III, xiv « *Et ragoza sint signate signo Comunis.* » C'est la marque de la ville, avec laquelle étaient poinçonnés les différentes mesures en usage à Marseille, ainsi que certains objets qui y étaient fabriqués. — V. plus loin, statuts lxxx, xci, xcii, les différentes prescriptions relatives à la marque des cuirs.

III

Pro oleum

Ordinamus hoc presenti statuto in perpetuum valituro, ob utilitatem civium Massilie, quod amodo vendatur oleum¹ in civitate vicecomitali Massilie ad consimiles mensuras quibus venditur vinum et non ad libras nec ad illas mensuras quibus nunc venditur in Massilia; et quod mesure olei fiant et signentur signo Curie sicut mesure vini; et vendatur oleum de cetero ad grossum et minutum prout venditur vinum in civitate predicta. Et quicumque contra fecerit solvat Curie nomine pene V.s.

Anno et die quibus supra, confirmatum est ut supra in precedenti.

IV

In Torreta portus

Quoniam illi qui habent naves ligna aliquotiens ponunt seu poni faciunt prois in Torreta portus Massilie² et ob hoc damnum magnum posset evenire et etiam evenit, prout intelleximus, navigantibus intransitibus portum Massilie, statuimus quod de cetero nullus ponat seu poni faciat prois in dicta Torreta; et quod illi qui statuti sunt nunc et qui in posterum statuentur ad Curam portus³ debeant esse super hoc solliciti et providere ne fiat, et si fieret, teneantur illud dissolvere seu dissolvi facere quam cito viderint seu ad eorum notitiam pervenerit.

Anno et die quibus supra, confirmatum est ut supra.

¹ *Vendatur oleum.* — V. plus loin, statut xxxiii, §§ 5 et 6.

² *Torreta portus Massilie.* — C'était une tour construite pour la surveillance du côté de la mer, qui a donné son nom à l'esplanade de la Tourette, située au nord de l'entrée du port, aujourd'hui entre Saint-Jean et la Joliette.

³ *Ad Curam portus...* — V. sur la Cure du port, statut xxxiii § 1.

V

Macellarii

Statuimus ut omnes macellarii, cum vendent carnes suas in macellis Massilie¹, stent et stare debeant retro tabulas suas et non ante ; et quod debeant penitus removere luminaria que tenent cum vendunt carnes postquam erit dies clara, nec ea incendiant ante horam complectorii. Et qui contra fecerit solvat Curie nomine pene V.s. singulis vicibus, quorum medietas Curie et alia illius qui hoc manifestaverit.

VI

De fimo non ponendo in vineis

Quoniam utilitati civium Massilie cedit ne aliquis apponat

¹ *Macellis Massilie*. — Les bouchers ne pouvaient vendre la viande que sur des marchés spécialement destinés au commerce de la boucherie conformément à cette prescription d'un ancien statut (I, XLIX) : « *Statuimus quod... neque aliquis civis vel extraneus carnes recentes nisi in Macello comunis, vel in Macello Thelonei exceptis salvaginis et exceptis carnibus prohibitis, quas licet vendere in bocaria.* » Ces halles à la viande étaient appelées *macella*, d'où le mot provençal *mazel* ou *mazeau*. L'une de ces halles était le *Petit Mazeau*, appelé aussi *lo Mazel de las Acolas*, parce qu'il était dans le voisinage de l'église de Sainte-Marie des Accoules (il y a encore aujourd'hui une *place du Petit Mazeau*) : c'est sans doute celui que le statut appelle *Macellum Communis*. L'autre était le *Grand Mazeau* : c'est le *Macellum Thelonei*, parce qu'il était situé près du Tholonée ou palais des vicomtes de Marseille. Le commerce de la boucherie a, d'ailleurs, été toujours soigneusement réglementé à Marseille ; au XVII^e et au XVIII^e siècle, un droit dit *droit de l'once de la chair*, était perçu sur toutes les viandes de boucherie débitées dans la ville ; il était mis en adjudication tous les ans et procurait à la ville une grosse partie de ses revenus ordinaires. L'adjudicataire du droit de l'once de la chair avait, en outre, le monopole de la fourniture de la viande aux bouchers de la ville. Quand les enchères n'atteignaient pas un prix jugé suffisant, ou quand il se produisait quelque événement fortuit (la peste, par exemple) la ville administrait directement la ferme de la boucherie.

finum seu apponi faciat in vineis¹, statuimus hoc statuto inviolabiliter deinceps observando ne aliquis mittat seu ponat, mitti vel poni faciat, finum in vinea seu vineis quibuscumque.

¹ *Ne aliquis apponat finum seu apponi faciat in vineis...* — Le souci de protéger les différents points de la ville contre les dépôts de fumier avait préoccupé le Conseil Général de Marseille antérieurement à l'année 1268, où le statut ci-dessus a été délibéré. Deux anciens statuts règlent, en effet, cette question. L'un (IV, III) interdit de façon absolue le jet des eaux sales, des ordures et du fumier (*aqua turpis, vel stercora, vel finus*) dans les rues de Marseille, sous peine d'une amende de 12 deniers, qui devait être portée à 15 deniers si une personne avait été atteinte par ce jet d'immondices. Ce statut prescrit aussi au Recteur et aux Syndics de désigner, dans le mois qui suit leur entrée en fonctions, six prudhommes chargés de veiller à la propreté des rues, particulièrement de celles qui avoisinent le port. L'autre statut (IV, IV) interdit aussi le jet des fumiers, terres ou immondices dans des endroits déterminés de la ville et punit le contrevenant d'une amende de 12 deniers, qui peut être portée à 5 sous.

Mais ces deux statuts et aucun autre des cinq premiers livres n'interdisent le transport ou le dépôt du fumier dans les vignes. Sans doute, la culture de la vigne avait à Marseille une grande importance. Elle paraît avoir été la principale ressource des agriculteurs marseillais, qui étaient protégés contre la concurrence des raisins et des vins étrangers par un privilège reconnu par les *Chapitres de Paix* et qui s'est maintenu jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. De leur côté, les *Antiqua Statuta* prescrivent un certain nombre de mesures destinées à assurer aux vignes marseillaises une protection particulière de la part des administrateurs locaux et de leurs agents. Ainsi une amende de deux sous punissait quiconque emportait des ceps arrachés dans une vigne dont il n'était pas le propriétaire (II, XVIII); les propriétaires de vignes non vendangées étaient tenus à des obligations particulières de garde et de surveillance et le fermier à mi-fruit d'une vigne ne pouvait en emporter par jour plus de cinq raisins pour les manger (V, XLV); enfin il était interdit de chasser dans des vignes dont on n'était pas propriétaire (V, XLVI). Cependant, si l'on s'explique sans peine les motifs qui ont dicté ces diverses décisions, on ne s'explique pas trop ceux qui ont inspiré les prescriptions du statut ci-dessus. François d'Aix, qui en donne un commentaire (*Les Statuts de Marseille*, p. 582) s'exprime ainsi : « Cette défense de ne mettre du fumier aux vignes ne semble pas être sans raison, ainsi avec juste sujet, attendu que son humeur puante se communiquant des ceps aux raisins, le vin en est par ce moyen rendu non seulement plus grossier et moins

Et qui contra fecerit solvat Curie pro singulis banestonis seu coffinis nomine pene V.s. de die, et X. de nocte.

Anno et die quibus supra confirmatum est ut supra.

VII

De Mensuris

Quoniam in Civitate Massilie vicecomitali emine et mesure alie quibus venditur et mensuratur avena, nuces, amidale, avelane, castanee cum rusca, glandes, et olive, et nuclei pignharum et furfuri, mensurantur ad annulum¹ et in hoc prout intelleximus fraus potest fieri et fit, et, quod deterius est, quacumque predicta de quibus supra facta est mentio vendunt bladerii ad mensuram qua venditur annona vel ordeum, sintque predictae mesure incerte et inequales quibus mensurantur predicta de quibus supra facta est mentio, ut omnis tollatur occasio malignandi, hoc presenti statuto duximus ordinandum ac statuendum quod amodo predicta omnia non vendantur ad predictas mensuras ad annulum scilicet ad mensuras quibus venditur annona et ordeum, ita tamen quod due emine rase² quibus nunc

délicat, voire difficilement conservé, si bien que le statut a plutôt considéré le préjudice et le dommage du public, que le profit et le bénéfice du particulier. » Il nous paraît difficile d'admettre que l'interdiction ait été portée pour ce motif ; fumer la vigne a été de tout temps un des principes essentiels de la viticulture et on se figure difficilement les Marseillais, grands viticulteurs, s'inscrire en faux contre ce procédé. Peut-être s'agit-il simplement d'interdire d'entasser dans les vignes le fumier transporté hors de la ville où des statuts défendaient formellement de le déposer.

¹ *Mensurantur ad annulum*...— Il s'agit probablement d'un anneau placé à l'extrémité de la mesure et qui servait à la manier. Les marchands de grains, blé et orge, devaient donc remplir ces mesures jusqu'à l'anneau. Mais le grain se tassait plus facilement que les diverses marchandises énumérées dans le statut ; il occupait donc moins de place et une mesure pouvait en contenir une quantité supérieure à celle de glands, noix, amandes, etc., qu'on avait pris l'habitude d'y mesurer.

² *Due emine rase*... V. plus haut, stat. II.

venditur annona et ordeum sint loco unius emine et sic de aliis mensuris. Et si quis contra fecerit solvat nomine pene Curie. pro singulis vicibus V.s. ; et quicumque hoc sciverit et Curie manifestaverit habeat inde medietatem.

Anno et die quibus supra, confirmatum est ut supra.

VIII

Quod bannerii non intrent in aliis possessionibus

Statuimus quod amodo in civitate Massilie nullus macellarius averis campi eligantur¹ de cetero in bannerium²; adicientes etiam huic statuto quod illi qui ordinantur seu statuuntur a banneriis causa predicti banni, qui bannerii camperii vocantur, non intrent ipsi nec aliquis de eorum familia in viridarium³ seu vineam vel ortum seu possessiones aliquas pro quibus bannum est indictum, nisi viderent ibi aliquam personam seu personas

¹ *Nullus macellarius averis campi...* — V. plus loin les différents statuts sur le ban des troupeaux ; leurs dispositions font comprendre pourquoi le Conseil prononçait l'incompatibilité entre la charge de bannier et le métier de boucher.

² *Bannerium.* — Le *bannerius* était un agent inférieur de la ville, chargé de veiller à la répression des infractions faites au ban ou réglement de police sur les propriétés rurales ou sur la circulation dans les rues de la ville ou sur le terroir, etc. Il y avait naturellement plusieurs *bannerii*. Ils étaient créés tous les ans par les soins de la Cour de Marseille et placés sous la surveillance de trois prudhommes, comme il paraît résulter du texte suivant (*Ant. Stat. V. xx*) : « *Nisi illam personam bannum frangentem manifestaret ille bannerius illis tribus probis hominibus vel alicui eorum qui sunt vel erunt per tempora constituti ad recipiendum bannum pro comuni Massilie.* »

³ *Non intrent ipsi nec aliquis de eorum familia in viridarium...* — Ce statut complète la prescription suivante (*Ant. Stat. V, xx*) : « *Item si bannerius, vel bannerii, vel uxores, aut familia vel alius de familia eorum frangent bannum seu incident in bannum, puniantur illi frangentes in omnibus et singulis casibus supradictis nomine banni in dupplum pecunie penarum supradictarum, et si illud dupplum nomine banni ipsi vel alii pro eis non solverent fustigentur per hanc civitatem frangentes illud bannum.* »

quas tenerent suspectas et tunc vadant et intrent causa videndi que persone essent ille, vel nisi intrarent causa capiendi animalia pro quibus bannum debet solvi. Et si contra fecerit solvat duplex bannum sine mora.

Anno et die quibus supra, confirmatum est ut supra.

IX

Quod iudices in executionem sententiarum vendere faciant vinum

Quoniam in Civitate Massilie vicecomitali iudices Curiarum Massilie¹ in executiones sententiarum vel mandamen-

¹ *Judices Curiarum Massilie...* — Il y avait à Marseille, en 1268, cinq tribunaux. Les *Chapitres de Paix* (art. X) reconnaissant aux Marseillais le privilège dit de *non extrahendo*, en vertu duquel leurs procès, quels qu'ils fussent, ne devaient pas être jugés hors de leur ville, il avait fallu établir tous les tribunaux et tous les juges nécessaires pour régler tous les différends qui pouvaient s'élever entre les habitants de Marseille. Les tribunaux de Marseille, dont quelques uns existaient peut-être avant le premier traité conclu avec Charles d'Anjou (1252), furent donc réorganisés postérieurement à ce traité, c'est-à-dire en 1253. Cette année-là, en effet, fut promulgué un statut (I. III), qui ne fut sans doute qu'un remaniement d'un statut antérieur et qui organisait le plus important de ces tribunaux. A la même époque, furent également publiés des statuts (I. IV, V, VI, VII) qui organisaient aussi les autres tribunaux de Marseille.

La justice civile et criminelle fut partagée, dès ce moment, entre les différents magistrats qui ont tant bien que mal été maintenus jusqu'en 1789. Ces magistrats étaient, par ordre hiérarchique :

- 1^o Le Viguiier du Comte de Provence ;
- 2^o Le Juge du Palais ;
- 3^o et 4^o Les deux Juges des premières appellations, appelés plus tard de Saint-Louis et de Saint-Lazare ;
- 5^o Le Juge des secondes appellations.

Chacun de ces magistrats, qui constituait à lui seul un tribunal ou *Curia*, avait une origine, des attributions et des obligations différentes, déterminées par les statuts.

1^o Le *Viguiier* (*Ant. Stat. I. 1*) avait une juridiction générale s'étendant sur tout individu, de quelque qualité que ce soit, habitant Marseille ou

y séjournant temporairement ; il connaissait de tout différend venant à s'élever entre indigènes ou allogènes, auxquels, conformément aux termes de son serment, il devait rendre la justice « *secundum jura, et specialiter secundum statuta civitatis Massilie facta tunc et facienda tempore sui regiminis...* » — Le Viguiier avait aussi la juridiction répressive.

2^o Le Juge du Palais était à la fois l'assesseur du Viguiier ou Recteur et le juge le plus élevé après lui, *judex major omnibus aliis post Rectorem* (*Ant. Stat. I. III*). Il était choisi par le Viguiier qui devait subvenir lui-même à son entretien, et il ne devait pas être citoyen de Marseille. Sa compétence était fort étendue, (« *Ad officium predicti Judicis palatii omnium negociorum, in quibus jure aut statutis Massilie judex requeritur seu est adeundus et omnium questionum tam criminalium quam civilium audienciam, cognicionem et diffinicionem tam latissime volumus pertinere...* ») si bien qu'il finit par être véritablement le lieutenant du Viguiier, non seulement en matière judiciaire mais encore administrative ; jusqu'au milieu du XVII^e siècle, c'est le Juge du Palais qui présidera, en l'absence du Viguiier, les séances du Conseil Général de la ville et qui tiendra le bâton du Roi, signe de l'autorité souveraine.

3^o et 4^o *Les deux Juges des premières appellations* (*Ant. Stat. I. IV et V*) avaient une commune origine et une commune compétence ; ils eurent aussi une commune destinée. Ils furent créés, semble-t-il, en même temps que le Juge du Palais et hiérarchiquement placés au-dessous de lui. Chacun d'eux formait un tribunal particulier, assisté de deux notaires publics, l'un chargé d'écrire toutes les pièces de la procédure, l'autre de recevoir les témoignages. Ces juges étaient choisis chaque année parmi les citoyens et habitants de Marseille « *in jure civili periti* », en l'espèce parmi les avocats. Leur compétence s'exerçait sur la plupart des contestations civiles « *quantecumque fuerint quantitatis* », en particulier sur celles relatives aux tutelles, curatèles, testaments, règlement de dettes, etc. ; ils avaient le pouvoir d'ordonner l'exécution de leurs sentences, sauf quand elles entraînaient une peine corporelle, mais ils ne pouvaient connaître ni des procès criminels, ni des affaires de maléfices et d'injures dont la connaissance était spécialement réservée au Juge du Palais. Les statuts leur imposaient des obligations particulières, notamment d'assister aux séances du Conseil de la Commune toutes les fois qu'ils en seraient requis par le Recteur, les Syndics ou les Semainiers et de ne pas s'éloigner de Marseille pendant l'année de leur charge, à moins de pouvoir y revenir dans la journée. Les statuts (*I. V*) édictaient aussi des précautions contre les juges des premières appellations : ils ne pouvaient pas juger une affaire dont ils auraient eu à connaître avant leur entrée en charge comme avocat de l'une des deux parties ; dans ce cas, celui des

torum ¹, causa satisfaciendi hiis pro quibus late sunt sententie et injunctiones, capi et vendi per incantum faciunt vinum ² illorum contra quos late sint sententie et injunctiones, et hoc quidem sit non in modicum damnum universitati civium Massilie, hoc presenti statuto duximus ordinandum ne amodo judices causa

deux intéressés devait, par une ordonnance motivée, renvoyer l'affaire devant le second. Si, malgré cette précaution, le juge était convaincu de s'être laissé corrompre, il était dépouillé de sa charge, sans préjudice des peines que pourraient prononcer le Recteur, le Conseil et les Chefs de métiers.

5° Le *Juge des secondes appellations* (*Ant. Stat. I. vi*), au contraire des deux précédents, doit être pris hors de Marseille, de préférence parmi les deux jurisconsultes qui accompagnent le Viguiier, également étrangers. Il est désigné par le Conseil Général, tandis que le Viguiier doit lui payer ses gages, « *in suis salariis quam in omnibus aliis victualibus.* » Il est, à la fois un juge et un arbitre et peut trancher judiciairement ou amiablement tous les appels portés devant lui des jugements rendus par l'un des juges ordinaires dans les procès pour lesquels le droit d'appel est reconnu aux parties par la législation marseillaise. Il ne peut pas refuser les recours qui lui sont portés même s'ils ne sont pas présentés conformément aux règles du droit. Il ne cesse pas d'ailleurs d'être jurisconsulte et il reste, conformément au serment qu'il prête en entrant en charge, le conseiller ordinaire du Viguiier et du Juge du Palais, qu'il soit ou non requis par eux à cet effet.

¹ *In exequutiones sententiarum vel mandamentorum.* — Les conditions dans lesquelles les jugements doivent être exécutés sont fixées par le statut *de Sentenciis executioni mandandis* (II. xx). Le juge doit assigner pour l'exécution complète du jugement un délai qui ne doit pas dépasser quatre mois, passé lequel le jugement doit être exécuté conformément aux dispositions contenues dans le statut *Qualiter debitores cogendi sunt in debitum solvendum* (II. i), à moins qu'il n'y ait un motif valable de renvoi, appel du jugement rendu, etc. Un autre statut (I. vi) interdit au juge des secondes appellations de s'occuper de tout ce qui regarde l'exécution des jugements, matière qui regarde « *alios judices Curiarum Massilie.* »

² *Capi et vendi faciant vinum per incantum...* — La procédure de la saisie et de la vente à l'encan par autorité de justice est réglée par le statut *qualiter debitores cogendi sunt in debitum solvendum* (II. i). Lorsque le débiteur condamné ne s'était pas exécuté spontanément, il devait comparaître devant le juge chargé de l'exécution de la sentence et faire sous serment la déclaration de tous ses biens. S'il était soupçonné d'avoir fait

executionis faciende vendi faciant vinum per incantum sed alias predictis satisfieri faciant per extimatores Massilie si hoc voluerint conquirentes.

Anno et die quibus supra, confirmatum est ut supra.

X

Quod notarii scribant statuta

Item statuimus quod notarii, qui pro tempore fuerint in tabulario Curie majoris judicis Curie palatii Massilie ¹, omnia

une fausse déclaration, le juge devait, sur la réquisition du créancier et en sa présence, faire procéder par son notaire et ses deux huissiers à la saisie des biens trouvés au domicile du débiteur ou hors de son domicile. Le créancier était alors invité à prendre parmi ces biens saisis ce qui représentait la valeur de sa créance. S'il refusait, le juge faisait procéder à l'encan des biens saisis, à l'exception d'un vêtement, d'un lit et des ustensiles de ménage indispensables à l'usage quotidien. Ce n'est d'ailleurs que dans le cas où les biens mobiliers ne suffisaient pas à l'entier acquittement de la dette que le juge pouvait faire procéder à la saisie et à la vente des immeubles du débiteur. Ce statut (II. 1) ne mentionne pas le vin parmi les objets saisis qui ne doivent pas être vendus à l'encan, et, en effet, cette exception n'est pas d'ordre public. On ne peut donc s'expliquer la prescription de notre statut que par le régime particulier auquel étaient soumis la circulation et le commerce du vin à Marseille en vertu du privilège dont nous avons précédemment parlé. Si le législateur marseillais a prétendu soumettre à une réglementation particulière le vin du débiteur récalcitrant, c'est sans doute pour ne pas lui faire supporter la dépréciation de valeur que subissent d'ordinaire les objets vendus aux enchères, dépréciation qui aurait pu porter préjudice au vin vendu normalement par les vignerons marseillais. Le statut évite cet inconvénient en faisant évaluer la valeur du vin saisi par des estimateurs officiels, dont les attributions sont réglées par un ancien statut (II, xxiv).

¹ *Notarii qui pro tempore fuerint...* — Les notaires de Marseille ne pouvaient être pourvus de leurs charges qu'après avoir satisfait à des conditions d'âge, de résidence, de séjour, de fortune et de capacité indiquées au statut I, xxvii. C'est parmi eux que le Conseil désignait, le jour où il procédait au renouvellement annuel des officiers municipaux, les secrétaires et greffiers des différents conseils et tribunaux de Marseille, dont

statuta que fient durante suo officio scribant vel scribi faciant et ponant in *Libro Statutorum* postquam recitata fuerint in Consilio generali Massilie¹ et ab ipso Consilio approbata.

Anno et die quibus supra, confirmatum est ut supra.

quatre devaient être attachés au Palais, deux « *ad tabularium ante Rectorem vel Judicem Palatii* » et deux « *ad tabularium seu tabularia accusationum vel inquisitionum.* » Chacun d'eux avait un salaire annuel de 30 livres de royaux coronats.

¹ *In Consilio generali Massilie.* — Le Conseil général de Marseille, institué « *ad consulendum Vicario et Comuni Massilie* », se composait de 83 membres, parmi lesquels devaient figurer trois jurisconsultes. Sa composition et son renouvellement sont réglés de la façon suivante (*Ant. Stat. l. viii*) : tous les ans, le 28 octobre — jour des fêtes des Saints Simon et Jude, dira-t-on plus tard, — les Syndics et Clavaires en exercice se réunissent secrètement avec les Semainiers des cent chefs de métiers et désignent 12 prudhommes, à raison de 2 pour chacun des 6 quartiers de la ville, qui choisissent à leur tour 71 citoyens « *discreti boni et legales, et idonei ac providi et fideles cives,* » possédant au moins un bien d'une valeur de 50 marcs d'argent, nés à Marseille ou y ayant au moins 15 années de séjour. C'est la réunion des 12 prudhommes et de ces 71 citoyens qui forme le Conseil Général de Marseille. — Mais à l'époque où fut rédigé notre statut, un important changement fut apporté à ces dispositions par les Chapitres de Paix. Ceux-ci avaient supprimé les cent chefs de métiers et avaient confié le soin de désigner les membres du Conseil Général au Viguiier assisté de six prudhommes (*Cap. Pacis, VII*). « *QUALITER ELIGANTUR OFFICIALES IN MASSILIA ET PER QUOS. . — Item dominus Comes ponet hoc anno usque ad Kalendas Maii... et Syndicos, et omnes Notarios qui modo sunt in officiis, et alios officiales, et omnes Consiliarios, et Capita ministeriorum. Etiam ponet dominum Raolinum, et dominum Andream de Portu, et dominum Bertrandum de Bucco, et dominum Symonem, et dominum Guillelmum Carnuti, et dominum Hugonem Audoardi, qui nunc erant Rectores Communis Massilie, speciales Consiliarios Vicarii sui, ita etiam quod ipse Vicarius de consilio ipsorum eligat sex probos homines de dicta Civitate vice comitali, cum quorum consilio in anno futuro eligat officiales omnes, et Consilium Generale et Secretum pro numero consueto, cum consilio quorum seu electorum Vicarius qui fuerit in sequenti anno eligat et teneatur eligere officiales et Consilium Generale et Secretum et sic de anno in annum. Et ad hec facienda tenebuntur Vicarii domini Comitum in Massilia proprio juramento quod facient cum intrabunt regimine in presentia generalis Consilii Massilie. Et ab hodie inantea non sint rectores aliqui in Massilia excepto Vicario domini*

XI

De pondere laureti

Quoniam intelleximus quod minus periti eliguntur et statuuntur sub pondere laureti¹ et ex hoc damna non modica incurrunt cives Massilie, presenti statuto duximus ordinandum quod amodo nullus ad dictum officium statuatur seu ordinetur nisi haberet periciam predicti officii, qui etiam juret in inicio dicti officii suscepti quod in inicio cujuslibet mensis ad minus

Comitis, nec sint ibi Capita Ministeriorum aliquo tempore... Et illi sex cum quorum consilio tenebitur Vicarius eligere officiales et Consilium Generale et Secretum remaneant de Consilio ; et non sint ibi hoc anno inantea seu speciales Consilarii sed solummodo ad hoc ut eorum consilio fiant electiones officialium et Consilii ut dictum est. »

¹ *Sub pondere laureti...* — Ce statut contient une addition aux deux statuts fondamentaux sur la matière (I, LIII et LIV). Le *Pondus laureti* ou Poids du Lauret, était le poids des grains et de la farine, l'un des poids publics les plus importants de Marseille qui a laissé son nom à une des rues de la ville, la rue *Poids-de-la-Farine* où fut transporté, en 1681, le Poids de la Farine, précédemment installé rue de Saint-Gilles. On préposait à ce poids un citoyen de Marseille « *probus et discretus* », auquel étaient subordonnés d'autres agents ou peseurs qui devaient lui rendre compte tous les dimanches des revenus du Poids. C'est au Poids du Lauret que devaient être menées les charges de blé ou de farine qui entraient à Marseille et la fonction du préposé au Poids consistait à vérifier le poids de ces charges en échange d'un droit de 1 denier pour chaque charge de cinq émines et d'une obole pour les charges inférieures, et à maintenir l'égalité entre les mesures employées par les mouliniers. Il devait aussi veiller à l'exécution des prescriptions relatives au poids des charges de grains portées au moulin, qui ne devaient pas excéder une quantité déterminée. Le préposé au Poids du Lauret n'était pas un agent officiel de la ville, c'était l'agent du fermier de ce droit. Un statut (I, LIII) parle, en effet, de l'« *emptor ponderis* » et le statut (I, LIV), rédigé en langue provençale, débute en ces termes : « *Stablem que aquel que per tems encantara la renda del Pes de Lauret sia tengut que hy meta tal home...* »

ferrum quo ponderantur saumate¹ portare debeat seu portare faciat ad ponderatorem ferri et cassarum.² qui pro tempore

¹ *Ferrum quo ponderantur saumate...* — C'était l'instrument dont devaient se servir les peseurs, une barre de fer à laquelle ils suspendaient pour les peser, les charges de grains ou de farine. Le peseur devait toujours avoir deux de ces barres à sa disposition, conformément aux prescriptions du statut (I, LIV). « *Item que al Pes deia avere tener continuamente aquel que encantara la renda del Pes duos ferres de pezar per so que quant l'un sera gastatz que l'autre meta en son luec... e que l'autre fassa dementenent adoubar.* »

² *Ad ponderatorem ferri et cassarum.* — Les *Antiqua Statuta* ne mentionnent nulle part l'existence d'un *Ponderator ferri et cassarum*, pas plus qu'ils ne laissent supposer le service auquel il aurait été préposé. C'était, cependant, semble-t-il, avec le Poids du Lauret le poids public le plus important de Marseille, celui où étaient pesées toutes les marchandises débarquées dans le port de cette ville et soumises au paiement de droits calculés d'après leur poids. C'est, du moins, ce qui nous paraît résulter d'un document du *Livre Noir* (f° CLXXXV), inscrit sous cette rubrique : « *Sequuntur jura regia civitatis Massilie, que fuerunt de Comuni Massilie et in vim Capitulorum Pacis donata illustrissimo domino Karolo primo et domine Beatrici, ejusdem uxori.* » Ce document reproduit un acte provençal, daté du 19^e jour des Kalendes de février 1228 et publié par Guido Maratius de Saint-Nazaire, podestat de Marseille, qui fixait le tarif des droits perçus pour le compte de la Communauté, notamment « *la renda de la lesda dal ferre ho de las Cassas.* » (V. *Livre Noir*, f° CCIII). L'acte énumère les marchandises soumises à ce droit : ce sont entre autres, le poivre, le gingembre, la cannelle, la noix de galle, le sucre, l'alun, le cedrat, l'encens, la cire, le coton filé et non filé, le lin, la laine, l'indigo, le vermillon, les graines de teinture, la pois, le fer, la soude, le verre, etc. Le droit était perçu par quintal et il variait, suivant les marchandises, de 3 à 8 deniers. Le Poids des fer et casses (caisses ?) était affermé, comme le Poids du Lauret, et le fermier devait préposer à ce service « *dous pesadors bons et lials, et ung home a las cassas et dous homes al ferre, salmen l'escrivan.* » Ce personnel, sans doute obligé de se servir des différents instruments de pesage en usage à Marseille, à cause de la grande variété des marchandises qui lui passaient entre les mains, était le plus qualifié pour exécuter ce travail de vérification des poids et mesures que paraît lui assigner notre Statut. Remarquons, toutefois, qu'un ancien Statut (I, LI) ordonne de créer annuellement « *ad pondera et mensuras conservanda* » quatre prudhommes, sans spécifier que ces prudhommes seront aussi préposés « *ad pondus ferri et cas-*

fuerit, causa recognoscendi et videndi an dictum pondus laureti sit justum nec ne.

Anno et die quibus supra, confirmatum est ut supra.

XII

*Quod nullus faciat tabulas in carreriis.
nisi ad certam mensuram*

Quia in civitate Massilie vicecomitali aliqui in carreriis faciunt tabulas ¹ adeo latas et amplas quod carriere in tantum artantur quod transitus impeditur, hoc presenti statuto duximus statuendum quod nullus amodo in viis rectis audeat facere tabulas, in carreriis rectis habentes in latitudinem ultra quatuor

sarum. » — Cf. sur le *Poids des fers et casses*, le *Mémoire concernant le droit de Poids et Casse de la ville de Marseille* (Bibl. de l'Arsenal, ms 4029, f^o 232).

¹ *Aliqui in carreriis faciunt tabulas...* — Les *Chapitres de Paix* (art. xxix) autorisaient les Marseillais « *habere et absque aliqua prestatione, exceptis hiis pro quibus dare consueverunt in Massilia, et burguetis et districtu Massilie, tabulas ante domos suas et juxta...* » Encore fallait-il que la pratique de ce privilège ne causât pas de dommage au public : c'est donc, semble-t-il, à la réglementation de ce droit qu'est destiné le Statut ci-dessus. Il ne fait, d'ailleurs, qu'appliquer à un cas particulier cette autre prescription des *Chapitres de Paris* (art. xxi) : « *Item quod loca publica et comunia et que consueverunt ad usum publicum concedi, et patua et carriere... non arcentur, nec occupentur, nec modo aliquo minuuntur seu libere concedantur.* » Cette réserve se comprend, en effet, quand on considère ce qui subsiste aujourd'hui des rues du vieux Marseille. Étagées au-dessus du Vieux-Port, entre l'Hôtel-de-Ville, l'Hôtel-Dieu construit sur l'emplacement de l'ancien Palais, et l'église des Accoules, ces rues, fermées alors à leurs extrémités par des chaines de fer, (*Ant. Stat.*, I, xlviii), étaient étroites et tortueuses, sans doute pour permettre à leurs habitants de se protéger, à la fois, contre le soleil et contre le mistral. Aucun règlement ne déterminait les dimensions qu'elles devaient avoir. Nous ne croyons même pas pouvoir leur appliquer un ancien Statut (I, xlii) qui ordonnait l'élection annuelle de deux prudhommes chargés de faire élargir, quand ils le jugeraient nécessaire, les voies publiques des faubourgs de Marseille, sans fixer toutefois la largeur minimum qu'elles devaient avoir.

palmos¹, et quod nullum obstaculum ante dictas tabulas ab aliquibus apponatur, nec in traversiis ultra III palmos. Si que vero ultra predictum modum posite sunt redigantur ad predictum modum intra mensem a tempore recitationis hujus statuti. Et quicumque contra fecerit amodo puniatur in XX.s., Curie applicandis. Tabulas autem cambii ab isto statuto excipimus².

Anno et die quibus supra, confirmatum est ut supra.

XIII

Quantum debeant accipere notarii inquisitionum

pro parte scribenda

Quia intelleximus quod notarii, qui sunt deputati super inquisitionibus faciendis³ et qui pro tempore fuerunt ad dictum

¹ *Ultra quatuor palmos.* — Le *pan*, sous-multiple de la *canne*, mesure de longueur en usage à Marseille jusqu'à l'établissement du système métrique. La *canne* valait 7 pans ; le *pan*, 8 pouces, et le pouce, 11 lignes. Il est impossible de déterminer quelle était exactement la valeur actuelle du *pan*, à l'époque où fut rédigé notre Statut. Tout au plus, pouvons-nous dire comment elle était évaluée au moment de la substitution du système métrique à l'ancien système des poids et mesures. Le *Tableau des Poids de l'Empire français*, publié par les soins de la Préfecture des Bouches-du-Rhône (Marseille, Mossy, 1810) fait la *canne* équivalente à 2^m 0127 ; et le *pan*, à 0^m 2516.

² *Tabulas autem cambii ab isto statuto excipimus...* — Le statut, qui ne dit pas si les tables, dont il autorisait l'usage sous la réserve qu'elles auraient des dimensions réglementaires, étaient destinées à servir ou non d'éventaires à des marchands, fait cependant une exception pour les tables des changeurs. C'est que les *Chapitres de Paix* (art. LVII) édictaient une disposition particulière à l'égard des tables des changeurs sur lesquelles il devait être perçu un droit de 30 sous par table. Ce n'était donc pas une concession gracieuse qui était faite aux changeurs : ceux-ci, d'ailleurs, si nombreux qu'ils aient pu être, ne l'étaient certainement pas assez pour entraver la circulation dans toutes les rues de la ville.

³ *Notarii qui sunt deputati super inquisitionibus faciendis.* — Il s'agit des deux notaires attachés au tribunal du Juge du Palais, et en particulier, « *ad tabularium seu tabularia accusacionum seu inquisitionum.* » V. ci-dessus Statut X, note 1.

officium, exegerunt munus de scriptura quam scribunt in cartulariis inquisitionum ¹ quum partes recurrunt ad ipsos pro compositionibus faciendis injuriarum quas dicunt se fecisse, statuimus quod nullus notarius, qui pro tempore fuerit in dicto officio, audeat recipere nec recipiat de scripturam quam scribit compositionem esse factam inter aliquas partes in cartulario Curie nisi sex denarios dumtaxat ab ambabus partibus ².

Anno et die quibus supra, confirmatum est ut supra.

XIV

De damno dato per avera in possessionibus et per quos solvendo

Quia non nimia damna proveniunt Universitati Massilie culpa illorum qui custodiunt avera infra territorium Massilie, que avera, scilicet boves, equi et alia pecora campi, dant damnum in vineis, et agris, et aliis possessionibus civium Massilie, que quidem damna cumque probari non possit a passis damna

¹ *Exegerunt munus de scriptura quam scribunt in cartulariis inquisitionum.* — En outre du salaire annuel qui leur était attribué (*Ant. Stat.* I, lxxviii), les notaires des tribunaux étaient autorisés à percevoir des honoraires pour certaines copies délivrées aux parties, par exemple pour une copie de quatre feuillets de papier, (*pro quatuor foliis cartarium papericarum*), 12 deniers de royaux ; si la copie était moins longue, occupant une seule feuille (*carta*) ou moins, le notaire ne percevait que 2 deniers. (*Ant. Stat.* I, xxix). Le Statut fixait aussi les dimensions du papier « ita quod ille quatuor carte sint de duobus foliis papiri, et sint in qualibet pagina viginti linee ad minus », et la forme de l'écriture, « hoc autem provideant quod translata predicta faciant per competentem abbreviatu-ram et non de littera nimis sparsa, sed talem formam in scribendo observent qualem in aliis scripturis observant, vel cartulariis sive cartis nec dimittant ex utroque latere margines nimis spaciosas. »

² *Nisi sex denarios dumtaxat ab ambabus partibus.* — Il est probable que, par un abus facile à comprendre, les notaires avaient exigé pour leurs travaux de copie 12 deniers de chacune des parties, ce qui portait leur salaire pour un même acte à 24 deniers. Notre statut, en précisant que chaque partie ne devra pas payer plus de six deniers, ramène les honoraires du copiste au tarif primitif de 12 deniers.

cumque inficientur omnia custodes predictorum averorum. Volentes prospicere indemnitati civium Massilie omnium et singulorum, hoc statuto presenti duximus statuendum quod, si contigerit damnum dari a predictis averis in vineis et aliis locis predictis et non reperiantur qui damnum dictum dederint, quod omnes quorum sint avera similis generis illius quod damnum dedit, (ut si boves dederunt, omnes habentes boves solvant secus quando certum est ut in eodem libro cap. LXXI) ¹, predicta que reperirentur infra territorium Massilie emendam faciant damnum passis et nichilominus bannum solvant secundum formam statutorum Massilie ².

Anno et die quibus supra, confirmatum est ut supra.

XV

De moneta pro quanto recipi debeat

Quoniam pro facto monete multa damna proveniunt Universitati civium Massilie, pro eo quod in suo valore non retinebantur hac per hoc subtrahebatur civitati Massilie, volentes super hoc providere indemnitati civium Massilie ne in posterum damnificentur cives Massilie ob jam dictam causam, hoc presenti statuto duxitans inviola biliter observando quod nullus civis Massilie vel etiam quicumque alius audeat amodo dare vel recipere monetam Massiliensium minutorum vel etiam grossorum ³ vel regaliū

¹ *Ut si boves dederunt.* — Les mots placés entre parenthèses sont une glose incorporée dans la suite au Statut, comme le prouve le renvoi au Statut LXXI, de beaucoup postérieur au Statut XIV.

² *Bannum solvant secundum formam statutorum Massilie.* — Les Statuts (*Ant. Stat.*, V, XIX) prévoyaient les dégâts commis aux vignes et autres champs cultivés par les troupeaux « *ovium vel moutonorum, caprarum et bovum* », et les réprimaient comme une infraction faite au Ban. La peine était de 2 sous quand le troupeau comptait 15 têtes et plus ; elle était de 2 sous par tête le jour, et de 4 sous la nuit, quand le troupeau ne comptait pas 15 têtes.

³ *Monetam Massiliensium minutorum, vel etiam grossorum...* — Il est difficile de déterminer exactement quelles étaient les différentes pièces

veterum coronatorum ¹ ad cambium monete Turonensium de Turonis ultra quatuordecim denarios dictarum monetarum pro duodecim denariis turonensibus de Turonis ². Et si quis contra

de monnaie en usage à Marseille au Moyen Age, et quelle était leur valeur. La seule étude un peu complète que nous possédions sur ce sujet est celle de L. Blancard (*Essai sur les monnaies de Charles Ier, comte de Provence*. Paris, Dumoulin, 1868), mais elle est déjà ancienne et quelques-unes de ses conclusions ont été contestées depuis (V. Guiliemoz. Note sur les poids du Moyen Age, *Bibliothèque de l'École des Chartes*, 1906). Il semble cependant résulter des études de Blancard (p. 4 et 5) que, après 1257, Charles d'Anjou avait conservé aux Marseillais le privilège monétaire dont ils avaient joui auparavant : toutefois les monnaies de Marseille furent frappées à l'effigie du Comte de Provence, avec une légende au nom de ce prince. Il n'est, cependant, pas certain qu'il y ait eu un atelier monétaire à Marseille, comme l'a cru Blancard qui a fait dériver son opinion de l'existence dans notre ville de l'atelier d'affinage dont il a été question plus haut. La frappe aurait eu lieu pour le compte de la Commune dont les bénéfices auraient été, d'après Blancard (*loc. cit.*), singulièrement diminués par les exigences régaliennes du seigneurage, le droit monétaire du souverain. Ces monnaies frappées pour les Marseillais s'appelaient les *Menus* et les *Gros Marseillais*, que Blancard distingue entre eux par l'appellation de *Marseillais neufs* qu'il donne aux Menus. De pesées qu'il a faites sur des pièces de ces deux catégories, prises dans sa collection particulière et dans celle du Cabinet des Médailles de Marseille, il résulte que le Menu Marseillais pesait de 0 gr 650 à 0 gr 855 et le Gros Marseillais de 1 gr. 45 à 1 gr. 67 ; d'après notre auteur, celui-ci aurait contenu au marc 85 gr. 50975 d'argent de Montpellier, c'est-à-dire qu'il aurait été au titre de 357/1000 ; quant au Menu Marseillais, il devait contenir 71 gr. 68241 d'argent et, par conséquent, être au titre de 3286/1000.

¹ *Regalium veterum coronatorum...* — On appelait ainsi (royaux coronats) « les deniers de billon au type et au nom d'Ildefonse, roi d'Aragon, comte et marquis de Provence. » (Blancard, *loc. cit.*). Ils avaient cours en Provence dès la fin du xiii^e siècle. Ils furent remplacés, vers 1250, par les *tournois provençaux*, mais ils continuèrent à avoir cours comme monnaie de change.

² *Ad cambium monete turonensium de Turonis, ultra quatuordecim denarios dictarum monetarum pro duodecim denariis turonensibus de Turonis...* — D'après Natalis de Wailly (*Mémoire sur les variations de la livre tournois*, p. 296, tableau III), le denier tournois valait, vers 1268, 7 c. 4038793 ; le denier de Marseille valait donc à cette époque 6 c. 346182.

fecerit, tam in dando quam in recipiendo, solvat nomine pene et pro pena Curie Massilie pro singulis libris V sol. tam dans quam recipiens; et quicumque hoc manifestaverit Curie tenebit secreto sive celabit et habebit inde quartam partem et hoc debeat preconizari.

Anno quo supra, VI Kal. Augusti, confirmatum est hoc statutum per predictum dominum G. Dagonessa, Militem, Vicarium et Consilium generale civitatis Massilie, salva et retenta voluntate dicti domini Vicarii et dicti Consilii generalis, circa correctionem, additionem et diminutionem ejusdem statuti.

XVI

De officio incantatorum

Quoniam res mobiles cotidie per licitationem venduntur et in ipsa licitatione seu incantu multe fraudes exagitantur et fiunt in lesionem eas ementium vel vendentium, idcirco occurrentes dictis fraudibus, statuimus inviolabiliter observandum quod nullus incantator¹ audeat, vel habeat, vel possit habere societa-

¹ *Quod nullus incantator...* — Ce statut s'applique également aux *Incantatores* ou marchands aux enchères, commissaires-priseurs, et aux *Corraterii* ou courtiers. Les deux professions semblent, en effet, avoir été confondues à Marseille, bien que les Statuts (*Ant. Stat.*, I, xl) n'emploient pas indifféremment et en même temps les deux mots l'un pour l'autre, comme il arrive fréquemment en d'autres cas. Cependant, deux documents à peu près contemporains du Statut ci-dessus nous permettent d'avancer cette opinion. Ce sont : 1^o une Criée du viguier Guillaume Féraud, seigneur de la Garde-Théounier, viguier de Marseille en 1350-1351; 2^o un procès-verbal de prestation de serment, du 12 février 1351, dressé en exécution de cette criée. Ils sont contenus l'un et l'autre dans le *Cartularium Guillelmi Faraudi, militis, Massilie vicarii*, conservé aux Archives Communales de Marseille, et nous les avons publiés dans notre étude sur les *Juifs de Marseille au Moyen Age* (*Revue des Études Juives*, juillet-septembre 1903, 64-65). La Criée commence par ces mots : « *Quod nullus corraterius seu corrateria, inquantator seu inquantatrix audeat seu presumat eorum officia corraterie seu inquantationis exercere in civitate Massilie...* » Nous lisons aussi dans le procès-verbal : « *Eodum die ad tribunal dicti domini et in suis manibus, ut*

tem aliquam cum aliquo alio incantatore vel alia persona¹, seu venalem portabit ; et quod similiter non emat per se vel per aliquam personam rem quam incantabit seu venalem habebit, nec dicat vel offerat pretium ad incantum per se vel aliam personam, nec emat rem aliquam per alium incantatorem incantam

supra, juravit Crescas de Rieus et Bonisacus de Cadeneto, judei, inquantatores., » Il est possible, cependant, d'admettre que le Courtier se distinguait du marchand à l'encan, en ce qu'il débattait avec le client et à l'amiable le prix de la marchandise que l'autre vendait aux enchères, et dont ni l'un ni l'autre n'était le propriétaire.

Le métier consistait à mettre en vente « *res mobiles vel immobiles* ». Il était soumis à un certain nombre d'obligations imposées par les *Antiqua Statuta* (I, xl) et précisées sur certains points par le statut ci-dessus. Nul ne pouvait exercer ce métier s'il n'était citoyen de Marseille et s'il ne prêtait entre les mains du Viguiier un serment particulier qui devait être renouvelé tous les ans « *in festo sancte Marie Candelarie* ». (Le document cité plus haut est, en effet, du 12 février 1351). — Dans ce serment, le courtier devait indiquer le genre et la quantité des marchandises qu'il avait à vendre et dont il lui était interdit de posséder une part (*nullus corraterius possit esse particeps earum rerum de quibus erit corraterius*). Il était tenu de déclarer les opérations de vente et d'achat qu'il faisait avec des étrangers ; il devait aussi s'engager à ne pas recevoir une commission supérieure à la commission accoutumée, à ne pas déprécier les marchandises appartenant à des citoyens de Marseille au profit de marchandises dont les propriétaires étaient des étrangers, à ne pas offrir celles-ci avant celles-là, à signaler aux prudhommes établis à cet effet les marchandises qui auraient été sophistiquées, etc. Il lui était enfin interdit, sous peine d'une amende de 25 livres de royaux coronats, de négocier des mariages en échange d'une commission. En cas de contravention à ces diverses prescriptions, le courtier était dépouillé de sa charge et les causes de son exclusion publiées à son de trompe dans les rues de Marseille.

¹ *Audeat, vel habeat, vel possit habere societatem aliquam cum aliquo alio incantatore...* — C'est, semble-t-il, l'interdiction formelle faite aux marchands à l'encan de s'associer entre eux. Cependant, l'acte du 12 février 1351, un autre de 1365-1366, un troisième, enfin, du 23 décembre 1367 (*Revue des Études Juives*, loc. cit., et pages suivantes), nous montrent des marchands à l'encan se porter caution les uns pour les autres, par exemple : « *Crescas de Rieux et Bonisacus de Cadeneto...*, unus pro alio et vicissim de prmissis fidejusserunt ; — *Habramonus del Vergier, alias Span, Isacqus Bonafossius, alias corderii...* fidejusserunt unus pro

rem ad incantum; Et quod uxor alicujus incantatoris vel aliquis de familia ipsius non audeat per se vel per aliam personam aliquam rem ad incantum emere vel rei pretium offerre. — *Item* et quod nullus incantator rem suam propriam audeat incantare. Et qui contra fecerit expellatur ab officio incantationis in publico parlamento ¹ ad quod non possit redire donec transierint tres anni ². — *Item* addimus huic statuto quod quicumque rem suam ad incantum vendi faciet, possit statuere pretium dicte rei et post modum semel tantum ad incantum dicere vel pretium offerre. Et quicumque obtulerit in re mobili incantata, preterquam in navibus et ceteris lignis in quibus ad presens ordinatio

alio. » Ainsi présentés par groupes de deux dans les documents, ces personnages nous paraissent avoir été associés. Dans tous les cas, il existe entre eux une entente sans laquelle on s'expliquerait difficilement que l'un pût garantir, « *sub obligatione omnium bonorum suorum presentium et futurorum* », la régularité et la loyauté des opérations commerciales de l'autre.

¹ *In publico Parlamento*. — Il s'agit ici de l'assemblée générale des citoyens de Marseille qui avait lieu, à l'époque où fut rédigé notre statut, sur la place du Palais, suivant les indications des statuts xviii, xxiv, etc. Cette assemblée ne paraît pas avoir été autre chose qu'une assemblée d'enregistrement et de publication des décisions antérieurement prises par le Conseil général d'accord avec le Viguiier; elle n'avait aucun pouvoir délibérant. C'est-ce qui nous paraît résulter des formules contenues dans les statuts ci-dessus cités. « *Suprascriptum statutum fuit lectum et recitatum in publico Parlamento, in placea Palatii Massilie, prefato domino Vicario ibidem*. » Cette lecture aurait tenu lieu de la criée faite dans les différents quartiers de la ville par les soins du crieur public. C'est à ce dernier procédé, d'ailleurs, et non à celui de la publication en assemblée générale, que les *Antiqua Statuta* (I. xl) ordonnent de recourir dans le cas où un courtier serait destitué de son office : « *Et expellatur de officio corraterii, et per civitatem Massilie cum tuba preconisetur qua ab causa remotus est ab officio*. »

² *Donec transierint tres anni*. — Il ne s'agit donc que d'une suspension temporaire du marchand à l'encan coupable d'infraction aux statuts. Primitivement, il s'agissait, au contraire, d'une destitution pure et simple, puisqu'il n'était pas fixé un délai, passé lequel le courtier puni pouvait être réintégré dans son office. (*Ant. Stat.*, I. xl).

nem non facimus, non teneatur ultra illam diem qua pretium obtulerit rem illam recipere nisi voluerit.

Confirmatum est ut supra.

XVII

De piscatoribus et piscibus

Statuto contento sub rubrica « Quod pisces boni et recentes vendantur »¹ addimus sequentia. Videlicet quod omnes et singuli piscatores teneantur afferre, et afferant, et afferi faciant in Piscaria Massilie² quemcumque piscem et quoscumque pisces ipsi vel eorum familia seu socii piscabuntur attingentes pretium V sol. qui quam cito civitatem Massilie per mare vel per terram intrarent, vero tamen de nocte intrarent, quia in eo casu volumus quod quam cito erit dies illum piscem et pisces afferant, vel afferi faciant ad dictam Piscariam causa vendendi, exceptis tonis qui capti essent in tonaira³, et quam cito erunt in Piscaria dic-

¹ *Statuto contento sub rubrica « Quod pisces boni et recentes vendantur »*. — *Antiqua Statuta*, I. l. — Ce statut établit sur le commerce du poisson frais des prescriptions générales, dont la plupart ne s'appliquent qu'aux marchands revendeurs, à qui il interdit notamment d'acheter leurs poissons en temps de carême avant midi, et qu'il oblige à ne les vendre, depuis le premier jour du carême jusqu'au Jeudi-Saint, qu'au marché du Tholoné, la Poissonnerie étant, au contraire, ouverte en tout temps aux pêcheurs.

² *In Piscaria Massilie*. — La Poissonnerie s'élevait non loin du Vieux-Marché (*Macellum de Accuis*), à l'endroit même où se trouve, aujourd'hui, la Poissonnerie-Vieille.

³ *Exceptis tonis qui capti essent in tonaira...* — Suivant Ruffi (*Histoire de Marseille*, II. 232-233), les pêcheurs marseillais employaient, au Moyen âge, deux procédés pour pêcher le thon et cette différence de méthode avait, à diverses reprises, donné lieu entre eux à de vives contestations, auxquelles les Comtes de Provence durent mettre un terme, notamment le roi René en 1431 et en 1477. Les uns pêchaient le thon à la « *Correntile* », c'est-à-dire en allant au large tendre leurs filets, ce qui les aurait exposés, suivant leurs adversaires, « au hasard d'être pris par les ennemis ». Les autres plaçaient des filets,

tum piscem seu pisces quotquot essent, quorum singuli precium attingerent precium quinque sol. predictum, exceptis dictis tonis, teneantur ipsum et singulos frustrare ita quod nullum frustum excedat precium duorum solidorum regaliū. — Statuentes similiter quod ipsis piscatoribus nullatenus liceat vendere amodo aliquem piscem integrum alicui persone, exceptis tantum dictis tonis qui capti essent in tonaira, qui summam pretii V sol. attingeret vel excederet ullo modo. Et qui contra hujusmodi ordinationem fecerit pro singulis vicibus in XX. sol. Curie dandis puniatur et nichilominus piscem vel pisces amittat. — Decernentes insuper nemini masculo vel femine licere piscem vel pisces emere in Massilia vel ejus districtu de nocte vel de die, causa revendendi in Massilia vel in territorio ejus, nisi essent toni qui caperentur in tonaira et pisces minuti, seu sardine, jarreti, cercleti, bogue, aurioli, toutene, sipie, polipi, raide, bestive, pisces capti et alii grossi pisces, bestinales viles et pisces minuti qui ad numero pro uno denario moneti regaliū venduntur. Et qui contra fecerit pisces amittat et in quinquaginta sol. vicibus singulis puniatur, quorum penarum medietas fisco et delatori reliquium inferatur. — Volumus tamen quod pisces possint vendi et portari extra civitatem Massilie, sicut est consuetum, non tamen liceat hoc facere revenditoribus Massilie¹. Et hoc statutum volumus tamdiu vires obtinere donec Consilium civitatis Massilie aliter vel aliud duxerit ordinandum.

Anno Incarnationis Domini MCCLXX, sexto ydo novembris, sunt confirmata suscripta dicta statuti additamenta in Consilio

appelés *tonaïré de posto*, dont ils fixaient les extrémités à terre au moyen de câbles, qui s'étendaient parfois depuis le cap de l'Estaque jusqu'à l'entrée du Port (le Vieux Port actuel) et qui formaient ainsi des enceintes ou *Madragues* ou *Tonaïré* où les thons se trouvaient retenus en grand nombre, ce qui « apportait plus d'avantage au public ». C'est, sans doute, ce procédé qui a donné l'idée de construire sur certains points de la côte des Madragues, enceintes permanentes de grande dimension où les thons une fois pêchés pouvaient être renfermés et tenus en réserve.

¹ Non tamen liceat hoc facere revenditoribus Massilie. — Ce statut, comme le statut I. l. assure aux pêcheurs un privilège sur les revendeurs de poissons,

generali Massilie, per nobilem virum dominum Gregorium Vicedomini, militem, Vicarium Massilie, et per Consilium generale predictum, salvo tamen eo quod non intelligunt dictus dominus Vicarius et Consilium generale predictum quod per hujus statuti additamentum derogaret in aliquo alicui Capitulo Pacis.

XVIII

*Statutum novum de Malis debitoribus*¹

Ad honorem Dei et beate Marie Virginis, matris ejus, et omnium Sanctorum, et domini nostri Jerusalem et Sicilie regis, et

¹ *Statutum novum de malis debitoribus.* — Ce statut établit effectivement sur le paiement des dettes une législation nouvelle, différente dans la plupart de ses dispositions de celle qui est fixée dans un des livres précédents (*Ant. Stat.* II. 1.) « *Qualiter debitores cogendi sunt in debitis liquidis ad solvendum.* » On pourrait croire, il est vrai, que ce nouveau statut ne s'applique qu'aux différends survenus à propos du paiement des dettes entre Marseillais et Étrangers, mais le dernier paragraphe, qui traite des contestations soulevées pour le règlement des dettes entre deux citoyens de Marseille, nous fait apparaître sur tous les points la contradiction qui existe entre les deux statuts. Il est impossible d'ailleurs d'en saisir la raison. La procédure, ordonnée par l'ancien statut, est plus méticuleuse que celle qui est prescrite ici : délai plus long accordé au débiteur après un premier examen de l'affaire ; procédure de saisie et de vente des biens meubles, dont il n'est pas question ici ; procédure de saisie, d'estimation et de vente des biens immeubles, dont il n'est pas plus question, etc. — Ce même statut envisageait aussi l'existence de créanciers étrangers, mais il n'établissait pas à leur sujet de législation spéciale : il se contentait d'ordonner, soit l'application du droit commun (*In aliis vero creditoribus extraneis jura communia observari*), soit l'application du même droit et des mêmes coutumes auxquels étaient soumis dans le pays de ce créancier les citoyens Marseillais et les autres étrangers (*Vel saltem creditores illos extraneos tali jure et moribus volumus debere uti apud nos in nostris Curitis quod ad hoc quali jure et moribus in Curia et dominatione, sub qua illi sunt et unde sunt, nostri cives Massilie aut ceteri homines extranei utentur*). Cependant, dans certaines causes particulières, comme la vente faite par un étranger à un Marseillais d'objets comestibles, grains, pain, farines, viandes, etc., le statut ordonne purement et simplement l'application des mesures qu'il édicte.

bonum civitatis Massilie duximus statuendum et perpetuo firmiter deinceps observandum, quod quicumque civis et habitator Massilie de cetero erit seu fuerit in posterum debitor alicujus forensis, id est persone extranee, occasione cujuscumque contractus mercature, exceptis tamen contractibus continentibus manifestas usuras, sive sit debitor principalis, sive sit fidejussor vel intercessor, quod quisque judex ordinarius Curie Massilie teneatur ex officio suo et proprio juramento eidem forensi, id est persone extranee, de quolibet cive et habitatore Massilie super debito de quo tamen constabit liquide eidem judici per publicum instrumentum, sive per litteras sigillo debitoris illius sigillatas, sive per testes, sive per ejus confessionem vel alio modo, reddere breve justitie complementum, ita scilicet quod, infra xl dies proxime computandos a die quo primo comparuerit petitor sive creditor coram judice dicte Curie suum debitum petiturus, satisfaciat omnino eidem petitori ¹ in eo debito in pecunia numerata et non in bonis extimandis, in hunc modum videlicet quod debitor interrogatus per judicem si dixerit se habere denarios vel bona mobilia unde possit solvere, tunc compellatur per dictum judicem solvere infra primos decem dies. — Sane si debitor dixerit se non habere pecuniam vel bona mobilia unde solvat et habeat bona immobilia, tunc dentur ei per dictum judicem tringita dies ultra dictos decem dies, infra quos triginta dies possit et debeat vendere et vendat dicta bona ; et si infra dictos xxx dies non vendiderit ea et non solverit dictum debitum creditori, tunc ille debitor per dictum judicem carceri

¹ *Ita scilicet quod infra xl dies... satisfaciat omnino eidem petitori...* — Le juge donne au débiteur un délai de 40 jours pour acquitter sa dette ; l'ancien statut laisse la durée du délai à l'appréciation du juge. « *Judex..., consideratis causa, qualitate, et quantitate, et obsequio personarum, injunctionem, seu mandamentum, vel sententiam det reo de solvendo seu tradendo... debito... infra diem certam, cum hac moderatione videlicet quod si de dicto debito constat per instrumentum... possit ad plus dare terminum infra mensem. Sin autem de dicto debito non constat per instrumentum sed alio modo, tunc similiter judex non excedat spacium unius mensis...* »

regio tradatur¹ si hoc creditor requisierit supradictus ; et quod creditor teneatur tunc illi debitori intruso carceri singulis diebus dare pro pane et aqua unum denarium et ibidem tamdiu custodiatur donec creditori satisfiat in suo debito et expensis. Quod autem supra statutum est pro personis extraneis contra cives, hoc idem jus econverso civibus Massilie contra forenses, id est personas extraneas, hoc presenti statuto volumus in omnibus et per omnia firmiter observari. Et idem jus observandum statuimus per singula et in omnibus inter duos forenses, id est personas extraneas. Et hoc presens statutum locum habere volumus in presentibus causis et negotiis futuris, nonobstante statuto contento sub rubrica « Qualiter debitores cogendi sunt in debitis liquidis ad solvendum. » - Verum si quis civis habitator Massilie alicui civi Massilie amodo se obligavit, sive ex causa depositi societatis, vel empti et venditi, aut mutui seu cuicunque alteri contractus mercature, exceptis tamen contractibus continentibus manifestas usuras et exceptis etiam commandis de quibus fit mentio in subsequenti statuto, et non solverit debitum infra terminum sibi a creditore prefixum, presenti statuto sanximus quod tunc iudex Curie Massilie ex officio suo compellat eum et fidejussores ejusdem debitoris si a dicto creditore fuerit requisitus illud debitum, si liquidum judici apparuerit, solvere infra x dies creditori vel ejus procuratori, si requisitus per judicem dixerit se habere denarios vel bona mobilia unde solvat. — Si vero dixerit se non habere pecuniam et se habere bona immobilia,

¹ *Tunc ille debitor... carceri regio tradatur.* — Le statut II, 1, n'ordonne l'incarcération dans les prisons royales du débiteur insolvable que lorsqu'il est de mauvaise foi, encore, dans ce cas, n'est-il pas enfermé à proprement parler dans une prison, mais gardé comme otage dans un quartier déterminé de la ville et sous certaines conditions, jusqu'à ce qu'il ait consenti à se libérer envers son ou ses créanciers, ou qu'il soit prouvé qu'il est réellement insolvable. Nulle part, il n'est question dans cet ancien statut de l'obligation imposée ici au créancier de subvenir lui-même à l'entretien du prisonnier qui, au contraire, dans des cas déterminés, les jours de grandes fêtes religieuses par exemple, est autorisé à s'en retourner momentanément chez lui.

tunc compellatur dictus debitor et ejus fidejussores per dictum judicem, infra quadraginta dies computandos ab illo die quo fuerit exposita querela contra dictum debitorem comprehensis dictis decem diebus infra dictos XL dies, vendere et distrahere de bonis immobilibus ipsius principalis et fidejussoris seu constitutoris tantum unde solvant dictum debitum creditori. Que si non vendiderit et solverit, tunc judex predictus ipsum debitorem carceri regio tradat, ibidem quo tandiu intrusus maneat donec solverit debitum quod debebit. Et hec omnia supra dicta servari volumus et compleri nonobstante predicto statuto quod est sub rubrica « Qualiter debitores agendi sunt in debitis liquidis ad solvendum. » Et quod tunc creditor teneatur illi intruso dare singulis diebus unum denarium pro pane et aqua. — Sed si dixerit se non habere neque bona neque pecuniam unde possit satisfacere creditori, hac presenti ordinatione statuimus talem debitorem predicto carcere officio judicis pretinus intrudendum ibidemque tanto tempore remansurum donec satisfecerit creditori suo vel aliter convenerit de dicto debito cum eodem.

Anno Incarnationis Domini m^{cc}lxxviii, indictione viii, tertio Kal. februarii, hora citra tertiam, suprascriptum statutum confirmatum fuit per Consilium generale Massilie, existente et presente in eodem Consilio, et consentiente, et volente nobili milite domino Matheo de Ballolio, Vicario Massilie, salvis semper forma Capitulorum Pacis et juribus domini nostri Régis et suorum in omnibus et per omnia inviolabiliter observatis. Postmodum vero, anno quo supra, quinto nonas marcii, suprascriptum statutum fuit lectum et recitatum in publico parlamento in platea Palatii Massilie, prefato domino Vicario ibidem presente.

XIX

De Comandis

Ut autem bonus status Civitatis Massilie in melius reformetur, specialiter super facto comandarum factarum nunc et facienda-

rum in posterum¹, hoc presenti statuto duximus ordinandum et ex nunc in perpetuum firmiter observandum.

Quod quicumque mercator Massilie in quodcumque viagium comandam seu comandas portat seu portabit de cetero idem mercator teneatur et debeat suis litteris sigillo suo sigillatis comandatori suo in reversu sui viagii, priusquam mare intret Provincie aut de quocumque loco citius poterit, vel protinus quam cito portum Massilie applicuerit, memoriale mittere vel mandare in scriptis etiam irrequisitus et tradere, si copia nunciij ante sibi non fuerit per quem sibi litteras miserit, ut dictum est, in quibus contineatur qualiter et quantum aut quomodo comandam illius vendidit, tractavit, vel in quibus expresse implicavit seu pro aliis mercibus permutavit. — Addentes huic statuto quod specialiter quam cito mercator ille, seu comandatarius, de viagio suo redierit, teneatur, ex vigore hujus presentis statuti, de caupulo, vel barcha, seu gondola, in quo vel in qua exoneraverit, de nave vel de quocumque alio ligno in quem vel in quo de viagio suo redierit, res et merces redactas ex illis comanda seu comandis statim reducere, mittere et consignare fideliter per se vel per alium in domum et in posse comandatorum suorum, ita scilicet quod nihil de illa comanda penes se retineat nec alibi portet, ponat vel mittat nisi tantum in posse et penes comandatores suos supradictos, nisi tamen hoc facere

¹ *Super facto comandarum...* — La comanda est la commandite en argent ou en marchandises qu'un Marseillais, marchand ou non, remet à un marchand à la veille d'entreprendre un voyage par mer ou par terre à charge de trafiquer avec cet argent ou ces marchandises et d'en rapporter un bénéfice en argent ou en nature. Ordinairement, un acte authentique était passé à cet effet entre les deux parties intéressées. Cet acte indiquait la somme d'argent ou la nature et la valeur des marchandises données en commande, la ville où le commandité devait se rendre et trafiquer, ainsi que toutes les conditions particulières que les deux associés croyaient devoir inscrire dans ce contrat. L. Blancard (*Documents inédits sur le Commerce de Marseille au Moyen Age*, 2 vol. Marseille 1884-1885) a publié un très grand nombre de ces actes qui montrent par leur quantité combien ce genre d'affaires était pratiqué par les marchands marseillais.

de mandato expresse comandatoris seu comandatorum predictorum. Et hoc idem presenti statuto observari et hoc volumus a consulibus Massilie, qui pro tempore fuerunt, in quibuscumque viaggiis et quibuslibet aliis personis quicumque redierint de suis viaggiis. — De rebus illis que tamen non essent permixte cum aliis rebus aliorum comandatorum ¹, que in eos pervenissent causa mortis alicujus comandatarii in eo viaggio decedenti sive qui in eo viaggio decessisset, sane si comandatarius ille predictam comandam seu comandas partim vendiderit ad monetam, vel in toto vel in parte negoçiando eam vel eas pro aliis mercibus permutaverit, ita quod de necessitate ipsum qui eam vel eas portaverit cum aliis mercibus oportuerit permiscere, presenti statuto sanximus firmiter observandum quod in reversu dicti viaggi, protinus dicta comanda exonerata de caupulo, barcha vel gondola una cum aliis comandis cum quibus permixta fuerit, comandatarius ille qui eam attulerit teneatur eam et eas deponere et, ex vigore hujus statuti, deponat penes aliquem probum virum mercatorem ydoneum et legalem eligendum per predictos comandatores et comandatarium qui eam et eas merces permixtas custodiat et conservet per viginti dies infra quos ille merces vendantur, vel saltem per solidum et libram dividantur inter comandatores illos quorum fuerint ille comande, et hoc ad requisitionem predictorum comandatoris vel comandatorum. Et ad omnia et singula supradicta lator predictarum comandarum, et dictus Consul et Consulis; et alii predicti per officium judicis Curie Massilie protinus sine ulla dilatione, si a comandatore vel a comandatoribus fuerit requisitus, arctius compellatur. Verum si quis comandatarius diversas comandas a diversis personis receperit et decesserit in eodem viaggio in quo eas portaverit, ordinamus presenti capitulo perpetuo firmiter obser-

¹ *De rebus illis que tamen non essent permixte cum aliis rebus aliorum comandatorum...* — Il arrivait fréquemment, en effet, qu'un même marchand reçût des commandites de commanditaires différents. Blancard nous fournit d'assez nombreux exemples de ce cas. (V. Blancard, *Loc. cit.* II, p. 577, nos 433, 434, 435).

vandum quod in reversu ejusdem viagii, nonobstante anterioritate vel posterioritate temporis, ille comande seu merces communiter reddacte et empte et de predictis comandis, quamcito in Massilie reducte et exonerate fuerint, deponantur per predictum consulem ¹ vel quemcunque alium penes quem pervenerint, mortuo dicto comandatario, penes aliquem probum virum et legalem eligendum per dictos comandatores vel eorum heredes infra xx dies proximo computandos a die quo deposite fuerint et ad hoc per judicem Curie Massillie ut in precedenti § dictum est protinus per officiales judices compellantur. — Addentes et huic presenti statuto quod si quis lator comande seu comandarum mutaverit viagium vel in viagio sibi deputato et expresso moram contraxerit ultra annum ² quod ex tunc quisque judex ordinarius Curie Massilie teneatur, ex officio suo et proprio juramento sine libello et lite, si tamen a dicto comandatore seu creditore fuerit requisitus, tantum de bonis illius qui dictam comandam receperit et portaverit per incantum facere distrahi et vendi unde in dicto capitali et lucro competenti et cõmmuni, secundum quod alii mercatores qui de dicto viagio redierint fecerint ³, predicto comandatori satisfiat. Ceterum si reverso illo de dicto viagio

¹ *Per predictum consulem.* — Il s'agit du consul qui devait être nommé par le Viguiier pour veiller à l'observation des lois de Marseille par les marins et les passagers au cours des expéditions à la tête desquelles il se trouvait ainsi placé. Il avait aussi pour mission de surveiller les intérêts des marchands marseillais dans les ports du Levant ou de la Côte d'Afrique où se rendait le navire à bord duquel il était. (V. *Ant. Stat.* I. xviii et xix, et, plus loin, st. lxix, *De Consule Neapolitano*).

² *Moram contraxerit ultra annum.* — Le délai de prescription pour les revendications à exercer par le commanditaire contre le commandité qui n'aurait pas exécuté les conventions du contrat de commandite est fixé à 4 années (*Ant. Stat.* III. xxv), « non tamen computandos a tempore quo dictam comandam vel societatem de jure petere poterit. » Pour les cas particuliers qu'il prévoit, notre statut fixe à une année après la conclusion du contrat le temps passé lequel commence à courir ce délai de quatre années.

³ *Secundum quod alii mercatores...* - Cf. *Antiqua Statuta* III. xxix « *De Societatibus et Comandis.* — *Secundum quod aliquis hominum ejus-*

quod forte mutaverit vel in quo forte ultra dictum annum moram contraxerit, predicto creditori seu comandatori suo cui forte de bonis ejus, ut supra proxime dictum est, de dicta comanda et lucro non fuerit satisfactum, dixerit et allegaverit se comandam seu comandas illas quocumque modo amisisse infra dictum annum et hoc sufficienter non probaverit, vel dixerit se non habere unde protinus possit postquam venerit comandam seu comandas illas restituere creditori seu comandatori, quod tunc ille taliter requirente dicto creditore seu comandatore per quemlibet judicem Curie Massilie carceri regio tradatur in quo semper maneat donec restituerit dictam comandam et comandas et lucrum, dato sibi a dicto comandatore seu creditore quinque denarios tantum singulis diebus pro pane et aqua, nisi alia de dicta comanda cum comandatore suo seu creditore convenierit.

Hec autem omnia et singula que superius ordinata sunt de comandis statuto presenti volumus perpetuo firmiter observari, ceteris tamen statutis veteribus ¹. contentis sub rubrica « de

dem navis in qua recepit, ibat, aut ire convenit vel debuit, de similibus ad magis habuit vel habebit illi qui eam comandam aut predictam rem tradidit vel ejus heredibus pro inde dare teneatur. »

¹ *Ceteris tamen statutis veteribus.* — V. *Antiqua Statuta*, III. xix, xx, xxi, xxii, xxiii, xxiv, et xxv. Ces anciens statuts sont confirmés dans celles de leurs dispositions qui ne sont pas contraires à celles édictées ici. En effet, la plupart de leurs prescriptions n'ont rien de contradictoire avec celles qui sont contenues dans la première partie de notre statut. Celui-ci ajoute seulement des dispositions nouvelles en vue de cas qui n'avaient pas été précédemment prévus. Seule la dernière partie de ce statut apporte de sensibles modifications à la législation antérieurement en vigueur en ce qu'il ordonne d'office, en faveur du commanditaire lésé par l'inobservation des conventions, des mesures de préservation, telles que la vente à l'encan des biens du commandité et le prélèvement, sur le produit de la vente, du capital engagé et d'une part égale aux bénéfices réalisés par les autres marchands, qui auraient accompli le même voyage. La seconde disposition, susceptible de modifier profondément la législation en usage sur cette matière, est celle qui ordonne l'emprisonnement du commandité hors d'état, faute de biens, de satisfaire aux réclamations justifiées de son commanditaire. En ce point,

societatibus et comandis » et alijs eisdem continuis loquentibus de eodem « et qualiter societas et comanda repeti possint », in ea parte tamen in qua presenti statuto non essent contraria et in qua hoc presens statutum juvarent.

De comandis autem, que per terram causa negociandi et lucrandi mittuntur, hoc presenti statuto duximus statuendum quod quicumque per terram ad quascumque partes comandam vel comandas portaverit, teneatur lator ipsius vel ipsarum comandarum, quamcito reversus fuerit de viagio in quod iverit, eam et eas reducere et consignare in posse comandatoris sui sine ulla dilatione, ut supra dictum est de comandis que per mare portantur, inducentur in posse comandatorum illarum, et ad hoc faciendum et complendum, ut superscriptum est de mutantibus viagium et moram contrahentibus ultra annum per judicem Curie Massilie ex officio, ut predictum est, compellatur.

Et si contingeret quod aliquis creditor vel creditrix, undecumque esset, vel ratione sive occasione dotis alicujus mulieris, vel ratione cujuscumque contractus, peteret debitum aliquod in dictis comanda seu comandis que per mare vel per terram fient, ille creditor vel creditrix non audiatur nisi prius essent restitute ille comande seu comanda illi vel illis quorum essent dicte comanda seu comande tam suum capitale quam earum in integrum, vel nisi creditores se in eodem viagio tradidisse comandas eidem comandatorio predicto manifeste ostenderent, et monstrarent perpetuo quod haberent partem in eisdem comandis vel implicitis earum reductis de viagio illo. Et si predicti comandatores in dictis comandis omnibus ceteris creditoribus perseverantur, volumus autem firmiter observari ordinatione presenti quod, quam cito sub modis predictis lator comandarum predictarum restituerit dictas comandas seu comandam, quod note inde facere cancellentur, vel instrumenta inde facta restituantur eidem qui dictas comandam vel comandas restituaverit et instrumenta quitii clamationis fiant eidem.

notre statut se rapproche du statut précédent relatif aux débiteurs insolubles, qui doivent également être emprisonnés et entretenus pendant la durée de leur emprisonnement aux frais de leurs créanciers.

XX

Confirmatio statutorum

Suprascriptum statutum confirmatum fuit per dictum Consilium generale Massilie, presente, volente, consentiente supradicto domino Matheo de Ballolio, milite, Vicario Massilie, salvis semper forma et Capitulis Pacis et omnibus juribus domini nostri Regis et suorum in omnibus et per omnia inviolabiliter observatis, et iterum in publico parlamento, anno et die quibus supra in fine precedentis statuti.

XXI

Postque cum suscriptum statutum¹ contentum sub rubrica « Qualiter non reddatur personis extraneis et privatis et quomodo cogantur debitores creditoribus ad solvendis » quibusdam in locis, ex quibus quedam ambigua resultari videbantur, correctionibus et explanationibus indigeret ad tollendum inde quamlibet ambiguitatem erroneam, eodem statuto lecto et examinato per Consilium generale Massilie, presente ibidem nobili viro domino Raymondo de Autoloco, milite, Vicario Massilie, placuit eidem domino Vicario et toti predicto Consilio qualiter idem statutum corrigatur, et explanetur, et declaretur per nobilem et discretum virum, dominum Bertrandum de Rocavaria, juris professorem, judicem majorem Curie Palatii Massilie, in illis partibus in quibus eidem domino judici videbitur corrigendum, explanandum seu etiam declarandum. Quod dictus dominus judex, auctoritate et consensu dicti domini Vicarii dictique Consilii generalis, predictum statutum correxit, explanavit et declaravit, ut infra sequitur.

¹ *Suscriptum statutum...* V. ci-dessus, statut XVIII,

XXII

Quod iudices teneantur reddere iustitiam brevem forensi

Ad honorem Dei et beate Marie, virginis, matris ejus, et omnium Sanctorum, et domini nostri Jerusalem et Sicilie Regis, et bonum statum civitatis Massilie, duximus statuendum et perpetuo firmiter observandum, quod quicumque civis et habitator Massilie de cetero erit seu fuerit in posterum debitor alicujus forensis, id est persone extranee, occasione cujuscumque contractus et quasi-contractus ¹, exceptis tamen contractibus continentibus manifestas usuras et contractibus dotalibus seu dotium ², sive sit debitor principalis, sive sit fidejussor vel intercessor, quod quisque iudex ordinarius Curie Massilie teneatur ex officio suo et proprio juramento eidem forensi et persone extranee de quolibet cive et habitatore Massilie super debito, de quo tamen constabit liquide eidem iudici per publicum instrumentum, sive per litteras sigillo debitoris illius sigillatas, sive per testes, sive per ejus confessionem vel alio modo, reddere breve justitie complementum, ita si quod infra xl dies proximo computandos a die quo primo comparuerit petitor seu creditor coram iudice dicte Curie suum debitum petiturus in pecunia numerata et non in bonis extimandis, eidem petitori in eo debito omnino plenarie satisfaciat ³, in hunc modum videlicet quod debitor interrogatus per iudicem, si dixerit se habere denarios vel bona mobilia unde possit solvere, tunc compellatur per dictum iudicem solvere

¹ *Occasione cujuscumque contractus et quasi-contractus, exceptis...*— Le statut xviii dit : « *Occasione cujuscumque contractus mercature, exceptis...* »

² *Continentibus manifestas usuras et contractibus dotalibus seu dotium, sive sit...*— Le statut xviii dit : « *Continentibus manifestas usuras, sive sit debitor principalis...* »

³ *Petiturus in pecunia numerata et non...* — Le statut xviii dit : « *Petiturus, satisfaciat omnino eidem petitori in eo debito, in pecunia numerata et non in bonis extimandis...* »

infra primos decem dies. — Sane si debitor dixerit se non habere pecuniam vel bona mobilia unde solvat, et habeat bona immobilia, tunc dentur ei per dictum judicem triginta dies ultra dictos decem dies, infra quos triginta dies possit et debeat vendere et vendat dicta bona; et si infra dictos xxx dies non vendiderit ea et non solverit dictum debitum creditori, tunc ille debitor per dictum judicem carceri regio tradatur, si hoc creditor requisierit supradictus, et quod creditor teneatur tunc illi debitori intruso in dictum carcerem ¹ singulis diebus dare pro pane et aqua unum denarium tantum ², et ibidem tamdiu custodiatur, donec creditori satisfiat in suo debito et expensis. — Quod et supra statutum est pro personis extraneis contra cives, hoc idem jus et contraverso civibus Massilie contra forenses, id est personas extraneas, hoc presenti statuto volumus in omnibus et per omnia firmiter observari, cautione prestanda idonea a forensi seu forensibus civi Massilie seu civibus querelantibus de parendo juri coram iudice Massilie secundum presentis statuti formam et de non recedendo ab eadun civitate Massilie nisi satisfactio prius civi seu civibus in omni eo in quo reperiretur seu reperti fuerint obligati ³. Et idem jus observandum statuimus per singula et in omnibus inter duos forenses et personas extraneas; et hoc presens statutum locum habere volumus in presentibus negotiis et futuris, nonobstante statuto veteri contento sub rubrica « Qualiter debitores cogendi sunt in debitis liquidis ad solvendum. » Verum si quis civis habitator Massilie alicui civi Massilie se obligavit sive ex causa depositi societatis, vel empti et venditi aut mutui cujuscumque alterius ⁴ contractus, exceptis tamen contrac-

¹ *Intruso in dictum carcerem...* — Le statut xviii dit : « *Intruso in dicto carceri...* »

² *Unum denarium tantum...* — Le statut xviii dit : « *Unum denarium et...* »

³ *Et per omnia firmiter observari cautione prestanda...* — Le statut xviii dit : « *Et per omnia firmiter observari. Et idem jus observandum statuimus...* »

⁴ *Aut mutui cujuscumque alterius contractus...* — Le statut xviii dit : « *Aut mutui seu cuicunque alteri contractus mercature...* »

tibus continentibus manifestas usuras contractibusque dotalibus seu dotium nec non ¹ et comandis de quibus est mentio in precedenti statuto, et non solverit debitum infra terminum sibi a creditore prefixum, presenti statuto sanximus quod tunc iudex Curie Massilie ex officio suo compellat eum et fidejussores ejusdem debitoris, si a dicto creditore fuerit requisitus, illud debitum si liquidum judici apparuerit solvere infra decem dies creditori vel ejus procuratori, si requisitus per judicem dixerit se habere denarios vel bona mobilia unde solvat : si vero dixerit se non habere pecuniam et se habere bona immobilia, tunc compellantur debitor et fidejussores ² per dictum judicem infra quadraginta dies computandos ab illo quo fuerit exposita querela contra eundem debitorem, comprehensis dictis decem diebus infra dictos XL dies, vendere et distrahere de bonis immobilibus ipsius principalis et fidejussoris seu constitutoris tantum unde solvant dictum debitum creditori. Quod si non vendiderint et solverint, tunc iudex predictus ipsum debitorem carceri regio tradat ibidem quo tamdiu intrusus mäneat donec solverit debitum quod debebit. Et hec omnia suprascripta servari volumus et compleri non obstante predicto statuto quod est dicta rubrica « Qualiter debitores cogendi sunt in debitis liquidis ad solvendum. » Et quod tunc creditor teneatur illi intruso dare singulis diebus unum denarium tantum pro pane et aqua. Et si dixerit a principio ³ se non habere neque bona neque pecuniam unde possit satisfacere creditori hac presenti ordinatione statuimus talem debitorem predicto carcere officio judicis protinus intrudendum ibidemque tanto tempore remansurum donec satisfaciat creditori vel aliud convenerit de dicto debito cum eodem.

¹ *Manifestas usuras contractibusque dotalibus seu dotium nec non...*
— Le statut XVIII dit : « *Manifestas usuras et exceptis etiam..* »

² *Compellantur debitor et fidejussores..* — Le statut XVIII dit : « *Compellatur dictus debitor et ejus fidejussores..* »

³ *Et si dixerit a principio se non habere...* — Le statut XVIII dit : « *Sed si dixerit se non habere..* »

XXIII

De aterminatoribus parietum.

Hoc presenti statuto ordinamus firmiter ac perpetuo observando quod, quocumque et quotienscumque questiones inter cives Massilie occasione parietum, stillicidiorum ¹, gorgarum ², adaygueriorum ³ et aliorum consimilium domorum et aliarum possessionum, carreriarum et andronarum ⁴ sitarum in civitate vicecomitati Massilie et ejus suburbiis, movebuntur seu mote fuerint et vertentur coram tribus viris magistris lapidum officialibus ⁵ per Curiam Massilie ad eas questiones dirimendas

¹ *Stillicidiorum.* — Suintements.

² *Gorgarum.* — Gorges.

³ *Adaygueriorum.* — Évier.

⁴ *Andronarum.* — Galeries, petites rues.

⁵ *Movebuntur seu mote fuerint et vertentur coram tribus viris magistris lapidum officialibus...* — La juridiction arbitrale et amiable avait à Marseille une importance particulière. Les Marseillais semblent, en effet, avoir eu de la répugnance pour les procès avec leurs longueurs et leurs frais. Aussi avaient-ils imaginé d'éviter ces divers désagréments en constituant des commissions de prud'hommes, investies du pouvoir de juger, « *cognita... primo veritate... de plano et non secundum formam judicii* » (*Ant. Stat.* I, xxxvi) et de régler « *de plano et sine strepitu judicii* » (*Ant. Stat.* I, xxxiv) les différends d'un genre particulier survenus entre citoyens marseillais. Déjà, un ancien statut (I, xxxiv) avait institué cette commission de trois prud'hommes maçons dont il est ici question et réglé la procédure qu'ils devaient suivre. Élus en même temps que les autres officiers de la ville, et non par la Cour de Marseille comme le dit notre statut, ces prud'hommes avaient le pouvoir de régler souverainement les contestations soulevées à propos de la construction des maisons, de l'écoulement des eaux, etc., à moins que les parties ne leur demandent de s'adjoindre un juge de la Cour ou un nouvel arbitre (*et si pars vel pars altera postulaverit cum consilio judicis Curie Massilie vel alterius sapientis, si pars vel partes maluerint, per ipsos magistros finaliter decidentur*). Une fois leur décision prise, ils devaient en faire dresser l'acte par un notaire public, afin de lui donner l'authenticité nécessaire. Le nouveau statut ne mentionne pas la possibilité de cette intervention du juge, peut-être entend-il que désormais les sentences des trois prud'hommes soient souveraines.

constitutis et constituendis ; — item et coram tribus viris aterminatoribus¹ occasione viarum, terrarum, vinearum et aliorum predictorum rusticorum seu aliorum quarumcumque possessionum sitarum in territorio civitatis ejusdem deputatis et deputandis per eandem Curiam ad dirimendum et terminandum eas, teneantur et debeant singuli ipsi officiales, fungendo suo officio in jamdictis questionibus ad quas dirimendas sunt constituti et constituentur ex vi statuti hujus modi, condemnare victum termino in expensis que fient² hinc inde pro ipsis questionibus sopiendis, absolvendo inde subsequenter et in continenti ac totaliter vincentes in questionibus ante dictis per suam sententiam vel mandamentum.

XXIV

*Quod nullus alienet aliquam rem in extraneam personam
non subditam dicto domino nostro Regi.*

Quum communis utilitas sit semper preferenda private et omne bonum in Commune Massilie deductum clarius elucescat, ad

¹ *Item et coram tribus viris aterminatoribus...* — C'est le même ancien statut (I, xxxiv) qui fixe le fonctionnement de la Commission des trois prud'hommes chargés de régler les contestations soulevées à propos des routes, champs, vignes, etc., qu'ils avaient le pouvoir de « *terminare et sopire bona fide per sacramentum.* » Le statut prévoit aussi le cas où la Commission pourrait ne pas se trouver au complet et il décide que, dans ce cas, la présence de deux prud'hommes suffira pour rendre la décision valable.

² *Condepnare victum termino in expensis que fient hinc inde...* — Ceci est une disposition nouvelle : on ne la trouve pas, en effet, dans l'ancien statut. Cependant celui-ci spécifie que lorsque, par le fait de l'exercice de sa charge, l'un des prud'hommes maçons subit un dommage, la réparation en incombera aux deux parties à la fois. Peut-être le nouveau statut entend-il que désormais la partie qui a succombé supporte seule cette obligation, qui jusqu'alors a pesé sur les deux parties en présence.

honorem Dei et gloriose beate Marie Virginis, Matris ejus, et omnium Sanctorum, et ut status magnificus illustrissimi domini nostri Karoli, Dei gratia regis Jerusalem et Sicilie, Comitis Andegavie, Provincie et Forcalquerii, et ejus honor in perpetuum conservet inlesum et semper de bono in melius exaltetur et nullo modo in aliquo minoretur, et ut cives Massilie, fideles et devoti ejusdem dominini nostri Regis, divites et opulenti existant et ne paupertate graventur, quia tanto quis melior est quanto majoribus et melioribus prestet, idcirco hoc presenti statuto in omni tempore duraturo duximus ordinandum quod nullus subditus nunc vel in futurum jurisdictioni ejusdem domini nostri Regis¹ audeat possessionem aliquem seu rem soli quocumque nomine censeatur, sive sit libera sive nexa alicui servituti infra Massilie vel extra in territorio civitatis Inferioris Massilie et etiam Superioris civitatis Massilie, nec censum nec census nec aliquem annuatim prestationem, nec jura aliqua censualia in ultima

¹ *Quod nullus subditus nunc vel in futurum jurisdictioni ejusdem dominini nostri Regis...* — Cette prescription a pour but d'assurer, après le changement de régime établi à Marseille à la suite des *Chapitres de Paix*, l'application d'un ancien statut à ceux qui se réclament de l'autorité du Comte de Provence. Ce statut (*Ant. Stat. I, lxii*) proclame qu'aucun bien immobilier, de quelque nature que ce soit, ne peut être soustrait aux charges publiques, « *expensis vel collectis communibus, vel exactionibus, et cavalcariis, et excubiis, et aliis similibus quibuscumque sumptibus aut contribucionibus.* » Les *Chapitres de Paix* en faisant passer au Comte de Provence le domaine, la seigneurie, le gouvernement, note la juridiction de la ville de Marseille et de son terroir et tous les droits de la Communauté, pouvaient prêter à l'équivoque et permettre à quiconque était sujet direct du Comte de se soustraire, en invoquant sa qualité, aux obligations et charges qui pesaient sur tous les citoyens de Marseille. Le premier venu ne semble pas, en effet, être susceptible de satisfaire à toutes les charges imposées aux citoyens de Marseille, puisque notre statut indique que le bien indûment aliéné et mis sous séquestre par les soins du Viguiier, ne pourra être vendu qu'à un homme « *subditum Curie regie civitatis vicecomitalis Massilie, et non in alium, qui possit, debeat, et teneatur sine omni exceptione onera civitatis vicecomitalis portare et in eisdem conferre cum aliis civibus civitatis ejusdem.* »

voluntate seu inter vivos, vel etiam alio titulo alienationis in aliquod vel... non subditum vel subditos in totum jurisdictioni dicti domini nostri Regis seu ejus Curie Massilie alienare vel pignori obligare, et nisi sit civis et habitator civitatis Massillie et sit talis conditionis quod possit et debeat sine aliqua exceptione portare et subire onera civitatis Massilie et in ejusdem oneribus debeat et teneatur conferre una cum aliis civibus Massilie et sicut alii cives Massilie. Et qui contrafecerit puniatur singulis vicibus in centum marchis argenti fini Curie regie Massilie applicandis et quod illa alienatio nulla sit ipso jure. Et quod Vicarius Massilie¹ in continenti possit, et debeat, et teneatur precise ex juramento prestito occupare auctoritate propria eam rem alienatam ut commissam Curie Massilie, et eandem rem occupatam ut commissam dicte Curie infra unum mensem alienare in hominem subditum Curie regie Civitatis vicecomitalis Massilie et non in alium, qui possit, debeat et teneatur sine omni exceptione onera civitatis vicecomitalis portare et in eisdem conferre cum aliis civibus civitatis ejusdem.

Item volumus et ordinamus quod Vicarius Massilie, qui nunc et qui pro tempore fuerit, non exigat vel exigere possit dictam penam ab alienante ut dictum est supra, nisi prius occupaverit possessionem vel rem alienatam ut commissam et eam alienaverit ut supra dictum est, non intelligentes quod dictus Vicarius possit inde aliquam facere remissionem. Inhibentes omnibus et singulis notariis civitatis Massilie et quibuscumque aliis notariis presentibus et futuris sub pena quinquaginta librarum Massiliensium minutorum quotiens contrafacerent ne de supradictis omni-

¹ *Et quod Vicarius Massilie...* — C'est la plus haute autorité de Marseille, le Viguier, qui tient directement ses pouvoirs du Comte, que est chargé lui-même de la mise sous séquestre du bien indûment aliéné, sans doute parce qu'on peut le considérer à la fois comme magistrat de la ville et comme officier du Comte de Provence et que, en cette dernière qualité, il peut agir contre tous les sujets de son maître. En d'autres circonstances, en effet, ce sont les juges ordinaires de Marseille qui sont chargés de faire procéder aux saisies et aux ventes de biens meubles ou immeubles.

bus et singulis vel aliquo predictorum faciant notam aliquam sive aliquod instrumentum ; quod si facerent, quod nota illa vel note, seu instrumentum vel instrumenta, nullius sit valoris.

Item statuimus quod Vicarius regius civitatis vicecomitalis Massilie, qui nunc est et qui pro tempore fuerit, teneatur initio sui regiminis ex suo juramento facere preconizari per civitatem Massilie publice et servare et servari facere preconizationem infra scriptam ut ecce :

Mandaments es de nostre Seignor de Jerusalem e de Sicilia e de son Viguiier : Que neguntz homs privat ni estrang non auzi ne puesca alienar ni aliani en deguna manera neguna possession ni censas ni dretz censals donant cascun an o en altra manera que sian en la Cieutat de Massella o en sou terrador azalcuna o algunas personas sinon son somezas entot e per tot a la Cort de nostre Seignor lo Rei en la Cieutat de Massella, e que deia e puesca e sia tenguda de pagar e de portar lo fais de la Cieutat de Massella ensemps am los autres cieutadens de Marcella, sotz pena de centz marcs d'argent fin à la Cort aplegans per cascuna ves que contraveniria o faria, e perdria outra aquestos C marcs la causa alienada.

Hanc ordinationem facimus taliter quod propter eam in nullo Pacis Capitulis derogentur, retinentes nobis potestatem augendi et corrigendi, et minuendi, et mutandi, et in totum tollendi hoc presens statutum quocumque Consilium Massillie voluerit vel major pars Consilii ejusdem.

Anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo primo, indictione decima, idibus octobris, predictum statutum fuit confirmatum per Consilium generale Massilie, existente et presente in eodem Consilio et volente ac consentiente nobili milite domino Raynaudó de Curtoloco, Vicario Massilie, salvis semper forma Capitulis Pacis et juribus domini nostri Regis et suorum in omnibus et per omnia inviolabiliter conservatis. Post modo vero, anno quo supra, septimo Kal. decembris, prescriptum statutum fuit lectum et recitatum in publico parlamento Massilie, in Platea Palatii, mandato et voluntate dicti domini Vicarii ibidem presentis.

Additum fuit et etiam declaratum ¹ prescripto statuto quod non extendantur vires ejus ad Ecclesiam majorem sedis Massilie nec ad canonicos seu personas ecclesiasticas sedis ejusdem.

XXV

De ornamentis mulierum.

Ad honorem Dei et gloriosissime Virginis Marie et omnium Sanctorum, et ut modestia, honestas et humilitas in Civitate Massilie et ejus districtu foveatur alique superflua et vana mulierum ornamenta subducantur, presenti statuto duximus ordinandum quod nemini mulieri ², sit virgo, vel nupta aut innupta, seu cuicumque alterius conditionis, liceat amodo deferre in vestibus suis stachas ³, nec fres ⁴, neque in capite, in civitate Massilie nec ejus territorio, aliqua ornamenta auri nec argenti nec lapidum nisi prout infra sequitur, videlicet liceat eis portare super capita sua garlandas ⁵ auro et serico contextas ad valorem quinque solidorum regalium ad plus. — *Item* et unam rodetam

¹ *Additum fuit et etiam declaratum.* — V. *Antiqua Statuta*, I, LXII, in fine : « His, precedentibus de novo addimus quod per ea que supradicta sunt in presenti statuto non intelligimus derogare in aliquo illis conventionibus et compositionibus que olim facte sunt et incartate inter episcopum et Ecclesiam et canonicos Ecclesie Massiliensis et Commune Massilie. »

² *Quod nemini mulieri...* — C'est une ordonnance somptuaire, unique, à notre connaissance du moins, dans toute la législation marseillaise. Les considérants qui la précèdent sont vagues et ne permettent pas de saisir les raisons qui ont pu l'inspirer. Elle paraît, en effet, avoir été toute de circonstance, puisque un statut postérieur (XLVII) l'abroge douze ans après (1285-1297). Cependant, un ancien statut (*Ant. Stat.* II, xxviii) interdit aux tailleurs de faire certains ornements aux vêtements des matrones, faisant ainsi une exception pour une catégorie de femmes marseillaises. « *Et quod non suent in aliquibus vestibus Massiliensium aliquarum meretricum fresos aliquos auros vel argenteos vel aliquid aliud prohibitum per statuta civitatis Massilie.* »

³ *Stachas...* — Attaches ; Ducange ne donne pas ce mot dans cette acception.

⁴ *Fres.* — Franges.

⁵ *Garlandas.* — Guirlandes.

sine auro et lapidibus ad valorem quinque solidorum regalium ad plus. — *Item* unum caputium ¹ sine frezo et perlis et aliis ornamentis. — *Item* liceat eis portare in capsiana ² cuilibet gardacorsii ³ et cuilibet garnachie ⁴ unum par firmacolorum argenti si voluerint et hoc sine lapide ad valorem xii denariorum regalium quodlibet. — In capsiana vero cuilibet tunice possint portare duo paria firmacolorum tantum argenti sine lapide ad valorem xii denariorum regalium tantum. Et quecumque mulier contrafecerit puniatur pro singulis vicibus in xxv libras regalium seu Massilie minutorum solvendis pro dote suasi nupta fuerit, velit nolit maritus, si tamen aliunde non haberet unde solvere posset ; si virgo, aut innupta, vel vidua fuerit, de suis bonis si bona haberet alioquin de bonis parentum suorum dicte xxv libre solvantur, quarum due partes Curie Massilie applicentur et reliqua tertia delatori.

Hoc autem statutum lectum et publicatum fuit et confirmatum in Consilio generali Massilie, anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo quarto, indictione tertia decima, idibus februarii, existente Vicario civitatis predictæ nobili viro domino Elziario de Ansoysio, salvo tamen et retento ipsi Consilio et statutariis et Civitati Massilie quod possint presens statutum corrigere et emendare aut ipsi statuto addere, diminuere, mutare aut etiam ipsum statutum corrigere vel emendare aut ipsi statuto addere, diminuere, mutare aut ipsum et statutum in totum tollere.

XXVI

De peregrinis navium.

Quia parum esset jura et statuta in civitatibus esse nisi esset

¹ *Caputium*. — Chaperon.

² *Capsiana*. — Partie du vêtement qui entoure le cou des épaules au visage ; Ducange traduit par *Chéversaille*.

³ *Gardacorsii*. — Garde-corps.

⁴ *Garnachie*. — Garnache, vêtement qui couvre le buste et qui correspond au corsage ; s'emploie encore aujourd'hui dans quelques parties du Languedoc sous la forme *ganache*.

qui ea redderet, et intelleximus quod illa statuta que transivit hactenus in civitate Massilie super facto navium, et peregrinorum, et equorum, et platearum, et victualium eorumdem, et scriptorum navium et aliorum lignorum, minime observantur¹, ideo presenti statuto duximus observandum, quod illi tres viri, qui nunc electi sunt et pro tempore eligentur in Massilia² per Vicarium Massilie cum consilio illorum sex qui annis singulis eligantur secundum formam Pacis bastonegent fideliter et bona fide singulas naves peregrinos³ portantes ultra mare et ad quaslibet alias partes mundi dum naves erunt in portu Massilie, et

¹ *Super facto navium et peregrinorum...* — V. *Antiqua Statuta*, IV, xxiv : « *Qualiter domini et rectores navium se habere debeant erga peregrinos* ; » — IV, xxv : « *De plateis peregrinorum constituendis* ; » — IV, xxvi, « *De scriptoribus navium* ; » — IV, xxvii : « *De cargatoribus navium* ; » — IV, xxviii : « *Quod scriptores navium nichil exigant a peregrinis cartis faciendis* ; » — IV, xxix : « *De peregrinis modis omnibus portandis ultra mare* ; » — IV, xxxi : « *Quod omnia ligna que peregrinos portabunt in singulis passagiis inspiciantur per Curiam an sint idonea et opera similiter que in eis fient.* »

² *Quod illi tres viri...* — Cf. *Ant. Stat.* (IV, xxxi) : « *Statuimus quod omnes naves et omnia ligna portatura peregrinos ad partes ultra marinas in singulis passagiis inspiciantur per probos viros a Curia Massilie destinatos.* » Un autre statut (I, xxxv) précise quels sont ces trois prud'hommes ou « *observatores passagii* » et en quoi consistent leurs fonctions. Choisis pour chaque voyage « *in singulis passagiis* », ils doivent être « *de arte maris sive habentes noticiam et experimentum artis maris, legales et discreti*, » et, en entrant en charge, prêter le serment de ne rien recevoir eux-mêmes, ni de ne rien laisser recevoir par leurs femmes, enfants ou serviteurs, au-delà du salaire qui leur est payé d'ordinaire et qui est fixé à dix sous de sterlings pour chaque navire de 1.000 pèlerins. Ces commissaires sont chargés « *quod omnes naves que cum peregrinis transire disponent in passagio cui ipsi preerunt inspiciant diligenter, et considerent ac mensurent ut sciant quot peregrinos comode portare poterunt, vel, si peregrinos cum equis permixtim portaverint, sciant similiter quot peregrinos et quot equos portare comode poterunt, et numerum ipsorum reddant Curie in scriptis in cartulario Curie conscribendum et eundem domini navium singularum, ne possint se per aliquam ignoranciam excusare.* »

³ *Peregrinos.* — Le statut IV, xxv définit ainsi les *peregrini* : « *Pro salute omnium pro Sancta Terra visitanda profiscentium.* »

eis bastonegatis singulas plateas peregrinorum dinumerent, quod platee peregrinorum erit in singulis navibus predictis ¹, et hec omnia in scriptis redigant et penes se retineant. Ad hoc ne liceat dominis ², nec cargatoribus aut scriptoribus dicte navis, nec alicui alii, ultra numerum platearum signatarum in dicta navi collocare, et in plateis lecatis signentur in continenti per gardianos navium predictarum nihil recipientes pro signata predicta, et que postea non cambientur dicte platee dictis peregrinis.

Et quia nonnulli domini aut rectores seu ductores navium, cupidine seu avaricia tenti, honerant naves aut ligna alia ultra quam hoc possit et debeat, ex quo multa dampna, et incommoda, et pericula evenerunt et contingere possunt, idcirco statuimus deinceps observandum ut ita moderate honerentur naves ad quas-

¹ *Quot platee peregrinorum erit in singulis navibus predictis.* — Les prudhommes chargés de faire cette vérification devaient suivre les prescriptions du statut IV, xxv, qui ordonne : *cuique peregrino detur platea duorum palmorum et dimidii canne in latitudine et in longitudine septem palmorum, vel sex et dimidii ad minus... Et pro equo detur platea in latitudine trium palmorum... Quod autem superius dictum est de dicta platea peregrinorum, intelligimus fieri taliter quod nichilominus possint vel debeant ibi esse seu stare duo peregrini, sicut consuetum est eos collocari in navibus, scilicet uno tenente pedes versus caput alterius.* » Chaque pèlerin devait recevoir de l'écrivain du navire « *cartam... in qua continetur platea cum nomine et cognomine peregrini.* » (Ant. Stat. IV, xxvi).

² *Ad hoc nec liceat dominis...* — Cette prescription ne fait que renouveler celles qui avaient été précédemment portées sous une forme différente (Ant. Stat. IV, xxiv et xxix). Le premier interdit à tout maître de navire de recevoir ou de laisser recevoir sur son navire « *peregrinum... nisi secundum consuetum est* », et il prononce la peine de cent sous, pour chaque pèlerin, et de 15 livres de royaux, pour chaque cheval, admis sur le navire « *ultra numerum ab observatoribus passagii determinandum.* » Quant au Stat. IV, xxix, il est ainsi conçu : « *Navis si qua honorata est vel erit peregrinis causa eundi ultra mare, decernimus et statuimus ne illi qui dictam navem ducent in dictum viagium, sive sint domini, vel alii quibus sit vel erit commendata, vel alii quicumque exercitores, seu alii curam illius navis habentes, teneantur complere dictum viagium omnibus peregrinis vel aliis, licet essent paucissimi qui dictum viagium adimpleri desiderarent vel postularent.* »

cumque partes mundi euntes et redeuntes quod una platea neta remaneat supra aquam subtus cathenas medias die qua velum faciet dicta navis ab insule Massilie ¹, et hoc intelligimus eundo et redeundo et de navibus trium coopertarum ²; de navibus vero coopertarum remaneant due platee nete ut supra; et quod nulla bota vino neque aqua plena ³ ponatur nec portatur in superiori cooperta navium predictarum, et quod ullo modo platee peregrinorum impediantur capsii nec aliis rebus, ultra quantum diem, et post quam velum fecerint consul hoc sic faciat vel dominus navium.

Adjicientes huic statuto quod omnes et singuli commandatores, domini, rectores seu ductores navium, seu cargatores navium ultra mare volentium... vel ad alias partes mundi, se presentent in principio singulorum viagiorum coram domino Vicario Massilie qui est nunc et pro tempore erit, causa jurandi ad sancta Dei evangelia servare fideliter et bona fide presens statutum, et omnia et singula statuta huic retro facta que non confir-

¹ *Ab insule Massilie.* — Les îles de Marseille, c'est-à-dire les îles d'If de Ratonneau et de Pomègue, qui baignent dans le golfe de Marseille.

² *Coopertarum.* — Couverture; il s'agit ici du pont du navire.

³ *Et quod nulla bota, vino neque aqua plena.* — Le statut IV, xx est tout entier consacré aux marchandises qui ne peuvent pas être transportées sur le pont du navire. Il n'admet à cette place que « *subtiles merces in capsia de quibus naulum non datur.* » Seuls, les navires à deux ou plusieurs ponts pourront transporter toute espèce de marchandises sur leur premier pont. Dans le cas où les marchandises ainsi transportées auraient été jetées à la mer « *justo timore maris vel cursariorum.* » le propriétaire ne pourra être indemnisé du dommage qui lui aura été causé que si ce n'est pas avec son consentement que les marchandises perdues ont été chargées à cette place. En outre, le statut prononce contre le maître du navire la peine de 100 marcs d'argent, sans préjudice de ce que le propriétaire des marchandises et le maître du navire devront payer à d'autres marchands qui, de ce fait, auront pu subir un dommage.

⁴ *Et quod ullomodo platee peregrinorum...* — Cf. *Ant Stat.* I, xxxiv « *Sane in hoc numero plateas illas non computent que ab antennis, anchoris et focone necessarie pluries occupantur, sed his arbitrio suo detractis, illas solas in numero computent quibus continue et commode uti poterunt peregrini.* »

mavit exceptis penis que cassate fuerint per Capitulum Pacis de quibus sit mentio in presenti statuto. Et quicumque transgressor inventus fuerit hujus saluberrime sanctionis inde puniatur arbitrio Curie Massilie. Et si forte aliquis commandator, ductor aut rector navium aliquorum, presens statutum transgressus fuerit et consulibus Massilie non obedierint, ut est hoc consuetum, et pretextu sue conditionis aut religionis se vellet defendere et se deffenderet consulibus et Curie forum Massilie declinando, statuimus quod Curia nec civitas Massilie teneantur eisdem nec domibus eorum ad observationes aliquorum pactorum inter ipsas domos et civitatem Massilie factorum super facto maris, quia turpis est par que sue non congruit universo. Et hoc presens statutum et antiqua statuta servari volumus et ordinamus per commandatores, dominos aut patronos et ductores navium predictarum, salvo et retento jure corrigendi, emendandi et augendi, et in totum vel in parte tollendi, in statutariis et Consilio Massilie videbit faciendum secundum tamen formam Pacis

XXVII

De viis et stratis publicis terminandis.

Quia vie publice, sive strate ac loca publica, sepiissime artantur et plerumque omnino tolluntur sive occupantur, ex quibus nonnullæ rixe actenus extitere, et orriri multa scandala possunt, et jacula que providentur minus ledere possunt, idcirco presenti statuto duximus ordinandum quod vie, et strate publice, et ripe

¹ *Adjicientes huic statuto...* — Le statut IV, xxv contient la formule du serment du maître du navire qui doit porter des pèlerins et, à son défaut, s'il ne prend pas part au voyage, de ceux « *quibus regimen et cura navis in illo viagio committentur.* » Ils jureront « *ad Sancta Dei Evangelia quod bonam fidem gerent omnibus quos portabunt et specialiter peregrinos in sanitate et egritudine, vita et morte, tam in personis quam rebus eorum...* » De même le serment des chargeurs de navires est contenu dans un autre statut (IV, xxvii) « *Ut omnes cargatores navium peregrinorum jurent ad Sancta Dei Evangelia se bonam fidem gerere peregrinos et convenciones, quas cum eis inierint bona fide attendere et complere.* »

terminentur¹ et per terminorum fixationem limitentur fideliter et bona fide, ad requisitionem civium Massilie quorum interest et intererit, et etiam quorumlibet civium aliorum, et terminate semper maneant ; et nulli hominum liceat de cetero vias aliquas occupare nec artare, nec terminos amovere. Et quicumque transgressorum hujus sanctionis inventus fuerit, puniatur inde prout juris ratio et delicti qualitas suadebunt.

XXVIII

Qui non debent ad officia promoveri

Ad honorem Dei omnipotentis et gloriosissime Virginis Marie, ejus matris, et bonum et statutum pacificum civitatis vicecomitalis Massilie, et ut justitia, et equitas sive paritas, et vera concordia inter cives civitatis predictæ foveatur et Capitula Pacis integraliter observentur, presenti statuto duximus ordinandum quod nullus amodo ordinetur, sive constituatur aut eligatur in judicem, neque in notarium Curiarum civitatis predictæ, neque officialem², neque in consiliarium civitatis vicecomitalis predictæ, et nisi ut civis fecerit stagium sive moram continuam in dicta civitate vicecomitali cum uxore sua si eam habuerit et cum familia sua, habendo ibidem domicilium et tenendo larem suum spatio saltem quinque annorum ad minus continuorum³, civitatis

¹ *Quod vie et strate publice terminentur...* — C'est l'application des *Chapitres de Paix* (art. xxi). « *Quod loca publica et carrerie non arcentur.* » — V. ci-dessus, statut xii.

² *Neque officialem...* — Il faut entendre par ce mot les divers officiers de la ville de Marseille, qui n'étaient ni juges ni notaires, c'est-à-dire les deux syndics et les trois clavares, chargés spécialement de la direction administrative et financière de la cité.

³ *Nisi sit civis et habitator... spatio saltem quinque annorum ad minus continuorum...* — Les *Chapitres de Paix* (art. viii) ordonnent que les juges, les notaires et tous les autres officiers de la ville et vicomté de Marseille devront être de Marseille, à l'exception du Viguier, du Sous-Viguier, du Juge du Palais et du Juge des secondes appellations, qui pourront être étrangers à la ville. Ces dispositions se trouvent aussi contenues dans les *Antiqua Statuta* (I, iv, viii, xi, et xxvii, et I. iii et iv),

predicte munera subeundo¹, et nisi etiam illi notarii², seu illi qui eligentur seu eligitur, sciant bene et velociter scribere et litteram legibilem facere, quia multa dampna evenerunt, eveniunt et contingere possunt propter imperitiam imperfecte seu illegibiter scribentium. Et si contra formam presentis statuti fiet amodo talis electio, nulla sit et pro nulla habeatur; sententie vero late et alii processus habiti per tales iudices, et scripti et scripte per tales notarios nullam obtineant roboris firmitatem.

XXIX

De eodem.

Et quia privilegium meretur amittere qui concessa sibi abutitur potestate, statuimus omni tempore observandum ut illi sex viri quorum consilio tam illegitima electio facta fuerit³ sint ex tunc de jure et de facto privati officio et perpetuo remoti po-

sans qu'ils indiquent à quelles conditions pouvait s'acquérir, en plus du droit de cité, l'éligibilité aux diverses charges publiques. Notre statut complète donc les prescriptions portées par ces statuts précédents en fixant à cinq années la durée du séjour dans la ville requis de quiconque prétendait devenir citoyen de Marseille et jouir de tous les droits attachés à ce titre.

¹ *Civitatis predictæ munera subeundo...* — Aucun citoyen de Marseille ne pouvait, en effet, se soustraire au poids des charges publiques (V. *Ant. Stat.* I, LXI et LXII, et plus haut Stat. xxiv).

² *Et nisi etiam illi notarii.* — Le statut I, xxvii « *De notariis qui seu quales et qualiter creari debeant* » impose aux notaires de Marseille, en plus des conditions d'âge et de résidence, les conditions suivantes de capacité : « *Quod supradictus qui fiet vel creatur notarius non fiat vel creetur... qui non est vel esset sufficiens vel idoneus litteratura grammaticæ... Et similiter, nisi antea quam fiet vel creetur notarius, steterit per biennium ad minus in Massilia ut in ea stagia ejus conversacio cognoscatur.* » A ces conditions, qu'il n'abroge sans doute pas, notre statut ajoute l'obligation d'avoir une écriture lisible.

³ *Illi sex viri quorum Consilio...* — Les *Chapitres de Paix* (art. viii) — V. ci-dessus, St. x, n 2 — ordonnent au Viguiier de Marseille de désigner chaque année six prudhommes, pris parmi les citoyens de cette ville, qu'il consultera pour la création annuelle des officiers et conseillers de la Commune. Ils étaient sans doute destinés à remplacer les Semai-

testate eligendi sive consilium dandi vicariis Massilie in electionibus officialium Massilie et aliorum qui consueverunt eligi per vicarium Massilie cum consilio sex proborum virorum faciendi, ita quod nullo unquam tempore eligi possint nec eligantur ad idem vel simile officium, potestatem seu dignitatem eligendi seu dandi consilium vicariis Massilie super electionibus faciendis, et si contra fieret talis electio nulla sit et pro nulla habeatur.

XXX

De eodem.

Addentes huic capitulo firmiter et omni tempore observandum quod nullus officialium nullusque consiliariorum presumat deinceps proponere nec tractare in Consilio Massilie scienter aliquod contrarium forme Pacis in aliquo. Et si contra faceret, tanquam perjurus et infamis ab officio et consilio sit remotus sine spe revertendi. Et hec dicimus et ordinamus salvo jure dicte civitatis addendi, mutandi, et emendandi, et in totum tollendi, secundum quod statutariis et Consilio Massilie videbitur faciendum tenore Pacis semper servato.

XXXI

Confirmatio predictorum statutorum

Predictum autem statutum, cum subsequentibus seu dependentibus, ab eodem quod incipit supra protinus « Ad honorem Dei

niers des Corps de Métiers qui, antérieurement à 1257, participaient avec les Syndics et les Clavaires à l'élection des douze premiers membres du Conseil général (*Ant. Stat.* I, viii). Les *Chapitres de Paix* (art. viii) ayant supprimé les Chefs des Métiers, la plus importante de leurs fonctions fut confiée à des personnages sans doute plus dociles et d'ailleurs choisis par le Viguiier lui-même, représentant du Comte de Provence. Assez vite, cependant, les Marseillais prirent des précautions pour prévenir les dangers qui pourraient résulter d'un concert entre le Viguiier et les six prud'hommes : un statut de décembre 1265 (*Ant. Stat.* V, lvi), le dernier du 5^e Livre, ordonne qu'aucun des six prud'hommes ne pourra être appelé à remplir une seconde fois ces délicates fonctions avant qu'il ne se soit écoulé trois années depuis sa sortie de charge.

omnipotentis et gloriosissime Virginis, ejus matris » et firmiter servato, fuit lectum et recitatum in generali Consilio Massilie, more solito congregato, in aula domus regie, que fuit domini Britonis Anselmi, militis quondam ¹, et confirmatum per nobilem virum dominum Johannem de Cornillono, militem, Vicarium Massilie, et etiam per dictum Consilium generale, anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo octavo, quarto nonas aprilis. Ego, Hugo Camponis, notarius hec et scripsi, ut scriba tribunalis dicti domini Vicarii.

XXXII

De Statutariis.

§ 1. — In nomine Domini nostri Jesus Christi, Salvatoris nostri, amen ! Ut fida fides semper suum felix suscipiat incrementum et fraudes universe et doli cum suis actoribus improbis opprimantur, hoc presenti duximus statuto firmiter observandum ad honorem ejusdem Domini Jesus et gloriosissime Virginis, Matris ejus, statumque prosperum civitatis Massilie observandum, ut deinceps omnes statutarii civitatis vicecomitalis Massilie ²,

¹ *In aula domus regie que fuit domini Britonis Anselmi, militis.* — Briton Ancelme est un des personnages les plus importants de l'histoire de Marseille au XIII^e siècle. Recteur en 1256, syndic en 1257, tenant le cens sur près de trois cents maisons, il fut le chef du soulèvement qui éclata dans cette ville contre Charles d'Anjou en 1257. La victoire du Comte de Provence, consacrée par les seconds *Chapîtres de Paix* — ceux de 1257 —, eut pour résultat l'exil de Briton Ancelme et de ses frères et la confiscation de leurs biens (V. pour le détail de ces événements, Portal, *La République Marseillaise au XIII^e siècle*). Parmi ces biens se trouvait une maison spacieuse que le Comte de Provence s'appropriait et qui fut connue désormais sous le nom de *domus regia*. Deux chartes, l'une du 3 des Kalendes de Mai, l'autre du 3 des Kalendes de Septembre 1289, citées par Fabre (*Les rues de Marseille*, II, p. 202) placent cette maison « *in Carreria Nova*. » Elle se serait élevée, d'après cet auteur, à l'angle de cette rue, appelée au XIV^e siècle *Carrerria Palatii*, et, de nos jours, *rue de la Prison*, et de la grève du Port, par conséquent dans le voisinage de l'Hôtel de Ville actuel.

² *Omnes Statutarii...* — Cette commission a été établie par les *Chapîtres de Paix* (art. XLII). Elle se composait de six membres, citoyens de

qui nunc sunt electi vel in posterum more solito eligantur ad statuta seu capitula pro bono statu civitatis pretacta ordinanda, teneantur suo sacramento simul congregari in ecclesia beate Marie de Acuis ¹ quolibet die Veneris ad illa discutienda et ordinanda nisi justum impedimentum interveniret, ita videlicet quod si, ex aliqua forte causa justa omnes interesse non possent, major pars saltem ipsorum in ipso loco infaillibiliter congregetur.

§ 2. — *Item* quod nec in dicta civitate Massilie nec in ejus districtu aliqua persona privata vel extranea amodo faciat vel fieri faciat vinum lye ² nec trempram ³ que fiet cum aqua in raca districta posita, causa vendendi illa vina in gros vel minutum

Marseille, parmi lesquels devaient obligatoirement se trouver « *aliquis juris peritus et unus notarius.* » Ces six commissaires étaient élus tous les ans, en même temps que les autres officiers de la ville. Ils avaient pour fonction de corriger ou d'amender les anciens statuts et d'en rédiger de nouveaux sous la réserve des droits supérieurs du Comte de Provence. — V. *Introduction*, II, p. xxxii et suiv.

¹ *In ecclesia beate Marie de Acuis.* — L'église de Sainte-Marie ou de N.-D. des Accoules était l'une des plus anciennes de Marseille. Au XI^e siècle elle appartenait aux Religieuses du monastère de Saint-Sauveur de Marseille et, consacrée à Notre-Dame, elle devait son nom particulier aux arceaux ou *encoules* qui soutenaient l'édifice. Reconstituée au commencement du XIII^e siècle, on la qualifia, nous dit Ruffi, d'*ecclesia formosa* : elle était, en effet, le plus pur spécimen de l'architecture gothique qui existât à Marseille. Elle fut détruite, en 1794, après la défaite de l'insurrection fédéraliste et il n'en resta que le clocher, d'ailleurs reconstruit en 1685 sur l'emplacement de la *Tour de Sauveterre*, dont la grosse cloche avait sonné au Moyen Age les réunions de l'Assemblée municipale.

² *Amodo faciat vel fieri faciat vinum lye...* — C'est l'interdiction formelle de faire du vin de lie ou de la piquette pour en faire le commerce, sans doute pour ne pas enfreindre le privilège reconnu aux Marseillais par les *Chapitres de Paix* (art. xxxiii) de ne vendre dans leur ville que des raisins et des vins provenant des vignes marseillaises. Cependant, le statut n'interdit pas au propriétaire de jeter de l'eau sur les marcs et les résidus produits par la fabrication de son premier vin et d'en faire une boisson, vin de lie ou piquette, dont il pouvait faire usage pour sa consommation particulière.

³ *Trempram.* — C'est le produit du dernier jus de raisin mélangé avec de l'eau.

sub pena amittendi dicta vina et ix solidos regalium Curie Massilie applicanda.

§ 3. — *Item* quod de cetero millarole predictæ ¹ civitatis Massilie teneantur juste sintque legales et recte mesure, quodque bis annis singulis diligenter inspiciantur et videantur, scilicet per totum quindenam Pasche Resurrectionis Domini et post festum Sancti Andree apostoli ², circa principium regiminis officialium Curie Massilie quando videlicet, ut est moris, ad incantum ipse millarole traduntur ³, ita etiam quod ille sive illi qui redditus ipsarum millarolarum emerint eas justas et rectas restituant et legales in fine anni illi seu illis qui eas ad incantum recipient sive Curie memorate quodque duo probi viri in Consilio Massilie eligantur ⁴, tempore quo officiales Massilie eligantur, qui millarolas easdem omnes et singulas bona fide et sine dolo inspiciant, videant, et allegalent, et scandaillent ⁵, seu faciant fideliter scandaillari, ac ipsis unus bonus, et expertus et legalis broquarius adivergatur qui inspector allegalatorum rectitudini et scandaillatorum intendat pariter et assistat.

§ 4. — *Item* quod de cetero nulla persona privata vel extranea

¹ *Millarole.* — La millerole était la mesure de capacité usitée à Marseille pour le vin et l'huile. Elle resta en usage jusqu'au moment de l'établissement du système métrique. A cette époque, elle équivalait à 64 litres 34 centilitres (V. *Tableau du Poids de l'Empire français*, etc.). Il ne nous a d'ailleurs pas été possible de déterminer la valeur de la millerole pour l'époque où fut rédigé notre statut.

² *Post festum Sancti Andree apostoli.* — Cette fête est célébrée le 30 novembre.

³ *Quando ad incantum ipsi millarole traduntur...* — Comme le Poids du Lauret, le droit de mesurage du vin était mis en adjudication. L'adjudicataire recevait en dépôt les mesures dont il devait se servir et qui étaient la propriété de la ville.

⁴ *Quodque duo probi viri...* — Les anciens statuts (I, LI) prescrivaient l'élection annuelle d'une Commission de douze membres qui devaient procéder quatre fois par an à la vérification des mesures publiques. Mais le commerce des vins avait à Marseille une si grande importance qu'on comprend facilement pourquoi on institue ici deux vérificateurs spéciaux pour les milleroles.

⁵ *Allegalent et scandaillent.* — Etalonner.

inmisceat seu faciat inmisceri cottonum simplicem vel filatum cum cotone simplici vel filato ultra marino, vel Secilie vel Calabrie¹, sed quodlibet per se simpliciter et sine mixtura alterutrius cottonorum predictorum operetur et vendatur, et super predictis eligantur annis singulis in Consilio generali Massilie, quando officiales eliguntur, duo probi viri qui faciant et procurant quod operarii et batitoires dictorum cottonorum omnes et singuli jurent, ad sancta Dei evangelia, in manibus Curie annuatim quod fideliter predicta teneant, et observant, atque custodiant bona fide. Et si quis contra hoc statutum fecerit amittat cottonum quod pro pena Curie Massilie applicetur. Item quod quolibet persona, que dabit cottonum ad vendum sive filandum, det pro qualibet libra unam libram et quartam tantum pro una libra cotoni et non amplius, et si plus dederit solvat qualibet vice Curie pro pena quinque solidos regalium.

§ 5. — Item hoc presenti statuto duximus ordinandum quod omnis persona que operatur vel deinceps operabitur de cera in predicta civitate Massilie vel in ejus districtu, operando et faciendo candelas et brandonos et alia opera cere teneatur illas et illos ac illa operari et facere hoc modo videlicet quod candeles sint de eadem cera interius de qua erunt exterius. Et brandoni facti de cera nova sint interius de eadem cera de qua facta fuerint exterius. Et lumina sive blesia² sint de cotone novo ultra marino. Et candeles unius denarii debeant esse sex filorum sim-

¹ *Cottonum simplicem vel filatum cum cotone simplici vel filato ultra-marino vel Secilie vel Calabrie.* — On pouvait donc mettre en œuvre à Marseille des cotons de diverses provenances. Mais il semble qu'il y avait aussi des cotons de provenance indigène puisque le statut oppose un coton dont il n'indique pas l'origine aux cotons d'outre mer, de Sicile ou de Calabre. C'est certainement celui qui était le plus communément employé, probablement aussi le plus abondant et, partant le moins cher, puisqu'on se préoccupait d'interdire qu'il soit mélangé à ceux de provenance étrangère.

² *Blesia.* — Mot d'origine provençale, encore usité sous la forme *Blest* (V. Mistral, *Dictionnaire Provençal-Français*, V^o Blest) ; il signifie mèche d'une lampe ou d'une chandelle.

plicium cotoni, et candelæ oboli quatuor filorum simplicium, et pogiales ⁴ trium filorum simplicium. Et brandona que fiunt de cera veteri sint de tali cera interius de qua fiunt exterius, et lumina sive blesia sint de cotone novo. Et illa lumina sive blesia de brandonis quatuor librarum erunt in qualibet candelâ dicti brandoni sex filorum filatorum simplicium sive *sembles* dicti cotoni ut moris est filandi. Et omnia talia opera facta de cera, si facta fuerint de cera nova pro cera nova vere data, et si de cera veteri facta firmiter pro cera veteri vendant. Et si operarii dicte cere voluerint cooperire brandona et alia opera de cera veteri facta liceat eis cooperire de cera viridi si voluerint. Et si qua persona contra predicta faceret in parte vel in toto restituare et pretium earum rerum venditarum integre emptoribus earum, et penes illos emptores remaneant res predictæ et ultra solvant pro pena dicti operarii cere viginti solidos pro singulis vicibus quibus in contrarium predictum facerent vel venirent.

XXXIII

De operariis portus

§ 1. — In nomine Domini, amen ! Quum preteritorum memoria recens quam presentium jactura manifeste ostendunt fallacem mundi concupiscentiam plus solito excrevisse et maliciam utique diffusius serpere, igitur ad honorem Dei et gloriosissime beate Marie Virginis, matris ejus, statumque prosperum civitatis Massilie conservandum ad futurorum providentiam sollicitè intenderemus hiis statutis presentibus duximus firmiter observan-

⁴ *Pogiales*. — Ce sont les chandelles du prix d'une *pogesio*, monnaie dont la valeur est inférieure à une obole. Ducange fait cette valeur équivalente à celle de la *Piette*. Sous ce dernier nom, cette monnaie devait être d'un usage courant à Marseille et peut-être aussi en Provence, puisque une expression provençale, encore en usage dans les milieux populaires, dit « *Pas un pié* » pour traduire le français « Pas un sou ».

dum quod omnes operarii portus Massillie⁴ de cetero habeant unum scriptorem bonum et legalem qui scribat in cartulario dicti portus omnes et singulas expensas que fient occasione curationis dicti portus et summam expensarum predictarum in cartulario dictorum operariorum per manus dicti scriptoris et campsois

⁴ *Quod omnes operarii portus...* — La première partie de ce statut contient le règlement relatif à la façon dont doivent s'acquitter de leurs fonctions les différents agents chargés de veiller à l'entretien du port de Marseille. Ce service était de création récente : il remontait à 1257, à la conclusion des *Chapitres de Paix*. Par ceux-ci (art. III et LXVII), Charles d'Anjou, s'étant fait abandonner par les Marseillais tous les droits et revenus de leur ville, s'engageait en retour à leur faire remettre tous les ans par son Viguier une somme de 400 livres de royaux coronats, destinée à l'entretien du port, que les documents du temps appellent *cura* ou *curation portus*, et qu'il est d'usage de traduire la *cure* ou le *curage du port* (V. notamment Méry et Guindon, IV. 302). Il est évident, néanmoins, qu'il ne s'agit pas seulement d'un simple travail de nettoyage, mais d'entretien, puisque les *Chapitres de Paix* indiquent que la somme allouée par le Comte sera payée aux trois officiers préposés à la surveillance de ces travaux en trois termes, aux mois de Mars, d'Avril et de Mai, c'est-à-dire aux époques où, les pluies d'hiver et de printemps, les plus fréquentes à Marseille, finissant, on peut réparer les dégâts qu'elles ont causés.

Toute une législation antérieure aux *Chapitres de Paix* (*Ant. Stat.* I, LXIII, et IV, I, II, V) permet de se faire une idée de ce que pouvaient être ces travaux réguliers d'entretien du port. Il s'agissait surtout d'empêcher que le port ne soit comblé par les boues, immondices, débris et détritus de toute sorte qui pouvaient y être entraînés de quelque façon que ce soit. Un statut (I, LXIII) interdit de laisser écouler dans le port, les eaux du Jarret qui dans leur traversée de la ville, ont alimenté les jardins et les tanneries de Marseille. Un autre statut (IV, I) ordonne de conduire hors du port les barques pleines d'eau, de boue ou de fumier, de même que le statut suivant (IV, II) prescrit de faire à l'extrémité des rues qui conduisent au port (« *in extremitate scilicet viarum transversarum que descendunt ad portum* ») des réservoirs destinés à retenir les eaux de pluie, le fumier et les détritus qu'elles entraînent et qui devront être enlevés et emportés après la pluie, parce que, disent les auteurs du statut, « *nobis videtur facilius esse retinere terram et omnia alia rumenta per dictas vias et transversa ne intrent dictum portum quam de dicto portu extrahere postquam introïrent.* » Enfin, un

qui dicta pecunia tenebit. — *Item* quod dicti operarii et campsor qui tenebit diotam pecuniam dicte curationis dicti portus et dictus scriba teneantur singulis septimanis diebus diversis venire ad unum locum assignatum per eosdem causa faciendi computum et rationem de expensis factis occasione curationis dicti portus et causa scribendi eas in dictis cartulariis dicti portus et operariorum prescriptorum portus supradicti. Et quod quilibet dictorum operariorum teneantur habere in scriptis in posse suo singulis septimanis diebus dominicis summam expensarum factarum per eosdem in curatione portus supradicti. Et quod dicti operarii, et campsor, et scriba, scilicet quilibet eorum, habeant unum cartularium de expensis factis occasione curationis dicti portus. Item quod dicti operarii teneantur in inicio sui officii facere inventarium de omnibus et singulis, et universis rebus que in posse eorum pervenerint occasione portus supradicti, et quod eas res restituant aliis operariis succedentibus eisdem in officio supradicto in fine officii sui supradicti, tales quales erunt in fine dicti officii. Item statuimus et ordinamus quod dicti operarii dicti portus, et campsor qui tenebat pecuniam curationis dicti portus, et scriba eorumdem, teneantur reddere computum et integram rationem de omnibus et singulis que in posse eorum pervenerint occasione officii eorumdem supradicti ab exitu officii sui usque ad festum sancti Ylarii ¹ duobus probis viris qui eligantur annuatim in Consilio Massilie quando alii officiales eligantur et etiam de omnibus et singulis expensis factis occasione curationis portus supradicti per eosdem.

dernier statut (IV, v) prescrivait à tout patron de barque, demeurant à Marseille, de participer trois fois par an à l'enlèvement sur une barque du fumier qui devait être transporté hors de l'entrée du port « *extra buocam portus* », ce transport devant être fait, d'ailleurs « *expensis comunis Massilie* ». C'est pour ces différents travaux d'entretien, auxquels le Comte de Provence consacre une somme fixe, que l'on a créé une administration spéciale dont notre statut règle le fonctionnement.

¹ *Ad festum Sancti Ylarii*... — La fête de Saint-Hilaire, évêque d'Arles, se célèbre le 5 mai.

§ 2. — *Item ordinamus et statuimus presenti statuto quod quilibet notarius Massilie*¹ *juramento teneatur scribere in suis cartulariis et in instrumentis ab eis confectis nomen illius seu illorum jurisperitorum qui dictum instrumentum dictaverit si per jurisperitum*² *vel alios peritos dictatum fuerit vel fuerint dictata instrumenta. Item quod nullus jurisperitus*³, *qui dictaverit ins-*

¹ *Quod quilibet notarius Massilie teneatur.* — C'est une nouvelle obligation, imposée aux notaires de Marseille tenus par leur serment primitif (V. *Ant. Stat.* I. xxviii) à inscrire sur les actes dressés par eux, avec l'indication exacte des an, indiction, mois, jour et heure où l'acte a été passé, les noms des contractants et le détail de l'affaire qui a eu cet acte pour objet.

² *Si per jurisperitum...* — Le mot *jurisperitus*, employé fréquemment aussi bien dans les *Antiqua Statuta* que dans vi^e Livre, nous paraît devoir être pris dans l'acception très étroite d'expert en droit, — nous pourrions presque dire, si le mot n'avait pris une signification particulière, « gradué en droit » — ou, plus exactement, celle de *clerc* dans le sens qu'on donnait autrefois à ce mot qui ne s'appliquait pas nécessairement à un ecclésiastique. Il y avait, en effet, à Marseille, des avocats qui n'étaient pas *jurisperiti* et qui étaient cependant admis à exercer leur profession. Ils étaient désignés sous le nom de *laici*, et différents textes des statuts les opposent sous ce nom aux *jurisperiti*. Ainsi, nous trouvons (*Ant. Stat.* I, xx): « *Omnes supradicti causidici, tam jurisperiti quam laici,* » — « *quilibet advocatus vel laicus et jurisperitus.* » Ce même statut ne se contente pas, d'ailleurs, de faire cette distinction toute verbale entre ces deux groupes d'avocats ; il interdit aussi toute association entre le *jurisperitus* et le *laicus*. « *Item predicti advocati laici nullam societatem, nullum monopolium, vel certum pactum, vel convencionem habeant cum aliquo jurisperitorum de dicto officio peragendo.* » L'existence de ces avocats, entraînés exclusivement à la pratique d'une profession dont ils ignoraient la doctrine, ne devait pas être sans inconvénient pour les plaideurs, bien que les honoraires payés fussent différents, suivant qu'ils avaient affaire à un *jurisperitus* ou à un *laicus*. La distinction nous paraît d'ailleurs s'être longtemps maintenue à Marseille : François d'Aix s'intitule « Avocat au Parlement, *Jurisconsulte de Marseille.* » — (V. ci-dessous, statuts xciii et xcv).

³ *Item quod nullus jurisperitus...* — Cf. *Antiqua Statuta*, I, xxiii: « *Decernimus inviolabiliter observandum ut cumcumque causidicus in aliqua causa, in qua advocationem prestiterit aut prestat aliter in*

trumentum vel instrumenta de cetero, possit obicere aliquo jure contra partem pro qua instrumentum dictaverit occasione instrumentorum predictorum, neque prestare auxilium, consilium, juvamentum ne aliquo jure, ratione, occasione, vel causa parti adverse, vel eam favere ullo modo occasione instrumentorum predictorum.

§ 3. — Item statuimus et ordinamus presenti statuto quod omnis persona que faciet seu fieri faciet de cetero in Massilia bambaisinas¹, quod eas faciat ad longitudinem quatuordecim cannarum et dimidie et ad amplitudinem duorum palmorum² et dimidii ; et quod quelibet bambaisina sit de cotono ultramarino filato et insiso decem librarum et sex de filo canapi³ de Burgundia. Et quod quelibet pechia⁴ ponderet sexdecim libras ad minus de tabula. Et si contra fieret per aliquam seu aliquas personas amictant dictam peciam bambayne de qua Curia Massilie habeat medietatem, et illi probi viri qui statuti fuerint ad investigandum predicta aliam medietatem. Item et quod quando officiales Massilie eligantur in Consilio dicte civitatis duo probi viri eligantur, qui predictas bambaysinas explorare seu perquirere debeant et teneantur suo juramento.

§ 4. — *Item statuimus et ordinamus presenti statuto quod de cetero nulla persona faciat juxta muros et vallata Massilie⁵ a*

Massilia, in qua causa sententia lata fuerit, si forte postea ab illa sententia fuerit appellatum, quod ille advocatus nullatenus possit in causa illius appellacionis pro parte adversa advocare vel illius partis consiliarius esse adversus eum illiusve successores quem antea in principali causa defenderat advocando. »

¹ *Bambaisinas.* — Étoffes de coton. Ducange donne aussi *Bambacinum*, *Bambaxina*.

² *Cannarum.* — V. statut XII, p. 19, note 1.

³ *Filo Canapi.* — Fil de chanvre.

⁴ *Pechia.* — Pièce.

⁵ *Juxta muros et vallata Massilie.* — L'enceinte de Marseille, dont il s'agit ici, fut formée par les murailles construites en 1262 autour des quartiers de la ville qui forment ce que l'on appelle aujourd'hui la vieille ville. « Elle était limitée, dit Teissier (*Marseille au Moyen Age*, p. 65),

portali Callate¹ usque ad portale Frache² areas, nec femoratia,

au Sud et à l'Ouest par la mer, depuis l'église des Augustins jusqu'au fort Saint-Jean, et depuis ce fort jusqu'à la Joliette ; du côté de la terre (Sud, Est et Nord), elle était fermée par une ligne de remparts qui longeait la Cannebière et le Cours (Belsunce), contournait l'église de Saint-Martin jusqu'à la rue Sainte-Barbe, d'où elle inclinait vers le Nord et allait rejoindre la Joliette, après avoir traversé la rue des Enfants-Abandonnés et le boulevard des Dames. ». Le long de la mer, le rempart était dominé par la *Tourette*, construite au devant du Château Babon et de l'église Saint-Laurent, tandis que la ligne de fortifications était interrompue à certains endroits du côté de la terre par des tours et des portes, Tour de Sainte-Paule, Tour de Saint-Cannat, Porte Galle, Porte de l'Annonerie, Porte de la Frache, Porte du Lauret, Porte de la Calade. Tandis qu'au dehors de cette enceinte, sur la rive sud du port, s'étendaient les domaines de l'abbaye de Saint-Victor, à l'intérieur se trouvaient juxtaposées les deux villes de Marseille, la *Ville Supérieure*, placée sous la juridiction de l'Évêque et du Chapitre de l'église de la Major, et la *Ville Vicomtale* ou *Inférieure*, constituée en Commune autonome. Plusieurs actes, passés au commencement du XIII^e siècle entre l'Évêque, les Chanoines et les Recteurs de la Ville Inférieure, avaient délimité ces deux villes, qui furent réunies en 1348 par la reine Jeanne de Naples. Rien ne fut cependant changé à l'enceinte extérieure de 1262 jusqu'en 1480. A cette date, la ville ayant pris plus d'extension du côté du Sud-Est, un nouveau mur fut construit en avant de l'ancien entre la Porte de la Calade et celle du Lauret, et une nouvelle porte fut ouverte dans la partie centrale, comprise entre la Porte du Lauret et l'église Saint-Martin. Cette porte, la Porte du Marché, donnait accès du *Cours* à la *Carriera Nova* sur laquelle se trouvait le Marché du Tholonée. C'est cette enceinte qui subsista jusqu'à l'agrandissement du règne de Louis XIV, et qui permit à Marseille de soutenir avec succès les deux sièges que lui firent subir le Connétable de Bourbon en 1524 et Charles-Quint en 1536.

¹ *Portale Callate*. — La *Porte de la Calade* s'ouvrait sur la partie du mur d'enceinte qui séparait la ville, du côté du Sud-Est, des terrains vagues du Plan Fourmiguier où fut plus tard construite la Cannebière. Cette porte donnait accès d'un côté au chemin de la Calade, qui conduisait au faubourg de la Calade et, d'un autre côté, à la rue des Augustins.

² *Portale Frache*. — La *Porte de la Frache*, construite dans la partie Nord-Est du rempart, s'ouvrait sur la rue Sainte-Marthe. La partie comprise entre les deux portes de la Calade et de la Frache dans laquelle notre statut interdit les dépôts d'ordures, correspond donc à la partie de la ville actuelle occupée par la Cannebière et le Cours Belsunce,

nec lignaria, nec viridaria, nec aliquam aliam laysanam ¹, sub pena viginti solidorum regalium tam Curie Massilie quam accusatori predictorum applicanda.

§ 5.— *Item* constituimus et ordinamus presenti statuto quod omnes mesure vini sint de cetero vitri et quod bucca cujuslibet mensurarum habeat tamen quartam partem unius palmi canne.

§ 6.— *Item* quod quilibet tabernarii vendentes vinum, et qui deinceps vinum vendent in civitate Massilie vel ejus districtu, possint illud vendere, et uxor sua tamen et non alius seu alii pro eo seu eis. Quodque vinum mensurando teneant dicti tabernarii bonsonos brocorum super mensuris, dictas mensuras cum dictis bonsonis tangendo sine omni dolo et fraude. Item quod reddant computum et rationem de vino vendito per eosdem dominis quorum erit dictum vinum, et totam pecuniam dicti vini venditi eis solvant antequam aysinas suas et res quas habebunt in domibus seu cellariis dominorum dicti vini inde extrahant et antequam aliud vinum vendant, sub pena lx solidos regalium Curie Massilie applicanda, et quod ille seu illi tabernarii qui contrafacere pena predicta soluta non vendant ullo modo vinum infra illum annum in quo predicta committeretur. Item quod nulla persona de cetero ponat signum pignorum ² vel aliorum aliarum arborum pro vino vendendo ante domos vel cellaria sua, scilicet toallonum ³, vel pannum album, vel tabulam pictam ante domos et cellaria sua temporibus quibus vinum vendent ⁴ et non alias, sub pena viginti solidorum regalium Curie Massilie applicanda et qui hoc accusabit medietatem habeat dicte pene.

¹ *Laysanam*. — Ordure.

² *Item quod quilibet tabernarii...* — Aucun des anciens statuts ne renferme de règlement analogue à celui-ci sur la vente du vin dans les tavernes.

³ *Signum pignorum*. — Une enseigne faite de branches de pin.

⁴ *Temporibus quibus vinum vendent...* — C'est le moment qui suit les vendanges.

§ 7.— *Item* hoc presenti duximus statuto firmiter observandum quod ordinatio sive declaratio infrascripta facta per discretum virum dominum Paulum Fabri, judicem majorem Curie Palatii Massilie, de voluntate generalis Consilii Massilie vim et vires obtineat statuti, cujus tenor talis est: In nomine Domini, amen! Cum vero placuisset generali Consilio civitatis vicecomitalis Massilie, considerato nimie immensitatis annulo usurarum quas usurarii christiani et judei ¹ in Civitate Massilie perquirebant, quod probiviri Gauterius Benedicti et Rostagnus Blanquerii ² quantitatem ipsarum usurarum taxarent ultra quam in futurum exhigere non liceret ab usurariis memoratis. Quam ordinationem dicti probi insequentes super predictis ut convenerat ordinassent, ipsaque ordinatio fuisset per civitatem Massilie publice nunciata, tantaque esset predictorum usurariorum temerata calliditas quod ipsa ordinatio causantibus eorumdem ex cogitandis fraudibus in nichilo servabatur, fraudem de tempore ad tempus in predictorum deceptionem committentes, solutiones sortis et usurarum non aliter acceptantes quam clam et nullis aliis presentibus quam usurario et debitore solvente ad detrahendam ipsis solventibus omnis probationis speciem super exactione usurarum, quam ultra ordinationem jam dictam faciebant antequam vellent ipsis debitoribus quas ab hiis habebant cautiones vel pignora restituere, placuit nuper Consilio antedicto conferre et contulit

¹ *Usurarii christiani et judei.* — V. sur cette question notre étude sur les *Juifs de Marseille au Moyen Age* (*Revue des Etudes juives*, 1903, *passim*).

² *Quod probi viri, Gauterius Benedicti et Rostagnus Blanquerii...* — C'est le statut II, xix « *Pro qua quantitate usure adjudicentur.* — *Presenti constitutione firmamus ut omnes iudices Curiarum Massilie teneantur quod non compellant aliquem vel aliquos ad solvendum usuras creditoribus seu condemnent ultra tres den, per libram ad rationem mensis; et quod omnes creditores contentos esse faciant et compellant dicta quantitate usurarum dictarum, quod quidem locum habere volumus in illis casibus quando aliquis certas usuras alicui se daturum promittit seu convenit. Et si qua pena in dictis contractibus opposita fuerit, redigatur ad formam dictarum usurarum et eodem modo eadem judicetur.* »

liberum arbitrium mihi Paulo Fabri, judici majori Curie Palatii Massilie, assistantibus mihi probis viris Gauterio Benedicto et Guillelmo de Montuello, super predictis taliter ordinandi quod, omnibus fraude et machinatione semper sublatis, servetur ordinatio prelibata scripta in cartulario consiliorum Curie Massilie et preconisatio ad ejus conservationem confecta, que possit preconisatio sepius prout et quotiens Curie videbit diminui vel augeri. Unde ego Paulus Fabri, judex major, predictis consultis et assistantibus mihi proximis probis viris, ut jam dictorum usurariorum pessimi generis reprobetur improbitas eorumque fraudibus obvietur, sic ordino et servari jubeo omnibus viis, juribus et viribus quibus possim et debeo scilicet quod servetur ordinatio et preconisatio antedictæ et dependentia ab eisdem. Et si contigerit quod inter usurarium et debitorem fuerit altercatio, seu inter ipsum usurarium et curiam pro tempore inquirentem super contentibus et fraudibus qui dicerentur commisse sive commissi in non servandis predictis, quod inspectis per judicem negotii cognitorem persona debitoris querentis ac qualitate negotii et quantitate ac aliis que poterunt ejus sedem instruere super tempore quo debitor susceperit mutuum, vel alium frueraticium contractum inierit, usureque ex dicto contractu inchoaverint currere, ac quantitate quam usurarum..... ultra predictam ordinationem suo solverit creditori in manibus debitoris plene juramento credatur sollempnitate aliqua non obstante. Et constituimus et ordinamus, salvo jure in omnibus et per omnia dicte Civitatis emendandi, corrigendi, addendi seu diminuendi, sive in totum tollendi, et preconisationes jam super predictis ordinatas seu ordinandas faciendi et aliter providendi, et salvis viribus litterarum domini nostri regis nuper destinatarum contra predictos usurarios, et aliis juribus quibuscumque prout statutariis nunc electis seu in posterum eligendis et Consilio civitatis Massilie melius et utilius communi utilitate servata videbitur faciendum tam super statutis noviter editis quam etiam super ordinatione seu declaratione predicta.

Anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo tertio, indic-

tionē vii, octavo ydus novembris, superscripta statuta et ordinatio predicta lecta et recitata fuerunt in Consilio generali Massilie, in aula Palatii, voce preconia et sono campane more solito congregato, ac etiam approbata et confirmata per ipsum Consilium, presente et existente in ipso Consilio viro nobili domino Ricavo Corvi, domino de Albanguano, milite, Vicario Massilie, salvo jure dicto Consilio addendi, diminuendi in predictis statutis, aut in totum tollendi si dicto Consilio videretur.

Ego Pontius Marini, notarius et scriba dicte Curie Palatii, hec scripsi.

XXXIV

De vino non adducendo infra Massiliam

In nomine Domini, amen ! Cum sacra scriptura testante, per justitiam virtutum omnium dominam et reginam communis utilitatis et humane societatis conservatricem perpetuam omnia regantur salubriter, et econtrario propter injustitiam, iniquitatem et contumeliam omnia destruantur et quandoque etiam regnum amittatur et a gente ingentem transferatur, decet esurientes et facientes justitiam ejus ornatibus indui preciosis ut, precis malis et fas et omni malorum occasione sublatis, bona prospere cuncta succedant, sic itaque civitatem nostram generosam Massiliensem muniri et decorari volentes nostrisque posteris exempla virtutum legare, ad honorem Domini nostri Jesu-Christi, Salvatoris nostri, et beate Marie Virginis, matris ejus, et totius Curie Celestis, et statum pacificum predictę civitatis Massilie de bono in melius conferendum, hiis statutis presentibus duximus firmiter observandum, et constituimus, et ordinamus quod Capitulum Pacis factum inter excellentissimum dominum Carolum, Dei gratia regem Jerusalem et Sicilie, comitemque Provincie et Forcalquerii et dominum Massilie bone memorie, et dominam Beatricem ejus uxorem quondam, tunc temporis comitem et comitissam Provincie et Forcalquerii ex una parte, et civitatem Massilie ex altera, quod Capitulum fuit juratum per

dictum dominum Comitem in Parlamento publico facto in cimiterio ecclesie beate Marie de Acuis, et etiam juratum per dictam dominam comitissam, et quod Capitulum postmodum fuit confirmatum et etiam juratum in publico Parlamento facto in cimiterio dicto dicte ecclesie beate Marie de Acuis per excellentissimum dominum Carolum secundum, dominum nostrum ¹, Dei gratia regem Jerusalem et Sicilie, comitemque Provincie et Forcalquerii et dominum Massilie, quod Capitulum tale est ² : « Quod vinum factum vel uvas natas extra territorium Massilie presenti tempore, vel que in posterum fient, vel nascentur ullo unquam tempore, non patientur dominus comes, vel domina comitissa, vel eorum successores in Comitatu Provincie et Forcalquerii, vel alibi in terra sua, vel aliquis locum eorum tenens in Provincia vel in Massilia, apportari, vel adduci vel ferri apud Massiliam, nec in ejus territorio vel districtu, ita quod etiam nec in villam vicecomitalem vel episcopalem, nec etiam sedis Massilie vel earum territoriis per mare vel per terram. In hoc et quod dictum est de vino non afferendo apud Massiliam ut intelligatur vinum quod aliquando contingit superare in aliquibus navibus vel lignis ab hominibus navigantibus seu itinerantibus in eisdem navibus vel lignis causa veniendi ad portum Massilie, et excepto vino quod fertur pro domino comite vel domina comitissa vel eorum familia ad bibendum quum venirent apud Massiliam et ibi morarentur itaque non vendatur. »

Quod quidem Capitulum supra dictum volumus presenti statuto firmiter observari, ita quod nullo tempore corrumpatur per aliquas personas privatas vel extraneas per mare vel per terram.

¹ *Per excellentissimum dominum Carolum secundum...* — Le roi Charles II le Boiteux, de Naples, fils de Charles d'Anjou et de Béatrice de Provence (1285-1309), confirma le 5 décembre 1288 les *Chapitres de Paix*. L'acte de confirmation est aux Archives de Marseille.

² *Quod Capitulum tale est...* — C'est l'article xxxiii des *Chapitres de Paix*, inscrit sous la rubrique : « *Quod vinum seu uve de alieno territorio non trahantur in Massiliam.* » Cet article est reproduit intégralement ici.

Et si aliqua vel alique persone in aliquod contrafacere vel venirent amittunt vinum et uvas taliter quod dictum vinum spargatur et uve, et quod uve terantur in terram cum pedibus, et navis, et ligium, et barcha vel quodcumque aliud genus fuerit navigandi. Que et quod dictum vinum vel uvas predictas faceret contra predictum statutum et capitulum comburantur in continenti, ita quod nulla ipsius valeant pecunia vel rebus aliis redimi sed in continenti comburantur ut dictum est supra, et ultra solvant nomine pene et pro pena Curie Massilie quinquaginta libras regalium, scilicet dominus vel patronus dicte navis quinquaginta libras, et dominus vel patronus barite vel galee viginti libras, et dominus vel patronus ligni vel barche duorum timonorum vel caupoli decem libras, et dominus vel patronus barche minoris duorum timonorum centum solidos. — Et si aliqua vel alique persone private vel extranee afferent cum bestiis suis vinum suum vel uvas suas factum vel natas extra territorium Massilie, scilicet terminos territorii Massilie positos tempore Guillelmi de Cadeneto, tunc Vicarii Massilie¹, et terminos qui remanserunt ex causa compositionis facte inter civitatem Massilie ex una parte et priorem Sancti Juliani ex altera parte², amittant bestiam vel bestias, et vinum spargatur et uve in continenti, et quod dicte uve terantur in continenti in terra cum pedibus et ultra solvant, scilicet quilibet eorum, nomine pene et pro pena singulis vicibus dicte Curie Massilie centum solidos, et quod accusatores habeant medietatem tam bestie vel bestiarum quam pene supradicte. — Et si aliqua vel alique persone private vel extranee, locatores bestiarum suarum vel aliarum afferent vinum factum vel uvas natas extra dictum territorium Massilie cum bestiis supradictis amittant bestias supradictas et vinum spargatur et

¹ *Tempore domini Guillelmi de Cadeneto, tunc Vicarii Massilie...* — D'après les tables de Ruffi, Guillaume de Cadenet fut Viguier de Marseille, pour la première fois en 1293, et pour la seconde fois en 1298.

² *Et priorem Sancti Juliani...* — Saint-Julien, qui est aujourd'hui un faubourg de Marseille, formait un prieuré, dont la seigneurie avec droit de juridiction appartenait au Cabiscol du Chapitre de la Major.

racēni terantur cum pedibus, ut dictum est supra, in continenti, et conductor illarum bestiarum teneatur dicto locatori restituere et restituat pretium vel valorem illius bestie vel illarum bestiarum locatarum ut supra in continenti, et ultra solvat dictus conductor bestiarum predictarum nomine pene et pro pena dicte Curie Massilie centum solidos regalium, de quibus scilicet bestiis et pena supradictis accusatores habeant medietatem. — Et si aliqua vel aliquæ persone aportarent in persona sua vinum vel uvas supradictum vel supradictas dent et solvent singulis vicibus nomine pene et pro pena viginti solidos de quibus accusatores habeant medietatem vel fustigentur per civitatem Massilie si solvere non possent, et quod vinum spargatur et uve terantur in continenti ut supra.

Anno Domini millesimo cc^o nonagesimo quarto, indictione octava, xiii^o Kalendas aprilis, fuit confirmatum et approbatum prescriptum statutum per Consilium generale Massilie, existente Vicario nobili viro Arnaudo de Villanova, milite, domino de Arcubus.

XXXV

De banno.

Ordinamus presenti statuto firmiter observando quod non liceat aliquibus districtoribus bannorum neque sue familie neque notario eorundem cassare seu venari ⁴ infra tempus officii sui

⁴ *Non liceat aliquibus districtoribus bannorum... cassare seu venari.*— C'est une interdiction absolue de chasser sur toute l'étendue du territoire de Marseille qui est faite ici aux gardes du ban. Cette prescription ne peut être comparée en aucune manière aux autres prescriptions sur la chasse contenues dans les *Antiqua Statuta*. L'un (V, xvi) interdit la chasse aux lapins, sauf pendant les quinze jours qui précèdent la fête de Noël, ce délai pouvant être porté à un mois à la condition que le chasseur chasse dans sa propriété ou qu'il ait été autorisé par le propriétaire de la terre où il a été rencontré chassant. Toute infraction commise à ce statut est punie d'une amende de vingt sous, si elle a été commise de jour, et de quarante sous si elle l'a été de nuit (*Ant. Stat.* V, xix). Le même statut

cūm canibūs, avibus, furonis et balistis in districtu civitatis Massilie, nec in ejus territorio, nec et in territorio seu districtu civitatis superioris Massilie. Quod si facerent a dicto officio in continenti removeantur et quod solvant Curie Massilie nomine pene et pro pena decem libras, de quibus accusator vel accusatores habeant medietatem et inde celentur.

XXXVI

De eodem.

Item ordinamus presenti statuto et statuimus firmiter observandum quod non liceat aliquibus districtoribus bannorum de cetero facere gratiam macellariis, noriguerriis, pastoribus et custodibus averorum nec dominis averorum, nec aliquibus personis facientibus talam¹ seu frangentibus bannum, nec aliquibus

punit d'une amende de dix sous la chasse, à cheval dans les vignes d'autrui, du mois de mars à la Saint-Michel, et de cinq sous seulement de la Saint-Michel au mois de mars ; quant à la chasse dans les terres labourées et ensemencées et dans les jardins, elle était punie d'une amende de cinq sous de Pâques à la Saint-Jean, et de trois sous le restant de l'année. Enfin, le chasseur qui aura traversé à pied une vigne ou un champ labouré ou ensemencé, dont il n'est pas le propriétaire, paiera trois sous d'amende (*Ant. Stat. Ibid.*). Notre statut ne rappelle aucune de ces prescriptions. C'est une aggravation, en ce qui concerne la chasse, des prescriptions du statut V, xix, précédemment rapportées, qui prononçaient une peine double de celle encourue par les particuliers contre les gardes du ban qui, par eux-mêmes ou par les membres de leur famille, en auraient enfreint les prescriptions. A l'interdiction s'ajoute, en effet, la menace de la destitution et d'une amende de beaucoup supérieure à celles qui sont prononcées dans les divers cas d'infraction au ban, puisqu'elle s'élève à dix livres.

¹ *Facientibus talam.* — Commettant un dommage, faisant des dégâts. — V. *Ant. Stat.* V, 20 : « ... *Vel faciet aut fieri pacietur inde aliquam talam sive in fructibus, sive in arboribus, vel aliquibus aliis rebus pertinentibus ad custodiam officii eorum...* » — De même, V, xix : « *Quicumque talabit alienum honorem, sive talam faciet in alieno honore, de nocte vel de die, arbitrio Rectoris Massilie puniatur.* »

personis fimantibus seu facientibus fimari vineas¹ nec et aliquibus personis facientibus vel fieri facientibus furnos calces² a collis statutis citra versus Massiliam, sed per in integrum recipiant ab eis personis supradictis bannum sine aliqua diminutione sicut continetur in statutis Massilie, prestari bannum taliter quod dominus rex seu Curia Massilie pro eo percipiat terciam partem et accusatores aliam terciam partem et dicti districtores residuam terciam partem bannorum predictorum, nulli concedenda licentia per eosdem veniendi contra predicta vel aliquod predictorum. Et quod predicti districtores bannorum, qui modo sint, et illi qui pro tempore fuerint, jurent predicta in primo statuto contenta et omnia et singula que insequentibus statutis continentur firmiter observare et fideliter et perfecte adimplere sine aliqua diminutione. Et si contra facerent in parte vel in toto teneantur per in integrum de suo solvere terciam partem dictorum bannorum dicto domino regi, et terciam aliquam partem accusatoribus bannorum, et suam terciam partem amittant que medietas Curie Massilie et dictis accusatoribus applicetur. Et quod dicta Curia Massilie teneatur dictos districtores constringere ad solvendum in integrum predicta banna dicto domino regi et accusatoribus in eorumdem in continenti, postquam denunciatum et manifestum fuerit Curie supradicte. Et si dicti districtores dictorum bannorum contra capitula superius expressa facerent vel venirent in parte vel in toto, quod dent et solvant dicte Curie Massilie pro pena et nomine pene

¹ *Nec aliquibus personis fimantibus seu facientibus fimari vineas...* — V. ci-dessus statut VI.

² *Aliquibus personis facientibus vel fieri facientibus furnos calces...* — Cette partie de notre statut qui laisse supposer l'hypothèse de contraventions dressées pour avoir établi des fours à chaux sur certains points du territoire de Marseille, nous paraît en contradiction avec les *Chapitres de Paix*, dont l'article XLIV permet, entre autres choses, aux Marseillais « *furnos calcis facere... in locis in quibus hec facere consueverunt ; et predicta faciant sine inquietacione et contradiccione cujuscumque persone.* » D'ailleurs, dans aucun des *Antiqua Statuta*, nous n'avons trouvé mention de cette défense dont notre statut admet l'infraction comme possible.

centum solidos regalium pro singulis vicibus quibus contra predicta venirent seu facerent in parte vel in toto, que pene supradicte tocienſ committantur quociens contra predicta fieret per eosdem nichilo durantibus et permanentibus dictis capitulis in sua firmitate. — Addentes huic capitulo quod quicumque amodo clapum alienum furnabit⁴ manicam sive foramen cuniculorum solvet et solvere teneatur integraliter bannum sine omni diminutione et spe gratie in modum supradictum supradictorum pastorum et noyrigueriorum penamque impositam ut supra districtoribus banni solvant ipsi districtores banni si de hujus banno fracto gratiam facere attemptarent ; furantibus vero alienas possessiones causa spaciandi et herbeiandi, vel glenandi, vel rapugnandi, possint districtores banni qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint gratiam facere si voluerint deinceps eisque videbunt sicut consueverunt temporibus retroactis. — Addentes huic capitulo² quod quicumque venabit in vineis, sive campis satis sive seminatis, ab introitu mensis marcii usque ad introitum mensis septembris, solvat bannum in integrum. Item et quicumque venabit in vineis in quibus uve sive racenii existant, vel in campis seminatis, ab introitu mensis septembris usque ad introitum mensis marcii, solvat et solvere teneatur bannum in integrum sine diminutione in modum supradictum dictorum macellariorum et norigueriorum, districtoresque banni qui nunc sunt vel qui pro tempore fuerint pene supra eis imposite subiaceant, si de hujus modi banno fracto gratiam aliquam facere attemptarent ; venantibus vero in vineis sine raceniis, sive campis vel terris non seminatis, ab introitu mensis septembris usque ad introitum mensis marcii, possint dicti districtores banni qui nunc sunt vel qui pro tempore fuerint gratiam facere amodo si voluerint sic consueverunt temporibus retroactis.

⁴ *Furnabit.* — Fureter (V. Mistral, *Dict. Provençal-Français*).

² *Addentes huic capitulo.* — V. *Ant. Stat.* V. xix, et plus haut Stat. xxxv.

XXXVII

De eodem.

Item ordinamus presenti statuto et constituimus firmiter observandum quod aliquis districtorum bannorum non fimet, nec fimari faciat, nec permittat fimari, nec licenciam fimandi det alicui vel aliquibus personis vineas suas nec alias, nec vendant *lo païsser*¹ territorii Massilie aliquibus personis. Et si contra predicta vel aliquid predictorum facerent vel venirent, removeantur a dicto officio, sint infames et puniti, et quod ab inde inantea non ponantur in aliquo officio Massilie, et insuper solvant dicte Curie Massilie nomine pene et pro pena xxv libras regalium de quibus accusatores habeant medietatem et inde celentur.

XXXVIII

De eodem

Item statuimus firmiter observandum presenti statuto et ordinamus quod districtores bannorum faciant de cetero solvi et restitui extimationes dampnorum datorum personis talatis et deraubatis antequam banna solvantur ab illis personis que dicta dampna dederint, itaquod nichil remaneat ad solvendum de extimatione dampnorum datorum dictis personis quibus data fuerint quoquo modo, sed per in integrum eis solvantur et restituantur infra xv dies postquam extimata erunt, et hoc sub pena xx solidos Curie Massilie applicanda, de qua accusatores habeant medietatem, et quod nichilo predicta in sua remaneant firmitate.

XXXIX

De eodem

Item statuimus firmiter observandum et ordinamus presenti

¹ *Lo païsser*. — Le droit de paître.

statuto quod non liceat dictis districtoribus bannorum nec alicui eorum dare licenciam aliquibus macellariis, noyrigueriis, pastoribus et custodibus averorum nec aliquibus personis pascendi terras, vineas, prata *deffendudas*, seu aliquas alias possessiones cultas vel incultas ab averibus suis, nec etiam accipiendi aliquam de possessionibus supradictis. Quod si facerent in parte vel in toto a dicto officio removeantur sicut perjuri et infames, et quod abinde inantea non ponantur in aliquo officio Massilie, et insuper solvant Curie Massilie nomine pene et pro pena viginti quinque libras, de quibus accusatores habeant medietatem, scilicet tam illi quibus districtores bannorum licenciam dabunt predicta committendi si predicta accusaverint, quam alii qui pnedicta accusabunt, et sint celati.

XL

De eodem

Item statuimus firmiter observandum et ordinamus presenti statuto quod omnes bannerii campestres teneantur manifestare suo sacramento banna fracta et commissiones bannorum fractorum in continenti quod ea vel eas invenerint per se vel per alias personas dictis districtoribus bannorum vel eorum notario. Et quod non accipiant dicti bannerii campestres ab aliquibus personis que fregerint banna aliquam persone vel per avera sua aliquam pecunie quantitatem vel munera seu dona aliqua pro celandis commissionibus bannorum fractorum. Quod si facerent teneantur solvere banna et talam factam per dictas personas per eosdem celatas vel celandas esmendare vel extimationes earum solvere sine aliqua diminutione, ex ultra solvant nomine pene et pro pena dicte Curie Massilie centum solidos regalium de quibus accusatores habeant medietatem et quod tales bannerii campestres removeantur a dicto officio, ita quod ullo tempore minime esse possint, et si solvere non possint vel non haberent unde, fustigentur per civitatem Massilie.

XLI

De eodem

Item ordinamus presenti statuto et statuimus firmiter observandum quod si dicti bannerii campestris vel extimatores talarum fregerint banna aliquam per se vel per alios, solvant de die singulis vicibus viginti solidos pro banna, et de nocte quadraginta solidos. Et quod esmendant talam ita quod dicta pena seu bannum predictum nullatenus eis dimittatur, nec eis genera aliqua fiat per districtores bannorum sub pena centum solidos Curie Massilie applicanda, de qua accusatores habeant medietatem et inde celentur, et quod tales bannerii campestris et extimatores talarum a dicto officio perpetuo priventur.

XLII

De eodem

Item ordinamus presenti statuto firmiter et statuimus firmiter observandum quod aliqui macellarii, noriguerrii, custodes et pastores averorum de cetero non teneant avera sua vel aliena in territorio civitatis vicecomitalis Massilie vel ejus districtu post solis occasum vel postquam videretur seu cogitaretur quod esset solis occasus, et quod dicta avera non revertantur nec reverti permittentur in dicto territorio Massilie ante ortum solis, nisi remanerent infra clausuram reponita talem quod de ea non possint exire per noctem nisi in ortu solis set ante, non exceptis equis et pollinis equarum eo tempore quo concedetur de stando in dicto territorio ratione messium. Et qui inveniet aliqua avera in territorio supradicto post occasum solis ad ortum solis teneantur manifestare districtoribus bannorum vel eorum notario. Et quod predicti macellarii, noriguerrii, custodes et pastores averorum solvant nomine banni et pro banno singulis vicibus quibus contrafacere centum solidos regalium, de quibus Curia

Massilie habeat tertiam partem, et districtores bannorum aliam terciam partem, et accusatores residuam terciam partem sine aliqua diminutione. Et si dicti macellarii, noyriguerrii, pastores et custodes dictorum averorum solvere non possent, vel non haberent unde, accipiat de dictis averibus vel de rebus dominorum dictorum averorum usque ad quantitatem dictorum centum solidorum sine aliqua diminutione, ita quod nulla gracia eis fiat; quod si fieret, puniantur districtores in pena viginti quinque librarum regalium Curie Massilie applicanda, de qua accusatores habeant medietatem nichilo durantibus dictis capitulis in sua firmitate.

. XLIII

De eodem

Item ordinamus presenti statuto et statuimus firmiter observandum quod preconisatio, que fieri consuevit in mense marcii averis exeundis a territorio Massilie, fiat quolibet anno prima die dicti mensis marcii et quod dicta avera dictorum macellariorum, noyrigueriorum et omnium habentium avera exeant a dicto territorio Massilie infra octo dies post preconisationem predictam factam ut supra, et quod dicta avera possint reverti in dicto territorio transactis dictis octo diebus post festum Michaelis sancti set ante non. Et si contra fieret solvant pro banno et nomine banni dicti macellarii, noyriguerrii, pastores et custodes averorum vel illi quorum essent dicta avera dictis districtoribus bannorum singulis vicibus decem libras sine aliqua diminutione, de quibus dicta Curia Massilie habeat terciam partem, et accusatores aliam terciam partem et dicti districtores residuam terciam partem quod nulla gracia eis fiat; quod si fieret, puniantur dicti districtores in pena viginti quinque librarum, de qua dicta Curia habeat medietatem et accusatores aliam medietatem. Et si dicti macellarii, noyriguerrii, pastores et custodes solvere non possent vel non haberent unde accipiantur de dictis averis vel de rebus dominorum quorum dicta avera essent usque ad quantitatem dictarum decem librarum nichilo durantibus dictis capi-

tulis in sua firmitate. Addentes huic capitulo quod ratione necessitate messium equi redire in dictum territorium Massilie ibique stare, a die octava introitus mensis junii usque diem primam mensis augusti, die tamen prima mensis augusti exeant dictum territorium ad quod non revertantur usque terminum redeundi ceteris averis assignatum sub pena supra imposita singulis vicibus quibus contra fieret committenda et exigenda.

XLIV

Quod liceat Massiliam facere intrare bladum.

Item ordinamus presenti statuto et constituimus firmiter observandum quod si contigerit caristiam bladi seu farine vel luginis esse in civitate Massilie, ita quod emina aunone valeat quatuor solidos regalium vel plus, quod tunc in illo casu liceat Curie Massilie¹ et hominibus Massilie, auctoritate statuti seu

¹ *Liceat Curie Massilie et hominibus Massilie...* — Aucun ancien statut ne règle la question de l'entrée du blé étranger à Marseille. Les Marseillais, qui ont pris tant de soin pour empêcher l'entrée et la vente dans leur ville des raisins et des vins étrangers, n'ont pris, au Moyen Age du moins, aucune mesure pour protéger le blé récolté sur leur terroir contre la concurrence des blés étrangers. C'est que, sans doute, leur récolte de vin était abondante, supérieure même à leurs besoins, et que, au contraire, ils ne récoltaient pas assez de blé pour satisfaire aux besoins de la consommation marseillaise. L'ancienne législation marseillaise témoigne, au contraire, du désir de ne pas laisser sortir de la ville le blé qui y a été introduit. Un statut (I, LXVI) interdit, en effet, de sortir de la ville le blé qui y aura été apporté par mer ou par terre, sous peine de la perte des grains dont il ordonne la saisie. « *Decernimus ut bladum quod huc usque apportatum est, vel a modo apportabitur per mare vel per terram in civitate Massilie, nullatenus extrahatur vel exportetur de civitate Massilie per mare vel per terram. . Et si aliquis contra fecerit amittat bladum et farinam ; et idem dicimus de farina.* » Ce statut fait cependant une réserve : il autorise la sortie du blé, s'il doit servir à la nourriture d'un patron de barque et de son équipage, ou si « *hoc fieret utilitate evidenti comunis Massilie et castrorum civium Massilie.* » Ce statut nous paraît dicté par le souci des administrateurs marseillais d'éviter la disette. Il en est de même de notre nouveau statut, Néanmoins, celui-ci

capituli presentis, facere intrare naves, galeas, ligna et alia navilia transeuntia seu navigantia per mare Massilie que portarent blada, farinam et lugumina portum Massilie, scilicet illum cum quo civitas Massilie se tenet, et blada, lugumina et farinam facere discaricari in rayba¹, vel locis et viis in quibus consuetum est blada, lugumina et farinam discaricari et vendi². Et quod dicta blada, lugumina et farina vendantur per illos quorum erunt, pretio quo comuniter vendi poterunt seu vallebunt in civitate Massilie quicumque ipsa blada, lugumina et farinam vendere volent.

XLV

*De Sartoribus*³

Statuimus et ordinamus presenti statuto in perpetuum obse-
laisse supposer qu'un autre statut était en vigueur interdisant l'entrée du blé étranger ou ordonnant du moins de lever sur ce blé un droit d'entrée. En effet, notre statut autorise la libre importation et la vente libre du blé de toute provenance, quand l'émine a atteint le prix de quatre sous. Ce prix n'est pas, d'ailleurs, le plus élevé que le blé ait atteint à Marseille au Moyen Age, comme nous le montrera un statut postérieur à celui-ci,
¹ *In rayba.* — C'est la *rive du Port*, le long de laquelle se faisait d'ordinaire la vente du blé. Un document, que nous avons publié ailleurs (*Revue des Etudes Juives*, juillet-septembre 1903, p. 73) et qui est une délibération du 24 février 1359, autorise les Juifs de Marseille à vendre dans la Juiverie la farine destinée à leurs pains azymes, « *pro vitatione etiam majoris caristie que nasci posset si Judei ipsi, utriusque sexus, cum tumultu farinam eis opportunam pro pane azone emerent in loco statuto de Raiba.* »

² *Vel locis et viis in quibus consuetum est blada... vendi.* — En plus de la rive du Port, il y avait encore un endroit consacré spécialement à la vente du blé, de la farine et des légumes. C'était la place du Temple (*Platea Templi*), devant laquelle pouvait stationner les navires et les barques chargées de blé, (*Ant. Stat.* I, lxvi). Ce même statut spécifie que le même marchand de blé ou de légumes ne pourra garder sa place plus de 15 jours « *ne propter longiorem moram possit fieri impedimentum aliis qui ibidem vellent simili modo ponere bladum seu legumina sua.* » Deux prudhommes élus annuellement devaient prendre garde « *ne fiat contra id quod diximus supra prope de xv diebus.* »

³ *De Sartoribus.* — Ce statut ne fait que reproduire, en y changeant seulement quelques termes, la formule du serment annuel imposé aux tailleurs par les anciens statuts (II. xxxviii.)

vandum quisque Vicarius Massillie¹ teneatur de cetero et faciat jurare in introitu sui regiminis omnes et singulos sartores dicte civitatis Massilie volentes uti suo officio sartorie quod ipsi bona fide² et sine omni dolo et fraude dent bonum et legale consilium et juramentum personis omnibus et singulis volentibus cum consilio eorum emere pannos, syndones et pennas pro vestimentis faciendis. — *Item* et quod dictas vestes faciant bene et legaliter³ et quod nichil de dicti pannis, syndonibus et pennis subtrahent vel subtrahi facient vel permittent in fraudem, dampnum seu lesionem illarum persodarum quibus dictas vestes facient. — *Item* et quod nulla loqueria⁴, dona vel servicia accipient vel accipi facient modo aliquo ab aliquo vel aliquibus draperiis seu venditoribus pannorum, vel syndonum, seu pennarum, causa faciendi plus vel citius pannos, syndones vel pennas supradictos et supradictas vendi ; quod si contra facerent vel venirent⁵ in aliquo, dent et solvant nomine pene et pro pena singulis vicibus Curie Massilie lx solidos regalium de quibus accusatores habeant

¹ *Quod quisque Vicarius...* Cf. II, xxxviii. « *Constituimus ut Rector Massilie vel Consules speciali sacramento astringant annuatim omnes sartores civitatis Massilie qui cumque officium sartorie volent exercere.* »

² *Quod ipsi bona fide.* — Cf. II, xxxviii. « *Quod ipsi bona fide et sine dolo dabunt consilia et auxilia sua in emendo illis omnibus qui eorum consilio vel juvamine pannos, vel vestes, seu pelles vel pennas, vel orles vestium quoscumque ement vel habere volunt.* »

³ *Item et quod dictas vestes faciant.* — Cf. II, xxxviii. « *Et similiter quod juste et legaliter facient vestimenta omnia quecumque facturi erunt, et quod nichil inde subtrahent, vel subripiant, aut retinebunt in fraudem, vel lesionem, aut dampnum illius a quo vel pro quo habere debebunt vestimenta, vel pelles, vel pannos predictos, nec hec ab aliquo fieri patientur vel sustinebunt.* »

⁴ *Item et quod nulla loqueria.* — Cf. II, xxxviii. « *Et quod nullatenus percipiant per se vel per alios aliquod loquerium vel remunerationem aliquam aliquo modo ab aliquo draperio vel venditore pannorum aut pannarum, aut orlorum, aut cariori precio aut citius vendi facient.* »

⁵ *Quod si contra facerent...* — L'ancien statut est muet sur la sanction qui doit être portée contre les contrevenants. On n'y trouve que ces mots : « *Et si quis contra fecerit, puniatur inde arbitrio rectoris.* »

medietatem. — *Item* statuimus et ordinamus ¹ quod dicti sartores seu aliqui eorum de cetero non faciant nec habeant societatem aliquam cum draperiis et pellipariis seu venditoribus pannorum, syndonum et pennarum seu sartoribus tenentibus seu teneri facientibus operatorium vel operatoria draperie vel pelliparie. — *Item* et quod sartores tenentes seu teneri facientes operatorium seu operatoria draperie teneant et tenere debeant operatorium sartorie simul in operatorio draperie taliter et sic quod gentes cognoscant manifeste quod operatorium illud draperie et sartorie est unius domini. Ei quod dicti sartores non accipiant ² pro corduris nisi tamen quantum statutum sive taxatum est in presenti statuto ; et quod non suant nec sui faciant ³ vel permittant in vestimentis meretricum publicarum aliquod fresum auri vel argenti, vel aliqua alia prohibita per statuta Massilie sub pena lx solidos Curie regie Massilie applicanda singulis vicibus quibus contra fieret per eosdem ; de qua pena accusatores habeant medietatem. — *Item* statuimus et ordinamus ⁴ hoc presenti statuto quod de cetero nullus sartor per se vel per alium accipiat, vel accipi faciat vel permittat de indumentis faciendis, nisi quod taxatum est inferius, videlicet de indumentis nuptialibus ⁵ seu damidis, tunice et garnachie sine frezadura et sine rugis, tunice cum pennis, clamidis et garnachie sutis et factis in villa, vi solidos. Et si dicte vestes sute et facte fuerint in operatorio sar-

¹ *Item statuimus et ordinamus.* — Cf. II, xxxviii : « *Decernentes preterea quod nullus sartorum predictorum habeat vel possit habere societatem aliquam cum draperiis vel pellipariis.* »

² *Et quod dicti sartores non accipiant.* — Cf. II, xxxviii. « *Et quod teneatur sacramento speciali nec ab aliquo vel aliquibus petant vel exigant corduras immoderatas vel ultra quam in justum fuerit.* »

³ *Et quod non suant nec sui faciant.* — Cf. II, xxxviii : « *Et quod non fuerit in aliquibus vestibus Massiliensium aliquarum meretricum fresos aliquos aureos, vel aliquid aliud prohibitum per Statuta civitatis Massilie.* »

⁴ *Item statuimus et ordinamus.* — Un tarif analogue à celui-ci est aussi établi par les *Antiqua Statuta* (II, xxxix).

⁵ *Videlicet de indumentis nuptialibus.* Cf. II, xxxix. « *Pro corduris de uno vestimento domine de colore cum frezio et cum penna (non) ultra IV sol. ; — item, sine frezio, III sol.* »

torie, quinque solidos. Et si dicte vestes fuerint facte et sute et tunica rugata cum ponchis, et fuerint facte et sute in villa, novem solidos; et si in operatorio sartorie fuerint facte, octo solidos. — *Item* de clamide dominarum ¹ cum penna, sine frezo cum penna, xviii denarios; et si fuerint frezata pro quolibet frezo, vi denarios ultra. — *Item* de clamide cum cendato dominarum sine frezo, ii solidos, et si fuerit frezata pro quolibet frezo, vi denarios ultra. — *Item* de clamide dominarum sine penna et cendato et frezo, xiv denarios. — *Item* de garnachia ² dominarum de panno coloris ³ cum penna sine frezo, xviii denarios, et sine penna et frezo xii denarios, et si fuerit frezata pro quolibet frezo, vi denarios ultra. — *Item* de garnachia panni coloris ⁴ cum cendato ii solidos, et si fuerit frezata pro quolibet vi denarios ultra. — *Item* de garnachia muliebri de panno vario cabrionata cum penna ii solidos, et si fuerit non cabrionata xviii denarios, et si fuerit frezata sex denarios ultra pro quolibet frezo, et si fuerit cum cendato vi denarios ultra. — *Item* de tunica muliebri plana ⁵ sine frezo decem et octo denarios, et si fuerit frezata seu denarios ultra pro quolibet frezo. — *Item* de tunica cum ponchis rugata ⁶ sine frezo ii solidos et vi denarios, et si fuerit frezata sex denarios ultra pro quolibet frezo. — *Item* de gardacortio muliebri ⁷ cum penna sine frezo de panno coloris xx denarios, et si fuerit frezatum pro quolibet frezo sex denarios

¹ *Item de clamide dominarum.* — Cf. II, xxxix. « *Item de clamide domine de colore cum frezio et cum penna, II sol. ; — item, sine frezio, XVI den.* »

² *Garnachia.* — V. ci dessus statut xxv, p. 47, n. 4.

³ *Item de garnachia dominarum.* — Cf. II, xxxix. « *Item de garnachia cum penna et cum frezio II sol. et IV den. ; et sine frezio, II sol.* »

⁴ *Item de garnachia panni coloris.* — Cf. II, xxxix. « *Item de garnachia domine serica cum frezio, III sol.* »

⁵ *Item de tunica muliebri plana.* — Cf. II, xxxix. « *Item de tunica domine cum frezio XVIII den., et sine frezio XVI den.* »

⁶ *Item de tunica cum ponchis rugata.* — Cf. II, xxxix « *Item de tunica varia domine, XII den.* »

⁷ *Item de gardacortio muliebri.* — Cf. II, xxxix. « *Item de gardacors domine cum frezio et penna, II sol. ; et sine frezio, XVIII den.* »

ultra, et si fuerit sine penna detrahantur sex denarios. — *Item* de garnachia muliebre de cendato vel de cameloto cum penna III solidos, et si fuerit cum cendato quatuor solidos VI denarios, et si fuerit frezata pro quolibet frezo sex denarios ultra. — *Item* de gardacortio muliebri francisco cum penna II solidos, et si fuerint sine penna decem et octo denarios. Et si quis voluerit vestes ¹ listatas per forsa ² faciat mercantum suum cum sartoribus de dictis vestibus faciendis. — *Item* de capsula muliebre ³ facta pro equitando cum botonis et cendato posito in caputio quinque solidos. — *Item* de caputio muliebri cum penna vel cendato, et cum perfilio et cum botonis sex denarios, et si fuerit sine frezo quatuor denarios. — *Item* de fustanio muliebri ⁴ plano XII denarios, et si fuerit fronciatum XVIII denarios. — *Item* de caligis muliebribus ⁵ tres denarios. — Quas quidem taxationes supradictas ⁶ volumus hoc presenti statuto observari in muliebribus habentibus etatem ultra duodecim annos, et muliebribus habentibus novem annos usque ad duodecim accipiant dicti sartores minus quartam partem taxationis predictae. Et de illis qui habebunt quinque annos usque ad novem accipiant medietatem dicte taxationis, et de quinque annis inferius accipiant sicut de vestimentis filiolarum; et si contra facerent vel venirent in parte vel in toto teneantur dare nomine pene et pro pena singulis vicibus

¹ *Et si quis voluerit vestes.* — Cf. XXXIX. « *Item de vestibus domine sive clamide et tunica listatis per forsa cum seta vel alio modo per forsa VIII sol.* »

² *Listata per forsas.* — Ornées d'une bordure.

³ *Item de capsula muliebre.* — Cf. II, XXXIX. « *Item de capsula domine frezata, V sol.; et sine frezio, III sol.* »

⁴ *Item de fustanio.* — Cf. XXXIX: *Item de fustanio domine XII den.* »

⁵ *Item de caligis.* — Cf. XXXIX: « *Item de caligis domine, III den.* »

⁶ *Quas quidem taxationes.* — Cf. II, XXXIX. « *Et predictas omnes et singulas taxationes facta circa personas masculorum et feminarum volumus habere locum in personis XIV annorum et supra. Si vero sunt minoris etatis XIV annorum, descendo usque ad novem annos, accipiant dicti sartores minus tercia parte de predictis taxationibus, et si sint minoris etatis novem annorum, usque ad V annos accipiant dicti sartores medietate minus de predictis taxationibus.* »

Curie Massilie supradicte sexaginta solidos regalium, de quibus accusatores habeant medietatem.

Item constituimus et ordinamus presenti statuto in perpetuum observando, quod nullus sartor de cetero per se vel per alium seu alios accipiat de vestimentis hominum masculorum per eos vel operarios suos factis ultra taxationes infrascriptas, videlicet de hucha cum caputio vel almussa cum pennis duos solidos, et sine penna decem et octo denarios. — *Item* de hucha cum cendato et caputio vel almussa duos solidos et sex denarios. — *Item* de hucha de panno syrico vel de cameloto cum cendato quatuor solidos, et si fuerit frezata vi denarios pro quolibet frezo. — *Item* de gardacortio vel supertunica cum caputio vel almussa¹ cum pennis duos solidos, et si fuerit sine penna xviii denarios et si fuerit cum cendato duos solidos et sex denarios. — *Item* de tunica plana² cum xii botonis positis in utraque manica decem et octo denarios, et si plures botonos posuerint ibi accipiant dicti sartores duos denarios pro qualibet duodena; et si dicta manica fuerit rugata ii solidos; et si fecerint tunicam cum vestimentis superioribus teneantur dicti sartores ponere manicas superfluas cum botonis predictis in dictam tunicam sine aliquo loquerio. — *Item* de cortardia sine penna cum collario et duodecim botonis in utraque manica xx denarios, et si plures botonos ibi posuerint accipiant ii denarios pro qualibet duodena. — *Item* de Gypres vel Turques sine penna xviii denarios, et si fuerint ibi penna duos solidos, et si fuerint frezata ii sol. et vi denarios. — *Item* de Gypres o Turques cum cendato ii sol. et sex den. et cum frezo tres sol. — *Item* clamide alamanesca plana

¹ *Item de gardacortio.* — Cf. II, xxxix. « *Item de gardacors: vel de turquesio, vel garnachia, vel sobrecot, froirato cum penna, vel serico vel aliter, sine frezio XVIII den.; — et cum frezio, II sol.; et sine penna et sendato, et sine alio froire, XII den.* »

² *Item de tunica plana.* — Cf. II, xxxix. « *Item de tunica drapi de colore, cum frezio vel veta, XVIII den.; et sine frezio et ceta, XII den.; et de drapo grosso lane, VIII den.; et si est froireta de penas, XVIII den.* »

cum penna¹ et cum caputio vel almussa duos sol. et cum cendato duos sol. et sex den., et si fuerit frezata tres solidos, et si fuerit facta cum taulizonis pro quolibet taulizono duos denarios. — *Item* de clamide alamanesca sine penna et cendato et frezo xviii denarios. — *Item* de clamide pavesca cum caputio vel almussa et cum penna xvii den., et si fuerit cum cendato duos sol. et sex den. — *Item* de mantello pavesco sine penna et cendato frezo² xviii den. — *Item* de capa robert. cum penna³ et caputio vel almussa ii sol., et si fuerit sine penna xvii den. — *Item* de galandravo⁴ cum penna decem et octo den., et sine penna xii den. — *Item* de capa cum manicis⁵ et penna iii sol. et si fuerit sine penna iii sol. — *Item* de caligis iii den., et si fuerint cosite cum ceta v den. — *Item* de tunica blanca cum duabus corduris decem et octo den. et cum una cordura xii den. — *Item* de fustano dupplici xviii den. et de simplici duodecim den. — *Item* de caputio cum penna quatuor den. et cum cendato sex den., et sine penna duos den. — *Item* de galandravo et caputio de panno grosso den. sex. — *Item* de

¹ *Item de clamide alamanesca.* — Cf. II, xxxix. « *De clamide hominis cum penna et frezio, vel seta, vel profilo, II sol. ; et sine frezio, XVIII den. ; — de clamide sine penna et sine frezio, X den.* »

² *Item de mantello pavesco.* — Cf. II, xxxxi. « *Item de mantello pavesco cum frezio, vel ceta, vel profilo cum sendato, vel cum penna, vel cum froire, II sol. ; — et sine sendato, et sine penna, et sine froire, et sine frezio, XII den.* »

³ *Item de capa robert.* — Cf. II, xxxix. « *Item de capa rotunda panni de colore, sine manicis et sine penna et sine froire, XII den. ; — et cum penna sive cum froire, XVIII den. ; — Item de capsas panni bruni, vel blanchi, aut nigri, ad opus de magnada VIII den. — Item de capsas cum manicis panni bruni vel alterius drapi grosse lane, XVIII den. — Item de capsas transverseris drapi de colore cum penna vel froire, XVIII den. ; et si est frezata, II sol. ; et sine penna vel froire et sine frezio, XII den.* »

⁴ *Item de galandravo.* — Cf. II, xxxix. « *Item de galandravo sine penna et froire, X den., et cum penna et froire, xviii.* »

⁵ *Item de capa cum manicis.* — Cf. II, xxxix. « *Item de capsas hominis, de panno coloris, cum manicis, sine penna et froire, et sine frezio, et sine profilo, II sol. et VI den. ; et cum penna vel froire III sol. et VI den. ; et cum frezio sive cum profilo et cum veta, IV sol.* »

hucha et caputio de panno grosso xii¹ den. — *Item* de capa panni grossi octo den. — *Item* de gardacortio cum caputio de panno grosso xii den. — *Item* de caligis¹ panni grossi tres denarios. — *Item* de caputio panni grossi duos den. — *Item* de gardacortio vel supertunicali, vel turquesio, vel garnachia, cum penna filiolorum vel filiolarum viii. et cum frezo, duodecim den. — *Item* de tunica sex den. et cum frezo octo den. — *Item* de clamide filioli vel filiole iii den., et cum penna et frezo octo den. — *Item* de caputio cum frezo et penna vel cendato quatuor den., et sine frezo duos den. — *Item* de caligis unum denarium. — *Item* quod dicti sartores teneantur venire ad domum illorum quorum dicte vestes erunt causa videndi, induendi et assaiandi dictas vestes quousque bene fuerint facte et ordinate. — *Item* quod dicti sartores teneantur facere vel fieri facere vestes in domibus illorum quorum dicte vestes erunt si domini illarum vestium voluerint, ita quod pro qualibet veste facta in villa accipiant sex denarios ultra taxationes pro dictas factas ut supra.

Quas quidem taxationes supradictas volumus hoc presenti statuto observari in hominibus habentibus etatem quatuordecim annorum et ultra ; in masculis habentibus novem annos usque ad xiiii accipiant dicti sartores minus terciam partem taxationum predictarum, et de illis qui habebunt quinque annos usque ad novem medietatem taxationum predictarum et a quinque annis inferius accipiant tantum quantum de vestimentis filiolorum.

Item quod predicti sartores² qui modo sunt et illi qui pro tempore fuerint, jurent annis singulis in introitu vicarie domi-

¹ *Item de caligis.* — Cf. II, xxxix. « *Item de caligis coloris sutis cum seta sartoris V den., et sine seta IV den., et de caligis grossis de vario, vel bruno, seu blanco, vel de nigro, III den.* »

² *Item quod predicti sartores.* — Cf. II, xxxix. « *Et predicta omnia teneantur dicti sartores speciali sacramento attendere et observare et non plus accipere, et quociens contra per aliquem dictorum sartorum fieret, teneatur solvere Curie nomine pene pro singulis denariis, quos plus acciperet ultra predicta taxationes, singulos VI den.* »

norum Vicariorum Massilie predicta in hoc statuto observare et perfectissime adimplere sine augmentatione taxationum predictarum, ita quod nichil plus accipient per se vel per alium seu alios nisi quantum superius taxatum est. Quod si facerent, teneantur dare singulis vicibus et solvere nomine pene et pro pena Curie Massilie lx sol., de qua pena dicta Curia habeat medietatem et aliam medietatem habeant accusatores.

XLVI

De Calce et Statutariis

§ 1. — Ordinamus presenti statuto et constituimus quod de cetero nullus magister lapidum vel manobra, per se vel per alium seu alios nec in aliqua alia persona privata vel extranea, emat vel emi faciat in civitate Massilie vicecomitali calcem causa revendendi eam neque mutuabunt denarios nec aliquas alias res aliquibus personis facientibus vel fieri facientibus calcem vel furnos calcinos¹ ratione vel occasione satisfaciendi dictis mutuatoribus in debitis suis de calce supradicta eam revendendi dictam calcem ; neque facient vel fieri facient societatem aliquam cum aliquibus personis calcem vel furnos calcinos facientibus vel fieri facientibus occasione revendendi dictam calcem neque cum aliquibus aliis personis que revendant calcem predictam in civitate predicta Massilie, nec etiam in civitate Superiori vel Prepositure Massilie. Et si aliqua vel alique persone contrafaciant, amittant dictam calcem et ultra solvant nomine pene et pro pena Curie Massilie singulis vicibus quibus contra predicta facient vel venient lx solidos regalium, et accusatores habeant medietatem dicte calcis et dictorum lx solidorum et dicta Curia aliam medie-

¹ *Aliquibus personis facientibus vel fieri facientibus calcem vel furnos calcinos.* — Les *Chapitres de Paix* (art. XLIV) reconnaissent aux Marseillais le droit d'avoir des fours à chaux. C'est sans doute pour ne pas les priver d'une partie de ce privilège que notre statut interdit aux maîtres-maçons de faire le commerce de la chaux.

tatem. Addentes preterea huic capitulo quod amodo ex quo quis cetero precio calcem venalem exposuerit non liceat illi precium augmentare.

§ 2. — Illi autem statuto loquenti de congregatione statutariorum ¹ diebus singulis Veneris post sacramentum in ecclesia beate Marie de Accuis facienda si justam occasionem non haberent, addimus et adjungimus quod hiidem statutarii presentes pariter et futuri debeant et teneantur congregari per sacramentum in predicta ecclesia singulis diebus Veneris in mane ad primam missam vel antequam celebretur dicta prima missa, si justam occasionem non habuerint remanendi utpote infirmitatis, minutionis ² medicine, vel funerum seu caratarum, vel nisi dies illa Veneris esset festiva vel feriata, tempore vendemiarum vel alio, vel nisi dicti statutarii extra civitatem Massilie pro suis necessitatibus irent vel etiam equitarent.

XLVII

De Granis.

Ordinamus et statuimus statuto presenti firmiter observandum quod amodo quecumque grana ³ cujuscumque terre sit vel fuerit, scilicet de Romania, vel de provincia Narbonesio, sive de Cathalonia, vel Yspania, sive alterius cujuscumque partis mundi, que vendetur et emetur deinceps a quocumque in civitate Massilie seu ejus districtu debeat garbellari ⁴ illis duobus garbellis ad id specialiter constitutis vel constituendis. Qui et contrafecerit puniatur et solvat nomine pene Curie domini nostri Regis,

¹ *Illi autem statuto loquenti.* — C'est le statut xxxii.

² *Minutionis.* — Saignée.

³ *Quecumque grana.* — Ce sont les graines, ou plus exactement les plantes tinctoriales, graines, racines ou autres, dont on faisait usage à Marseille et qui provenaient de l'étranger et du pays. (V. Blancard, *Documents inédits*, etc. II. p. 128 n° 635 ; p. 206 n° 811 ; p. 451 n° 92).

⁴ *Garbellari.* — Etre passé au crible.

scilicet tam venditor quam emptor et uterque ipsorum contrafaciens, centum solidos singulis vicibus quibus grana hujusmodi a quibuscumque de cetero sine predicto garbellar venderetur seu et emeretur. Et hoc intelligimus de grana *asaonada*¹ que emetur pro pannis tingendis vel pro lucrando, non intendentes quod quidem *vermelh*², viride et novellum vendetur ab aliquo seu emetur debeat garbellari. Garbellatores vero, qui nunc sunt vel pro tempore fuerint constituti, suum officium bene et legaliter exercebunt et taliter garbellabunt et tali modo granam quod folium, et fusta, lapides et pulvis ciciantur et separentur a grana, ac ipsa grana remaneat mundi sicata, et pro labore suo dicti garbellatores accipiant duos solidos pro singulis cargis. — Addentes nichilo quod omnis persona³ tam privata quam extranea, que amodo tinget vel tingi faciet pannos de grana in civitate Massilie vel ejus districtu, debeat et teneatur jurare coram probis viris ad hoc deputatis per Curiam vel deputandis quod ipsa tinget vel tingi faciet de bona grana et de bono alumo sine aliquo incameramento, quod sacramentum fiet et in novabus singulis annis.

Quod si forsán contigerit aliquem hominem extraneum tingere in civitate Massilie vel ejus districtu nullo ab eo prestito juramento tingendi secundum formam premissam, aut si in tinctura sua reperiretur aliquod incameramentum, solvat nomine pene Curie regie pro quolibet panno centum solidos, et ille seu illi panni in colorem alium dissimilem commutentur. — Addentes preterea quod omnis tincturarius, qui amodo in Civitate Massilie seu ejus districtu tinget de grana, vel de brezillo, vel de roia, juret et jurare debeat et teneatur jurare infra mensem januarii singulis annis suum officium bene et fideliter et legaliter exercere sub pena lx solidos applicanda Curie domini nostri Regis. Nullus-

¹ *Asaonada*. — Préparé (V. Mistral, *Dict. Provençal-Français*).

² *Vermelh*. — Vermillon.

³ *Addentes nichilo quod omnis persona*. — C'est le règlement du métier de teinturier qui commence ici. Les *Antiqua Statuta* ne renferment aucune disposition à ce sujet : seul un statut (IV, xxii) interdit de teindre des plumes.

que tincturariorum teneatur tingere de grana alicui persone nisi prius illa persona volens tingi facere jurasset coram dictis probis viris ad hoc per Curiam constitutis. Preterea quibus tinctuariis cum volet sive debebit tingere pro aliqua persona privata vel extranea teneatur et debeat respicere granam antequam illam posuerit aliquod incameramentum sive *bautuc*¹ ex tunc desistat tingere, et hoc per sacramentum denunciare teneatur dictis probis viris per Curiam constitutis. Insuper omnis tincturarius teneatur suo sacramento cum tinxerit et projiciet aquam de caldenia respicere, et videre et cavere an in solo sive *lo fons*² dicte cauderie invenerit arenam vel tegulam ceritam seu etiam quodcumque aliud incameramentum, cumque hoc reperiet dictis probis viris denunciaret sub pena centum solidorum Curie domini nostri Regis applicanda.

Anno Domini M^o CC nonagesimo quinto, indictione octava, fuerint confirmata supra nova statuta et approbata per generale Consilium Massilie, existente Vicario nobili viro domino Armando de Villanova, milite, domino de Arcubus, prout in Consiliorum cartulario continetur.

Ego Hugo de Fonte, notarius, hec scripsi.

XLVIII

De ornamentis mulierum.

In nomine Domini nostri Jesus-Christi et Dei nostri, amen. Quum legitur manifeste sapientes temporibus mutando mores sine crimine in effectum prudentie vitam laudabilem et beatam eliguntur et observant, igitur propensantes attentissime cura id presertim quod expedit moribus et conversationibus civium nostre urbis Massilie generosissime et specialiter ornatibus dominarum et honestarum mulierum qui hactenus forsitan aliquo exigente excessu consulte artari per statutum editum³ extitere,

¹ *Bautuc*. — Mistral (*Dict. Provençal-Français*) donne : « *Bautuga*, troubler, déranger, gêner. » C'est dans ce dernier sens que doit-être pris notre mot.

² *Lo fons*. — Le fond.

³ *Per statutum editum*. — Cf. ci-dessus statut xxv.

nunc volentes illos ut decet in statum debitum ampliando consultius reformare, hoc presenti statuto duximus firmiter observandum ac etiam statuimus et ordinamus quod statutum predictum, in quo fit mentio quod domine sive mulieres Massilie non farint super se garlandas, fres, neque botonos neque firmalia auri, argenti vel perlarum, sit cassum et vanum, irritum et inane et nullius valoris, et omnia et singula que in eo continentur ratione predictorum. Quantum autem ad stachas, statuimus et ordinamus dictum statutum tantum in sua permanere firmitate et ad penam in eo contentam ratione predictarum stacharum.

Hoc et presens statutum lectum et confirmatum fuit in Consilio et per Consilium generale Civitatis vicecomitalis Massilie, presente et existente ibidem nobili viro domino Raymundo de Baucio, milite, domino Podii Ricardi, Vicario Massilie, in aula dicta viridi, ab antiquo anno incarnationis Domini mcc nonagesimo septimo, indictione decima, quarto decimo kalendas septembris; et postmodo lectum publice in platea Palatii in quarto parlamento regiminis dicti domini Vicarii, anno quo supra, proxime indictione undecima, octavo Kalendas decembris.

XLIX

Pacta Ecclesie cum Universitate.

L

Statuta de balanciis et ponderibus.

In nomine Domini, amen! Hac presenti constitutione Consilio deliberato, censentes quod juris precepta hujus, videlicet honeste vivere, alterum non ledere, jus suum unicuique tribuere, statuendo jubemus et jubendo statuimus, quod amodo omnis persona privata et extranea in Civitate vicecomitali Massilie et ejus suburbiis volens aliqua ponderabilia vendere, teneatur ponderare et facere ponderari juste et legaliter cum statera seu stateris, vel balanciis marche rescis perforatis in lingueta supra brachium

predicte statere seu balanciarum a sex libris infra. Et quod omnes utriusque sexus vendentes debeant tenere et habere, et teneant et habeant pondera sua bona et legalia, cooperta de metallo sive penitus metallina a sex libris infra, signo solito vel consueto signata. Et ponderando nulla persona teneat stateras seu balancias nisi cum cordeta vel filo. Et dominus Vicarius qui nunc est vel qui pro tempore fuerit in civitate Massilie, teneatur statutum hujusmodi forme prescripte facere preconisari in principio sui regiminis annis singulis et firmiter observari.

LI

De laboratoribus in platea Laureti.

Item statuimus quod omnes homines privati et extranei qui se locabunt vel conducentur in civitate Massilie amodo pro podando, vel fodendo, sive reclaure aut mayencando, et aliis operibus necessariis territorio Massilie veniant et venire teneantur, et se locent et conducantur in platea que est infra portale Laureti¹ Massilie et non alibi ; concedentes quod omnis persona que conduxerit operarios pro predictis operibus possit illum retinere in crastinum pro suis operibus propriis et non pro aliis nec per alium. Et quicumque animalia cum bastis locare seu conducere voluerit pro messibus et vendemiis, illa teneant, et locent, et

¹ *Portale Laureti Massilie.* — La Porte du Lauret est devenue dans la suite la Porte Réale ou Royale « parce que c'est la principale de la ville et par où les Rois et les Gouverneurs font leur entrée. » (Ruffi, p. 415-416, édit. de 1642). Située à l'extrémité sud-est des remparts, dans la partie qui correspond aujourd'hui à l'angle du Cours Belsunce et de la Cannebière, elle donnait accès dans la Ville Inférieure. Aussi était-elle la plus importante de Marseille. Flanquée de deux tours, elle fut ornée, à la fin du xiv^e siècle, des trois statues de pierre de Saint-Lazare, de Saint Victor et de Saint-Louis de Toulouse. Mais elle perdit son importance après l'Aggrandissement et c'est la Porte d'Aix qui reçut alors le nom de Porte Royale.

conducantur in platea que extra dictum portale Laureti¹ Massilie et non alibi. Et quicumque contra fecerint arbitrio Curie puniantur.

LII

De tabulis in Consilio.

In nomine Domini nostri Jesus-Christi, Domini et Dei nostri, et ad honorem ipsius et serenissimi principis, domini Roberti, Dei gratia regis Jerusalem et Sicilie, ducatus Apulie et principatus Capue, Provincie ac Forcalquerii ac Pedimontis comitis, et domini generose civitatis Massiliensis, et augmentum, commodum et utilitatem honorabilis Consilii generalis et Universitatis hominum, et omnium universorum et singulorum de Universitate Civitatis Massiliensis, statuto presenti duximus ordinandum et statuimus et ordinamus, pro decore et communi utilitate in perpetuum conservandis, quod licet venerabile et generale Consilium Civitatis vicecomitalis Massilie moribus, statutis, ordinationibus, nobilitatibus, conditionibus et consuetudinibus pluribus, Deo gratis, et expectabilibus fulciatur, et fuerit retroactis temporibus decoratum, et fulgeat, et in decore rectitudinis et justitie extiterit et persistat in virtutibus concessis ab altissimo Creatore, quia tamen status quilibet hujusmodi desiderare debet quod de bono in melius conferatur, et quia juxta verbum philosophi seu prudentis tot quot capita sunt tot sunt sententie et diversi mode sentiunt et ut melius, justius et legalius clara, pura, mera et munda intentio prefati generalis Consilii clareat futuris temporibus ad laudem et gloriam divini numinis et in animarum salutem, quod abinde inantea² quicumque contigerit in predicto

¹ *In platea que extra dictum Portale Laureti.* — Il s'agit probablement de la *Place Marone*, située à peu près sur l'emplacement occupé par l'ancienne porte du Lauret. (V. Aug. Fabre, *Les Rues de Marseille*, I, 43 et II, 411).

² *Quod abinde inantea...* — Les décisions du Conseil général devaient être prises à la majorité (*Ant Stat.* I, 1) : « *Quod semper in generalibus et privatis Consiliis [rector] habebit secum et faciet adesse unum notarium*

Consilio generali haberi opiniones diversas sive diversa consilia consiliariorum ipsius Consilii super aliquo seu aliquibus negociis de quo seu quibus emergat seu videatur, sive deceat sive oporteat partita fieri in ipso Consilio generali, quod eo seu hiis casibus partita fieri debet et fiat per hunc modum videlicet quod quibus consiliariis de predicto Consilio in partitis faciendis accipiat et habeat duas tabulas, unam albam et aliam nigram. Et, cum dicta partita facta et exposita fuerit per dominos Vicarium et Judicem Curie Palatii qui nunc sunt vel pro tempore fuerint seu alterum ipsorum, portet unam tabulam in gremio predicti domini Vicarii sive predicti domini Judicis, et deferatur facta partita gremio predicti domini Vicarii vel dicti domini Judicis, itaque majori numero predictarum tabularum albarum vel nigrarum que in gremio predictorum domini Vicarii vel Judicis invenietur, stetur et stari debeat et fiat reformatio generalis Consilii antedicti et alteri numero qui assignabitur notariis vel disco notariorum non stetur.

LIII

Littera regis Roberti super excerptis ambaxiatorum et cccc libris solvendis Cure portus, et quod Subvicarius nichil accipiat a personis capiendis pro parte Curie nec a marinariis, et quod non retineat vaginas. (3 janvier 1906).

LIV

*De Columbibus*¹

Quoniam justum est et consonum rationi ut unusquisque sibi caveat et optemperet a dampnis et injuriis aliorum, et cum aliqui

publicum Massilie ad minus, videlicet unum de illis duobus qui deputati erunt ad tabularium Palatii ante judicem, qui scribat illa Consilia secundum quod ea sumuntur vel in quo major pars Consiliariorum conveniet. »

¹ *De Columbibus.* — Ce statut *de Columbibus* est reproduit une seconde fois dans notre registre au f^o 192.

probi homines sint in Civitate Massilie qui habeant domos, bastidas et turres in territorio Massilie, in quibus tenent et nutriunt columbos quasi domesticos et privatos, et veniunt aliqui non verentes dampnum et injuriam ejusdem facere, predictos columbos cum rectibus capiunt et usurpant, propterea statuimus et ordinamus quod nulla persona extranea vel privata audeat aliquos columbos cum predictis rectibus capere in civitate Massilie nec in ejus territorio vel districtu; et si aliquis ceperit veniendo contra dictam constitutionem solvat pro banno quolibet vice et pro quolibet columbo per eum capto cum dictis rectibus viginti solidos; et recte et columbos amittat; et quod bannum dividatur¹ inter bannerios, accusatores et Curiam regiam Massilie, sic et prout aliud bannum dividi consuevit.

LV

*De tegulis et maonis*²

Item cum a parvo tempore citra propter caritudinem lignorum³ facta sit magna caristia tegulorum, ideo pro magna et evidenti utilitate Civitatis et hominum Civitatis Massilie, statuimus et ordinamus quod nulla persona extranea vel privata audeat per se vel per alium extrahere seu extrahi facere aliquas

¹ *Et quod bannum dividatur.* — V. les statuts antérieurs de *Banno*.

² *De tegulis et maonis.* — Le premier § de ce statut est reproduit au fo 192.

³ *Propter caritudinem lignorum.* — Les tuiles étaient, en effet, transportées à Marseille sur des bateaux appelés *ligna*, peut-être semblables à ceux dont on se sert encore aujourd'hui pour transporter des faubourgs de l'Estaque et de Saint-Henri à Marseille les tuiles et pavés qui y sont fabriqués. Un ancien statut (I, 11) interdit, sous peine d'une amende de 10 livres de royaux coronats, d'acheter en mer ou à l'intérieur du port (« *in mare aliquatenus nec intra* ») des tuiles avant qu'il se soit écoulé trois jours depuis le déchargement du navire qui les a portées. Ce même statut interdit aussi au revendeur de tuiles de les revendre à des particuliers, dans les huit jours qui suivront son achat, à un prix supérieur à celui qu'il les a achetées. Passé ce délai, il pourra en retirer le bénéfice qui lui conviendra.

tegulas et maonos¹ de Civitate et districtu Civitatis predictæ, sub pena decem librarum Curie regie applicanda et amissionis dictarum regularum, de qua pena habeat tertiam partem accusator.

Anno Domini m^occc^o tertio decimo, undecime indictionis, undecimo Kalendas martii, supra scripta nova capitula fuerunt approbata et confirmata per Consilium generale Civitatis vicecomitalis Massilie, presente et existente Vicario dicte Civitatis viro nobili domino Ademario de Nagansia, domicello, prout in consiliorum Cartulario continetur.

Ego Bartholomeus de Salinis, notarius et scriba Palatii hec etc.

LVI

*De Usurariis*²

Ad evitandas perniciosas fraudes que cotidie fiunt non solum per Judeos sed etiam per aliquos malos Christianos exercentes usurariam pravitaïem, qui renovando et reformari sibi faciendo semel, secundo et pluries debita que debentur eisdem retinent penes se incartamenta et mandamenta vetera nullam mentionem ab ipsis faciendo in ultimo incartamento seu judiciario mandamento, licet dicta vetera incartamenta seu mandamenta sint in dicto ultimo incartamento seu mandamento inter creditorem et debitorem verbo tenus compactata, et postmodo tractu temporis et temporum ex ipsis omnibus incartamentis et mandamentis exigunt a predictis debitoribus seu ab eorum heredibus, qui predictam fraudem et falsitatem ignorant, omnes quantitates pecuniarum in ipsis incartamentis et mandamentis contentas; propterea presenti statuto duximus ordinandum quod nullus Judeus aut et Christianus audeat hujusmodi renovationes et refirmationes debitorum facere et in continenti satisfacto prius sibi de debito in quo aliquis sibi obligatus erit teneatur incarta-

¹ *Maonos*. — Moëllons, briques.

² *De Usurariis*. — Le statut est reproduit aux f^{os} 192 v^o et 193 du manuscrit. — V. sur l'Usure, statut xxxiii.

mentum seu mandamentum dicti debiti suo reddere debitori ; et quod simul non possit habere in diversis incartamentis seu mandamentis aliquod obligatum nisi expresse fiat mentio de precedentibus debitis seu debito in ultimo incartamento seu judiciario mandamento. Volentes et decernentes insuper quod ex debito sui officii, cum tales persone venient coram eo pro talibus incartamentis seu mandamentis faciendis, interrogare creditorem et debitorem, si ipse debitor est dicto creditori in aliquo alio debito obligatus ; et si dixerint quod sic, tunc in dicto incartamento seu mandamento ultimo de precedenti debito seu debitis et eorum quantitate et causa et de anno, mense, et die, et consule, et notario faciat mentionem ; et si dixerint quod non, nichilominus faciat mentionem in dicto ultimo incartamento seu mandamento quem admodum confitentur predicti creditor et debitor quod in nullo alio debito est dictus debitor obligatus creditori predicto. Et si predictæ interrogationes omisse sint faciende per aliquem notarium seu per dictos creditorem et debitorem, intelligantur omnia debita precedentia comprehensa et in dicto incartamento ultimo seu judiciario mandamento.

Anno Domini millesimo trecentesimo tertio decimo, indicatione undecima, die vicesima tertia mensis junii, suprascriptum statutum fuit confirmatum per Consilium generale Civitatis vicecomitalis Massilie, aula regii Palatii, ad vocem preconis et sonum campanarum more solito congregatum, existentibus ibidem viris nobilibus et discretis Ademario de Nagansia, domicello, Vicario, et domino Rostagno de Mayronis, Judice Palatii, juribus et honoribus domini nostri Regis in omnibus semper salvis, et salvo et retento dicto Consilio jure addendi, diminuendi, mutandi et in totum tollendi, si dicto Consilio videbitur expediti, Pacis Capitulis monitionibus semper salvis.

LVII

De marinariis

Ad cedendas et ex vigore hujus constitutionis penitus extinguendas lacrimosas querimonias ex quibus Curia regia sepe et

sepius infestatur per plures et multas pauperes et miserabiles personas que certo loquerio navigant in galeis et aliis lignis¹, ex eo videlicet quod domini et patroni ipsarum galearum et lignorum de tieria², nolentes observare pacta et conventiones scripta et habita inter eosdem marinarios et galiotos³, afficiunt multi-

¹ *Que certo loquerio navigant in galeis et aliis lignis.* — Déjà, les *Antiqua Statuta* (IV, xv, xvi, xvii, xviii) contiennent des prescriptions relatives aux *marinarij*, c'est-à-dire à des personnes qui se sont engagées au service d'un conducteur de navire (« *qui pro precio seu loquerio constituto, aliquid licitum se facturos convenerint.* ») Cependant, tandis que le statut ci-dessus et les suivants déterminent certaines obligations des patrons et conducteurs des navires à l'égard de leurs équipages, les *Antiqua Statuta* ont surtout pour objet de fixer les obligations auxquelles sont tenus les équipages à l'égard des patrons et conducteurs de navires. Ainsi le marinier devra se conformer exactement aux engagements qu'il aura pris ; ne pas quitter sans motif valable le navire sur lequel il aura été embarqué, sous peine d'être obligé de restituer les salaires qu'il aura touchés et de payer en plus, en guise d'amende attribuée à la commune de Marseille, une somme d'argent égale à ces salaires perçus ; le statut autorise même le conducteur du navire à se saisir du fugitif et à le conduire enchaîné et sous bonne garde devant le Recteur et les Consuls (IV, xv). Si le marinier s'est engagé à faire un voyage complet, c'est-à-dire, étant parti de Marseille, revenir à Marseille avec le navire, il devra remplir son engagement même si le navire a été vendu en cours de route et si l'acquéreur se propose d'achever le voyage, ou si, le navire ayant été vendu, le conducteur rentre à Marseille avec un autre navire (IV, xvi). Ce n'est que si le navire a été vendu sans condition de retour ou si le capitaine laisse, par sa faute, ses hommes en cours de route, qu'il devra, en plus du salaire convenu, les indemniser des dépenses qu'il faudra faire pour leur rapatriement (IV, xv et xvj). Un autre statut (IV, xvii) détermine quelles sont à bord les obligations des mariniers, qui encourent une amende de vingt sous s'ils ne s'y conforment pas.

² *Ligni de tieria.* — Sans doute bateau long. Mistral (*loc. cit.*) donne : « *tiero*, venant de *tiera* et signifiant file, rangée, suite. »

³ *Inter eosdem marinarios et galiotos.* — Le Conseil général intervient ainsi entre les maîtres et les conducteurs de navires, d'une part, et leurs équipages, de l'autre, parce que, conformément à un de ces anciens statuts précédemment cités (IV, xviii), tout homme embarqué à bord d'un navire de Marseille était placé sous le régime des lois et coutumes

pliciter non solum eisdem victualia solita¹ sed etiam eorum stipendia sub trahendo habita congrua, et diligenti deliberatione et examinatione cum multis sapientibus et peritis super presenti ordinatione, statuimus et ordinamus quod quilibet dominus siye patronus alicujus galee seu ligni de tiera, si voluerit aliquod viagium facere et aliquos marinarios et galiotos conducere seu aliquas personas ei necessarias in dicta galea seu ligno pro dicto viagio faciendo, primo et principaliter eligat et conducat unum scriptorem² qui sit habitator Civitatis vicecomitalis Massilie et

de Marseille, même s'il n'était pas Marseillais. A ce titre, il devait, au moment de s'embarquer, jurer obéissance aux consuls établis à l'étranger. Quiconque essayait de se soustraire à cette obéissance était privé pour trois ans du droit de naviguer à bord d'un navire de Marseille et courait, en outre, le risque, si on le trouvait sur le territoire de cette ville, d'être condamné à une amende de quarante sous. D'ailleurs, le nombre de marins étrangers servant à bord d'un navire de Marseille était réduit par les statuts : il ne pouvait notamment y avoir à bord plus de quatre marins pris outre-monts, à moins qu'il n'y ait parmi eux des citoyens marseillais séjournant à l'étranger (IV, xviii).

¹ *Victualia solita*.. — Les *Antiqua Statuta* faisaient aux maîtres et conducteurs de navires l'obligation de fournir à leurs équipages la nourriture qui leur était nécessaire. Cette nourriture pouvait être donnée en nature ou en argent ; dans ce dernier cas, elle était fixée à quinze sous par homme et par mois ; cependant, à cet égard, le maître et le marin pouvaient prendre entre eux tels arrangements qui leur plairaient (IV, viii). C'est sans doute parce que de nombreux propriétaires ou conducteurs de navires abusaient de cette faculté aux dépens de leurs marins, que le Conseil général intervient par le statut ci-dessus. Ce n'est, en effet, que dans un cas particulier que les anciens statuts édictent une peine contre les propriétaires ou conducteurs qui ne fourniront pas à leurs équipages les vivres auxquels ils sont obligés : quand le navire se trouve hors de l'entrée du port ou aux îles de Marseille, « *domini vel ductores illarum navium teneantur providere illis marinariis in cibo et potu quamdiu jacuerint et moram fecerint pro sua rezenda*. » S'ils essaient de se soustraire à cette obligation, ils se voient appliquer les mêmes peines qui ont été édictées contre les marins qui ont manqué à leurs engagements.

² *Eligat et conducat unum scriptorem*. — Déjà, avant ce statut, l'obligation d'avoir à bord un secrétaire était imposée aux conducteurs de navires. Mais ce secrétaire avait des attributions fort différentes de celles

stagiam faciat in predicta Civitate vicecomitali, qui non habeat partem aliquam in dicta galea seu ligno, nec societatem aliquam cum dicto patrono, et ipsum presentet ad tribunal domini Vicarii Massilie pro jurando, et jurare debeat in presentia ipsius domini Vicarii vel ejus locumtenentis quod bene et fideliter tam pro patrono quam pro dictis marinariis, et galiotis, et personis nullatenus extorquebit ultra quatuor denarios a quolibet eorumdem, scilicet duos denarios in prima paga que fiet eisdem et alios duos denarios in paga ultima que fiet eis de toto viagio; et quod omnes conventiones et pacta que erunt inter dictos patronum et marinarios, galiotos et dictas personas fideliter et diligenter et bene in cartulario suo scribet et quantum debebit dictus patronus cuilibet dictorum marinariorum et personarum pro dicto viagio faciendo, et ubi et per quos pagas debebit eisdem et cuilibet eorum solvere stipendia supradicta.— Et dictus scrivanus infra iii dies proprio juramento postquam pacta predicta fuerint et scripta per eum teneatur scire (?). aliquibus expensis tradere sua propria manuscriptorum examinatum in posse notarii tribunalis dicti domini Vicarii, qui notarii teneantur dictum transcriptum bene custodire et consignare eorum successoribus in futurum. — Et quod dictus scrivanus salvabit et custodiet bene et fideliter dictum cartularium penes se, et de eo sive de transcripto ipsius copiam faciet tam dicto patrono quam dictis marinariis, galiotis, et personis, et cuilibet eorum, ac etiam Curie regie Massilie

qui lui sont réservées ici. C'est à peine si une indication, que nous relevons au statut IV. xvii, nous permet d'affirmer que ce secrétaire, à qui il est ici donné mandat spécial de tenir registre exact des engagements passés entre le commandant du navire et les hommes de l'équipage, est le même que celui qui était prévu par les *Antiqua Statuta*. Ce statut IV. xviii dit, en effet : « *Decernentes quod scriptores dictarum navium speciali sacramento teneantur accusare et manifestare Curie Massilie et syndico portus Massilie omnes illos marinarios qui in hoc facto fuerint transgressores.* » Ainsi, au moment où ce statut fut rédigé, le secrétaire du navire entretenait des rapports avec l'équipage, mais ses principales fonctions consistaient à s'occuper des marchandises embarquées à bord et à remplir les fonctions de notaire toutes les fois que les passagers l'en requéraient. (V. *Ant. Stat.* IV. xxvi).

quotienscumque necesse fuerit aut pro dicto patrono, aut pro dictis marinariis, galiotis et personis, aut pro dicta Curia, si per predictas personas, aut aliquam earum, vel per dictam Curiam fuerit requisitus. — Et facto juramento dicti scrivani in continenti, dictus patronus teneatur et debeat jurare in presentia dicti domini Vicarii vel ejus locumtenentis quod omnia pacta et conventiones habita et habitas inter ipsum patronum et dictos marinarios, galiotos et personas, et prout scripta erunt in cartulario dicti scrivani inviolabiliter observabit ; et quod ipsi cartulario dicti scrivani tanta adhibeatur fides quemadmodum si de ipsis conventionibus et pactis extaret et factum esset per manum publici notarii publicum instrumentum.

Insuper statuimus quod postquam essent facta pacta et conventiones inter dictum patronum et dictos marinarios, galiotos et personas predictas, quod postea dictus patronus non possit a dictis marinariis, galiotis et personis, nec dicti marinarii, galioti et persone possint a dicto patrono alia pacta seu conventiones alias novas aliquas extorquere extra Civitatem Massilie, seu facere postquam inceperint viagium. Quod si fecerint predicti patronus et marinarii galioti et persone predicte, ac etiam dictus scrivanus si eas scripsit, arbitrio Curie regie Massillie puniatur. Et nichilominus predicta pacta et conventiones post ea de novo in dicto viagio facta et facte quantocumque fuerint inter eos promissa, et jurata, et stipulatione vallata, nullius valoris sint penitus seu momenti etiam si huic presenti constitutioni expresse renunciatum fuerit per eosdem, sed prima pacta et conventiones facta et facte apud Massiliam semper obtineant roboris firmitatem. Et si dictus patronus fuerit de Villa Superiori vel Prepositure et Opere Sedis Massilie¹ quod teneatur se submittere de attendis

¹ *Et si dictus patronus fuerit de Villa Superiori..* — Les deux actes de 1216 et de 1219, passés entre l'Évêque et le Chapitre de la Major, d'une part, et la Ville Inférieure, de l'autre, en reconnaissant aux habitants des Villes Supérieure et Inférieure les mêmes droits et franchises sur le territoire de l'une des trois villes, les soumettaient à la juridiction ordinaire de la ville où ils avaient fait l'opération pour laquelle ils avaient recours à la justice : ainsi, les habitants de la Ville Supérieure étaient

et complendis et observandis universis omnibus et singulis in hiis constitutionibus comprehensis et in dicta Curia vicecomitali de premissis et inscriptis teneatur dictus patronus respondere; et quod renunciare teneatur dictus patronus omni privilegio facto et faciendo, impetrato et impetrando, sive fuerit privilegium fori sive aliud quodcumque privilegium, per quod contra predicta venire posset, ei si hec facere nollent quod non possint se jurare presenti statuto seu aliquibus aliis.

LVIII

De eodem

Item statuimus et ordinamus quod predictus patronus teneatur predictis marinariis, galiotis et personis predictis, et cuilibet eorum, postquam recolligerint vel recolligerit in dicta galea seu ligno, dare cuilibet ipsorum quolibet die pane sufficienti et bene arto triginta uncias, vel de bis arto¹ bono et sufficienti et bene arto triginta uncias, et si panis et biscoetum deficeret dicto patrono in mari quod non posset eis dare dictum panem seu biscoetum, quod teneatur ipsum panem vel biscoetum sallitum reddere cuilibet dictorum marinariorum ipso loco ubi venerit in quo possit invenire panem ad emendum.

justiciables des tribunaux de la Ville Inférieure, et réciproquement les habitants de la Ville Inférieure des tribunaux de l'Evêque ou du Chapitre, suivant qu'ils avaient opéré dans l'une de ces trois villes. En outre, les habitants de la Ville Épiscopale et ceux de la Ville de la Prévôté avaient pleine et entière liberté de faire du commerce dans le port de la Ville Inférieure. « *Item quotiens recipiendi fuerint cives vel homines ad hoc, ut sint franchi in portu predicto et in aliis portibus vicecomitalis civitatis, sufficiat si jurent in manu domini Episcopi vel Ecclesie, et coram Episcopo ipso Massilie pro tempore existente vel coram Ecclesia, se stagiam facturos in perpetuum in civitate Episcopali vel Ecclesie quamvis possint per mare et per terram ubicumque voluerint nichilominus negociari* » (Acte de 1219, Livre des Statuts, du f^o 173 au f^o 177).

¹ *Bis arto*. — Biscuit de mer.

LIV

De eodem.

Item statuimus et ordinamus quod postquam predicti marinarii et galioti, et alie predictae persone inceperint se recolligere quod infra quinque dies sint recollecti, et postea infra tres dies dictus patronus teneatur facere viam suam nisi justo et evidenti impedimento remaneret ultra tres dies. Et si ultra staret, teneatur ultra dictum panem et ultra salarium eis conventum pro dicto viagio faciendo, quamdiu staret in portu, seu in insulis, seu in districtu Massilie, dare et solvere cuilibet dictorum marinariorum, et galiotorum, et personarum, pro loquerio, quolibet die sex denarios regalium. Et hoc intelligimus si marinarii, et galioti, ac predictae persone vadant ad viagium; si vero vadant ad mensem nichil recipiant de predictis sex denariis, sed transactis dictis tribus ultimis diebus possint et valeant eorum mensem tunc computare, et dictus mensis tunc incipiat.

LX

De eodem

Item quod predictus patronus¹ teneatur predictos marinarios, et galiotos, et personas predictas completo viagio reducere in

¹ *Item quod predictus patronus.* — Cf. *Antiqua Statuta*, IV, xv. « *Si quis conduxerit marinarios..., statuimus ut illi id quod convenerint complere teneantur nisi justo impedimento et evidenti remaneret... Si vero contingeret quod dominus vel ductor navis relinqueret alicubi aliquem marinarium, non culpa tamen dicti marinarii, teneatur dominus vel ductor navis reddere et restituere dicto marinario totum loquerium sibi conventum et ultra omnes expensas quas dictus marinarius faceret pro redeundo in Massiliam.* » — IV, xvi. « *Si quis marinarios aliquos conducerit vel conducet ad certum loquerium velut apud Ceptam vel Bogiam, vel ad alium locum, et convenerit inter eos de redeundo Massiliam pro eodem loquerio, statuimus ut si dominus vel ductor navis vel ligni apud Ceptam vel locum*

predicta galea seu ligno, vel in alia seu alio tamen sufficienti ligno reduci facere apud Massiliam suis propriis sumptibus et expensis, nisi remanserint in terra de communi voluntate eorum et dicti patroni pro aliqua gravi infirmitate vel aliqua justa causa, que causa scribatur in presentia testium per dictum scrivandum in cartulario suo, et quomodo remanserit in terra de communi voluntate dicti patroni et dictorum marinariorum et locus ubi remanserit, ita quod cum erunt apud Massiliam possint predicta notificare familie illius persone que remanserit in terra et causam ob quam remanserit de sua propria voluntate, et satisfacere eisdem de eorum stipendiis que deberentur si, et prout conventum est inter eos, et scriptum erit in cartulario dicti scrivani; et si aliquod restaverit ad solvendum eisdem juxta pactiones predictas, illam restam teneatur eisdem solvere infra quinque dies postquam reversi fuerint apud Massiliam, sine aliquo litigio vel querela. Et si hoc non fecerit predictus patronus et predicti marinarii, et galioti et alie persone predictę, vel aliqui eorum, pro se et aliis marinariis querimoniam fecerint de ipso patrono propter dictam restam seu dicta stipendia eis non soluta, in continenti dicta Curia regia Massilie, seu dictus dominus Vicarius qui tunc erit, vel unus ex iudicibus Curie Massilie coram quo erit exposita querimonia supradicta realiter et personaliter absque alia scriptura et figura iudicii, sed solum ex tenore dicti cartularii per quod ei constabit de resta predicta compellere dictum patronum ad solvendum dictam restam dictis marinariis et cuilibet eorum cum omni dampno, et interesse et expensis ipsorum marinariorum et personarum predictarum teneatur. Etiam teneatur¹ dictus dominus Vicarius seu ejus locumtenens facere poni in carcerem dictum patronum tamdiu permansurum in dicto carcere donec satisfecerit dictis marinariis, et galiotis

quo ierit vel ibit navem illam totam vel illud lignum venderet, quod totum loquerium dominus navis. vel ductor et expensas revertendi Massiliam ipsis marinariis dare vel solvere teneantur nisi de voluntate illorum marinariorum remanent. »

¹ Etiam teneatur. — Cf. plus haut, statut XVIII.

ac personis predictis, et cuilibet eorum de predicta resta, et nichilominus stando in carcere dicto patrono capiantur per Curiam bona ipsius patroni et vendantur ad incantum pro solvendo dictam restam marinariis, galiotis ac personis predictis cum omni dampno, interesse et expensis predictis.

LXI

De eodem

Item volumus si dicti marinarii, galioti et alie predictae persone vel alias eorum locaverit se ad mensem, quod dictus mensis intelligatur triginta dierum tantum.

LXII

De eodem

Item volumus et statuimus quod nullus patronus sive dominus alicujus galeae vel ligni possit facere sibi fieri strictiores conditiones ab aliquibus marinariis, et galiotis, vel personis quas conducet nisi si, et prout in hac presenti constitutione seu constitutionibus est expressum. Et quod nullus scrivanus audeat eas scribere in damnum et prejudicium dictorum marinariorum, galiotorum et aliarum personarum. Quod si contrafecerint tam dictus patronus qui dictas conventiones strictiores fieri fecerit contra predictos marinarios, quam dictus scrivanus qui eas scripserit, arbitrio Curie puniantur et dicte conventiones strictiores nullius sint valoris seu momenti, sed semper presentes constitutiones in sua remaneant firmitate et inviolabiliter observentur.

LXIII

De eodem.

Item statuimus et ordinamus quod nullus advocatus nec alius procurator, vel aliqua alia persona cujuscumque nominis et con-

ditionis existat, audeat avocare nec procurare pro aliqua persona contra marinarios, galiotos et alias predictas personas clam sive a *rescotiz*¹ vel palam contra constitutiones superius expressatas. Quod si fecerit ipso jure et ex vigore hujus constitutionis sit privatus ab officio procurationis et advocacionis per unum annum tunc venturum proxime.

Anno Domini millesimo trecentesimo tertio decimo, indicatione undecima, tertio ydus julii suprascripta statuta fuerunt confirmata per Consilium generale civitatis vicecomitalis Massilie, in aula regii Palatii dicta Viridi, ab antiquo more solito congregatum, existentibus ibidem viris nobilibus domino Ademario de Nagansia, domicello, Vicario, et domino Rostagno de Mayronis, judice Palatii, salvo dicti Consilii jure addendi, diminuendi, mutandi, corrigendi et intotum vel in parte ipsa tollendi, si et prout dicto Consilio videbitur expediri, Pacis Capitulis in omnibus observatis.

Ego vero, Bartholomeus de Salinis, notarius et scriba Palatii, hec et scripsi.

LXIV

De Usuris.

In nomine Domini nostri Jesus-Christi, Amen. Cum, in detestationem usurarie pravitatis, Summus Pontifex Clemens Quintus in Consilio Vianensi² statuerit ut quicumque communitatum

¹ *A rescotiz*. — En cachette.

² *Summus Pontifex Clemens Quintus in Concilio Vianensi*. — Le pape Clément V (1305-1314) a réuni en 1311 le Concile général de Vienne. Les actes de ce Concile sont perdus (Labbe-Mansi, *Sanctorum Conciliorum etc.* III col. 371), mais nous avons la décrétale du Pape publiée conformément à la décision du Concile, (*Decretalium Clementinarum liber V. De usuris*). Notre statut en reproduit une partie, comme on peut s'en rendre compte. « *Ex gravi ad Nos insinuatione pervenerit quod quorundam communitates locorum, in offensam Dei et proximi, ac contra jura divina pariter et humana, usurariam approbantes quodam modo pravitatem, per statuta sua juramento quandoque firmata usuras exigere et solvi nedum concedunt sed ad solvendas eas debitores scienter compel-*

Potestates, Capitanei, Rectores, Judices, Consules, Consilarii aut alii quivis Officiales sententiam excommunicationis incurrant nisi statuta hactenus edita usuras exigi et solvi concedencia seu repetitionem impediencia earumdem de libris Communitatum ipsarum si potestatem super hoc habuerint infra tres menses deleverint, Nos volentes ut Christiani fideles mandatis apostolicis, ut convenit, obedire et predictam excommunicationis sententiam modis omnibus evitare, statutum positum in secundo Libro Statutorum hujus Civitatis Massilie¹, sub rubrica « *Pro qua quantitate usure adjudicentur* », quod incipit : « Presenti statuto, etc. », in eo quod usuras exigi et solvi concedit tacite vel expresse, nec non et omnia alia statuta in dicto libro posita seu comprehensa² usuras exigi et solvi concedencia tacite vel expresse, seu repetitione impediencia earumdem quantum ad id presenti statuto delemus, corrigimus et funditus irritamus. In ceteris vero capitulis, in dictis statutis comprehensis, ea statuta in sui robore volumus perdurare.

Predictum siquidem statutum noviter factum lectum fuit et publicatum per me Bartholomeus de Salinis, notarius publicus Massilie, in Consilio generali civitatis vicecomitalis Massilie, in aula regii Palatii, ad vocem preconis et sonum campane more

lunt, ac juxta ipsorum continentiam statutorum, gravia imponenda plerumque usuras repetentibus onera. aliisque utendo super hiis diversis coloribus et fraudibus exquisitis repetitionem impediunt earumdem. — Nos igitur perniciosis his ausibus obviare volentes, sacro approbante Concilio, statuimus ut quicumque communitatum ipsarum potestates, capitanei, rectores, consules, judices, consilarii, aut alii quivis officiales, statuta hujusmodi de cætero facere, scribere, vel dictare, aut quod solvantur usuræ, vel quod solutæ cum repetuntur, non restituantur plene ac libere scienter judicare presumpserint, sententiam excommunicationis incurrant ; eandem etiam sententiam incursuri, nisi statuta hujusmodi hactenus edita de libris communitatum ipsarum (si super hoc potestatem habuerint) intra tres menses deleverint, aut si ipsa statuta sive consuetudines effectum eorum habentes quo quomodo presumpserint observare. »

¹ Statutum positum. — V. *Antiqua Statuta*, II, XVIII.

² Nec non et omnia alia statuta. — V. plus haut, statuts xxxiii et lvi.

solito congregato, et per id Consilium confirmatum, honorabili viro domino Ravmundo de Villanove, milite, existente Vicario dicte Civitatis inibi, anno Domini millesimo trecentesimo septimo decimo, indictione prima, die quarto decimo februarii.

Ego idem Bartholomeus de Salinis, notarius, hec scripsi.

LXV

De regimine panis et paste.

Anno ab incarnatione Domini nostri Jesus-Christi M^o CC^o LXX^o III^o mensis aprilis, existente domino Gregorio, vicedomino Vicario Massilie, pro illustrissimo et invictissimo domino nostro Karolo, rege Cecilie¹, cum a dicto domino Vicario et sex probis viris sibi assistantibus² constituti essent Petrus Guil-

¹ *Domino nostro Karolo, rege Cicilie...* — Charles d'Anjou, comte de Provence en 1245, roi de Naples et de Sicile en 1266, est réduit en 1281 au seul royaume de Naples. Il meurt en 1285.

² *Sex probis viris sibi assistantibus.* — Ce sont les six prudhommes établis par les *Chapitres de Paix* pour choisir, de concert avec le Viguiier, les différents officiers de la ville (*Chap. de Paix*, VII ; *Ant. Stat.* V, LVI). Quant aux six personnages nommés ensuite ce sont probablement les prudhommes dont les *Chapitres de Paix* (art. XLII) ordonnent l'établissement pour rédiger les statuts et dont nous avons déjà eu l'occasion de parler. Ceux qui sont nommés ici ne sont pas tous des légistes, comme les Chap. de Paix paraissent l'exiger. Quelques faits nous laissent, en effet, supposer que, pour ce statut d'ordre spécial, le Viguiier s'est adressé à des hommes de condition modeste, mais d'une compétence certaine sur cette question particulière du régime du pain. L'un d'eux s'appelle *Adam Pistor*, Adam le Boulanger ; un autre, *Johannes Illuminator*, paraît n'être désigné ici que sous un surnom. Enfin, et c'est peut-être là le fait essentiel — ils sont obligés de s'adjoindre un maître-calculateur, quand ils doivent établir leurs calculs avec précision. Il paraît invraisemblable que des jurisconsultes, hommes instruits, aient été réduits à une pareille extrémité : au contraire, des boulangers, des grainetiers et des meuniers, habiles praticiens, il est vrai, pouvaient naturellement ne pas avoir assez de confiance en eux pour se livrer à des opérations d'arithmétique, peu compliquées en elles-mêmes, il est vrai, mais assez délicates et, par cela même, susceptibles d'effrayer des hommes peu habitués à manier des chiffres.

Ielmuſ, Petruſ Viaderiuſ, Adam Piſtor, Girauduſ de Bochet, Raymunduſ de Ludeva et Johanneſ Illuminator, ſuper examine ponderiſ paniſ vendendi, et ut recto limite procedenteſ poſſent juſtum ponduſ pro ſinguliſ panibuſ conſtituere panareriſ et aliſ panem vendentibuſ in Maſſilia, iſti predicti viri emerunt annonam, ſive frumentum et farinam, et panem inde fecerunt, et invenerunt quod, quando emina¹ annone vel frumenti venditur v ſol. regalium² tunc pro avariſ panis faciendi et coquendi³ dantur v denarii, et pro lucro dantur pro ſinguliſ eminiſ vi denarii, et ſic ad rationem et computum pro emina frumenti valore quinque ſolidorum dantur eiſ xi denarii regalium. Et fecerunt primo fieri panem album⁴ et ponderaverunt panes uniuſ emine bene coctum lxii libras et xi unciaſ in pondere⁵ et invenerunt

¹ *Emina*. — V. pluſ haut, ſtatut II, p. 5, n. 2.

² *Quinque ſolidoſ regalium*. — Pour la valeur du ſou, qui ſe ſubdiviſait en 12 denieriſ, v. pluſ haut, ſtatut xv, p. 22, n. 2.

³ *Pro avariſ panis faciendi et coquendi*. — Ce ſont leſ déchetſ qui réſultent : 1^o de la transformation du grain en farine ; 2^o de la farine en pâte ; 3^o de la pâte en pain. Aujourd'hui, il eſt à peu près généralement admiſ dans la région marseillaiſe qu'un hectolitre de blé, peſant 77 kilogrammeſ, produit 60 k. 060 de farine, ſoit 78 % ; et que, d'autre part, un hectolitre de blé ou 60 k. 060 de farine donne 77 k. 477 environ de pain, la pâte devant contenir 46,50 % d'eau, dont 16,50 % ſ'évapore pendant la cuſſon.

⁴ *Panem album*. — On faiſait alorſ, à Margeille, troiſ qualitéſ de pain : le pain blanc (*paniſ albuſ*), le pain moyen (*paniſ medianuſ*) ou pain méjan, ſuivant une expreſſion encore uſitée en Provence, et le pain complet (*paniſ cum toto*).

⁵ *Et ponderaverunt... lxii libras et xi unciaſ...* — La livre qui était en uſage à Margeille au moment où fut rédigé ce ſtatut, n'eſt paſ celle qui eſt connue ſouſ le nom de *petite livre marseillaiſe* et qu'on était porté à regarder comme ayant été excluſivement uſitée dans cette ville. Blancard (*Essai ſur leſ monnaieſ de Charles I^{er}*, p. 431), interprète de la tradition conſacrée, dit, en effet, que la petite livre marseillaiſe était de 12 onceſ, et il ſe place juſtement à l'époque du règne de Charles I^{er} où a été rédigé notre ſtatut. Or, la livre qui a été employée par leſ prudhommeſ chargéſ d'établir la taxe du pain eſt une *livre de 15 onceſ*. En effet, notre document indique que, un pain de la valeur d'un denier peſant 13 onceſ et quart, le pain de 2 denieriſ pèſe 26 onceſ.

quod minima seu denariata¹ panis albi predicti ponderabat xiii uncias et quartam unciam, et dupplerius panis ponderabat xxvi uncias et dimidiam, et quartenarius panis ponderabat iii libras et viii uncias.

De pane mediano. — Similiter emerunt aliam eminam frumenti que constituit quinque solidos regalium et addiderunt, ut supra dictum est, xi denarios tam pro avariis quam pro lucro. Et sic computatur emina annone ad valorem quinque sol. et xi den. regalium, et ex hac emina annone fecerunt fieri panem medianum, et panes de dicta emina bene cocti ponderaverunt lxxii libr. et sic quelibet denariata panis ponderat unam libram, et dupplerius ii libras, et quartenarius iii^{or} libras.

De pane cum toto. — Item emerunt postea aliam eminam frumenti que constituit iii^{or} solidos et ix denarios², et addiderunt xi den., ut supra, pro avariis et lucro, et ita constituit emina

et demi, soit $13, \frac{1}{4} \times 2$, et le pain de 4 deniers 3 livres et 8 onces, soit $26, \frac{1}{2} \times 2$ ou $13, \frac{1}{4} \times 4$, c'est-à-dire 53 onces. Si nous retranchons de ce nombre 53, les 8 onces complémentaires que pèse le pain de 4 deniers, nous avons en onces la valeur des 3 livres, soit 45 onces. Nous pouvons donc établir que la livre est de 15 onces. Il ne nous a pas été possible de fixer la valeur actuelle de la livre de 15 onces. D'après Blancard, la petite livre marseillaise de 12 onces était de 381 gr. 892. Mais un document que nous publions plus loin (statut xc) et qui est, il est vrai, postérieur de 162 ans à notre statut — il est de l'année 1432 — nous donne pour la livre le chiffre approximatif de 351 grammes, sans que nous puissions dire s'il s'agit là d'une livre de 12 onces ou d'une de 15 onces. Nous avons donc en notre possession des données insuffisantes qui ne nous permettent pas de tenter un rapprochement entre le rendement en pain d'une livre de blé à la fin du xiii^e siècle et le rendement en pain d'un kilogramme de blé à notre époque.

¹ *Denariata panis.* — Le pain ne se vendait pas au poids, comme on le vend aujourd'hui, le prix variant d'ailleurs avec celui du grain. Au contraire, c'était le prix du pain qui restait uniforme, le poids variant avec le prix du grain. Il y avait donc des pains de 1, 2 et 4 deniers, dont le poids pouvait changer chaque jour.

² *Aliam eminam frumenti que constituit iii^{or} solidos et ix denarios.* — Il résulte de cela qu'on ne faisait pas de pain complet quand l'émine de blé valait 5 sous de royaux coronats, puisque les six commissaires envi-

x sol. et viii den., et inde fecerunt fieri panem ad totum, et panes qui inde exierunt ponderaverunt lxxxiii libras et v uncias et mediam et sic quelibet denariata ponderat unam libram et iii uncias et dimidiam ; et dupplerius ponderat ii libras et vii uncias et quartenarius ponderat iii^{or} libras et xiii uncias.

Et etiam fuit statutum quod non debet poni in pondere panis minus uncie fractus nisi quarta uncia, vel dimidia uncie vel tres quarte uncie. Unum de mandato predicti domini Vicarii Massilie et predictorum virorum constitutorum, ut superius, super examine panis qui venditur Massilia ii sol. regalium et, a duobus solidis usque quinque solidos, non computando super solidos integros unum denarium vel duos, sed tamen quod crescat tres denarius et sic deinceps in valore emine, consuluerunt magistrum Johannem de Mora, qui quidem est magister et doctor numeri albaci, qui quidem recto limite de mando et precibus dicti domini Guillelmi Vicarii et aliorum supradictorum proborum virorum computavit et tam suprascriptum quam infrascriptum computum ad instantiam predictorum fecit et composuit et ad eternam memoriam in scriptis redegit.

De pane albo. — Item quando annona sive frumentum valet iii^{or} solidos et ix den. dantur eis ut supra xi den., et tunc denariata panis albi xiiii uncias debet ponderare, et dupplerius xxviii, et quartenarius debet ponderare iii libras et xi uncias.

De pane mediano. — Eodem precio, de pane mediano debet ponderare denariata xvi uncias, et dupplerius debet ponderare xxxii uncias, et quartenarius iii^{or} libras et iii uncias.

Cum toto. — Et quando annona valet iii^{or} solidos vi den. dantur eis xi den. pro avariis et lucro, et tunc denariata panis cum toto debet ponderare xix uncias et quartam partem uncie, et dupplerius duos libras et ix uncias et dimidiam, et quartenarius debet ponderare v libras et ii uncias.

De pane albo. — Item quando annona valet iii^{or} solidos vi den., dantur eis xi den. pro lucro et aliis avariis, et tunc debet agent le cas où le cours du blé atteint ce prix lorsqu'il s'agit d'établir la taxe du pain blanc et du pain méjan, et ils ne l'envisagent pas, au contraire, quand il s'agit de fixer la taxe du pain complet.

ponderare denariata panis albis xiii^{or} uncias et dimidiam, et dupplerius xxix uncias et quartenarius debet ponderare iii libras et xiii uncias.

De pane mediano. — Et eodem precio annona vel frumentum de pane mediano debet ponderare denariata i libram et i unciam et iii quartos uncie, et dupplerius debet ponderare ii libras et iii uncias et dimidiam, et quartenarius debet ponderare iii libras vii uncias.

De pane cum toto. — Et quando annona valet iii sol. et iii den., dantur eis xi denarii pro avariis et lucro, et tunc denariata panis cum toto debet ponderare i libram et v uncias, et dupplerius ii libr. et x uncias, et quartenarius v libras et v uncias.

De pane albo. — Item quando annona valet iii sol. et iii den., dantur eis pro lucro et avariis xi den., et tunc denariata panis albi debet ponderare i libram, et dupplerius ii libras et quartenarius iii libras.

De mediano. — Et de eodem precio denariata panis mediani debet ponderare i libram, ii uncias et dimidiam, et dupplerius ii libras, v uncias, et quartenarius iii libras et x uncias.

De pane cum toto. — Et quando annona valet iii^{or} solidos, dantur eis xi denarii pro lucro et avariis, et tunc panis factus cum toto debet denariata ponderare i libr. et vi uncias, et dupplerius ii libr. et xii uncias, et quartenarius v libr. et ix uncias.

De pane albo. — Item quando annona valet iii sol. dantur eis xi denarii pro avariis et lucro, et tunc denariata panis albi debet ponderare xvi uncias, et dupplerius ii libras et ii uncias, et quartenarius iii libras et iii uncias.

De pane mediano. — Eodem precio debet ponderare denariata panis mediani i libr. et iii uncias et quartam, et dupplerius debet ponderare ii libr. et vi uncias et dimidiam, et quartenarius iii libr. et xii uncias.

De pane cum toto. — Et quando annona valet iii sol. et ix den. dantur eis xi denarii pro avariis et lucro, et tunc denariata panis cum toto i libr. et vi uncias et iii quartas uncie debet ponderare, et dupplerius debet ponderare ii libr. et xiii uncias et dimidiam, et quartenarius v libr. et xii uncias.

De pane albo. — Item quando annona valet iii sol. et ix den., dantur eis xi den., et tunc panis albus unius denarii debet ponderare i libr. et ii uncias, et dupplerius ii libr. et iii uncias, et quartenarius iii libras et viii uncias.

De pane mediano. — Et eodem precio denariata panis mediani debet ponderare i libr. et iii uncias et quartam predictae uncie, et dupplerius ii libr. et viii uncias et dimidiam, et quartenarius v libr. et ii uncias.

Cum toto de pane. — Et quando annona valet iii sol. et vi den., dantur eis xi denarii pro avariis et lucro, et tunc denariata panis cum toto debet ponderare i libr. et viii uncias et dimidiam, et dupplerius iii libras et ii uncias, et quartenarius vi libr. et iii uncias.

De pano albo. — Item quando annona valet iii sol. et vi den. dantur eis xi den. pro lucro et avariis, et tunc panis albi denariata debet ponderare i libr. et ii uncias et iii quartas uncie, et dupplerius ii libr. et v uncias et quartenarius iii libr. et xi uncias.

De pane mediano. — Et de eodem precio denariata panis mediani debet ponderare i libr. v uncias et quartam partem uncie, et dupplerius ii libr. et x uncias et dimidiam, et quartenarius v libr. et vi uncias.

Cum toto de pane. — Et quando annona valet iii sol. et iii den., dantur eis xi den. pro avariis et lucro, et tunc denariata panis cum toto debet ponderare i libr. et x uncias, et dupplerius iii libr. v uncias, et quartenarius vi libr. x unc.

De pane albo. — Item quando annona valet iii sol. et iii den. dantur eis xi den. pro lucro et avariis, et tunc denariata panis albi debet ponderare i libr. iii uncias et iii quartas unius uncie, et dupplerius ii libr. vii uncias et dimidiam, et quartenarius v libras.

De mediano pane. — Et de eodem precio, de pane mediano debet denariata ponderare i libr. vi unc. et dimidiam, et dupplerius ii libr. xiii uncias, et quartenarius v libr. et xi unc.

De pane cum toto. — Et quando annona valet iii sol. dantur

eis pro avariis et lucro xi den., et tunc denariata panis cum toto debet ponderare i libr. et xi uncias et dimidiam, et dupplerius iii libr. et viii uncias, et quartenarius vii libras et i unciam.

De pane albo. — Item quando annona valet iii sol., dantur eis xi den. pro lucro et avariis, et tunc denariata panis albi debet ponderare i libr. v unc., et dupplerius duas libras et x unc., et quartenarius v libras et v uncias.

De pane mediano. — Et de eodem precio de pane mediano debet denariata ponderare i libr. et viii uncias, et dupplerius debet ponderare iii libr. et unam unciam, et quartenarius vi libr. et ii uncias.

De pane cum toto. — Et quando annona valet ii sol. et ix den., pro avariis et lucro dantur xi den., et tunc denariata panis cum toto debet ponderare i libr. et xiii uncias et dimidiam, et dupplerius iii libr. et xii den., et quartenarius vii libr. et ix uncias.

De pane albo. — Item quando annona valet ii sol. et ix den., dantur undecim denarii pro avariis et lucro, et tunc panis albi debet denariata ponderare i libr. et vi uncias et quartam unius uncie, et dupplerius ii libr. et xii unc. et dimidiam, et quartenarius v libr. et x unc.

De pane mediano. — Et eodem precio debet denariata de pane mediano ponderare i libram et ix uncias et dimidiam, et dupplerius iii libr. et iii uncias, et quartenarius vi libr. et viii uncias.

De pane cum toto. — Et quando annona valet ii sol. et vi den. dantur eis xi den. ; et tunc panis unius denarii cum toto debet ponderare ii libr. et mediam unciam, et dupplerius iii libr. et unam unciam, et quartenarius debet ponderare viii libr. et ii uncias.

De pano albo. — Item quando annona valet ii sol. et vi den. dantur xi den., et tunc denariata panis albi debet ponderare i libr. et viii unc., et dupplerius iii libr. et unam unciam; et quartenarius vi libr. et ii uncias.

De pane mediano. — Et de eodem precio, denariata panis mediani debet ponderare i libr. et xi uncias et quartam, et dup-

plerius III libr. et VII uncias et dimidiam, et quartenarius debet ponderare VII libr.

De pane cum toto. — Et quando annona valet II sol. et III den., dantur eis XI den. pro lucro et avariis, et tunc panis unius denarii cum toto debet ponderare II libr. et III uncias, et dupplerius III libr. et VI uncias, et quartenarius VIII libr. et XII uncias.

De pane albo. — Item quando annona valet II sol. et III den., dantur eis XI den.; et tunc denariata de pane albo debet ponderare I libr. et IX uncias et III quartas uncie, et dupplerius III libr. et III unc. et dimidiam, et quartenarius VI libr. et IX uncias.

De pane mediano. — Et de eodem precio de pane mediano denariata debet ponderare I libram et XIII uncias et dimidiam, et dupplerius III libras et XII uncias, et quartenarius VII libr. et VIII uncias.

De pane cum toto. — Et quando annona valet II sol., dantur eis XI den. pro avariis et lucro, et tunc denariata panis cum toto debet ponderare II libr. et V uncias et III quartas uncie, et dupplerius III libr. et XI uncias et dimidiam, et quartenarius IX libr. et VIII uncias.

De pane albo. — Et quando annona valet II sol., dantur eis pro avariis et lucro XI den., et tunc de pane albo debet denariata ponderare I libram et XII uncias, et dupplerius III libr. et IX uncias, et quartenarius VII libr. et III uncias.

De pane mediano. — Et de eodem precio de pane mediano debet ponderare denariata II libr. et unam unciam, et dupplerius III libr. et II uncias, et quartenarius VIII libr. et III uncias.

De pane cum toto. — Et quando annona valet XXI denarios¹, dantur ut supra XI denarii, et tunc denariata panis cum toto debet ponderare II libr. et IX uncias, et dupplerius V libr. et III uncias, et quartenarius X libr. et VI uncias.

¹ *Et quando annona valet XXI denarios.* — De même qu'on ne fait pas de pain complet quand le grain vaut 5 sous l'émine, de même on ne fait ni du pain blanc ni du pain méjan quand il ne vaut que 21 deniers. En revanche, dans ce dernier cas, on fait du pain complet.

Ratio Paste.

Hec est ratio de pasta¹. Ponderaverunt pastam unius emine ad faciendum panem album et invenerunt quod ponderabat LXXVIII libras et VIII uncias², et constitit v sol. in annona vel frumento. Et de alia emina exivit tam in munditiis quam in receto quod valebat vi denarios.

De pasta alba. — Quinque sol. valet annona et dantur xi den. pro lucro et avariis, tunc ponderat et debet ponderare denariata paste albe xvi unc. et mediam et plus, et dupplerius xxxiii uncias. et quartenarius iii libr. et vi uncias.

Quatuor solidos et ix denarios valet annona et dantur xi den. pro avariis et lucro, tunc denariata paste albe debet ponderare xvii uncias et quartam seu parum minus, et dupplerius xxxiiii uncias et dimidiam, et quartenarius iii libr. et ix uncias.

Quatuor solidos et vi den. valet annona et dantur xi den. pro lucro et avariis, debet alba pasta denariata ponderare xviii uncias et parum plus, et dupplerius xxxvi et dimidiam, et quartenarius iii libr. et xii uncias.

Quatuor solidos et iii den. valet, dantur ut supra xi den.,

¹ *Ratio Paste.* — Le commerce de la boulangerie ne paraît pas s'être fait à Marseille à la fin du XIII^e siècle comme il se fait aujourd'hui. D'abord, on pouvait y vendre du pain sans être boulanger comme le prouve un des passages précédents (« *Et ut recto limite procedentes possent justum pondus pro singulis panibus constituere panareriis et aliis panem vendentibus...* »), ce qui est rare aujourd'hui, surtout dans une grande ville. En outre, il se faisait un important commerce de pâte de pain, puisque les administrateurs municipaux jugent à propos d'établir une taxe de la pâte après avoir établi la taxe du pain.

² *Et invenerunt quod ponderabat LXXVIII libras et VIII uncias...* — Tandis qu'une émine de blé ne donne que 62 livres et 11 onces de pain blanc, elle donne 78 livres et 8 onces de pâte de pain blanc. La cuisson fait donc subir à la pâte une perte de poids de 15 livres et 12 onces, soit environ 20,10 %. Aujourd'hui, la perte due à l'évaporation, pendant la cuisson, est évaluée à 16,50 %, et le pain doit contenir au sortir du four, de 28 à 30 % d'eau.

debet ponderare denariata paste albe i libr. iiii uncias, et dupplerius ii libr. et viii uncias, et quartenarius v libr. et i unciam.

Quatuor solidos valet et dantur xi den., debet ponderare denariata paste albe xx uncias parum minus, et dupplerius xi uncias, et quartenarius v libr. et v uncias.

Tres solidos et ix den. valet et dantur xi den. pro lucro et avariis, tunc denariata paste albe debet ponderare xxi uncias, et dupplerius xlii uncias, et quartenarius v libr. et ix uncias.

Tres solidos et vi den. valet et dantur xi den. pro avariis et lucro, et debet tunc ponderare denariata paste albe xxii uncias et quartam parum minus, et dupplerius xliiii uncias et dimidiam, et quartenarius v libras et xiiii uncias.

Tres solidos et iii den. valet et dantur xi den. pro lucro et avariis, tunc debet ponderare denariata paste albe xxiii uncias et dimidiam parum plus, et dupplerius iii libr. et ii uncias, et quartenarius vi l. et iii uncias.

Tres solidos valet dantur pro avariis et lucro xi den., et tunc debet ponderare denariata paste albe i libram et x uncias et dupplerius iii libr. et v uncias et parum plus, et quartenarius vi libr. et x uncias.

Duos solidos et ix den. valet et dantur pro avariis et lucro xi den., et tunc debet ponderare denariata paste albe xxvi uncias et tres quartas et parum plus, et dupplerius iii libr. et viii uncias et dimidiam, et quartenarius vii libras et ii uncias.

Duos solidos et vi den. valet et dantur pro avariis et lucro xi den., et tunc denariata paste albe debet ponderare i libr. et xiii uncias et tres quartas uncie une, et dupplerius iii libr. et xii uncias et dimidiam, et quartenarius vii libr. et x uncias.

Duos solidos et iii den. valet et dantur xi denarii pro lucro et avariis, tunc denariata paste albe debet ponderare ii libr. et i unciam parum minus, et dupplerius iii libr. et ii uncias, et quartenarius viii libr. et iii^{or} uncias.

Duos solidos valet et dantur xi denarii pro lucro et avariis, et tunc denariata paste albe debet ponderare ii libras et iii uncias et quartam et parum plus, et dupplerius iii libr. et vii uncias et dimidiam, et quartenarius viii libras.

Hec est ratio de pasta mediana.

De pane mediano. — Item emerunt i emina annone vel frumenti et constitit v sol., et de illa emina exivit tamen inter modilia et recetum quod fuit computatum pro tribus libris, et ita ponderavit pasta unjus emine de pane mediano in summa lxxxī libras, et propter augmentum eminarum jungimus ii libras et iiii uncias et dimidiam ¹, et ita est pondus in summa per totum lxxxiii libras et iiii uncias et dimidiam ², et de pasta illa fuerunt facte lxx denariate. Et constitit v solidos emina illa, et pro avariis et lucro dantur xi den., et tunc ponderavit denariata paste mediane xvii uncias et dimidiam parum minus, et dupplerius xxxv uncias, et quartenarius iiii libr. et x uncias.

De pane mediano. — Quatuor solidos et ix den. valet et dantur xi denarii pro lucro et avariis et tunc debet denariata paste mediane ponderare xviii uncias et dimidiam, et dupplerius xxxvii uncias, et quartenarius iiii libr. et xviii uncias.

De pane mediano. — Quatuor solidos et sex denarios valet et dantur xi denarii pro avariis et lucro, et tunc denariata paste mediane debet ponderare xviii uncias, et dupplerius xxx et viii uncias et dimidiam, et quartenarius v libras et ii uncias.

De pasta mediana. — Quatuor solidos et iii denarios valet annona, tunc debet ponderare paste denariata mediane, datis xi denariis pro lucro et avariis, xx uncias parum minus et dupplerius xl uncias et quartenarius v libras et v uncias.

De pasta mediana. — Quatuor solidos valet et pro avariis et

¹ Et propter augmentum eminarum jungimus. — Cette opération, également faite pour l'évaluation du prix de revient de la pâte de pain complet, n'a été faite ni lorsqu'il s'est agi d'évaluer le rendement en pain des trois qualités de l'émine de blé, ni lorsqu'il s'est agi d'évaluer son rendement en pâte de pain blanc. Il paraît d'ailleurs assez difficile de déterminer à quoi elle correspond.

² Ita est pondus in summa per totum lxxxiii libras et iiii uncias. — Le rendement en pain méjan étant de 72 livres, la perte subie pendant la cuisson est seulement de 13,53 %.

lucro dantur xi denarii et tunc debet ponderare denariata paste mediane xxi uncias parum minus, et dupplerius xlii uncias, et quartenarius v libras et ix uncias.

De pasta mediana. — Tres solidos et ix denarios valet et dantur xi denarii pro avariis et lucro, et debet de pasta medianâ ponderare denariata xxii uncias et quartam et dupplerius xliiii uncias et dimidiam, et quartenarius v libras et xiii uncias.

De pasta mediana. — Tres solidos et sex denarios valet et pro avariis et lucro dantur xi denarii, et tunc denariata paste mediane xxiii uncias et dimidiam parum minus debet ponderare, et dupplerius xlvii uncias, et quartenarius vi libr. et iii uncias.

De pasta mediana. — Tres solidos et tres denarios valet, dantur eis pro lucro et avariis xi denarii, et tunc denariata paste mediane debet ponderare xxv uncias, et dupplerius iii libr. et v uncias, et quartenarius vi libr. et x uncias.

De pasta mediana. — Tres solidos valet et dantur xi denarii pro avariis et lucro et tunc denariata paste mediane debet ponderare xxvi uncias et dimidiam parum plus, et dupplerius iii libras et viii uncias, et quartenarius vii libras et i unciam.

De pasta mediana. — Duos solidos et ix denarios valet et dantur xi denarii pro avariis et lucro, et tunc debet paste denariata mediane ponderare xxviii uncias et dimidiam et parum plus, et dupplerius lvii uncias, et quartenarius vii libras et ix uncias.

De pasta mediana. — Duos solidos et sex denarios valet et dantur pro avariis et lucro xi denarii, et tunc denariata paste mediane debet ponderare xxx uncias et tres quartas uncie et parum plus, et dupplerius iii libr. et i unciam et mediam unciam, et quartenarius viii libras et iii uncias.

De pasta mediana. — Duos solidos et tres denarios valet et dantur pro lucro et avariis xi denarii, et tunc debet ponderare denariata paste mediane ii libras et iii uncias parum minus, et dupplerius iii libras et vi uncias, et quartenarius viii libras et xii uncias.

De pasta mediana. — Duos solidos valet et dantur pro avariis

et lucro xi denarii, et tunc debet denariata paste mediane ponderare ii libras et v uncias et tres quartas uncie, et dupplerius iii libras et xi uncias et dimidiam, et quartenarius viii libras et viii uncias.

Hec est ratio ad faciendum panem cum toto.

Quatuor solidos et ix denarios fuit empta emina annone ad faciendum panem cum toto et exivit de dicta emina tantum inter mundina et receptum quod valebat ii denarios, et fecerunt ipsam pistam et ponderavit pasta unius emine lxxxvi libras et addiderunt ii libras et iii uncias et dimidiam pro creissemento vel augmento eminarum bladi et ita in toto debet ponderare c et i libras et xiii uncias¹, et fuerunt facte de dicta emina lxxv denariata in pasta, datis xi denariis ut supra pro lucro et avariis, debet ponderare denariata paste cum toto xxii uncias et dimidiam, et dupplerius xlv uncias, et quartenarius vi libras.

De pasta cum toto. — Quatuor solidos et sex denarios valet, et dantur ut supra undecim denarii pro lucro et avariis, tunc denariata paste debet ponderare xxiii uncias et dimidiam, et dupplerius xlvii uncias, et quartenarius vi libras et iii uncias.

De pasta cum toto. — Quatuor solidos et tres denarios valet et dantur xi denarii pro lucro et avariis, et tunc denariata paste cum toto debet ponderare i libram et ix uncias et iii quartas un-

¹ *Ita in toto debet ponderare c et i libras et xiii uncias.* — Le copiste a dû commettre une erreur en transcrivant cette partie du statut. Si nous nous en rapportons, en effet, au détail de l'opération donné pour la pâte du pain complet et conforme à celui qui a été précédemment donné pour la pâte du pain méjan, nous constatons que le poids total doit se composer de deux éléments indiqués ici, à savoir, 96 livres représentant le poids de la pâte, et 2 livres et 4 onces $\frac{1}{2}$ représentant ce qui a été ajouté « *pro augmento eminarum bladi* » ce qui fait un total de 98 livres, 4 onces $\frac{1}{2}$ et de 101 livres, 13 onces. Il est probable cependant que le scribe a omis d'inscrire ici un troisième élément représentant 2 livres 13 onces $\frac{1}{2}$, puisque 98¹ 4 onces $\frac{1}{2}$ ne donneraient que 21 onces $\frac{1}{2}$ pour un denier de pâte, au lieu de 22 onces $\frac{1}{2}$ comme l'indique notre statut.

cie, et dupplerius III libras et III uncias et dimidiam, et quartenarius VI libras et IX uncias.

De pasta cum toto. — Quatuor solidos valet et dantur pro avariis et lucro XI denarii, tunc denariata paste cum toto debet ponderare XXV uncias et III quartas uncie, et dupplerius III libras et VI uncias et dimidiam, et quartenarius VI libras et XIII uncias.

De pasta cum toto. — Tres solidos et novem denarios valet et dantur pro avariis et lucro XI denarii, tunc denariata paste cum toto debet ponderare XXVII uncias et quartam uncie, et dupplerius III libras et IX uncias et dimidiam, et quartenarius VII libras et III uncias

De pasta cum toto. — Tres solidos et sex denarios valet et dantur pro lucro et avariis XI denarii, tunc denariata paste cum toto debet ponderare XXIX uncias et plus, et dupplerius III libras et XIII uncias, et quartenarius VII libras et XI uncias.

De pasta pane cum toto. — Tres solidos et tres denarios valet et dantur XI denarii pro lucro et avariis, tunc debet denariata paste cum toto ponderare II libras et mediam uncie, et dupplerius III libras et I unciam, et quartenarius VIII libras et II uncias.

De pane cum toto. — Tres solidos valet et dantur XI denarii pro lucro et avariis, tunc debet denariata paste cum toto ponderare II libras et II uncias et dimidiam, et dupplerius III libras et V uncias, et quartenarius VIII libras et X uncias.

De pane cum toto. — Duos solidos et IX denarios valet et dantur XI denarii pro avariis et lucro ut supra, et tunc debet ponderare denariata paste cum toto II libras et III uncias et III quartas uncie et plus, et dupplerius III libras et IX uncias et dimidiam, et quartenarius IX libras et III uncias.

De pane cum toto. — Duos solidos et VI denarios valet et dantur XI denarii pro lucro et avariis, et tunc debet denariata paste cum toto ponderare II libras et VII uncias et quartam partem uncie, et dupplerius V libras minus mediam unciam, et quartenarius X libras minus unam unciam.

De pasta cum toto. — Duos solidos et III valet et dantur ut supra XI denarii pro lucro et avariis, et tunc denariata paste

cum toto debet ponderare II libras et II uncias et quartam partem uncie, et dupplerius V libras et V uncias et dimidiam, et quartenarius X libras et XI uncias.

De pasta cum toto. — Duos solidos valet et dantur XI denarii pro lucro et avariis, et tunc denariata paste cum toto debet ponderare II libras et XIII uncias et tres quartas unius uncie, et dupplerius V libras et XII uncias et dimidiam et quartenarius VI libras et X uncias.

De pasta cum toto. — Viginti unum denarios valet et dantur XI denarii pro lucro et avariis, et tunc denariata paste cum toto debet ponderare III libras et II uncias et III quartas unius uncie, et dupplerius VI libras et V uncias et dimidiam, et quartenarius XII libras et X uncias.

*Preconizatio*¹

Hoc mandamentum quod fuit preconizatum per preconem Massilie de precepto dicti domini Gregorii :

Mandaments es de nostre seignor lo Rei de Cecilia et de son Viguiier que tug li pestre et totas la pestoressas que fan, o faran, o tenran pan a vendre en Masselha, lo deian far bon e lial e de jutz pes² al pes e a la razon que lur daran li pezador del pan³ que establît son a pezar lo pan, e que totas vegadas que li pezador lo volran⁴ pezar in reconoisser non deian celar ni eicondra

¹ *Preconizatio.* — Déjà la législation marseillaise contenait des prescriptions relatives au commerce de la boulangerie ; mais elles ne sont pas accompagnées d'une taxe du pain (V. *Ant. Stat.* I, xli).

² *Lo deian far bon e lial e de jutz pes.* — V. *Ant. Stat.* I, xli : « *Si panes facti in Massilia ad vendendum... non fuerint inventi juste facti, vel non bene cocti, vel non justî ponderis...* »

³ *Li pezador del pan.* — Les *Ant. Stat.* I, xli prescrivent la création annuelle, à l'époque où sont créés les officiers municipaux, de « *quatuor probi viri et legales et idonei... qui debeant preesse et providere diligenter et omni cura super facto bladi et farine et panis in Massilia, ita quod aliqua falsitas sive deceptio aliqua in his fieri non possit.* »

⁴ *E que totas vegadas que li pezador lo volran.* — Cf. *Ant. Stat.* I, xli : « *Et qui duo viri habeant plenam potestatem quot vicibus volent inquirendi venditores bladi, et farine et panis.* »

lo pan, autz deian monstrar als pezadors tot lo pan que il auran per vendre. E qui en contra fara¹ per cascuna vegada perdrat tot lo pan que non ert de just pes e sera dels pezadors ; e tot lo pan que rescndran e que non mostraran als pezadors, e utra tot aquo pagaran per ban x soks, e sobre aco li pezador seran creut per lur sacrament e aurant la mitat del pan rescndut et la mitat del ban, e l'autra mitat sera donado als paures del Sant-Esperit², e que neguna persona non fassa pan a vendra mas de III d., et de II d., et d'un d., et de una ob.³.

*De eodem*⁴.

Item anno Domini M^o CC^o. LXXIII^o fuit factum mandamentum seu edictum ex parti illustrissimi domini regis Sicilie et dicti domini Vicarii per preconem Massilie, quod omnes pistores seu pistrices qui faciunt aut facient panem aut qui tenent panem venalem in civitate Massilie et in suburbanis Massilie debeant facere dictum panem venalem bonum et legalem ac justu

¹ *E qui contra fara.* — Cf. *Ant. Stat.* I, xli : « Addentes huic capitulo quod si panes... non fuerint inventi juste facti, vel non bene cocti, vel non justu ponderis, ... quod ille persone quarum erunt illi panes aliam penam non patientur nisi ut infra sequitur, videlicet quod frangantur panes illis personis a dictis probis viris vel ab aliquo alio jussu eorum ; quos panes illi probi viri, autoritate hujus capituli, frangere per se vel per alium suo arbitrio teneantur in duos partes, et minor pars de illis sit ipsius frangentis in penam illis cujus erat ille panis, aliam vero partem restituant seu dimittant ibi sic fractam illi cujus erat. »

² *Al paures del Sant-Esperit.* — Ce sont les pauvres secourus par la Confrérie du Saint-Esprit, ou plus exactement par la *domus hospitalis Christi pauperum Sancti Spiritus*. C'est le plus ancien établissement charitable de Marseille. Il fut fondé en 1188 par les frères du Saint-Esprit, qui achetèrent à cet effet une maison appartenant à l'abbaye de Saint-Sauveur et située sur l'emplacement qu'occupe aujourd'hui l'Hôtel-Dieu. Ce dernier nom fut donné à l'Hôpital du Saint-Esprit en 1593 au moment de sa réunion à l'Hôpital de Saint-Jacques de Galice. (V. *Inventaire-Sommaire des Archives des Hospices de Marseille*).

³ *Et de una ob.* — Le pain d'une obole n'est pas mentionné dans la taxe.

⁴ *De eodem.* — Ce qui suit est la traduction latine de la criée précédente.

ponderis, videlicet ad pondus et rationem quod et que tradetur eis a ponderatoribus panis, qui sunt vel erunt pro tempore constituti ad predictum panem legaliter ponderandum. Et qui contrafecerint amittant totum panem qui non erit justis ponderis, et erit dictorum ponderatorum panis, et quotienscumque dicti ponderatores voluerint possint ponderare ac recognoscere dictum panem, videlicet mane, et sero, et omni die et hora. Et dicti pistores et alie persone cujuscumque conditionis sint qui tenent aut faciunt panem venalem non abscondant nec abscondi faciant dictum panem nec prohibeant ponderari ubicumque fuerit dictus panis, videlicet in futuro vel alibi. Et qui contra fecerint solvant singulis vicibus x sol. regalium pro banno et amittant totum panem absconditum, de quo pane abscondito erit medietas Sancti Spiritus, et alia medietas dictorum ponderatorum. Item quod nulla persona faciat panem venalem nisi pretio III den., autem II den., autem I den., autem VIII obol. sub pena superius memorata.

Acta est hoc anno que supra.

LXVI

De lapidibus.

Ad evitandas fraudes et machinationes que huc usque commisse sunt in commercio lapidum qui venduntur civibus et habitatoribus Massilie, pro comuni et utilitate duximus amodo statuendum quod omnes et singuli lapides, qui amodo aportabuntur ad hanc Massilie civitatem vel ejus territorium venales de peireria Columpne¹ seu de quocumque alio loco, sint amodo de

¹ *De peireria Columpne.* — De la Carrière de la Couronne (V. Mistral, *Dict. Provençal-Français*, v^o *Couroudo*). C'est de cette carrière ou pierrière de la Couronne, probablement voisine du cap Couronne, que furent extraites pendant longtemps les pierres destinées à la construction des édifices et des maisons de Marseille. Cette carrière était encore exploitée au XVIII^e siècle, comme le prouve un passage du *Cérémonial* (p. 251. — *Arch. Com. de Marseille*, AA.): « Le 19 novembre 1641, César Cauvin, maître-sculpteur de cette ville, — c'était l'oncle maternel de Pierre Puget — a fait déclaration de garder et observer l'acte de transaction et

bona et sufficienti materia lapidea, et quod nisi de bona et sufficienti fuerint lapidea materia ad cognitionem et arbitrium illorum proborum virorum extimatorum parietum¹ nunc et pro tempore successive constituendorum in pretacta civitate vicecomitali Massilie destruantur seu diruantur. Et nichilominus pretium inde pro eisdem lapidibus soluturum illi vel etiam illis qui predictos lapides sic ut prefertur insufficientes emerint per venditorem eorum lapidum restituantur protinus et integre. Et insuper quod nullus lapicida seu operarius lapidis operetur seu edificet de dictis insufficientibus lapidibus ut premittitur nec etiam operari seu etiam edificari faciat. Quod si dictus operarius faceret hoc presenti statuto compellatur ad restitutionem dampni dati pro edificio sicut premittitur de insufficientibus lapidibus facto dampnum passo pro edificio prelibato.

Item statuimus similiter et firmiter observandum quod omnes et singuli lapides infrascripti², qui vendentur in predicta civitate vel ejus territorio deinceps, sint de mensuris, formis et conditionibus singulis inferius expressatis et vendi debeant precio seu precii ut specificaliter et capitulatim inferius subsequitur et aliter non videlicet debeat esse quilibet ursonus³ duorum palmorum canne⁴ et medii in longitudine et unius palmi in alto et

département par lui passé par devant Me Mille, notaire, le 30 décembre 1632, touchant la *Pierrière de la Couronne*, et qu'il sera permis et loisible, *comme il a été de tout temps*, à toutes personnes de cette ville de couper et tirer des pierres de taille en la Pierrière et partout en ladite Corone, renonçant à toute sorte d'arrentements, droits et instances. »

¹ *Ad cognitionem et arbitrium illorum proborum virorum.* — V. plus haut, statut xxiii.

² *Quod omnes et singuli lapides infra scripti qui vendentur...* — Déjà un ancien statut (III, xviii) avait fixé les dimensions que devaient avoir les pierres vendues et employées à Marseille.

³ *Quilibet ursonus.* — La signification de ce mot, que nous croyons pouvoir traduire *ourson*, ne se trouve ni dans Ducange, ni dans Littré, ni dans Mistral.

⁴ *Duorum palmorum canne.* — V. ci-dessus. statut xii, p. 19 n. 1.

leoto ¹ ad minus. — *Item lapides angulares vocati* ² debeant esse duorum palmorum in longo et unius palmi in alto et capite, et in cauda medii palmi ad minus. — *Item lapides vocati de cara* ³ debeant esse duorum palmorum in longitudine et unius palmi in alto ad minus et unius torni de leoto. — *Item quod duo lapides vocati de cara debeant dari pro uno ursono.* — *Item lapis vocatus battiporta* ⁴ debeat dari pro uno ursono, et quod ipsa battiporta debeat esse in longo duorum palmorum et in spissitudine medii palmi largi. — *Item lapis vocatus vulgariter lauzeta* ⁵ de terrassa debeat esse in longitudine duorum palmorum et medii et in amplo duorum palmorum, et quod dicta lauzeta vendendo debeat dari pro uno obolo minus quam battiporta prescripta et quod dicta lauzeta sit de solita spissitudine... *Item quod duo lapides vocati scimas* ⁶ vendendo debeant dari precio dicte battiporte, et quod dictus scimas debeat esse ad minus in longo duorum palmorum et in spissitudine ad minus medii palmi et debeat esse de leoto unius palmi et quarte partis palmi canne. — *Item et lapis vocatus brazonetus* ⁷ debeat esse in alto ad minus unius palmi canne et in longitudine et in amplitudine, scilicet quadretive unius palmi et medii, et quod dictus brazonetus debeat dari seu vendi tantum precio unius ursoni duorum palmorum et medii longitudinis. — *Item quod lapis vulgariter vocatus cabassuda* ⁸ debeat esse in longitudinem ad minus duo-

¹ *Leoto.* — De large.

² *Item lapides angulares.* — Cf. *Ant Stat.* III, XVIII. « *Et lapides angulares habeant duos palmos de longo, et unum palmum de alto, et unum palmum de testa.* »

³ *Item lapides vocati de cara.* — De cara signifie de face. — Cf. *Ant. Stat.* III, XVIII. « *Et lapides de cara habeant duos palmos de longo, et unum palmum de alto, et ad minus unum tornum de lecto.* »

⁴ *Lapis vocatus battiporta.* — Ce mot ne se trouve ni dans Ducange, ni dans Mistral.

⁵ *Lauzeta.* — Petite dalle.

⁶ *Scimas.* — Cimaïse,

⁷ *Brazonetus.* — Ce mot ne se trouve ni dans Ducange, ni dans Mistral.

⁸ *Cabassuda.* — Probablement, de tête.

rum palmorum et medii, et in alto unius palmi, et in capite grossiori unius palmi et medii, et in capite minori medii palmi, et dicta cabassuda debeat dari seu vendi tantum precio unius ursoni duorum palmorum et medii longitudinis. — *Item* tres lapides vulgariter appellati anglars debeant dari pro duobus ursonis. — *Item* lapis brazoni debeat esse in longitudine duorum palmorum canne et medii, et in leoto unius palmi et medii; et ille brazonus debet vendendo dari pro ursono et medio vel ejus precio. — *Item* dictus brazonus debeat esse in longitudine duorum palmorum et medii et in alto unius palmi canne, et debeat dari pro duobus ursonis. — *Item* lapis vulgariter dictus graza⁴ debeat esse in longo quatuor palmorum et in leoto unius palme et medii ad minus et in alto medii palmi, et debeat dari pro duobus ursonis. — *Item* lapis vocatus vulgariter mieja graza debeat esse in longo duorum palmorum et medii ad minus, et in leoto unius palmi et dimidii, et talis lapis debeat esse quadratus ab utraque parte, et quod etiam tres tales lapides debeant dari vendendo pro duobus ursonis seu etiam pro precio eorundem. — *Item* lapis vocatus lauza magna debeat esse quatuor palmorum ad minus in longo et in amplo duorum palmorum et medii, et in spissitudine medii palmi et duorum digittorum, et quod talis lauza debeat dari vendendo quatuor ursonorum. — *Item* ursonus, longitudinis duorum palmorum canne et leoti et altitudinis unius palmi debeat dari vendendo minus uno denario quam ursonus longitudinis duorum palmorum et medii non vendetur. — *Item* ursonus longitudinis trium palmorum, et leoti, et altitudinis unius palmi, debeat vendi tamen plus uno denario quam dictus ursonus duorum palmorum et medii longitudinis non vendetur. — *Item* quod lapides vocati vulgariter de cara et scimas debeant signari in capitibus tantum et non alibi, et si alibi signarentur seu reperirentur signati, auctoritate presentis hujus statuti decerminus quod ab illo seu ab illis qui eos in

⁴ *Lapis vulgariter dictus de graza.* — C'est la pierre de grès.

capitibus non signatos vendant amittantur¹, et amissi seu comissi sic Operi Ecclesie beate Marie de Acuis² civitatis predicto totaliter applicetur. — *Item* lapides duppli vocati vulgariter de tuver³ debeant esse longitudinis ad minus unius palmi et medii et altitudinis et leoti unius palmi, et quod non debeant esse de minori forma predicta, et quod debeat esse ad voluntatem emptoris vel etiam emptorum ipsorum lapidum accipere dictos lapides ad munus vel etiam per duodecim cannas milliarium. — *Item* quod lapides de milliario⁴ debeant esse in longo et leoto unius palmi et in alto unius torni, et quod ulterius sit in voluntate emptoris vel etiam emptorum eosdem lapides de milliario accipere emendo ad numerum vel etiam per sex cannas quadratas milliarium, et etiam quod lapides predicti de milliario non debeant esse de minori forma proxime dicta.

Item addimus insuper similiter et firmiter perpetuo observandum quod peirerii extrahentes lapides vel lapidum extractores⁵ de Collumpna seu de quocumque alio loco, extrahentes nunc vel in futurum lapides vendibiles in civitate vicecomitali Massilie vel ejus territorio, teneant promittere et jurare in Curia civitatis predictae semel annis singulis accedendi, complendi omnia et singula contenta tam in forma proxime precedentis statuti prescriptos capitulos continentis quam in forma pretacta antiqui statuti alias ut pretangitur facte « super lapidibus vendendis in Massilia et ejus territorio »⁶, et se et bona sua obligare habita et

¹ Quod ab illo seu ab illis qui eos vendant... amittantur. — Cf. III, XVIII : « Et qui contra fecerit amittat lapides vel extimacionem eorum et precium emptori reddere compellatur. »

² Operi Ecclesie beate Marie de Acuis. — L'œuvre de l'Église de N. D. des Accoules.

³ De tuver. — De tuf (?).

⁴ Lapidés de milliario. — Cf. III, XVIII : « Et lapides de milliario unum palmum de longo et unum tornum de alto a torno usque ad unum palmum de lecto. »

⁵ Quod peirerii extrahentes lapides. — Cf. III, XVIII. « Et illi qui extrahunt lapides jurent semel in anno predicta. »

⁶ Antiqui statuti. — C'est le statut III, XVIII.

habenda Curie civitatis predictæ, et ejus statutis factis et faciendis et etiam se supponere perpetuo predictis Curie et statutis, prout etiam se supposiverint aliqui certi de predictis extrahentibus ut continetur inter cetera quodam documento scripto manu Johannis de Gompinas notarii Massilie publici ¹, sub anno Domini millesimo, trecentesimo quinto decimo, indictione tertia decima, ydibus aprilis, hora ipsius diei circa tertiam.

Item et pari modo hujus presentis forme statuti predictos capitulos continentis vigore jurare teneantur semel annis singulis in dicta Curia et ad requisitionem predictæ Curie venditores lapidum predictorum in Massilia et ejus territorio ut omnia et singula contenta tam in proxime scripta forma precedentis statuti quam in alia predicta forma antiqua inviolabiliter accendat et observet sub omni renunciacione juris et obligatione et cautelis.

Item tenore presentis statuti duximus ordinandum et perpetuo observandum quod quicumque in civitate Massilie vel ejus suburbii vendet vel tenebit ad vendendum mensurando calcem ², teneat mensuras consuetas et legales videlicet eminam, panalam ³ et carteriam ⁴, mensurando cum emina ementibus eminam, et cum panali ementibus panalam, et cum carteria ementibus carteriam; nec liceat vendentibus pro duabus panalibus mensurare eminam ⁵, vel e converso duas panales pro una emina, et sic de

¹ *Johanni de Gompina*. — *La Généalogie des notaires de l'arrondissement de Marseille*, publiée par la Chambre des Notaires, ne contient pas le nom de Jean de Gompine.

² *Quod quicumque... vendet vel tenebit ad vendendum mensurando calcem*. — V. ci-dessus, statut xlvi.

³ *Panalam*. — Le Panal, mesure de capacité, en usage à Marseille. Du Cange (v^o *Panala*): « *Id est mensura frumentaria quæ saumata seu oneris equi sagmarum est decima.* » La valeur du Panal est déterminée dans le statut.

⁴ *Carteriam*. — Quarteron ?).

⁵ *Nec liceat vendentibus pro duabus panalibus*. — Malgré cette interdiction, le panal était la deuxième partie de l'émine, et le quarteron en était le quart.

carteriis, scilicet carterias quatuor pro emina, nec duas carterias pro panali.

LXVII

Additio de Malis debitoribus.

Addimus statuto novo facienti mentionem de malis debitoribus in carcerem regium intrudendis¹, quum multi debitores volentes detentionem hujusmodi carceris evitare per bonorum cessionem intendunt frequenter cedere boni et sic vel non intrudi vel a dicto carcere relaxari. Idcirco ordinamus et statuimus firmiter observandum ut quamvis debitores bonis cesserint et cedant bonis suis nichilominus in carcerem regium intrudantur, tamdiu in eo carcere moraturi donec fuerit eorum creditori de debitis in integrum satisfactum.

Predicta siquidem statuta nova facientia mentionem de lapidibus, calce mensuranda et de malis debitoribus carcerem intrudendis, fuerunt lecta et recitata in Consilio generali ville vicecomitalis Massilie per Bartholomeum de Salinis, notarium, scribam tribunalis Palatii, presentibus ibidem viris nobilibus domino Guillelmo Alamani, gerente vices viri magnifici domini Guillelmi de Belsemlant, militis, Vicarii Massilie, et domino Andrea de Crota, iudice Palatii ibidem, et per dictum Consilium approbata et confirmata, salvo ipsi Consilio jure addendi, diminuendi, mutandi, corrigendi et in totum tollendi, si et quatenus dicto Consilio videbitur expedire, anno Domini millesimo trecentesimo quinto decimo, die tertia et decima mensis Augusti, tercie decime indictionis.

Ego vero memoratus Bartholomeus de Salinis, notarius, hec et scripsi.

LXVIII

De averibus caprinis.

Ad honorem Dei et beate gloriose Marie, semper virginis, matris ejus, et omnium Sanctorum, ad conservationem bonorum

¹ *Addimus statuto novo.* — V. plus haut, statut XVIII.

et rerum hominum Civitatis Massilie, ut Universitas propter privatum commodum non gravetur, statuimus et ordinamus presenti statuto quod nullum avere caprinum seu avera caprina intra terminos averorum¹ Civitatis vicecomitalis Massilie venire, stare, pascere, habitare, seu moram aliquam facere audeat nec presumat, nec per personam aliquam ullo unquam tempore conducantur nisi hoc esset eundo et redeundo recto tramite per stratas publicas seu caminos, non se ab ipsis in aliquo diviando, et predicta vendicent sibi locum cum venerint vel redierint de nundinibus vel de foro vel de alias undecumque vel veniendo ad Civitatem Massilie ut premittitur recto tramite ad macellum, excepto quod quisque unam vel duas capras pro eorum necessitatibus videlicet infirmitatis, vel lactandi pueros tenere possit infra Civitatem Massilie vel ejus suburbia. Et quilibet contra faciens solvat bannum x librarum regalium contentum in statuto alio² de averis extra territorium Massilie exeundis solvendarum ut banna alia more solito persolvuntur, remanentibus ipso statuto et aliis statutis majores penas in casu simili imponentibus si qua sunt et penis in eisdem contentis in eorum roboris firmitate, ita quod per presens statutum eisdem in aliquo non sit propterea derogatum.

Quod quidem statutum sic de novo factum demum valere volumus tenere et inviolabiliter observari si non fuerit in diminutionem reddituum domini nostri regis³. Quod si fuerint, eo casu sit cassum et vanum et nullam habeat roboris perpetui firmitatem, et salvo etiam et retento Consilio civitatis Massilie

¹ *Intra terminos averorum.* — Un statut précédent (xliii) interdit de laisser séjourner les troupeaux sur le territoire de Marseille, depuis le commencement du mois de mai jusqu'à l'octave de la Saint-Michel.

² *Contentum in statuto alio...* — C'est le statut xliii, cité ci-dessus.

³ *Si non fuerit in diminutionem reddituum domini nostri regis...* — Ceci est, pour ainsi dire, une réserve de droit public, c'est-à-dire qu'elle est conforme aux *Chapitres de Paix* (art. xlii), qui ordonnent l'élection de six prudhommes chargés de rédiger de nouveaux statuts ou de réformer les anciens, « *salvo tamen quod per ipsa statuta non minuatur dominium, honor, vel seignoria domini Comitis vel ejus redditus* »

generali larga et plenaria potestate dictum statutum mutandi, corrigendi, emendandi, vel in totum tollendi etiam et cassandi.

Predictum siquidem statutum novum de capris extra territorium Massilie averorum exeundis et tenendis faciens mentionem, in Consilio generali Massilie per me Guillelmum Monnerii, notarium et scribam dicte Curie, recitatum in presentia viri nobilis et discreti domini Guillelmi de Thonsis, judicis Curie Palatii Massilie et locum tenentis domini Petri Audeberti, militis, Vicarii, ibidem fuit per ipsum Consilium cum premissis **prestationibus confirmatum** sub anno Domini M^o CCCXIX^o, II^o Indictione, die quarta septembris.

Ego Guillelmus Monnerii, notarius, hec scripsi.

LXIX

De Consule Neapolitano.

Item statuimus et ordinamus ad omnen discordiam removen-
dam presenti statuto perpetuo valituro quod de cetero Consul
Neapolis¹ eligatur tempore quo officiales alii eliguntur per

¹ *Consul Neapolis.* — Depuis longtemps les Marseillais avaient l'habitude d'avoir des Consuls, c'est-à-dire des citoyens de leur ville chargés de veiller aux intérêts de leurs concitoyens à l'étranger. Déjà, un ancien statut (I, XVIII) traite « *de Consulibus extra Massiliam constituendis* » et les *Chapitres de Paix* (art. XLVIII) prescrivent certaines dispositions nouvelles « *de Consulibus eligendis in viagiis et per quos eligi debeant.* » Mais ni le statut, ni les *Chapitres de Paix* ne mentionnent d'une façon particulière le Consul de Naples. Le statut I, XVIII, promulgué antérieurement aux *Chapitres de Paix*, s'occupe particulièrement des Consuls établis dans ce qu'on appellera plus tard les Echelles du Levant, où déjà les Marseillais avaient d'importants intérêts engagés (V. Blancard, *Documents inédits sur le Commerce de Marseille au Moyen âge*). D'ailleurs, ces Consuls établis en Syrie, à Alexandrie, Ceuta, Bougie, etc., étaient des agents temporaires, élus pour la durée d'un voyage et dont les fonctions expiraient à la fin de ce voyage. Le statut I, XVIII et les *Chapitres de Paix* parlent toujours, en effet, des Consuls établis ou à établir « *in viagiis.* » Ils devaient, d'ailleurs, être choisis parmi les marchands de Marseille qui faisaient du commerce dans la région même où ils étaient chargés d'exercer leurs fonctions : « *Quod illi consules sint de melioribus facundia, et*

dominum Vicarium cum consilio Sex Proborum, et quod suum

discrecione, et probitate, et honestate ad honorem et utilitatem comunis Massilie, ex illis qui tunc tempore ad dictas partes traficarent. » (*Ant. Stat.* I, XVIII). Leurs fonctions étaient, à la fois, des fonctions de police et des fonctions de protection. Ils devaient empêcher notamment, les entremetteuses (*meretrices*) de s'établir dans le comptoir dont ils avaient la surveillance, et ils pouvaient, avec le concours de conseillers, porter des condamnations contre leurs concitoyens coupables d'infractions aux lois de Marseille, les condamnés pouvant, d'ailleurs, en appeler devant le Recteur de la ville une fois de retour de leur voyage. Les Consuls devaient aussi veiller à ce qu'il ne se fit dans les Comptoirs des Marseillais d'autre commerce que celui des marchandises et des produits marseillais, en particulier qu'on n'y vendît pas d'autre vin que celui provenant des vignes de Marseille. A l'époque où fut délibéré ce statut, les Consuls étaient désignés par le Recteur, assisté des Syndics et Clavaires de la Communauté et des Semainiers des Chefs de Métiers. Les *Chapitres de Paix* ordonnent qu'ils seront choisis désormais par le Viguiier, assisté des six prudhommes chargés de concourir avec lui à l'élection des autres officiers de la ville.

Mais parmi ces Consuls, il n'est pas question d'un Consul particulier pour Naples. C'est que, dans la première partie du XIII^e siècle, où furent rédigés les *Antiqua Statuta*, et même en 1257, où furent arrêtés les *Chapitres de Paix*, les relations entre Marseille et Naples n'étaient pas autrement importantes. Depuis, il s'est passé un événement qui a dû les rendre plus actives et plus suivies, ou qui, du moins, en a changé la nature. En 1266, en effet, le Comte de Provence est devenu roi de Sicile et de Naples. Sans doute, il a perdu la Sicile après la révolte des Vêpres Siciliennes (1282), mais, depuis 1302, la maison d'Anjou-Provence est reconnue comme souveraine du royaume de Naples. Naples est donc la capitale officielle du Suzerain de Marseille.

Ce prince a voulu que des relations suivies s'établissent entre les deux villes les plus importantes de ses Etats. Charles d'Anjou a, en effet, donné aux Marseillais une *loge* à Naples. Cette loge est devenue le centre d'une colonie marseillaise à la tête de laquelle a été placé le Consul napolitain dont il est question dans notre statut. Les successeurs de Charles d'Anjou ont confirmé aux Marseillais la possession de cet établissement dont ils ont pris l'entretien à leur charge : cela ressort d'un document du *Livre Noir* (fo 39 v^o). C'est une lettre de la reine Jeanne, du 2 août 1366, qui confirme et qui reproduit deux lettres plus anciennes de Charles II. L'une, datée de Tarascon le 14 janvier 1291, et adressée au fils du roi, son Vicaire général en Sicile, s'exprime ainsi : « *Cum igitur dona-*

debeat incipere officium in festo Sancti Egidii¹ per annum continuum duraturum, statuto facto de Consulibus² in contrarium non obstante.

Quod quidem statutum sic de novo factum demum valere volumus tenere et inviolabiliter observari, si non fuerit in diminutionem reddituum domini nostri regis ; quod si fuerit, eo casu sit cassum et vanum et nullam habeat roboris perpetui firmitatem ; et salvo etiam et retento Consilio Civitatis Massilie generali larga et plenaria potestate dictum statutum mutandi, corrigendi, emendandi vel in totum tollendi etiam et cassandi.

Anno et die premissis et suprascriptis protestationibus semper salvis, fuit confirmatum dictum statutum ut suprascriptum est.

Ego Bartholomeus de Salinis, notarius et scriba Palatii, hec scripsi.

cionem et concessionem factam olim eidem Civitati Massilie per clare memorie dominum patrem nostrum de quadam logia existente in Civitate nostra Neapoli, eidem Civitati Massilie, ex certa sciencia et speciali gracia, duxerimus confirmandam jure cujuslibet alterius semper salvo, filiacioni tue precipiendo mandamus quatenus homines prefate Civitatis Massilie predictam logiam tenere et possidere pacifice permittas, ipsosque in possessionem ipsam nec molestes nec paciariis a quibusvis officialibus aliisve fidelibus nostris indebite molestari. » La seconde lettre était ainsi conçue : « *Exposuerunt nobis Consul et Universitas hominum Massilie in Civitate Neapolitana morancium quod ipsi nuper pro reparanda eorum logia jamdudum sibi per clare memorie dominum patrem nostrum in eadem Civitate concessa...* » Ces lettres expliquent l'importance que les Marseillais attachaient au Consul de Naples et les mesures prises par les statuts pour réglementer l'élection de cet officier, en qui s'incarnait l'autorité municipale à l'étranger et qui était, en même temps, le représentant permanent et officiel de leur ville auprès du roi de Naples, Comte de Provence et Seigneur de Marseille.

¹ *In festo sancti Egidii.* — La fête de Saint-Gilles était célébrée le 1^{er} septembre.

² *Statuto facto de Consulibus.* — Il s'agit sans doute du statut I, xviii « *De Consulibus extra Massiliam constituendis* », dont nous avons précédemment parlé.

LXX

Super facto et banno bovum.

Presenti statuto ordinamus quod quodlibet animal seu animalia bovinum seu bovina quod seu que fregerint seu frangent talam seu bannum¹ in territorio civitatis vicecomitalis Massilie, quod dominus dicti animalis seu animalium teneatur solvere pro quolibet animali et vice qualibet de die quinque solidos et de nocte viginti solidos², et ultra domino vel domine possessionis tantum pro tala quantum pro banno, et custos dicti animalis sic bannum comitentis seu frangentis vice qualibet qua intrabit alienam possessionem solvat penam banni contentam in statuto loquenti « qui intrabit alienam possessionem. »³

De eodem. — Item quod voce preconia per civitatem Massilie publice preconizetur die prima marcii, quando fiet preconizatio averium minutorum, quod omnes macellarii⁴, et noireguerrii et custodes animalium bovinorum quelibet, et alie persone habentes bovem vel boves, vacam vel vacas, aut quelibet alia animalia bovina in territorio Massilie, ipsum bovem vel boves, vacam vel vacas, aut quelibet alia animalia bovina eicere seu eici facere teneantur hinc ad octo dies tunc proxime venturos de territorio

¹ *Quod seu que fregerint seu frangent talam seu bannum.* — Ce statut a pour objet l'application au gros bétail des prescriptions contenues dans des statuts précédents, notamment aux statuts XLII et XLVIII, et s'appliquant au petit bétail et aux troupeaux de chèvres.

² *De die quinque solidos, et de nocte viginti solidos.* — Les anciens statuts *De banno* font, en effet, une distinction entre les infractions commises de jour et les infractions commises de nuit, celles-ci étant plus sévèrement punies que celles-là. (V. *Ant. Stat.*, V, XIX).

³ *In statuto loquenti* : « *Qui intrabit in alienam possessionem.* » — V. plus haut, statut xxxv, p. 71, n. 1.

⁴ *Quod omnes macellarii.* — Comme au paragraphe précédent c'est l'application au gros bétail des prescriptions contenues aux statuts XLII et XLVIII : c'est notamment la même amende de 10 livres appliquée aux propriétaires ou gardiens de troupeaux qui auront contrevenu à ces prescriptions.

Massilie sub pena banni decem librarum ; et quod ipsa animalia bovina non redeant, nec alia de novo immittere nulla persona infra territorium civitatis vicecomitalis Massilie nisi demum transactis post festum sancti Michaelis octo diebus non presumat aliquammodo seu atemptet et sub pena predicta, cujus pene terciam partem accusans habebit, et dominus noster Rex, seu ejus Curia, aliam terciam partem, et districtores bannorum dicte civitatis vicecomitalis Massilie aliam terciam partem dicte pene habebunt, salvo et excepto omni animali bovino de labore agricultare¹ quod laboraverit in dicto territorio Massilie in anno trasacto per xl dies, vel aliis etiam salvis et exceptis bovinis animalibus que disponentur vel intruderentur facere laborari tunc in presenti anno in territorio Massilie per tempus supra expressum. Et ista animalia bovina que disponentur retinere vel alia duci facere ad territorium Massilie causa laborandi per tempus supra dictum xl dierum possint in dicto territorio remanere absque pena banni predicti decem librarum qua prohibetur de ipsis animalibus dictum territorium non intrandis, dum tantum dominus vel domini, custos seu custodis ipsorum animalium bovinorum, que de novo mittentur infra dictum territorium pro laborare, prius satisdederint ydonee coram bannorum civitatis vicecomitalis Massilie districtoribus quod illa animalia non macellabunt, sive interficient, seu macellari seu etiam interfici facient causa vendendi in macellis vel aliter, nec illa eicient vel eici patientur de dicto territorio, sed in dicto territorio laboraverint per terminum supra dictum sub pena predicta ; salvo tamen quod liceat unicuique adducere animalia bovina ad civitatem Massilie causa macellandi vel ea ducendi ad forum recta via pariter sine devio et mora aliqua prostrahenda, absque pena

¹ *Salvo et excepto omni animali bovino de labore agricultare.* — V. également ci-dessus, stat. XLIII, l'exception faite au sujet des chevaux qui pourront être ramenés et rester à Marseille du 1^{er} juin au 1^{er} août « *ratione necessitatis messium* », et st. LXVIII, l'exception faite au sujet des chèvres que leurs propriétaires pourront garder chez eux, au nombre de une ou deux, « *pro eorum necessitatibus, videlicet infirmitatis vel lactandi pueros.* »

banni predicti superius expressata ; salvo tamen quod liceat cuilibet de civitate vicecomitali Massilie habenti laborem seu affarem¹ in territorio Castri Sancti Macelli² vel alterius loci in quo labore seu affari teneat bestias bovinas, ipsas bestias introducere usque ad numerum quinque animalium infra territorium civitatis Massilie et suas proprias terras, vel etiam quas teneret ad fachariam³, vel alias terras, quascumque sine fraude laborare sine pena supradicta possit, in continenti laboratis dictis terris suis vel francharie teneatur ipsa animalia bovina extra territorium Massilie eicere sub pena predicta.

Item quod omnis persona que habeat vel teneat quocumque tempore anni animalia bovina in territorio Massilie, faciat singulis animalibus unam bonam sonalham de ferri sonantem, sub pena banni quinque solidorum pro quolibet animali et vice qualibet.

Item quod nullum animal bovinum portet sonalham clausam vel sine matallo, sub penis supra proxime expressatis, quarum penarum accusatori tertia pars et domino nostro regi seu ejus Curie aia tertia pars, et districtoribus banni dicti territorii alia tertia pars applicetur.

Item quod omnis persona cujuscumque conditionis sit tenens animalia bovina causa agricultandi infra dictum territorium Massilie infra tempus supra designatum, ab octo diebus mensis marcii usque ad octo dies post festum Sancti Michaelis, non presumat, introducat seu actemptet introducere nisi dumtaxat usque ad numerum animalium quinque bovinorum sub pena et nomine pene pro quolibet animali et vicequalibet decem libra-

¹ *Affarem*. — Tout ce qu'on possède, le bien avec toutes ses dépendances. (V. Mistral, *Dict. Provençal-Français*).

² *Territorio Castri Sancti Macelli*. — Le Château de Saint-Marcel était construit sur les hauteurs qui dominent le faubourg actuel de Saint-Marcel, dans la banlieue S.-E. de Marseille ; les habitations y étaient groupées au pied des remparts. Dépendance de la vicomté de Marseille, il resta dans la famille des Baux jusqu'à ce que la reine Jeanne s'en fût emparée pour en faire don à la commune de Marseille, le 19 mars 1358.

³ *Ad fachariam*. — Facherie, bien cultivé par un colon partiaire.

rum, cujus pene tertia pars attribuitur accusanti, et alia tertia pars domino nostro regi seu ejus Curie, reliqua tertia pars districtoribus banni dicti territorii applicetur.

Item quod omnis persona volens habere seu tenere animalia bovina infra dictum territorium causa laborandi, ut superius dictum est, videlicet ab octo diebus marcii usque ad octo dies post festum Sancti Michaelis, teneatur habere de duobus vel tribus usque quinque animalia ad minus custodem unum et sine illo non stent.

Item quod quilibet predictorum habentium boves predictos teneantur ipsos boves vel bovem, vacam vel vacas tenere de nocte infra clausuram, videlicet ab octo diebus in mensem marcii usque octavam feste Sancti Michaelis, et hoc intelligatur quod illi boves qui venerint ad civitatem Massilie sint infra clausuram ante sonum campane pulsate et exiciant ad auroram⁴; et illi qui remanebunt in territorio sint infra clausuram de die et exire sub pena xx solidorum pro quolibet.

Item quod districtores banni teneantur eorum sacramento et sub pena centum solidorum Curie applicanda si contrafecerint facere antequam dividant bannum solvi talas, et qui passus fuerit damnum per aliquas personas, vel aliquam bestiam grossam seu aliam minutam.

LXXI

De banno et tala.

Ordinamus presenti statuto quod si tala aliqua fieri contingat in territorio ville vicecomitalis Massilie vel banna inferi per aliquod avere lanutum, vel cabrinum, vel animalia bovina, vel porchos, vel alia animalia grossa de fero, vel per quamcumque personam in quocumque tempore, teneatur dominus vel domina illius averi, ejus etiam custos et avere sit obligatum, et ille qui

⁴ *Et hoc intelligatur.* — V. ci-dessus, statut XLIII, l'obligation de tenir les troupeaux hors du territoire de la ville « *post solis occasum vel postquam videretur seu cogitaretur quod esset solis occasum,* » et de ne pas les y faire rentrer « *ante ortum solis.* »

fregerit bannum vel talam teneatur solvere domino vel domine
cujus erit possessio tantum de tala sicut de banno.

Decernentes etiam quod dictum avere et dominus, seu domina,
ac etiam custos dicti averis teneantur et debeant solvere ban-
num predictum et talam predictam et in modum predictum,
transeundo camini vel non pro singulis possessionibus in quas
avere intraverit committens bannum ipsum, et si plus assenderet
tala quam bannum ipsum, seu major esset, et super hoc dominus
vel domina possessionis requireret ipsam talam extimari, quod
extimetur dicta tala per probos extimatores talarum banni tunc
tempore electos et solvatur juxta extimationem ipsorum.

Addentes quia dolus seu fraus comititur inmistendo avera
macellariorum et aliorum banna frangensium, quod quilibet
macellarius vel noireguerus inmistens, tenens avere suum cum
avere aliorum seu alterius macellariorum vel noiregueriorum,
ita quod totum avere simul faciens unum trop⁴ solvat quilibet
dominus vel domina averis ipsius bannum fractum et talam
factam quam avere suo, ac si per se solum tropum faceret et pro
tropo etiam habeatur.

LXXII

De Candelariis seu operatoribus cere.

Presenti constitutione ordinamus quod quilibet qui amodo
operabitur de cera in Civitate ville vicecomitalis Massilie vel
ejus districtu possit et valeat operari brandona et cereos ponderis
unius libre vel plus de cera veteri et coporire² de nova cera ; et
quod teneatur illa brandona et cereos signare circumquaque in
parte inferiori de cera viridi amplitudinis quatuor digitorum ;
et venditor teneatur dicere et denunciare emptori dictorum
brandonum vel cereorum quod ipsa brandona vel ceri sint de
cera veteri et vendere pro cera veteri.

⁴ *Unum trop.* — Mal, dégât.

² *Coporire.* — Espèce de cire ou de torche, que Ducange traduit
Couper au mot *Coponum*.

Et omnia opera que operabunt de cera dictis operariis liceat operari de cotono novo et sufficienti undecumque fuerit, et possint candelas pojesales facere quatuor filorum simplicium cotoni primi penis. In alio statuto¹ et in omnibus aliis rebus de operariis cere ordinatis in sua firmitate manentibus, et contra omnes et singulos qui contra predicta seu aliquid predictorum tegerint sibi locum vendicantibus, adjicientes quod si aliquis vel aliqui operarii predictorum de cera veteri operabitur in predictis brandonis vel cereis coperiendo de cera nova, absque dicto signo de cera viridi quatuor digitorum, et tenuerint eos vel ea fieri operata vel operatos, puniantur in amissione dicte cere sic operate, cujus tertia pars applicetur accusatori et due partes officialibus positis super dictis operibus cere.

Supra dicta statuta fuerunt per Consilium generale civitatis vicecomitalis Massilie, in aula regii palatii ad vocem preconis et sonum campanum more solito congregatum, existentibus inibi nobilibus et discretis viris Bonifacio de Castellana, olim et tunc Vicario, et domino Guillelmo Calladerii, olim et tunc Judice Palatii, ibidem juribus et honoribus domini nostri Regis in omnibus semper salvis et salvo et retento dicto Consilio jure addendi, diminuendi, mutandi et in totum tollendi si dicto Consilio videbitur expediri, Pacis Capitulis in omnibus semper salvis, protestato etiam per ipsum Consilium quod si dicta statuta facerent aut viderentur in aliquo contra capitulorum Pacis formam, statutaque et libertates Massilie, quod pro non factis, non confirmatis, non scriptis et non receptis penitus habeantur, prout in Consiliorum Cartulario continetur. Anno Domini MCCXXXIV, III^e Indictionis. die XIII mensis octobris.

Anno² et die quibus supra proxime permissis et suprascriptis prestationibus semper salvis fuit confirmatum dictum statutum, seu confirmata dicta statuta, ut supra scriptum est, et in publico parlamento successive publicata, presente et audiente omni

¹ *In alio statuto.* — V. plus haut, statut xxxii.

² *Anno et die quibus supra.* — Ce paragraphe est écrit d'une écriture cursive différente de celle qui précède et de celle qui suit.

populo inibi congregato ad sonum campane et voce preconia, ut est moris, per me Johannem de Amirato, notarium infrascriptum, in quorum omnium testimonium premissorum, ego, dictus Johannes de Amirato, notarius Curie Palatii Massilie, hic me subscripsi et signo meo signavi.

LXXIII

De sex probis viris¹ qui de seyzeno in seyzenum permutantur.

Contigit distributiva justitia ut collationes officiorum hujus civitatis Massilie circumspecta Providencia equis et non fictis electionibus conferantur, quum benivolencia augetur in civibus dum communia beneficia promerentibus parciuntur, sublatis astutis et dolosis anfractibus qui pro officiorum hujus civitatis obtentu noscuntur hactenus irrogati. In eo inter cetera quod aliqui ex hujus civitatis civibus domos in diversis seyzenis² habentes animati tractatus tempore electionis officialium civitatis hujus ut de seyzeno se transferentes in seyzenum citius officium sex proborum virorum, cum quorum consilio juxta formam Capitulorum Pacis et libertatum Massilie electiones fiunt officialium per dominum Vicarium, valeant obtinere et aliis preferantur, ad hujus modi labem ambisiositatis et usurpationis vitan-

¹ *De sex probis eligendis.* — V. plus haut, statut xxix.

² *In diversis seyzenis.* — Au Moyen Age, le territoire de Marseille, — la ville Inférieure, — était partagée en six quartiers ou *sixains*, dont les limites furent peut-être changées après la réunion de la Ville Supérieure à la Ville Inférieure en 1348. Ces sixains étaient ceux de Saint-Jean, des Accoules, de la Draperie, de Saint-Jacques, de Saint-Martin et de la Calade. A la fin du xve siècle, leur nombre fut réduit à quatre (Corps-de-Ville, Blanquerie, Cavaillon et Saint-Jean) et cette subdivision persista jusqu'en 1789, malgré les agrandissements successifs de la ville. — Il est probable que chacun des six prudhommes devait appartenir à chacun des six quartiers ; peut-être même est-ce parce que le territoire de la ville était divisé en six quartiers, qu'il y avait six prudhommes et six *statutarii*.

dam¹ pro cultu equitatis, amoris et pacis, duximusque statuto presenti firmiter perpetuo ordinandum quod in electionibus que fient inantea officialium civitatis hujus Massilie per dominum Vicarium cum consilio sex proborum virorum, nullus de sex probis viris eligendis qui habent consulere dicto domino Vicario super electionibus officialium civitatis hujus possit eligi, nisi sit habitator seyzeni in quo eligitur et steterit domicilium suum faciendo et tenendo in illo seyzeno ante scilicet electionem ipsius electi per unum annum precedentem proxime anni in quo ipse probus de numero sex esset electus, et teneatur continuare sicut et antea habitationem illius seyzeni in quo tali electione gauderet per totum annum in quo electus fuerit proprio juramento.

LXXIV

*De Consule Neapolis eligendo singulis annis de seyzeno
in seyzenum seriatim.*

Item duximus perpetuo firmiter ordinandum quod in electione Consulis Neapolis² de cetero eligendi, vitantes specialitates et preferencias que de uno seyzeno potius fiunt quam de aliis, servetur paritas et regula honestatis, amorque constandus inter cives Massilie roboretur, videlicet quod fiat quolibet anno deinceps electio ipsius Consulis gradatim et seriatim sine intermissione videlicet de seyzeno in seyzenum, iniciando anno seu electione proxime et primo futura electionem ipsius Consulis in seyzeno Sancti Johannis³, et alio anno in seyzeno beate Marie

¹ *Ad hujus modi labem ambisiositalis.* — C'est une nouvelle précaution prise contre les six membres de cette commission, investis d'une attribution considérable, qui vient s'ajouter à celle qui a été déjà édictée par un ancien statut (V. lvi), à savoir qu'un citoyen, qui aura déjà rempli cette charge ne pourra en être investi de nouveau qu'après qu'il se sera écoulé trois années depuis l'expiration de son premier mandat.

² *In electione Consulis Neapolis.* — V. ci-dessus le statut lxi et le statut précédent.

³ *Sancti Johannis.* — Le sixain ou quartier de Saint-Jean, tirait son

de Acuis¹, et alio anno in seyzeno Draparie², et alio anno in seyzeno Sancti Jacobi³, et alio anno in seyzeno Sancti Martini⁴ et alio anno in seyzeno Callate⁵, et sic per ordinem omni tempore in revolutionibus annorum fiat et procedatur in electione annui Consulis Neapolis, hoc cauto et ex nunc in antea perpetuo declarato quod Consul ille electus per annum illum quo electus fuerit domicilium fecerit seu tenuerit in seyzeno illo et ibidem continuet stagiam suam tamdiu donec accesserit ad suum officium exercendum, post cujus Consulis recessum familia sua teneatur per totum annum habitare in seyzeno illo.

nom de l'église de la Commanderie de Saint-Jean de Jérusalem construite à l'entrée du port de Marseille. Ce quartier comprenait la partie occidentale de la ville qui bordait la mer, autour de l'endroit où s'élève aujourd'hui le fort Saint-Jean, construit en 1664 sur l'emplacement même de l'église.

¹ *Beate Marie de Acuis*. — Le quartier des Accoules occupait la partie haute de la Ville Inférieure, située autour de l'église de Notre-Dame des Accoules. Réuni dans la suite à celui de la *Draperie*, il forma le quartier du Corps-de-Ville.

² *Draparie*. — Ce quartier comprenait la partie basse de la ville, voisine de l'Hôtel de Ville actuel, où étaient réunies la plupart des marchands drapiers, dans les deux rues qui portaient ce nom, *Carrerìa Draparie superioris* et *Carrerìa Draparie inferioris*.

³ *Sancti Jacobi*. — Le sixain de Saint-Jacques ou de Saint-Jaume tirait son nom de l'église *Sancti Jacobi de Correcarie*, construite dans le voisinage de la rue de la Corroierie ou *Cuiraterie* Vieille. Cette rue limitait à l'est les deux rues de la Draperie. Le sixain de Saint-Jacques, qui comprenait la partie sud-est de la ville, fut incorporé au xve siècle au quartier de Blanquerie.

⁴ *Sancti Martini*. — Le sixain de Saint-Martin comprenait la partie nord-est de Marseille, groupée autour de l'église Saint-Martin. Il fit aussi partie du quartier de Blanquerie.

⁵ *Seyzeno Callate*. — Le sixain de la Calade, qui devait son nom à la Porte de la Calade, occupait la partie orientale de la ville, à laquelle on donna parfois dans la suite le nom de quartier des Augustins. Il était situé à l'extrémité de la ville opposée à la mer, et touchait aux terrains sur lesquels s'est étendue la Marseille moderne.

LXXV

*De ponderatoribus panis et mensuratoribus vini et olei eligendis
de suo seyzeno.*

Item hoc statuto decernimus quod nullus ponderator panis¹ et mensurator vini et olei² possit eligi nisi de seyzeno³ in quo inhabitat et habitaverit saltem per annum ante electionem suam, videlicet per annum illum quo electus fuerit et continuet habitationem suam cum familia per totum annum quo officium suum durabit in seyzeno illo in quo electus fuit.

LXXVI

De tercio syndico eligendo.

Quia impossibilitas contradicit quod durum personarum presencia pluribus actibus presentanea possit existere et commissa eis Universitatis negocia procurationis vel syndicus titulo sine propriarum rerum suarum incommodo queat peragere seu utiliter pertractare, et quia dignum censetur ut statutis ab olim conditis addatur quod ex inspectione sanioris consilii prodesse cernitur in futurum, igitur considerato quod juxta formam noni statuti Massilie libri primi⁴, sub rubrica « de syndicis seu actoribus Communis Massilie annuatim creandis », duo syndici eliguntur⁵, quorum duorum incuria et defectu seu alterius

¹ *Nullus ponderator panis.* — V. ci-dessus, statut Lxv.

² *Et mensurator vini et olei.* — V. ci-dessus, statuts III et XXXIII, § 6.

³ *Nisi de seyzeno.* — V. les deux statuts ci-dessus.

⁴ *Juxta formam noni statuti Massilie libri primi.* — C'est par une erreur du copiste que ce statut du livre I^{er} est indiqué comme le neuvième. Dans le *Livre Rouge* et dans notre manuscrit, il porte le n^o XI. Méry et Guindon lui attribuent également ce dernier numéro.

⁵ *Duo syndici eliguntur...* — Ces deux syndics ont été les chefs de l'administration municipale, depuis 1257 sous l'autorité du Viguiier représentant du Comte de Provence. Le statut I. XI, auquel il est fait allusion ci-dessus, indique qu'ils doivent être élus annuellement, conformément aux statuts réglant la procédure pour l'élection des officiers municipaux

ipsorum interdum et per pluries cura eorum propria negocia curam dantes commissa eis communia negocia paciuntur seu incurrunt grandia nocumenta rei que publice jactura versatur pro tanto, hoc statuto decernimus firmiter perpetuo observando quod tres syndici¹, uno per presens statuto addito, singulis annis perpetuo eligantur similibus forma, potestate et ordine quibus de duobus syndicis agebatur, seu ipsi duo etiam hinc retro usque nunc freti fuerunt.

LXXVII

De augmentatione potestatum magistrorum lapidum et aterminatorum ut diverse questiones tollantur.

Item super statuto civitatis Massilie libri primi numero xxxiii « de tribus magistris lapidum eligendis et tribus aterminatoribus territorii Massilie eligendis »² ad dirimendas et terminandas questiones de quibus statutum preallegatum proxime fiat apertius et certius mentionem, lites seu controversie inter cives Massilie post declarationes et precepta seu cognitiones dictorum magistrorum lapidum et aterminatorum orte diversi mode cum expensarum profluvio sunt abolim cotidieque vertuntur, in eo videlicet quia quamquam questiones de quibus dictum statutum distingit ipsorum magistrorum lapidum et aterminatorum terri-

(Cf. ci-dessus, statuts xxix et lxxiii). Ces deux syndics doivent être « *probi homines, providi et discreti, ac legales cives civitatis vicecomitalis Massilie et habitantes in ea, non tamen juris periti.* » Le même statut (I, xi) définit aussi leurs fonctions et leurs obligations pendant leur année de charge, ainsi que le serment qu'ils doivent prêter à leur entrée en fonction.

¹ *Quod tres syndici.* — Par la création d'un troisième syndic, ce statut donne aux institutions municipales de Marseille leur forme définitive. Les trois syndics subsisteront, en effet, fort longtemps, soit sous le nom initial de syndics, soit sous celui de consuls. Ils ne disparaîtront qu'en 1660, au moment où Louis XIV, remaniant l'organisation municipale de Marseille, supprimera les trois Consuls et les remplacera par deux Échevins.

² *De tribus magistris lapidum eligendis...* — V. ci-dessus statut xxxiii

torii committantur officio videri et terminari de plano sine strepitu iudicii quia de figura mentio nulla sit, quod si quidem verbum figura latiore potestatem importat et aditum quando vis devitat ; igitur presenti statuto, pro utilitate reipublice civitatis predictae, dicto statuto ubi dicitur sine strepitu iudicii addimentum et figuram cum efficacia et vigore quam et quem dictum verbum in se portat seu poterit interpretari de jure predicto aut principali statuto, et ceteris aliis statutis loquentibus de matris supra tactis in omnibus suis affectibus firmis et validis cum additione presenti remanentibus temporibus universis, addentes necminus quod dicti magistri lapidum et aterminatores, electi annuatim per Curiam, de omnibus questionibus et rancuris quae eis fient de cetero occasione dictorum officiorum suorum, teneantur denunciare prius seu antequam accedant ad causam ipsius rancure videlicet illi persone contra quam fiet querimonia cui prefigant terminum competentem ad reparandum rancuram expositam coram eis, quod nisi fecerint infra terminum assignatum de inde accedant dicti magistri lapicide seu aterminatores ad questionis causam fingentes officio cum perceptione salarii et non ante.

LXXVIII

De Manescallis, ut inclavata ab eis seu eorum familiaribus animalia debeant propriis sumptibus eorum curare.

Aducit ratio suadetque equitas ut qui defectu quo titulantur magistri inferant lesiones curatio et reparatio eorum sumptibus lesionis reddant eos in posterum cauciores. Et quia manescallorum hujus civitatis impericia seu defectu inclavantur frequenter animalia nulla correctione sequuta, providimus igitur presenti statuto, deinceps firmiter observandum quod omnes manescalli hujus civitatis Massilie qui inclavabunt equos seu alia animalia quaecumque seu in eorum operatoriiis per magistris aut familiares eorum fuerint inclavati seu inclavata, teneantur magistri in quorum operatoriiis talis inclavatura foret commissa eorum propriis sumptibus ab inclavata dumtaxat curare equos ipsos et

animalia inclavata ; quod si facere contempserit possint domini ipsorum equorum seu animalium illos vel illa curari facere ab inclavatura illata per alios manescallos hujus statuti auctoritate, quod magistri ipsam inclavaturam committentes seu in quorum operatoriiis ipsa inclavatura foret illata teneantur ad expensas curationis ipsius inclavature resarciendas seu emendandas domino animalium duntaxat.

LXXIX

1^o *Littera Ludovici Secundi regis de cavalcatis.* — (27 août 1390).

2^o *Littera Ludovici Secundi regis de solutione jurium pedagiorum Castri de Penis et Portus de Buco.* — (27 août 1390).

3^o *Littera Ludovici Secundi regis revocatoria litterarum Marie regine, matris ejus, datarum in prejudicium Capitulorum Pacis, libertatum et franquesiarum Massiliensium.* — (27 août 1390).

4^o *Littera Ludovici Secundi regis confirmationis omnium donationum, concessionum, libertatum, privilegiorum etc., concessorum a regina Maria, matre ejus, Universitati et civibus civitatis Massilie.* — (27 août 1390).

5^o *Littera Ludovici Secundi regis super diversis officialibus.* — (27 août 1390).

6^o *Littera Marie regine de licentia armandi galeas et de fidejussoria cautione data sive recepta a Vicariis, eorum locumtenentibus, judicibus ac notariis Curie regie Massilie.* — (20 août 1385).

LXXX

Super arte Curatarie et Blancarie.

Solent jura secundum variationem temporum et causarum emergentium variari ut pro casibus noviter insurgentibus maxime dolosis eventibus adhibeatur medela cum ea que de novo emergunt recenti egeant remedio, licet enim non facile recedi debeat ab eo jure quod equum visum est, tamen ubi evidens utilitas in rebus novis constituendis insurgit non mirum si a priscis juribus recedatur. Sane cum dudum per quoddam statutum civitatis

Massilie¹ ordinatum fuisset ars Curatarie et Blancarie² per solos curatarios, et ars Sabatarie per solos sabatarios sufficienter exerceri debere, ita quod unus de arte alterius non se intromitteret ullo modo, quod quidem tunc temporis visum fuerit equum et justum, ne pro miscuis actibus officia turbarentur, sed ex post cum ipsi curatorii reperti fuerunt male uti eorum arte coria inutilia faciendo et multas fraudes diversi mode perpetrare, ex quibus utilitas publica quam plurimum ledebatur, imo etiam cum dicta ars Curatarie ad paucos numero redacta fuisset per quorum manus pauperes sabatarii nec non coria habebant recipere precio cariori, ex quo ad paupertatem plures sabatarii sunt deducti; pro tanto volentes fraudibus obviare et saluti reipublice

¹ *Per quoddam statutum civitatis Massilie.* — V. plus loin statut LXXXII
« *Statutum de Curateriis alias est noviter ordinatum.* »

² *Ars Curatarie et Blancarie.* — Les métiers de la tannerie et de la cordonnerie paraissent avoir été parmi les principaux métiers exercés à Marseille au Moyen Age. Nous en avons une première preuve dans le nom de *Blanquerie*, donné au xv^e siècle à l'un des quatre quartiers de Marseille, et dans celui de *Curaterie* que porte encore aujourd'hui une des rues des vieux quartiers de la ville. Une autre preuve nous en est fournie par les prescriptions nombreuses des statuts. Déjà, les *Antiqua Statuta* (I, xxxviii et II, xli) s'occupent de ces métiers, pour ordonner (I, xxxviii et II, xli) la création annuelle de trois prudhommes chargés de veiller à l'exécution des prescriptions relatives à cette profession (qualités des plantes employés par les tanneurs) et (II, xli) pour imposer aux maîtres-tanneurs et à leurs ouvriers l'observation des règlements de police relatifs à l'écoulement des eaux. Ainsi, ces métiers avaient déjà, au xiii^e siècle, une assez grande importance. Ils semblent cependant en avoir pris une plus grande encore au xiv^e et au xv^e siècle, puisque la plupart des derniers statuts du *VI^e Livre* sont des règlements intéressant le métier de la Tannerie et les différents métiers qui s'y rattachent. Peut-être pouvons-nous trouver une explication de l'importance prise à ce moment par ces divers métiers dans les règlements relatifs aux troupeaux qui se trouvent aussi en assez grand nombre dans ce même *VI^e Livre*, et qui ne sont ni aussi nombreux ni aussi minutieux dans les *Antiqua Statuta*. C'est, sans doute, que le nombre des troupeaux avait augmenté à Marseille entre le xiii^e et le xiv^e siècle. Ainsi l'industrie des Tanneries et les industries similaires auraient trouvé sur place et en plus grande abondance la matière première indispensable à leur activité.

providere, presenti statuto sanximus, constituimus, ordinamus quod amodo inantea licitum sit sabatariis artem Curatarie et Blancarie pro libito exercere, et econtra curatarii et blancarii possint et valeant uti arte Sabatarie si velint, nonobstante precedenti statuto quod incipit « Ad honorem Dei, etc. » descripti in *Libro Statutorum*, li. vi^{to} n^o lxxxi¹, factum anno Domini Millesimo cccxxxxvi^o, die xviii mensis aprilis, quod presentis statuti vigore annullamus, cassamus et penitus irritamus, et etiam nonobstantibus litteris regis confirmatoriis illius statuti quas regia Majestas, tacta sibi consciencia de premissis, cassavit et etiam irritavit, remanentibus vero aliis statutis etiam factis super facto Curatarie in eorum efficacia et robore.

Et quia prima condentis legem esse debet intentio ut que inordinata sunt ordinet, erronea cohaptet et ad honeste vivendum principalis modum tradat, alias autem satis nec immerito sequeretur abs si contra ipsum primum sanctientis propositum ex correctione corruptis nasceretur, unde ut amodo coria melius solito et bona fide aptentur et coria bona et sufficientia venalia habeantur, dictaque ars Curatarie in melius reformetur, et ut facilius fraudibus obvietur, quapropter statuimus et ordinamus capitula subscripta, in vulgari descripta, ut clarius quod omnes intelligantur serventur inconcusse et perpetuo teneantur, et quod quolibet anno presens statutum cum capitulis subjunctis preconisentur mandamento domini Vicarii cum pena per eundem dominum Vicarium adhienda et iuxta voluntate generalis Consilii dicte Civitatis Massilie seu majoris partis ejusdem.

Sequuntur capitula predicta in vulgari descripta.

Primo es ordenat que tots cues, sian d'Espanha, Terrassans, de Sardenha ho Barbarescs², quals se adobaran de rusca

¹ *Descripti in libro statutorum.* — C'est le statut lxxxii.

² *D'Espanha, Terrassans, de Sardenha ho Barbarescs.* — Des documents publiés par Blancard *Documents inédits*, etc. I. 42, p. 58, I. 47, p. 63, I. 67 p. 335, II. 673, p. 142, II. 92, p. 454, etc. confirment que des

d'avals¹ ho de nerta² deian star en adob en los truels, videlicet cuers d'Espanha e Terrasans per l'espasi de hun an e cuers de Sardania et Barbaresca per pass de vint meses. E que lo jorn qual si metran en adob a desamollar per los prodomes quals seran elegitz et aquels que volran adobar bian tengus e deian requerre los dits prodomes que sagan veder metre los cuers en adob e metre lo jorn e adobar los dits prodomes senhon los cuers del senhal ordenat, e que ne guis que adobi non ausi moure ny trayre ne guis cuer dels truels fin que sian regradatx per los dits prodomes elegitz per veder e conoyser si seran sufficientement adobatz o non, e cant non sian sufficientement adobatz deian remanir e star tant de temps en l'adob que sian sufficientement adobatz e de bon adob a conoyssensa dels dics prodomes.

Item que tot los cuers quals si adobaran en bregadis³ non si deian courejar ni averre en grayata, unon que premierament sian regratats per los dits prodomes elegitz e senhats del senhal qual seia ordenat.

Item que tot curran blanc, sia cordoan moutous, vacas ho caraus, que sian bons per courejar, non si auson courejar si non se premierament sian regratats per los dits prodomes elegitz et senhats del dich senhal e que aquel curran si adobi de ros⁴, de fausilh⁵ e de nerta justa la forma del statut.

Item que cascun an sian elegitz quatre prodomes, videlicet u curatiers e u sabatiers, loscals sien tengutz e deian cant seian

quatre travaillés a Marseille provenaient d'Espagne, de Sardaigne ou des Pays Barbaresques. Quant au quatrième pays d'origine désigné ici par le mot *Terrasans*, il est assez difficile à déterminer. Aucun dictionnaire, ni latin, ni provençal, ne contient ce mot, ni un mot approchant. Nous supposons qu'il signifie simplement *du terroir*, par analogie avec l'italien *terrazzano*, qui signifie du pays.

¹ *Derusca d'avals*. — D'écorce de chêne (V. Mistral, *loc. cit.* v° *Avaus*).

² *De nerta*. — De myrte. (V. Mistral, *loc. cit.* v° *Nerto*).

³ *Bregadis*. — Frotté. — Mistral (*loc. cit.* v° *Bregadis*) : « s, m, ce qui est broyé ; chènes-vives ; frottement ; espèce de cuir en Dauphiné. »

⁴ *Ros*. — Poudre de sumac. (V. Mistral, *loc. cit.* v° *Roux*).

⁵ *Fausilh*. — Coronide bigarrée (V. Mistral, *loc. cit.* v° *Fauciho*).

requist veser e regardar tot curran gros e menut e aquel que seian bon senhar del senhal que sera ordenat, e que los dichs prodomes aian e prenan per lur treball e destorbis, videlicet de curan menut i patac¹ per dozena, e per cascun cuer gros dos deniers tant dels ciutadans, tant dels forestiers.

Item que los dichs prodomes non auson senhar negun cuer si non que sia bon e ben adobat, e cant non sia bon non si deia senhar ni vendre en Masselha²; e cant los dichs prodomes per aventura si trobon en falha que non fassan lur offici liament, que aytals que seran falcetal et falla sian punitz per lo senhor justa la forma de la crida per so fasedoyra³ e la pena en aquella contenguda.

Item que los cuers dels forestiers si senhon en la plassa del mercat, et qui volra far senhar sos cuers aquelles deia portar lo matin en la plassa del mercat.

Item que si fassa un ferre ho un senhal de ferre que senhant daquel enporti la pessa, e que los prodomes tengan lodich senhal en una cayseta, e l'un tenga la clau et l'autre la cayseta, e ayso si fassa e si mudi entre els de mes en mes.

Item que cant sera defecil causa als forestiers quals aportan cura per vendre en Masselha de aver quatre prodomes ensemps per senhar lur curran que per expedition e despachament dels dichs forestiers, los dos dels quatre prodomes elegitz pueSCAN senhar lodich curran dels forestiers; los cuers empero⁴ dels

¹ *Patac.* — Pièce de monnaie de cuivre de la valeur d'environ deux deniers.

² *E cant non sia bon non si deia senhar ni vendre en Masselha.* — V. *Ant. Stat.* I, xxxviii. « *Statuentes similiter quod hoc capitulum preconisetur per civitatem Massilie et predicta prohibita ut supra in penam ipsa prohibita apportantis seu adducentis in hanc civitatem seu vendentis eam igne in loco publico concremetur, et qui eas res predictas prohibitas vendidit precium quod jam inde sibi solutum fuerat perdat et Curie Massilie applicetur.* »

³ *Fasedoyra.* — Qui sera faite.

⁴ *Empero.* — Cependant.

ciutadans tos los quatre prodomes deian senhar cant tos quatre sien en la dicha ciutat, e cant tos los quatre non hi sian en la ciutat ho aġuessan necessitat de lur persona, las tres puescan senhar, e cant non hi sian tres ho non puescan condiches¹, los dos, so es un curatier e un sabatier, puescan senhare los dichs cuers en la forma desus dicha.

LXXXI

Statutum novum de macellariis.

Quia cujus est legem condere illam potest interpretari vel tollere alias quam statutum et ordinatum fuerit, quod macellarii presentis civitatis Massilie cum vendent carnes in macellis dicte civitatis stare debeant retro tabulas, et quod luminaria facta die clara auferre debeant et illam minime tenere ante horam completorii quemadmodum cavetur in illo statuto² sexti libri Statutorum Civitatis predictæ quod incipit : « Statuimus quod omnes macellarii ». Cujus statuti observatio quod ad ejus primam partem est multum prejudiciabilis ipsis macellariis et etiam reipublice eo quia stantibus macellariis retro tabulas de facili pecie seu frustra carnum³ substrahi possent pendentibus illis in cavilheriis⁴ tabularum ipsarum, ymo nec tunc macellarii ipsi valerent carnes ostendere atque exhibere emere volentibus carnes ipsas, nisi carnes jacerent supra tabulas, que si tunc eo modo manerent maxime tempore estatis possent de facili putrefieri et corrompi etiam per tactum manuum diversarum gentium emere volentium dictas carnes. Pro tanto exequendo reformationem generalis Consilii propterea factam, statuimus et ordinamus corrigendo predesignatum statutum quo ad ejus primam partem quod amodo inantea dicti macellarii manere et stare possint et valeant ante eorum tabulas licite et impune dum tamēn

¹ *Condiches*. — Comme il est dit.

² *In illo statuto*. — V. ci-dessus statut v.

³ *Frustra*. — Morceaux.

⁴ *Cavilheriis*. — Étal.

pecias sive frustra carniūm ad cavilherios tabularum pendentes et pendentia cum juncis teneant prout per longa tempora sic tenere consuerant et nunc tenent. Volentes insuper quod predictum statutum superius designatum et in dicto sexto libro descriptum, quo ad cetera ejus capitula de luminariis et aliis inibi contentis remaneat et remanere debeat in suis firmitate, efficacia et robore.

Anno Incarnationis Domini millesimo quadringentesimo octavo, die ultima mensis septēbris, hora tertiarum, fuit lectum et publicatum predictum statutum specialem de macellariis faciens mentionem, in plana audientia Consilii generalis predictae civitatis Massilie in aula domus ipsius Consilii, voce tube et sono campane preambulis more solito congregati, et demum per ipsum Consilium voce unanimi concorditer confirmatum, presentibus ibidem et exētibz magnifico viro Arnulfo Jocales, Vicario regio, et egregio ac nobili viro domino Hugone Vincentii, licenciato in legibus, Judice Curie regii Palatii dicte civitatis, quod statutum lectum et publicatum fuit ut supra per me Petrum Calvini, notarium predictae Curie Palatii et dicti Consilii nunc scribam.

LXXXI bis

1^o *Littera Ludovici secundi regis per Judeos, confirmatio eorum privilegiorum.* — (9. octobre 1389)¹.

2^o *Littera Caroli, Comitis Provincie, Isnardo de Pontevis, Provincie Senescalco, de appellationibus sententiarum latorum per judices Massilie.*

3^o *Littera Marie regine de Judeis.* — (23 janvier 1387)²

¹ *Per Judeos.* — V. Les Juifs de Marseille au Moyen Age (*Revue des Études Juives*, Juillet-Septembre 1903, p. 82).

² *De Judeis.* — *Ibidem* (*Revue des Études Juives*, Juillet-Septembre 1903, p. 63).

LXXXII

*Statutum de Curateriis, alias est noviter ordinatum*¹

Ad honorem Dei et beate ac gloriose virginis Marie ejus matris, bonumque statum et prosperum Universitatis Massilie et civium ejusdem, et ut debata et altercationes que inter curaterios atque blanqueros et semellatores civitatis prefate hinc retro usque nunc sunt exorte de cetero evitentur, ac fraudibus que in artibus ipsis tam Curatarie et Blancarie quam Sabatarie propterea comituntur salubriter obvietur, et communis et publica utilitas illesa servetur exsequendo reformationem generalis Consilii propterea factam, ordinamus presenti statuto de cetero inviolabiliter observandum quod nullus sabaterius, civis seu habitator civitatis Massilie, audeat seu presumat in dicta civitate Massilie ejusque territorio seu districtu per se, alium seu alios, exercere ac exerceri facere artem Curatarie vel Blancarie, nec de illa se ullo modo intromittere, nisi soli curaterii et blanquerii; et econverso ut equalitas observetur, quod nullus blanquerius vel curaterius audeat similiter aut presumat ex nunc in antea per se alium seu alios exercere aut exerceri facere artem Sabatarie in civitate predicta ejusque territorio seu districtu. Ceterum ne defectus, fraus vel culpa unius alteri valeat imputari, ordinamus quod quilibet curaterii et blanquerii teneantur et debeant coria sive curamina paranda atque aptanda per eos signare de cetero proprio signo suo sive marca sua sic et taliter quod visibiliter cognosci, decerni et apparere valeat per quem fuerit parata seu aptata, nec aliter ipsa coria vendere ullo modo. Super quo de presenti et successive annis singulis, quando ceteri officiales eligentur, elegantur, et eligi debeant duo sabaterii et alii duo probi viri² valentes, legales et experti, qui cognoscere

¹ *Statutum de Curateriis, alias est noviter ordinatum.* — V. ci-dessus statut LXXX.

² *Eligantur et eligi debeant duo sabaterii et alii duo probi viri.* — Les *Antiqua Statuta* (I, xxxviii) ordonnaient l'élection annuelle de « tres

valeant de sufficientia vel insufficientia ipsorum coriorum. Et ad majorem observanciam omnium premissorum presens statutum¹ preconisetur annis singulis per dictam civitatem imperio domini Vicarii et sub certa formidabili pena ejus arbitrio imponenda.

Rursus quia plerumque contingit coria et curamina parata atque aptata de alienis portibus ad hanc civitatem portari que forte minus debite et sufficienter sunt aptata, ad tollendam infamiam sive notam que forte posset propterea nostris civibus imputari, ordinamus quod nulla persona cujuscumque conditionis existat, audeat vel presumat talia coria forensia sic aptata undecumque portanda ad civitatem presentem, de cetero vendere nec emere, nisi prius inspecta atque signata fuerint per dictos probos viros super hiis, ut dictum est, eligendos. Et hoc sub certa formidabili pena imperio dicti domini Vicarii voce preconia annis singulis publice divulganda.

Anno Domini millesimo trecentesimo nonagesimo sexto, die decima nona mensis aprilis suprascriptum statutum fuit confirmatum per Consilium generale civitatis Massilie, in aula domus hospitalis Christi pauperum Sancti Spiritus² civitatis predictæ, more solito congregatum, ipso prius lecto de verbo ad verbum in plana ipsius Consilii audientia et publicato per me notarium subscriptum, existentibus ibidem viris nobilibus Johanne

discreti viri boni et fideles, et idonei in ministerio blancarie, » chargés de veiller « ut adubum blancarie bene et fideliter peragatur. » Cette désignation était-elle tombée en désuétude quand fut rédigé notre statut et la création de ces quatre nouveaux prudhommes est-elle destinée à remédier à la disparition des trois anciens ? Au contraire, les fonctions des trois prudhommes de la Tannerie ne doivent-elles pas se confondre avec celles des quatre dont il s'agit ici ? Il est difficile de se prononcer à ce sujet. Il semble bien cependant que les uns et les autres aient des fonctions analogues, qui consistent dans la vérification de la qualité des cuirs vendus à Marseille,

¹ *Presens statutum preconisetur annis singulis. — V. Ant. Stat. I, xxxviii : « Statuentes similiter quod hoc capitulum preconisetur per civitatem Massilie. »*

² *In aula domus Hospitalis Christi pauperum Sancti Spiritus. — V. statut l.xv, p. 124, n. 2.*

Lansardi, domicello, locum tenente magnifici et potentis viri domini Gauterii de Rupe, aplitis¹, domini de Soyès, Vicarii.

LXXXII bis

1. *Littera Johanne regine super Notariis, Clavariis et aliis officialibus Curie Regie Massilie.* — (13 Avril 1344).

2. *Littera Ludovici regis et Johanne regine de exactionibus commissis a iudicibus Curie Regie Massilie.* — (24 Novembre 1360).

LXXXIII

Statutum quod illi qui servierint in familia Subvicarii in dicto servitio non admittantur nisi lapsis quinque annis.

Ut obvietur fraudibus et maliciis hominum² et cesset occasio delinquendi et opprimendi subjectos, considerantes quod quam

¹ *Aplitis.* — Il faut lire *militis*.

² *Ut obvietur fraudibus.* — Ce statut nous paraît avoir eu pour but de mettre un terme à une série de manœuvres qui duraient déjà depuis longtemps et qui avaient fini par compromettre à la fois la tranquillité intérieure et même la situation financière de la ville. Le manuscrit des *Statuta Civitatis Massilie*, dont nous avons tiré nos statuts, contient, en effet, quelques lettres des Rois et Reines de Naples, régnant pendant la période comprise entre les années 1360 et 1414, date de ces statuts, qui ont le même objet ; ce sont une lettre du roi Louis et de la reine Jeanne du 24 novembre 1360 (f^o 219), une lettre de la reine Jeanne du 10 août 1372 (f^o 220) et une lettre de la reine Marie du 20 août 1385 (f^o 219).

Les décisions des souverains, que ces lettres portent à la connaissance des Marseillais, ont toutes été prises sur la plainte des syndics et habitants de Marseille. La lettre du roi Louis et de la reine Jeanne rappelle aux Conseillers du Roi, Viguiers, Juges du Palais et Juges des autres Cours, les obligations qui leur sont imposées par les serments prêtés à leur entrée en charges, notamment l'interdiction qui leur est faite d'exiger des citoyens de Marseille des sommes d'argent en plus de celles qui leur sont attribuées légitimement par les statuts. La lettre de la reine Marie du 20 août 1385 a pour objet la répression des fraudes commises par les Viguiers, leurs lieutenants, les juges et notaires de la Cour royale dans les diverses formalités relatives à l'armement des navires auxquelles ils sont tenus de présider.

Mais c'est la lettre de la reine Jeanne du 10 août 1372 qui nous paraît

plures ex sociis Subvicariorum regionum hujus civitatis Massilie¹,
qui pro tempore exercent officium subvicariatus in eadem,

la plus importante comme se rapprochant davantage de l'objet de notre statut. Elle est inscrite, en effet, dans notre manuscrit immédiatement après ce statut, bien qu'elle soit de beaucoup antérieure et elle est précédée de cette rubrique : « *Tenor ipsius littere de gagiis domini Vicarii* », comme si le Notaire, qui a procédé à cette transcription, avait voulu marquer que le rapprochement des deux documents sur le registre n'était pas fortuit. En outre, tandis que les autres Lettres royales inscrites au Livre des Statuts, ne sont pas accompagnées d'une formule constatant leur inscription, celle-ci, au contraire, est suivie de ces mots : « *Quas quidem litteras, ego supradictus Guillelmus Bajulis, notarius Curie Palaeii, transcripsi de suo originali in libro statutorum.* » Tout cela nous paraît attester l'importance que l'on attachait à ce document dont certains passages visent, comme nous le verrons, les mêmes faits que le statut.

¹ *Quam plures ex sociis subvicariorum.* — Le Sous-Viguiier ou Vice-Viguiier était à Marseille, et dès l'origine de la Commune, l'auxiliaire direct du Viguiier. Comme lui, il était tenu à un serment particulier qu'il prêtait, en même temps que lui, par-devant le Conseil général et dont la formule est inscrite en tête du Livre des Statuts (*Ant. Stat.* I, II). Les *Chapitres de Paix* ne mentionnent cependant cette charge, ni parmi celles qui sont à la nomination du Comte, ni parmi celles qui sont à l'élection annuelle du Conseil général de la Commune. Il est néanmoins certain qu'il y a eu des Sous-Viguiiers postérieurement à 1257, puisque le statut ci-dessus est de 1414, et puisque nous possédons quelques procès-verbaux de confirmation de statuts où la présence du Sous-Viguiier est mentionnée en l'absence du Viguiier. La formule varie toutefois d'un statut à l'autre. Ainsi, nous lisons dans le statut LXXV : « *existente domino Gregorio, vice-domino vicario Massilie* » ; dans le statut LXXVII : « *domino Guillelmo Alamani, gerente vices viri magnifici domini Guillelmi de Belsemblant, militis, Vicarii Massilie* » ; dans le statut LXXVIII : « *in presentia viri nobilis et discreti domini Guillelmi de Thonsis, judicis Curie Palacii Massilie et locum tenentis domini Petri Audeberti, militis vicarii* » ; enfin, le statut LXXXII : « *Johanne Lansardi, domicello, locum tenente magnifici et potentis viri domini Gauterii de Rupe, militis, domini de Soyes, Vicarii* ». Le Sous-Viguiier pouvait donc être tantôt un officier spécial, tantôt un des magistrats ordinaires de Marseille, le Juge du Palais. Plus tard, pendant la période moderne, il n'y eut plus de Sous-Viguiier ; mais le Juge du Palais continua à en remplir les fonctions, toutes les fois que le Viguiier fut absent ou empêché.

propter frequentem et assiduam conversationem cum ipsis subvicariis eis serviendo quinque per continuationem temporis et quinque uno anno et alio non, et etiam propter eorum singulares noticias quas habent in presenti civitate cum pluribus provisio eorum conditionibus conformitatem habentibus, cum quibus etiam habent quasdam particularitates et colligationes, ipsi quidem qui omnia mala noverunt et a malis, vel furtis, rapinis et extortionibus abstinere non valent, imo eorum malicia quotidie crescit de malo in pejus, ex quo cives et habitatores dicte civitatis per tales socios Subvicariorum indebite vexantur et damnificantur, pro tanto presenti statuto ordinamus et constituimus¹ ne tales socii Subvicariorum debeant associari neque

Les Viguiers et leurs lieutenants semblent avoir mené un important train de maison, dont la charge, pesant tout entière sur la ville, excédait de beaucoup ses moyens financiers. La lettre de la reine Jeanne du 10 août 1372 rappelle, en effet, les plaintes exprimées par les Marseillais à propos des gages excessifs qu'il leur fallait payer aux Viguiers « *propter magnam societatem gentium quam erant tenere consueti* », et dont la présence a provoqué la formation de véritable partis, qui ne pouvaient que nuire à la tranquillité de la ville (« *ob partialitates dudum in civitate vigentes ac etiam existentes ibidem* »).

¹ *Ordinamus et constituimus...* — Ce statut ordonne que quiconque aura été au service d'un sous-viguiier, ne pourra l'être de nouveau qu'après qu'il se sera écoulé cinq années depuis la cessation de ces premières fonctions. Faut-il voir là une mesure analogue à celles prises par trois statuts précédents (LXXIII, LXXIV, LXXV) qui ordonnent que les six prudhommes, le Consul de Naples, les Peseurs de pain et les Mesureurs de vin et d'huile, devront être choisis alternativement dans l'un des six quartiers de la ville, et ne pourront ainsi être réélus immédiatement après leur sortie de charge ? Ces différents statuts, comme celui qui nous occupe, semblent, en effet, avoir été dictés par la préoccupation d'empêcher dans la ville la formation de factions et de partis dangereux pour la tranquillité et le repos des citoyens. Il est vrai que la lettre de la reine Jeanne a seulement pour objet de fixer les gages du Viguiier et du Sous-Viguiier : « *De certa nostra scientia injungimus et mandamus expresse quod Vicariis dicte Civitatis Massilie, pro parte nostra, Curie suis vicibus statutis et ordinandis, gagia eis ipsius vicariatus officii ratione debita, prout scilicet fieri consuevit tempore clare memorie domini regis Roberti Jerusalem et Sicilie, reverendi domini avi nostri, vel alias quoa*

servire ipsis Subvicariis de quinque annis a tempore finiti officii illus Subvicarii cui servierint et in cujus societate extiterint computandis. Et si forte Subvicarii vel Subvicarius qui pro tempore fuerunt tales socios de facto assumerent dicto medio tempore, quod tales Subvicarii teneantur ad requisitionem Consilii generalis et sindicorum dicte Civitatis a se repellere et ab eorum societate segregare. Hoc siquidem statutum ordinamus citra prejudicium jurisdictionis regie cui derogare non intendimus quoquo modo.

Anno Incarnationis Domini millesimo quadringentesimo quartodecimo, VII indictionis, die decima septima mensis aprilis, hora tertiarum, fuit lectum et publicatum prescriptum statutum specialem mentionem faciens de sociis Subvicariorum non redeundis ad servitia Subvicariorum nisi lapsis quinque annis, in plana audientia Consilii generalis civitatis predictæ Massiliæ, in aula domus ipsius Consilii, voce tube, et sono campane, et more solito congregati, ut est moris, et demum per ipsum Consilium voce unanimi concorditer confirmatum, presenti ibidem et existente magnifico viro domino Johanne Louveti, milite, domino de Aygalerio, Vicario regio civitatis jamdicte. — Quod statutum lectum et publicatum fuit ut supra per me Aventurum Rodeti, de Massilia, notarium dicti Consilii et Curie Palatii regie dicte civitatis, qui hec mandato dicti domini Vicarii scripsi propria manu.

gagia ipsa summam quingentorum florenorum aliquatenus non extendant solvi et exhiberi officiorum vestrorum temporibus prout ad vos expectaverit auctoritate presentium faciatis. » Il est cependant certain que cette lettre et le statut visent une même série de faits, puisque les deux décisions qu'ils prennent, si différentes qu'elles paraissent, reposent à peu près sur les mêmes considérants. En outre, nous devons remarquer que la lettre et le statut n'émanent pas d'un même pouvoir, ne considèrent pas ces faits d'un même point de vue et ne s'appliquent pas, en somme, aux mêmes personnes. La reine règle seulement la situation de ses représentants directs dans la ville ; le Conseil général édicte des mesures de police intéressant exclusivement les citoyens de Marseille, parmi lesquels se recrute cette sorte d'état-major des officiers royaux.

LXXXIII bis

1. *Littera Johanne regine de gagiis domini Vicarii* (10 août 1372).
2. *De unione et reductione Ville superioris Ville inferiori et ejus statutis et libertatibus.*

LXXXIV

Statutum Averium ¹

Ad honorem eterni Salvatoris, Domini nostri Jesus-Cristi, et gloriose semperque Virginis Marie, ejus matris, et omnium Sanctorum, presenti constitutione pro conservatione bonorum et rerum civium civitatis Massilie et pro bono, tranquillo et pacifico statu ipsius, statuimus et ordinamus perpetuo deinceps observandum, quod nullum avere seu averia lanuta de cetero infra terminos averiorum territorii superioris et inferioris dicte civitatis Massilie venire², seu habitari, seu moram aliquam facere audeat seu presumat, nec per personam aliquam ullo unquam loco vel tempore conducatur, nisi hoc esset avere veniendi ad hanc civitatem recto tramite, per stratas publicas seu caminos, causa macellandi, non se deviendo ab ipsis caminis, hoc retento et excepto quod quisque macellarius tenere possit infra vallata suburbiorum et in suburbiis dicte civitatis et infra menia decem animalia lanuta causa macellandi tantum. Et quilibet dominus dicti averis ipso facto solvat pro pena et pro qualibet vice decem libras regalium, et quilibet custos averiorum ipsorum, qui repertus fuerit ipsa animalia infra terminos averio-

¹ *Statutum Averium.* — V. ci-dessus, statuts xxxv, xliii, lviii, lxx et lxxi.

² *Infra terminos averiorum territorii superioris et inferioris dicte civitatis Massilie.* — C'est la première fois qu'un statut de police et de voirie mentionne en même temps le territoire de la Ville Supérieure et celui de la Ville Inférieure, nombre de statuts précédents précisaient, au contraire, qu'il n'était question que de la ville vicomtale. C'est la conséquence de la réunion des deux villes.

rum custodiens, tantum de suo solvat videlicet decem libras pro vice qualibet, cujus pene tertia pars Curie reginali, aliqua tertia pars accusanti, et reliqua tertia pars districtoribus banni applicetur. Si vero dictus custos non esset sufficiens pro solvendo id luat de corpore, videlicet quod sustigetur per civitatem Massilie imperio domini Vicarii et Curie usque ad costellum, remanentibus penis et bannis contentis aliis in eorum roboribus et firmitate quod ad ipsas penas ita quod per presens statutum eidem in aliquo non sit propterea derogatum. Nec non ordinamus quod similia averia que tenebunt ipsi macellarii in vallatis et suburbiis seu infra Massiliam pro macellando in numero supradicto dampnum aliquod in hortis et aliis possessionibus facerent, solvant bannum et talam consuetum et consuetam, et quod quilibet dictorum macellariorum tenentium dicta decem animalia teneatur ipsa separatim tenere ab aliis et non simul sub eadem pena.

LXXXV

Statutum de areys et suelhis

Ad honorem Dei et gloriose Marie Virginis ejusque Matris, ad bonum statum universitatis Massilie, et ne aliqui cives dicte civitatis habeant materiam conquerendi, hoc presenti statuto perpetuo valituro statuimus et ordinamus ut quilibet qui habeat vel in futurum habebit plateas sive luegas juxta dogas vallatorum, meniorum sive murorum dicte civitatis, videlicet a portali Callate usque ad portale Frachie, possit et audeat de cetero in dictis suis plateis sive locis areas et suelhas facere per modum et formam subsequentes et non aliter, videlicet quod, faciens aream unum parietem de calce et arena largitudinis duorum palmorum bonum et sufficientem, habentem in fundamento quatuor palmos, et superet dictus paries dictam aream duos palmos; et quod apponentes in eisdem areis blada sive garbas, teneantur facere garbaironum juxta parietem dicti vallati. Facientes vero suelhas sive femoracia teneantur easdem facere subtus terram seu infra terram per quatuor palmos et circumcirca facere parietes supe-

rantes dictam terram duos palmos, ne propter hujus modi areas et suelhas portus dicte civitatis deterioretur et dampnificetur. Et quicumque contra faciens quod ut premittitur solvat quilibet pene nomine vice qualibet decem librarum imperio domini Vicarii imponende, non intrudentes per presentem statutum alteri statuto¹ loquenti de areis, suelhis, femoraciis et lignerils in aliquo, sed ipso et omnibus aliis remanentibus in suorum roborum firmitate.

LXXXVI

1. *Littera Ludovici secundi regis pro piscatoribus, qui non tenentur solvere juribus regiis, nisi unum denarium pro salmaça piscium.* — (28 juin 1400).

2. *Revocatoria litterarum moratoriarum Ludovici II regis.* — (8 mars 1414).

3. *Littera Yolande¹ regine pro Judeis ut non cogantur per officiales ad mutuandum aliqua ustensilia domus.* — (14 avril 1422)².

LXXXVII

Statuta nova de electione syndicorum.

Quorumdam ciculos sic vitium ambitionis excecatur quod quasi publice utilitatis immemores qua decet ut ad honores juncti eligantur, accedant, innitati effugiant, sola illis suffragetur necessitas excusandi, illi tamen sit ad illos ambirent ut existiment sese ipsos honores jure hereditatis possidere. Horum igitur impetitus in presenti civitate cupientes si qui sint reffrenare et maxime circa sindicorum officia, hic salubri statuto in perpetuum valituro ordinamus atque statuimus ut a cetero nulli qui ad dicta sindicatus officia³ assumi contingeret sive eligi in civitate pre-

¹ *Alteri Statuto.* — C'est le statut xxxiii, § 4.

² *Littera Yolande regine.* — V. notre étude sur les *Juifs de Marseille au Moyen Age* (*Revue des Études Juives*, juillet-septembre 1903, p. 81).

³ *Ut a cetero nulli qui ad sindicatus officia.* — Ce statut, qui est de 1427 (v. le statut suivant) semble répondre à une préoccupation qui s'était déjà précédemment manifestée à Marseille et que quelques statuts anté-

dicta postmodum eligantur in syndicos infra quinquennium a die qua talium officia finirent computandum. Et si contra formam presentis statuti forte fieret amodo talium syndicorum electio sit

rieurs nous ont déjà permis de remarquer. L'intervalle de cinq années, qui doit s'écouler entre la première et la seconde élection d'un citoyen au syndicat, est le même qui a été imposé par le statut LXXXII à ceux qui sont au service du sous-viguier. Si nous nous rappelons que les statuts LXXIII, LXXIV, et LXXV qui ont été délibérés le même jour comme l'attestent ces deux mots *Item duximus* placés en tête du statut LXXIV, et le mot *Item* par lequel débute le statut LXXV, ont édicté une mesure du même genre en ordonnant que certains officiers de la ville seront pris alternativement dans l'un des six quartiers, nous nous trouvons en présence d'une série de décisions du même ordre, bien qu'elles aient été délibérées à des moments distincts. Il nous paraît cependant évident, qu'à deux reprises et pour des motifs qui nous échappent d'ailleurs, les auteurs de ces statuts ont voulu mettre un terme à un état de malaise qui avait pour origine la formation de partis, soit dans un même quartier soit dans un petit nombre de familles, pour la recherche et l'exercice des fonctions municipales. On a cru, une première fois, mettre fin à cette situation troublée, en prenant la décision portée par les statuts LXXIII, LXXIV et LXXV ; le but poursuivi n'ayant pas été atteint, on a recouru aux prescriptions de notre statut, qui ne tendent à rien moins qu'à empêcher la formation d'une sorte d'aristocratie municipale, par la transmission des charges uniquement dans quelques familles. On avait, dans l'intervalle, créé une troisième charge de syndic, non seulement, comme le dit le statut LXXVI, pour que les syndics puissent s'occuper de leurs affaires particulières en même temps que des affaires publiques, mais peut-être aussi pour diminuer l'importance de leurs fonctions en les obligeant à les partager avec un troisième collègue.

Il est, d'ailleurs, probable que les mesures prises par les statuts LXXIII, LXXIV et LXXV, et peut-être d'autres dont le *Livre des Statuts* ne nous a pas conservé le souvenir, avaient été inefficaces puisque, le 20 août 1385, les Marseillais obtenaient de la reine Marie, tutrice du roi Louis II, son fils, un nouveau règlement substituant le tirage au sort à l'élection pour le renouvellement des charges municipales. (« *Notum facimus per presentes quod Nos, cupientes commoditatibus dicte civitatis providere ac supplicationi predictæ favorabiliter annuentes, formam predictam electionis dictorum officialium Massiliensium mutamus et mutare volumus tenore presentium de plenitudine regie majestatis, gratia speciali et auctoritate Bajulie qua fungimur in hac parte, volentes, statuantes et ordinantes quod a modo inantea electio predicta dictorum officialium*

nulla et pro nulla habeatur ; et hoc statutum comprehendere volumus syndicos modernos ¹.

LXXXVIII

De Macellariis et Averiis.

Quia crescente malicia crescere debet et pena, et evidentie facti constet averia intrare in territorium civitatis Massilie contra formam statutorum super hoc dudum ordinatorum et penarum in eisdem adjectarum ², contra bonum statum et utilitatem reipublice, non, sine magna culpa ³, et, ut creditur verisimiliter, fraude banneriorum qui ad custodiam territorii sint deputati, per hoc ideo presens statutum aliis statutis addimus et addendo

Massiliensium, ut premittitur, fato et ad fortunam fiat. » (Arch. de Marseille, BB. Règlements sur les Élections).

Cette réforme, dont l'idée avait été empruntée aux villes italiennes et à Montpellier (*prout et sicut in civitatibus insignibus Italie et in Montepessulano fit electio Consulum et aliorum officialium*), ne paraît pas avoir ramené la tranquillité dans Marseille, puisque le statut ci-dessus lui est postérieur. Mais ce statut lui-même ne devait pas davantage mettre un terme aux factions et scandales dont se plaignaient déjà les Marseillais de 1385, puisque, en 1475, le roi René promulguait un nouveau règlement des élections dit *Règlement de Cossé*. Celui-ci homologuait une délibération des Marseillais, rédigée en langue provençale et insérée intégralement dans les Lettres Patentes, en vertu de laquelle étaient changés, non seulement la forme des élections, mais encore la composition du Conseil, et jusqu'au nom des syndics qui devaient désormais s'appeler *Consuls*. (V. Arch. de Marseille, BB. Règlements sur les Élections). Ainsi, nos statuts ont leur place dans l'histoire de cette série de transformations apportées dans l'organisation municipale de Marseille, dès la seconde moitié du xiv^e siècle, et qui, continuées dans la suite, ne devaient s'achever qu'à la veille de la Révolution.

¹ *Syndicos modernos*. — Probablement les Syndics en exercice ; on dira plus tard les *Consuls modernes*.

² *Contra formam statutorum*. — Cf. plus haut les statuts XLIII, LXVIII, LXX, LXXI et LXXXIV.

³ *Non sine magna culpa et, ut creditur verisimiliter, fraude banneriorum*. — Cf. plus haut le statut xxxvi qui interdit « *districtoribus banneriorum de cetero facere gratiam macellariis, noriguerriis, etc.* »

de novo statuimus et ordinamus, quod quicumque macellarii, noyriquerrii, custodes et pastores in ipsis statutis latius nominati, qui immittent seu inmitti facient averia aliqua, in eisdem statutis declarata, a die quinta futuri mensis decembris inantea intra terminos averium ¹ et contra formam et honorem ipsorum statutorum, ultra penas in illis appositas ² solvant singulis vicibus et solvere teneantur pro banno et pena banni, videlicet pro quolibet animali unum florenum et pro quolibet animali ovino, et caprino et porcinis sex grossos. Que quidem pena sive bannum applicetur et solvatur per hunc modum omnibus officialibus Curie regie Massilie tertia pars, et alia tertia pars accusatoribus et sint celati. Et si forte illi sindici, qui pro tempore fuerint, reperiantur negligentes seu remissi ibi exigendo partem contingentem Curam portus, ut predicatur, quam primum ad ipsorum noticiam devenit, eo casu ipso facto sint privati eorum officio ac perjuri et infames et dictam penam de proprio solvere teneantur. Per hoc autem statutum non intendimus derogare aliis statutis loquentibus de banno territorii civitatis antedictæ. Et, ut demum officiales Curie regie hujus civitatis sint promptiores ad exactionem dicte pene, volumus et ordinamus presenti statuto quod ipsi officiales ad exactionem et receptionem tertie partis dicte Curie nullo modo procedere valeant, nisi primo soluta parte pene dicte Curie et portus et accusatoris, salvo in premissis jure addendi, minuendi, mutandi et in totum tollendi.

Predicta statuta, noviter composita ordinatione magnifici viri domini Elioni de Glandeves, domini de Falcone, Vicarii regii presentis civitatis Massilie, et hujus Consilii ad honorem Dei omnipotentis et gloriose Virginis Marie matris sue, bonumque statum dicte civitatis, in generali Consilio civitatis ejusdem

¹ *Intra terminos averium.* — Les statuts précédemment visés interdisent la présence des troupeaux sur le territoire de Marseille, de la première semaine de Mars à l'Octave de la Saint-Michel.

² *Ultra penas in illis appositas.* — C'est une amende de 10 livres pour le gardien.

hodie more solito congregato recitata et publicata fuere per me Petrum Tremellati, notarium et scribam dicti Consilii, coram domino Vicario supradicto, volente et consentiente eodem Consilio, atque per ipsum dominum Vicarium et Consilium generale predictum confirmata, presentibus sindicis honorabilibus viris Petro Audeberti et Petro Folcardi⁵, anno Domini millesimo quadringentesimo vicesimo septimo, die vicesima nona mensis novembris, juribus et honoribus domini nostri Ludovici regis in omnibus semper salvis, et salvo dicto Consilio jure addendi, minuendi, cassandi et in totum tollendi, si et quando dicto Consilio videbitur expedire, Pacis capitulis in omnibus semper salvis, et quod non se ad averia de triha⁶ causa macellandi extendat. Quod scribi feci, ego Petrus Tremellati, notarius et scribe dicti Consilii, jussu et ordinatione dicti Consilii, et signo meo manuali ibi signavi in fide premissorum.

⁵ *Presentibus sindicis honorabilibus viris Petro Audeberti et Petro Folcardi.* — Ce statut, daté de 1427, mentionne seulement l'existence de deux syndics, alors qu'un statut, non daté, il est vrai, mais qui précède celui-ci, a ordonné la création d'un troisième syndic (stat. lxxvi). Cela veut-il dire que cette création ait été faite postérieurement à 1427 et que le statut qui l'a ordonné ne se trouve pas à sa place dans notre manuscrit ? Cependant, les documents qui suivent le statut lxxvi et qui sont datés, sont antérieurs au statut lxxxviii. Nous pouvons donc croire, à moins que la transposition supposée n'ait été faite que pour lui, que le statut lxxvi est de la fin du xiv^e siècle comme les statuts et les Lettres Royales qui le suivent immédiatement dans notre registre. Donc, si le statut lxxxviii ne mentionne que deux Syndics présents à la délibération, c'est apparemment parce que le troisième syndic était absent, chose en somme fort plausible. D'ailleurs, un statut suivant, le statut xc dc 1432, mentionne les trois Consuls.

⁶ *Averia de triha.* — V. Mistral, (*Dict. Provençal-Français*) : « *Tria*, trigar (*rom. cat.* triar, *b-lat.* triare), v. a. trier, choisir, séparer du troupeau... *Tria l'avé*, choisir, le soir, dans le troupeau, les brebis qui appartiennent à chaque habitant d'une commune ; *trio, trio, trio*, terme dont se servent les bergers pour inviter les bêtes à se séparer du troupeau auquel elles se sont mêlées. ».

LXXXIX

*Instrumentum quantum piscatores solvere tenentur pro eorum piscibus*¹.

XC

*Ordinationes et reparationes facte super quavalletis*², *fusteis et eminis bladi per modum inferius descriptum et declaratum.*

Anno Domini millesimo quadringentesimo tricesimo secundo, die Veneris sexta mensis februarii. Ut ea que moderni viri sapientes et discreti peragerunt utilitates, communem equitatem et legalites concernentes futurorum posteritas non ignora temporibus successivis, igitur in generali Consilio civitatis Massilie more solito congregato, ordinationes infrascripte super reparationibus quavalletorum et eminarum bladi emendi et vendendi et rerum eis necessariarum, pro utilitate communi facte per nobiles et honorabiles viros Bernardum Novelli, Antonetum de Sepeta et Raymundum Blancardi, syndicos modernos dicte civitatis, fuerunt ac per dictum Raymundum lecti et publicate et demum per ipsum Consilium voce unanimi concorditer confirmate quas jussit et ordinavit dictum Consilium inseri et describi in presenti Libro Statutorum dicte civitatis Massilie per me Petrum Tremellati, notarium et scribam dicti Consilii sive substitutum meum presente in ipso Consilio et existente magnifico milite, domino Johanne Quinquirani, Cambellano et Vicario regio dicte civitatis, mandato cujus dictum Consilium voce tube

¹ *Instrumentum quantum piscatores.* — Ce document est un *vidimus*, délivré par M^e Jean Deschamps, notaire aux Archives royales d'Aix, des Lettres des Maîtres des Comptes du Comté de Provence relatives aux droits qui doivent être levés sur les poissons portés à la Poissonnerie de Marseille. Ce n'est donc pas un statut, quoiqu'il ait été numéroté comme tel par le copiste qui l'a transcrit sur ce registre : pour cette raison il ne doit pas figurer dans notre recueil, malgré l'intérêt qu'il présente.

² *Super quavalletis.* — V. Ducange, v^o *Cavalletus* : « *Gall.* Chevalet. Hoc utuntur mercatores, ut merces suas venales exponant, ponderent vel metiantur pro vario mercimoniorum genere. »

et sono campane preambulis in aula dicti Consilii congregatum fuit, anno, die et hora prescriptis.

Sequuntur dicte ordinationes capitulatim facte in Romancio prout infra :

Ayssi aprop¹ escrivem la razon que volon aver los quavales an que se mesura lo blat en Massellia.

Premierment deu aver de lonch la mastra² del quavalet III pals et I cart³ mesurant dintra.

Item plus deu aver de larch lo dich quavalet so es duberta II pals mens I sest mesurant dintra deu linhan⁴ de la mastra.

Item deu aver de pregon⁵ la mastra mesurant sus la post⁶ dintre de lorle⁷ fins⁸ al trauch de la porteta II pals mens I sest.

Item deu tenir la mastra del dich quavalet I^a emina 1/2 de blat.

Item deu aver daut lo dich quavalet mesurant de la porteta del quayre⁹ dintra lo quavalet tot drech en terra II pals et I ters.

Item deu aver la ravoyra¹⁰ de grueys aytant con a de larch la porteta, et deu esser deuze o de boys o de daladel¹¹ facha a torn.

Item deu aver de larch lo trauch de quavalet I quart de palm et aytant la porteta que corra. E la porteta deu esser ferrade de fuelha destanh, laquel fuelha prena et sia riblada¹² tot en torn

¹ *Ayssi aprop.* — Ci-après.

² *Mastre.* — Pétrin, huche.

³ *Pals e cart.* Quatre pans et quart. — V. ci-après, p. 170, note 5.

⁴ *Linhan.* — Bois.

⁵ *Pregon.* — Profond.

⁶ *Post.* — Planche, ais.

⁷ *Orle.* — Bord d'un vase, margelle d'un puits.

⁸ *Fins.* — Jusqu'à.

⁹ *Quayre.* — Côté, coin.

¹⁰ *Ravoyra.* — V. Mistral (*loc. cit.*, v^o *ravouira*) « Instrument pour racler une mesure pleine, rader. » — V. plus haut statut II, p. 4, n. 1.

¹¹ *Daladel.* — Alaterne, arbrisseau. — V. plus haut, statut II, p. 4.

¹² *Riblada.* — Rivée.

d'au trauch, afin que non si puesca creysser ny amermar¹.

Item volon los senhors que sian ferras los pes de sota dels quavales et que si fassa crida que lo sol out si tendran los quavales en la nonaria sian tots de lauza planas.

*Ayssi appres escrivem la rason que vol aver l'amina an que si
mezurera lo blat en Masselha.*

Item l'amina vol aver daut i palm e ters franch mezurant dintra del fons fin a la gola mezurant al quostat dintra.

Item vol aver l'amina de fons so es lo buech² dabats ii pals mens i sest, mezurant dintra lo buech de sota.

Item deu aver l'amina de gola mezurant dintra i palm mens i sest et deforas dorle a vorle i palm redon³.

Item deu aver l'amina de grueys tot lo lenham de que es facha la seiena part d'un palm et aytant vol aver de larch, los ferres de la cros e tos los ferres de que es ferrade la gola.

Item deu aver daut l'amina de la cros mezurant de miech fins au trauch de la porteta del quavalet iii quars de palm.

Item de non esser las barretas de desota l'amina de grueys de la seyena part d'un palm ayssins con los autres lenhans de que es facha.

Item deu pezar l'amina del milh de que sia liale⁴ la dicha emina lb. lxxviii e 1/2 quartayron⁵.

¹ *Amermar.* — Affaiblir, diminuer.

² *Buech.* — Bois.

³ *Redon.* — En rond.

⁴ *Liale.* — Loyal, légal.

⁵ *Deu pezar... ladicha emina lb. lxxviii et 1/2 quartayron.* — Ce document serait d'une très grande importance, puisqu'il nous permettrait d'évaluer exactement la valeur de l'émine et celle de la livre en usage à Marseille en 1432, si nous savions quelle était à cette époque la valeur du pan, et surtout si le texte en avait été exactement transcrit sur notre manuscrit. Ce sont donc seulement des indications approximatives que nous allons en tirer et que nous nous efforcerons toutefois de rendre aussi vraisemblables que possible.

D'après les données qui nous sont fournies, nous avons pu établir la forme respective du chevalet et de l'émine. Le chevalet est un parallépipède rectangulaire, monté sur des pieds, — d'où son nom de chevalet, — et percé sur l'un de ses côtés d'une petite porte par où l'on peut faire couler le grain dans une mesure plus petite. Si nous nous en rapportons aux indications de notre document, il doit avoir 4 pans $\frac{1}{4}$ de long, 2 pans moins $\frac{1}{6}$ de large et 2 pans moins $\frac{1}{6}$ de haut. Il nous est difficile de déterminer exactement à quel volume en mètres cubes correspondent ces dimensions, puisque, comme nous l'avons déjà dit, nous ignorons à quelle mesure actuelle équivaut le pan de 1432. Tout au plus, le *Tableau du Poids de l'Empire*, dont nous avons eu déjà l'occasion de parler, nous apprend-il que, au moment de l'établissement du système décimal, le pan en usage à Marseille valait 0 m. 2516. En prenant ce chiffre comme base de nos calculs, nous trouvons que le volume du chevalet équivaut à 237 décimètres cubes et que cette mesure contient, par conséquent, 237 litres de grains.

Quant à l'émine, elle a la forme d'un tronc de pyramide rectangulaire, traversée à l'intérieur d'une croix en fer, sans doute pour en faciliter le maniement, — et entourée extérieurement de cercles de fer qui la rendent plus solide. Ses dimensions respectives sont de 1 pan moins $\frac{1}{6}$ de large au sommet, de 2 pans moins $\frac{1}{6}$ de large à la base, et de 1 pan $\frac{1}{3}$ de profondeur. Le pan étant égal à 0 m. 2516, le volume de l'émine est de 0 m³ 3106, et elle contient 31 litres 06 de grains.

Le *Tableau du Poids de l'Empire* évaluant à 3 décalitres 870 centilitres la capacité de l'émine en 1790, nous pourrions accepter comme approximativement exact le chiffre que nous avons obtenu, si nous n'étions arrêté par notre texte qui dit : « *deu tenir la mastra del dich quavalet la emina 1/2 de blat.* » Or, nos calculs nous ont montré qu'un chevalet, construit d'après les indications de notre document, serait plus de 7 fois plus grand que l'émine. Une erreur a donc été commise, soit dans l'indication des dimensions de l'une ou de l'autre mesure, soit dans l'indication du rapport qui doit exister entre elles.

Il nous paraît certain que cette erreur n'a pas été commise à propos des dimensions de l'émine. En effet, s'il en avait été ainsi, c'est que l'émine aurait eu en 1432 une capacité de beaucoup supérieure à celle qu'on lui attribuait en 1790, puisqu'elle aurait contenu environ 158 litres de blé. Il ne nous est pas possible de l'admettre, car on ne peut constater pour aucune mesure des variations de valeur aussi considérables que celles que nous serions obligés de supposer ici et qui auraient entraîné de trop profondes perturbations économiques. Au contraire, la faible différence que nous constatons entre la capacité de l'émine de

1432 et celle de l'émine de 1790, nous est une quasi-certitude de l'exactitude de nos calculs, réserve faite, bien entendu, de leur caractère approximatif résultant de la valeur arbitraire que nous avons attribuée au pan.

C'est dans la partie de notre document relative au chevalet qu'a été commise l'erreur que nous recherchons. En effet, ou bien le copiste a inexactement transcrit le rapport du chevalet à l'émine, ou bien il a inexactement rapporté les dimensions du chevalet. Il ne nous paraît pas possible, pour des raisons matérielles, d'admettre la première hypothèse. En effet, notre manuscrit porte ces mots, que nous reproduisons aussi fidèlement que possible « *Ia eminà 1/2 de blat.* » Il faudrait, en tenant pour exactes les dimensions du chevalet et celles de l'émine, que le rapport eût été exprimé dans le manuscrit primitif sous cette forme : « *VII emine 6/10 de blat.* » Or, il nous paraît difficile de supposer qu'une telle erreur de lecture ait pu se produire, la différence étant trop sensible entre les deux chiffres romains I et VII.

L'erreur provient donc d'ailleurs, c'est-à-dire d'une inexacte transcription des dimensions du chevalet. Or, il se trouve justement que, si nous supposons exacte, comme le raisonnement ci-dessus paraît nous donner le droit de le faire, cette indication que le chevalet doit contenir une émine et demie de blé, nous pouvons largement justifier cette hypothèse. Si nous évaluons, en effet, en litres la quantité de grains contenue dans une émine et demie, à raison de 31,06 cl à l'émine, nous trouvons 47 litres 08 centilitres. Or, si nous cherchons à construire un solide, ayant d'ailleurs la forme du chevalet, et capable de contenir cette quantité de grains, nous constatons qu'il aura les dimensions suivantes, réduites en pans pour la commodité de notre démonstration : longueur : 4 pans $\frac{1}{4}$; largeur : 1 pan moins $\frac{1}{6}$; hauteur : 1 pan moins $\frac{1}{6}$. La différence proviendrait donc de ce que le copiste aurait donné au chevalet respectivement en hauteur et en largeur 2 pans moins $\frac{1}{6}$, au lieu de 1 pan moins $\frac{1}{6}$.

A notre avis, cette faute de transcription s'explique mieux que celle que nous avons supposée précédemment. En outre, nous croyons pouvoir trouver une autre justification de notre hypothèse dans ce fait qu'il suffit de cette simple correction de lecture pour rétablir entre les différentes parties de notre texte la concordance qui leur manque.

Dans tout état de cause, d'ailleurs, nous ne touchons en aucune façon ni aux dimensions, ni à la capacité de l'émine. Donc, nous pouvons poser comme un fait établi qu'une émine contenant 31 litres 06 centilitres de blé, pesait 68 livres et $\frac{1}{2}$ carteron. (Nous avons vu précédemment que le carteron est la quatrième partie de l'émine). Or, nous savons qu'un hectolitre de blé pèse 77 kilogrammes ; l'émine pèsera donc envi-

XC bis

1. *Littera Renati regis pro Judeis*¹. — (5 Février 1443).

2. *Littera Renati regis de Judeis cancellata*². — (5 Février 1443).

XCI

*Ordinationes Sabbateriorum, Curatariorum et Conreatorum
facte per Consilium generale civitatis Massilie*³.

Anno incarnationis Domini millesimo quadringentesimo quadragesimo quinto, die xv mensis januarii, fuerunt in Consilio generali presentis civitatis Massilie infrascripta capitula continentia modum et seriem qualiter sabbaterii, curatarii et conreatores eorum officia exercere habeant pro utilitate rey publice et civitatis presentis, presentibus nobilibus et honorabilibus viris Amelio Bonifacii, Jacobo Gassinii et Johanne Pauli sindicis, ac etiam Guillelmum Amandi, dominum Antonium Armandi jurisperitum, et Johanne de Gebena statutariorum, ac per me Raymundum Bibaudi, scribam Consilii generalis dicte civitatis, lecte et publicatè in presencia magnifici viri domini Ludovici de Agouto, domicelli, domini de Cuebano, Vicarii regii civitatis Massilie et per ipsum Consilium voce unanimi concorditer

ron 23 kg. 91 gr. et, par conséquent, la livre, ou la 68^e partie 1/4 de ces 23 kg. 91 gr., pèsera 351 grammes environ. Notons en terminant que même admis malgré les réserves relatives à la valeur du pan, point de départ de tous ces calculs, ce chiffre ne saurait être encore considéré comme complet, puisque nous ignorons s'il s'agit ici de la livre de 12 onces ou de celle de 15 onces. Néanmoins, nous croyons qu'il ajoute un nouvel élément de recherches très positif à tous ceux, d'ailleurs restreints et souvent contradictoires, que l'on possède sur cette question des poids et mesures au Moyen Âge.

¹ Cette lettre reproduit celle de la reine Yolande mentionnée plus haut.

² V. *Revue des Etudes Juives*, Octobre-Décembre 1903, p. 252.

³ *Ordinationes sabbateriorum*. — Ce statut se compose de deux parties, séparées dans notre registre par suite d'une erreur que nous croyons pouvoir attribuer au relieur de 1557 (V. *Introduction*, p. ix). Nous le rétablissons ici dans sa forme primitive.

confirmata quorum capitulorum tenores sequuntur prout esse :

Effrenata cupiditas sui prodiga, pacis emula, mater litium, materia jurgiorum, tot cotidie novas formas male agendi cedere properat ut nisi justitia conatus ejus sua virtute reperiveret, concordia extra mundi terminos exularet, et vis humani federis extingueretur. Ideoque lex proditur ut appetitur noscitur sub juris regula limitetur per quam genus humanum ut honeste vivat alterum non ledat informetur. Sane diversa statuta super arte curatarie et blancarie edita diversis temporibus fuisse comperimus et sub diversis regulis transformata, ita quod in uno statuto illorum prohibebatur^{*} cedionibus sabateriis illam exercere, altero permittebatur, quorum pretexto experientia vidimus et nunquam debite provisionis adhibere circa dictam artem blancarie in presenti civitate Massilie adnichilatam et sophisticatam causantibus grandibus que in illa fuere commissa, licet priscis temporibus illa in hac civitate pre ceteris locis hujus patrie prefulgeret. Et ideo novis morbis convenit nova antidota preparari varia, experimenta morborum varia nos cogunt remedia invenire, hoc presenti statuto saluberrimo statuimus et ordinamus quod modo licitum sabateriis artem curatarie et blancarie pro libito exercere et econtra curaterii possint et valeant uti arte sabaterie promiscue sicuti in uno ex dictis statutis premittebatur servatis nunc per nos capitulis subscriptis et non alias. Et ut fraudibus ometur illorum et ipsa coria melius solito et bona fide aptentur ipsaque ars blancarie et curaterie in melius reformetur, volumus per tales exercentes dictam artem servari capitula subscripta in vulgari descripto, ut melius intelligantur, et perpetuo teneri quodquod quolibet anno presens statutum cum capitulis ipsis voce preconis divulgetur mandato domini Vicarii cum pena adjicienda suo arbitrio voluntate Consilii semper salva juxta formam sacramentalis ipsius domini Vicarii.

^{*} *Ita quod in uno statuto illorum prohibebatur.* — V. plus haut, statuts LXXX et LXXXII, p. 148 et 155.

Sequuntur capitula predicta.

Adit e ordenansas fachas a l'Ostal de la Villa sus lo sach dels

comunes et vengheres.

Primo a arribat que tota persona de calque condecion que sia, tant tabatier coma altres, sabent l'art de la Curataria, pueSCAN e ralian usar daquel art e cuers adobar tant en rusca cant en herba venrant empero los capitols e ordenansas subteguens.

Item que tot home que adobara en rusca davals o de nerta cuers d'Espanha e Terrassans, los deia tenir en adop intre los truelhs per l'estasi e temps d'un an contador del premier jorn que si colcaran en los dichs truelhs : e cuers de Sardenha e Terrassans de la qual se compoia de murens e d'oli per l'estasi de tota vida.

Item. — La villa fara far dos ferres¹ otra aquel del qual es acostumat de servir, e agra se presume otra los acostumat tant en las ditas com en las terres d'Alanya en gran que el terran. E lo qual presume elegit tendra l'hera, e tendra tota una ferre en agra se presume la qual otra d'oli l'hera, la qual d'oli tendra dos dels cuers presume elegit en se centun de las ditas.

Item que los cuers de la tendra los truelhs de son adobar e servir a la villa e a l'Alanya for de l'aire. E cant volran comar de es agros los elegit comar e agra que ten lo libre de la scrieure lo for que si colcara e lo nombre dels cuers que si colcaran e lo nombre del truelh en que si colcaran e serviran tant en la qual de cuers en el nombre l'hera. E agra comaran fins que quant povera le presume comar en se Terrassans e Espanha e murens, Sardenha et Barbarest un metes e miech. E si per aventura trobaran l'ordich elegit alcun cuer ho cuers que sian mal

¹ La Villa fara far dos ferres otra aquel dequal es acostumat de servir. — V. plus haut, statut lxxx, p. 148.

² Colcar. — V. Mistral (*loc. cit.* : v. Cauca). — Fouler, presser fortuement.

³ Deian appellar los elegis. — V. plus haut, statut lxxx, p. 148.

⁴ E l'Alanya e d'oli.

adobas en calquiera e non sian sufficiens per colcar aitals cuers deian tailhar per cabassils.

Item, quant sera passat lo dit temps e lo curatier volra mudar per dar la segona rusca, deia appellar losdichs elegis losquals reconoscan si tos los cuers que colqueron y seian, e que non sian stas cambias, e si lui sembla que los dichs cuers sian demudar, adonc aquellos senharan del segon senhal, so es del segon ferri.

Item, quant vendra al cap de l'an per los Cuers de Spanha e Terrassans, ho nou meses per cuers Sardest et Barbarest, si lo curatier aquels volra levar, appellara los dicz elegis, losquals reconoscan que si los dicz cuers que muderon y serian tos e si seran adobas a sufficiencia, e aloras se lur senbla senharan losdicz cuers del gran ferri ansianament acostumat e, aysso fach, lodich curatier ho sabatier puesca e valha aquels cuers vendre o talhar coma miels lui semblara o altrament non.

Item, quant lo dich Cuer aura son complement de adop como es dich dessus e per aventura lo curatier non volra aquels senhar tos, mais solament i ou ii daquels per so que lo dich curam non porté enteresse levant lo tot del truelh; en aquel cas losdichs elegis deian senhar dels cuers tantos como losdichs curatiers volran levar e aquels scribeure en lo dich libre, per so que en aquel truelh non si puescan jonher altres cuers. E totas ves aquellos dichs curatiers volran vendre dels dichs cuers, losdichs elegis sian tengus de lur anar senhar a lur requesta, entendent que los dichs curatiers puescan far vendra del dich curam senhat de dos senhals se seran d'acordi an lo merchant, reservat que facha la vendo a aquels cuers non aujan trayre de lobrador per portar alons sins que sian senhas del ters ferre, so es del gran senhal acostumat.

Item, que negun curatier non auja ni presumesca metre en truelh nenguna suffisticatien per laqual l'adop puesca estre alterat, mais tant solament la rusca ho herbo aital coma l'art requer.

Item, que tot curam que vendra adobat deforas desta villa per vendre ayssi, si deia portar dentra xxiiii horas apres que sera

vengut en la plassa del mercat, e aqui se deia examinar e regardar per los subredictz elegis et senhar del senhal de la villa si seran trobas esser bon adobas ; losquals elegis se deian enquerer e pendre sagrament cant plus fort poyran de aquel de qui seran los cuers si los dicz cuers auran stat en adop per lur temps degut, en la forma que es dich dessus. E aysso sia durant lo temps d'un an ; e passat lo temps d'un an, cascun que adurra cuers adobas per vendre en esta villa deia portar letra testimonial del temps que aura stat en adop lo dich cuer. E altrament non si auze vendre ne talhar. E si trobaran los dichs elegis nengun cuer prim¹, so es mouton, cordoan ho servum conreat, ho blanc que sia adobat en rusca, aytal cuer non se auze senhar ne vendre ho taillar mais de tot sia exclusit.

Item que tot curatier ho sabatier que volra adobar en bregadis cayn cuer que sia, puesca adobar sense rodar² durant lo temps de vi mezes, servant empero los ordres contengus en las presens constitutions. E passat lo temps de vi meses, sian tengus aquelos cuers rodar en tina³ de tusta an bastons a forsa de bras e non altramen fins sian a lur dever ho serian que los volguessan cusir per adobar en nerta. E cant seran adobas a lur dever e colcas en la tina, cant los volran mudat, deian appellar los dichs elegis que escriuran lo nombre dels cuers que si mudaran, e cascun daquels senharan del petit fer, ho si lo curatier lo vol senhar cant los rodara avant que los colqui los elegis aquels deien senhar.

Item, cant semblara al dich curatier que lo dich bregadis sia adobat a sufficiencia, aquels fara levar e eyssugar e adoncs appellara los dichs elegis losquals reconoscan si los cuers que muderon y son tos e si son ben adobas, e alors si lur semblara aquels senharan del segon ferri e, aysso fach, lo dich curatier puesca aquel vendre a qui volra ; empero nengun sabatier ni altre non ause eytal cuer talhar sinon que premierament sia

¹ *Prim.* — Petit.

² *Rodar.* — V. Mistral (*loc. cit.* v^o *rouda*) « v. a. Coudre les cuirs, les étendre dans une cuve où il y a de l'eau chaude et du tan. »

³ *Tina.* — Cuve.

conieat e tench en negre e senha del tris ferri, so es del grant senhal acostumat.

Item, que tot curatier o sabatier que volra adobar curam menut, so es assaber servum, cordoan o moutoninas, aytals cuers deian adobar anbe nerta, ros e fausilh, en tal manera que almens las doas pars de lerba sia nerta o ros e la tersa part sia de las autres herbas. Empero si lo dich curatier volra adobar tot de nerta o de ros aco far puesca, e sus ayssó si el sera enterrogat sia tengut prestar sacrament aytal coma per los elegis li sera demandat, al qual sacrament sia ajustada fe, e en nenguna manera en aytal adop non si auza mesclar o metre nenguna rusca.

Item, que tot curatier e sabatier o altra persona de calque condecion que comprara herba per adobar curam, so es nerta, ros o fausilh, encontenent que l'aura receupuda ho avant que la ressepia se volrà, sia tengut venir denunciar e dir als dichs elegis que deian aquella herba anar vesitar e veser si es sufficient. E si per aventura los dichs elegis aytal herba trobarian encamarada o suffisticada, aquella deian cremar afin que per causa dasquela non se puesca far malvais adop.

Item, quant aytal curam menut seran adobas a lur dever, lo curatier deia appellar los elegis que aian a veser si los dichs cuers seran sufficiement adobas, e si lur semblara los dichs cuers deian senhar del grant senhal tant solament e dautrament vendre ne talhar non se ausan, e si per aventura trobara alcuna pel o pels que non aian receuput sufficiement l'adop o altrament sia assolada, aitals pels non se deian senhar mais se deian repeller de las autras.

Item, que nengun curatier o sabatier o altra persona non auja vendre nengun cuers o pels a nengun privat o strani, ni portar per lo pays foras la villa ni altra part, nengun sabatier ne auze aytals cuers talhar, sinon que sia senhat e aprovat per los elegis coma es hordenat dessus ; e si per aventura alcuna pel o pels de curam menut sera trobat que sian trop primas o sian sis..... tadas, mais que altrament sian ben adobas, aytals pels si deian senhar en miech de la pel e aytals pels se puescan far correar e listar, e

aquelas gausir en orlets e portetas e en nenguna manera autrament sabatas non sen aujan far, e aquelas que serian mal adobadas senhar non si deian non conrear non si aujan ne metre alcunament en obraje, o seria tant solament en contrafors.

Item tot curatier o sabatier que volra far cuer pausat aysso far puesca, empero sia tengut de appellar los elegis quant colcara, e si senhon calcun dels dichs cuers del petit ferri e stagan eneyssins per l'espasi de dos meses e miech almens, e adoncs puesca far la muda presents los dichs elegis, e si senhon del segon ferri e pueis stagan altres dos meses e miech, e aloras los puesca levar aguda licencia dels dichs elegis, empero non si senhon del grant senhal sinon que sia conreat e tench en negre e que sian ben adobas.

Item, que tot curatier o sabatier que metra cuer en adop tant en rusca, tant en herba, o en bregadis, sia tengut o deia en cascun daquellos cuers o pels metre son senhal o sa marca en tal manera que quant seran adobas e seran mudas en outra man, per aquel senhal si conosca per qual curatier seran stas adobas e aysso per so que los bons adobadors en lur bon art si puesca gloriar e los caytieus¹ sian repellis.

Item que tot curatier o sabatier o altres adobant daquest art sian tengus e deian entierament observar los capitols dessus scrichs, e encontra la tenor daquels non aujan venir directament ne indirecta sus la pena de cent lb. per cascuna vegada que seria trobat en falha, aplicadoyra lo ters a la cort real, e lo ters a l'accusant e l'autre ters a la cura del port, e en perdement dels cuers que adobarian contra la forma dels dichs capitols e esser privat perpetualment del dich art en la ciutat de Masselha.

Item, que si per aventura sera trobat alcun curatier o altre usant de l'art esser repres per tres vegadas del dich art fasent malvais adop que, aysso fach, sia entredich perpetualment de non usar del dich art en la ciutat de Masselha.

Item, sian tengus los dichs adobans donar als dichs elegis dessus nommas en nom de selari e per lur rebalh, so es assaber

¹ *Caytieus*. — Mauvais, méchant.

per cuer adobat en rusca, quant senharan del petit ferri so es quant calcaran, per cascun cuer. d. II

Item, quant mudaran e senharan del grant ferri, per cascun cuer. d. II.

Item, quant levaran e senharan del premier ferri, per cascun cuer. d. II.

Cuer de bregadis cant mudaran e senharan del premier ferri, per cascun cuer. d. II.

Item, quant levaran e senharan del segon ferri per cuer... d. II.

Item, quant sera coreat e senharan del grant ferri per cuer... d. II.

Curam menut adobat en herba pagar deia quant sera adobat e senharan del grant ferri per cascuna dozena. d. III.

Item, que los dichs elegis sian tengus e deian anar vesitar als hobradors e senhar totas ves que seran requeregus, ho almens tres dels just impediment reservat ; e, tant en vesitar coma en senhar, deian lialment exercer lur offici tota amicicia, enemicia, parentela e somonia destragitada, mais solament lo dever de justicia regardat, e si per aventura seran trobas fasent lo contrari, volem que sian tombas en la pena de cent lb. e cascuna vegada aplicadoyra coma dessus es dich e esser privat perpetualment de tot offici e beneffici en la ciutat de Masselha.

Item, volem que si los dichs elegis atrobaran alcun adobant, so es curatier ho sabatier, en deffaut, so es que aia mal adobat, ho deia scriure en lur libre per recort e ho deian denunciar e revelar ad aquels que succeziran en lo dich offici l'an apres, afin que aquels que serian repres per tres ves daital error si puescan privar de l'art coma es dich dessus.

Item, si trobara que alcun cuers o pels sian senhas per los dichs elegis injustament, so es que lo dich cuer o pel si reproves esser mal adobat, aysso fach volem que los dichs elegis que aytal cuer o pels aurian senhat sian tonbas en pena de cent lb., e lo curatier que aura requeregut aquel senhar en pena de cent lb. aplicadoyra coma es dich dessus, e lo cuer aytal o pels si deia cremar publicament en la plassa davant la cort per dar exemple als autres.

XCH

*Dels Conreayres*¹

Que nengun conreayre ni altra persona de qualque condicion que sia non auja ni presumesca conrear en la ciutat de Masselha sinon al luec acostumat en tenent botiga uberta, so es en la carriera de Negrel e en la Traversas², ni en l'ostal ni en botiga del sabbatier conrear, ne si deia, mais solament en las botigas dels conreayres e non alons sus la pena de cent liuras applicadoyras coma dessus.

Item, que nengun conreayre non auja star a gegis de sabatier ne de curatier, ne en nenguna manera sauja entremetre de l'art de la sabataria, ni lo sabatier de l'art de la conrearia, sus la pena de cent lb. al conreayre que staria a gegis e aytant al curatier o sabatier que a gegis lo tendria, aplicadoyra coma dessus.

Item, que tot conreayre que conreara cuer de bregadis sia tengut e deia aytal cuer tenher en negre, e aquel non rendre ad aquel de qui sera, sinon que premierament sia vist per los elegis e senhat del tris senhal, so es del grant ferri acostumat, sus la pena sobredicha, aplicadoyra coma dessus.

Item, que nengun conreayre non auja engrayssar de grayssa de tripier ne de cosina, sinon que sia afinada sufficiement e compos-

¹ *Dels Conreayres*. — Le statut fait une distinction entre le cordonnier (*Curaterius, Curatier*) et le tanneur (*Blanquarius* ou *Conreayre*). Tandis que le statut précédent permet au savetier d'exercer l'art de la cordonnerie, s'il le connaît, celui-ci interdit, au contraire, à une même personne d'exercer en même temps l'art de la savaterie et celui de la tannerie.

² *La carreria de Negrel*. — Un texte, cité par Teissier (*Marseille au Moyen Age*, p. 167) et qui est de 1350, dénomme aussi cette rue « *Carrerria recta sabatarie de Negrello* » Elle tirait son nom, d'après Fabre (*Les Anciennes rues de Marseille*, p. 88-89) d'une famille marseillaise, celle des Négrel, bien connue au xiv^e siècle. Elle était située dans la partie haute de la ville, entre la *Carrerria Draparie superioris* et la *Carrerria Sancte Marthe*. Quant aux traverses dont il est question, parmi elles nous pouvons citer la *Carrerria Conreatorum*, entre l'Hôpital du Saint-Esprit et la rue de Négrel.

tada anbe bon seu en tal manera que las duas pars sian de bon seu, e la resta part de la dicha grayssa sus la pena sobre dicha.

Item, que nengun conreayre non auja engrayssar de caque doli sus la pena sobre dicha.

Item, si nengun sabatier o curatier se rancurara dels conreayres de cuer mal conreat, o scaudat, o altrament gastat per falta del conreayre, en aytal question losdichs curatiers o sabetiers e lo conreayre deian star a la conoyssensa dels dichs elegis ; empero si los dichs elegis trobavon cuer cremat en miech o a cap, aytal cremadura dejan talhar e levar del dich cuer e cremar o ho talhar per manera que non se puesca metre en hobrage.

Item, que nengun conreayre ne altra persona de calque condecion que sia non auja ne presumesca en nenguna manera bregar, ne afachar ho amaystrar, nengun curam prim adobat en herba coma servum, cordoan ho moutonina, pueys que sia adobat a son dever, sinon que premierament sia stat vist e aprovat per losdichs elegis e senhat del grant senhal de la villa.

Item, totas las personas enjonchas per los capitols dessus scrichs, tant a curatiers, sabatiers e conreayres quant aytant ben als elegis, entendem e volem que en aquel cas que i dels seria trobat en falha, so es que fos vengut contra la forma daquestas ordenansas, que ayso fach las dichas penas avem e per vertut daquest capitol volem que saiam per declaradas aras per adoncs o adoncs paras en tal manera que aquellas si puescan exequi a manera de deutes fiscals¹, tant per la part tangent al port quant per l'accusador e per la Cort, e ayso senssa nenguna remession ne mitigassion calque sia.

XCIII

Statutum noviter factum de Advocatis et Procuratoribus, qualiter eorum officia exercere habeant.

Quia multi imperiti litterarum et juris² a paucis diebus citra

¹ Si puescan exequi a manera de deutes fiscales. — Les Antiqua Statuta ne renferment aucune prescription particulière sur la façon dont doit être poursuivi le paiement des dettes fiscales.

² Quia multi imperiti litterarum et juris. — Cette intrusion d'igno-

se ingesserunt officio tam advocacionis quam procure, non examinati ut convenit, nec prestitis juramentis per eos in Curia¹ de bene, probe e legaliter exercendo officia in causis et litibus quas foveant juxta formam statutorum Massilie super hoc editorum, et jam ex imperitia illorum multi lesi sunt et causas perdidērunt, volentes igitur incomodo rei publice et litigantium saluti subvenire, statuimus et ordinamus quod amodo nullus admittatur ad officium advocacionis in Curiis Massilie tam ordinariis judicum quam appellationum, nisi prius examinati fuerint de pericia per tres judices civitatis qui pro tempore fuerint, presentibus domino Vicario et syndicis et probata pericia, juraverint modo et forma in statutis predictis, exceptis graduatis de quibus constaret aut constabit quo ad examinationem predictam, nec etiam admittantur ad procurationem² nisi prestito juramento predicto.

Pariter statuimus et ordinamus³ quod in causis ordinariis que per libellum expediuntur et vertitur cause cognitio, procuratores illiterati qui latine nesciant dictare eorum comperitiones non admittantur in Curiis predictis seu altera ipsarum, in aliis autem admittantur, et non recipiant tales pro eorum selario nisi octo denarios regalium pro quolibet termino in Curia tenendo.

Ut autem partes possint habere regressum contra advocatos quorum impericia subcumberent⁴, providemus ut libelli articuli,

rants des lettres et du droit dans les charges d'avocats est la conséquence d'un ancien statut (I, xx), dont un passage est ainsi conçu : « *Illi vero qui leges et decreta ignorant et publice patrocinari volunt, non aliter admittantur in placitis nisi semel in anno jurarent patrocinium suum bona fide prestare et pro patrocinio, tutela, vel cura, vel actoria, vel procuracione, vel qualitercumque occasione cause non recipere ultra duos denarios pro libra et hoc si causa sit usque ad ducentas libras.* »

¹ *Nec prestitis juramentis per eos... juxta forma statutorum Massilie.* Ces serments sont prescrits par le statut I, xx *De salario Advocatorum.*

² *Nec etiam admittantur ad procurationem.* — V. *Antiqua Statuta*, I, xxvi *De procuratoribus.*

³ *Pariter statuimus et ordinamus.* — V. plus haut, xxxiii, § 2, p. 62.

⁴ *Ut autem partes possint habere.* — Cf. *Antiqua Statuta*, I. xx. « *Sed quia olim statutum fuit in Massilia hoc quod infra sequitur renovamus,*

sive positiones aut appellationes et alie cedule tam in jure quam in facto in dictis Curii per notarios non recipiantur nec in excessibus inferatur sive affixentur nisi fuerint substrictæ manu dictatoris et periti in jure ut predicitur.

Decernentes insuper ad hoc, ut prius statuimus, perpetuis temporibus observentur quod si quis notarius¹ contrarium attentare presumpserit scribendo comparitores in processibus aut affixando cedulas aliter quam in primo statuto dispositum sit seu previsum, ipso facto sit privatus officio quod haberet tunc absque spe revertendi ad illud, et pari modo procuratores qui contrarium attentare presumpserint procul pellantur ab officio procure in perpetuum, et pariter advocati.

XCIV

*Statutum novum de Notariis et qualiter se regere habeant
in officiis Curie eisdem collatis.*

Anno millesimo quadringentesimo quadragésimo quinto et die xv mensis januarii. — Ad hoc ut scripture publice et avetentice ac acta publica conserventur et non pereat probationis copia, ac notarii attentum eorum officia exerceant in futurum, quia jam comperimus eorum negligentia diversos processus non reperiri, nec non in ipsis actis publicis ne aliquæ fraudes perpetretur ut experientia vidimus, sanximus hoc presenti sta-

statuentes quod si qua persona litigans in Curia Communis Massilie perdiderit causam suam per libellum seu occasione libelli male dictati, ille qui fuit dictator libelli teneatur illi perdenti reddere quod nomine salarii inde acceperat et nihil pro dictamine libelli seu pro patrocinio illius cause habere debeat, et omne quod accepit nomine salarii in denariis vel pignoribus reddat illi a quo accepit infra decem dies a die late sententie. Et judex qui illam sententiam feret teneatur illi qui perdiderit illam causam occasione predicti libelli male dictati expressim dicere quod de hujusmodi occasionem perdidit causam illam. »

¹ Si quis notarius. — Cf. Antiqua Statuta, I, xxviii « Qualiter notarii debent suum officium exercere. »

tuto quod notarii qui a cetero eligentur ad officia in dictis Curiiis¹ teneantur a suo precessore seu predecessore recipere, post juramentum per eum prestitum coram domino Vicario ut moris est sub repertorio publico², omnes et quascumque scripturas ad eorum officia pertinentes recipere et habere et pari modo suus precessor teneatur illas expedire completas eisdem.

Insuper ordinamus ad evitandum fraudem in dictis processibus quod ipsi notarii teneantur manu propria vel sui substituti dictas cedulas producendas per procuratores aut principales et signatas manibus advocatorum, ut statuto super hoc edito declaratur³, transcribere in processibus originalibus ac ipsas originales cedulas penes se retinere.

Parique modo ordinamus quod in testium examinationem ipsi notarii principales adsint quando per eorum substitutos forte dicta testium describerentur, cum juxta formam statuti Massilie « Ad testes recipiendos »⁴ unus ex notariis ad hoc fuerit deputatus in qualibet Curia.

¹ *Notarii qui a cetero eligentur.* — Un certain nombre de notaires de Marseille étaient élus annuellement pour remplir les différentes charges de greffiers et secrétaires de la Communauté et des Tribunaux de la ville. En voici l'énumération d'après les *Antiqua Statuta*, I, LXVIII : 1^o deux notaires étaient attachés au tribunal du Palais et au tribunal des Appellations « *pro scribendis actis causarum ad tabularia dictorum judicum* » ; 2^o deux autres étaient auprès de ces deux tribunaux « *pro recipiendis testibus et scribendis attestationibus in cartulariis dictarum curiarum, scilicet eorum testium qui producuntur in causis que agitantur in dictis curiis* » ; 3^o quatre notaires étaient attachés au Palais, deux « *ad tabularium ante Rectorem vel Judicem Palatii* », et deux « *ad tabularium seu tabularia accusationum et inquisitionum* » ; 4^o enfin, un notaire était élu « *pro scribendo in clavaria ea que pertinent ad clavaria comunis.* »

² *Sub repertorio publico.* — Les formules des différents serments, que devaient prêter en entrant en charge les divers officiers municipaux, sont inscrites sur les premiers feuillets du *Livre des Statuts* et précédées d'un verset de chacun des Quatre Évangiles. Cette même disposition se retrouve aussi dans le *Livre Rouge*. C'est à l'un de ces deux cartulaires que s'appliquent ces mots « *repertorio publico* ».

³ *Ut statuto super hoc edito declaratur.* — V. le statut précédent.

⁴ *Cum juxta formam statuti Massilie « Ad testes recipiendos ».* — C'est

Et ut hoc statutum observetur firmiter pro bono statu rei publice et veritas colatur in Curiis que est legum amica, volumus et ordinamus, si contrarium forte attemptari contingerit per memoratos notarios quod ipso facto sint privati ab eorum officiis nunquam ad illa reversuri. Et nichilominus tales attestaciones et dicta testium que reciperentur nullam habeant vim nec probationem faciant in iudicio vel extra ; ubi verò tales attestaciones tales vel processus peterent exhibere a procuratoribus vel advocatis earum et per iudices visiones concederentur, eo tunc notarii debeant ipsis presentibus vel eorum substitutis facere et non aliis satisfactoris de tempore amisso ad arbitrium iudicis ipsius cause.

Predicta autem capitula et statuta noviter facta, prout superius scripta sunt, tam sabbatariorum, curateriorum quam conreariorum, advocatorum, procuratorum et notariorum hodie in Consilio generali dicte civitatis Massilie publicata, in presentia domini Vicarii et dominorum Sindicorum ac totius generalis Consilii hujus civitatis, per me Raymundum Bibaudy, notarium et scribam ipsius Consilii et per ipsum Consilium unanimiter et concorditer approbata et confirmata, ego, predictus Raymundus Bibaudy, in libro presenti statutorum dicte civitatis per alium me aliis occupatum negociis transtuli feci hic quam manu mea propria subscripsi et signo meo manuali signavi in testimonium veritatis omnium et singulorum successorum. — R. Bibaudy.

le statut II, VII « *De omnibus actis in Cartulario Curie scribendis quot et quantum inde accipere debeant Notarii et alii scriptores.* » Notre passage s'applique à un § de ce statut, d'ailleurs très long. Ce paragraphe prévoit le cas où l'une des deux parties en présence récuserait, sous serment, comme suspect, le notaire « *qui est vel erit deputatus in illa Curia ad recipiendum testes.* » Dans ce cas, le juge est tenu « *alii notario idoneo, neutri parti suspecto sicuti tamen utraque parte, committere receptionem testium super illa causa producendorum, vel illi predicto notario, qui suspectus haberetur ut supra, alium notarium neutri parti suspectum, bonum et idoneum adjungere cum expensis vel sub expensis illius partis qui primum notarium habuit suspectum.* » Les deux notaires doivent alors transcrire respectivement les témoignages reçus, le premier dans le Cartulaire de la Cour, le second dans son Cartulaire particulier.

XCV

Statutum de Advocatis et Procuratoribus.

Ad laudem omnipotentis Dei, exaltationem regie Majestatis, decus etiam et quietem Rei publice hujus insignis civitatis Massilie. Quoniam bene et competenter omnia geruntur si principium fiat decus et amabile Deo, utque in litibus serventur honesta et verecundia castis moribus perseveret, anno Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo quarto et die... mensis..., spectabilis et magnificus dominus Petrus de Medulione, dominus de Rippariis, Cambellanus et collateralis Consiliarius regius, Vicarius et Rector ejusdem civitatis, quod jam utro lapsum et reparari festinans cura pervigili et dixit, statuit et ordinavit prout infra subjungitur seriose.

In primis quod nullus admittatur in advocatum et procuratorem¹ causarum civilium vel criminalium in presenti regia Curia agitandarum nisi primum per Vicarium et Rectorem assumptis extiterit et successive descriptis in matricula advocatorum et procuratorum.

Item, quod nullus admittatur in advocatum et procuratorem

¹ *Quod nullus admittatur in advocatum.* — Les anciens statuts contiennent déjà d'importantes prescriptions relatives aux Avocats et Procureurs de Marseille, notamment I, xx, xxi, xxii, xxiii, xxiv, xxv et xxvi. Cependant, loin de former un statut général destiné à fixer les conditions dans lesquelles la profession d'avocat devait s'exercer, les plus importants de ces statuts ont surtout pour objet la réglementation des honoraires des avocats (v. notamment I, xx, *De salario advocatorum*). Il est vrai qu'ils envisagent si minutieusement les différents cas qui peuvent se présenter qu'on y trouve maintes prescriptions d'ordre général, qui ne sont que reproduites dans ce nouveau statut et qui permettent de se faire une idée des conditions dans lesquelles les avocats exerçaient leur profession antérieurement au statut ci-dessus. Cependant, les anciens statuts ne portent pas cette obligation préliminaire imposée à l'avocat de se présenter devant le viguier pour être inscrit au tableau des avocats et procureurs.

nisi sit justiciabilis potestatis secularis¹, nisi hoc esset pro conjunctis personis vel affinibus², aut hoc esset ex votorum dispensatione domini Vicarii.

Item, admittendi ad laudabile viteque hominum necessarium advocationis officium antequam approbato utantur officio sacrosanctis Evangeliiis tactis juramentum prestabunt³ in manibus Vicarii et Rectoris quod omni virtute sua omnique ope id quod justum et verum extimaverit clientibus sive inferre procurabunt nichil studii relinquentes in eo quod possibile sit.

Item jurabunt advocati et procuratores juriste quod improbam, desperatam et ex mendatibus allegationibus compositam litem non adjuvabunt, sed si a principio aut etiam precedente certamine aliquod tale agnoverint a causa recederet ab hujusmodi communione sese penitus separantes.

Item, quod litem ad utilitatem clientulorum suorum bene et diligenter prosequentur et illas abbreviabunt quantum commode poterunt.

Item, quod a quacumque prevaricatione abstinebunt, et si contra fecerint ipso facto penas juris incurrant.

Item, ordinavit quod libelli et articuli principales⁴ non admittantur in causis nisi fuerint signati seu subscripti manu alterius advocatorum et procuratorum juristarum.

Item, ordinavit quod si per imperitiam causam sui clientuli advocatus et procurator jurista male direxerit faciat litem suam.

¹ *Nisi sit justiciabilis potestatis secularis.* — Les anciens statuts portent également cette interdiction faite à quiconque ne relève pas de la puissance séculière, c'est-à-dire à tout homme d'Église, d'exercer à Marseille la profession d'avocat (V. *Ant. Stat.* I. xx et xxi).

² *Nisi hoc esset pro conjunctis personis vel affinibus.* — V. *Ant. Stat.* I. xxi.

³ *Juramentum prestabunt.* — Les anciens statuts (I, xx) imposent aussi à l'avocat un serment prêté par devant le viguier, mais ce serment n'est pas aussi général que celui-ci ; il précise, au contraire, certaines prescriptions de détail dont il n'est pas fait mention ici. La plupart sont relatives au tarif des honoraires de l'avocat.

⁴ *Quod libelli aut articuli principales.* — Cf. ci-dessus, stat xciii, p. 182-184.

Item, quod nulli advocatorum aut procuratorum liceat pacisci de quota parte litis ¹ sed nec sacramento astringere aliquam ex partibus contendētibz quum possit de causa ad votum concordare vel causam deserere libere non exquisita voluntate advocati aut procuratoris.

Item, quod inter advocatus et procuratores partium litigantium nulla societas ² vel intelligentia contrahatur et habeatur quo ad ea que clientulorum patrocinium attingunt.

Item, quod nullus advocatus aut procurator possit vel debeat aliquam causam aut litem prosequendam suscipere ³ ad periculum suum et ad suas expensas, nec paciscatur sibi dari salarium in casum salarie tantum.

Quod si in premissis contraventum appareat ⁴ in futurum extra perjurium respectu articulorum juratorum et consequenter resultantem infamiam succedat pena Vicarii et Rectoris arbitrio imponenda.

Item, quantum ad procuratores causarum ⁵ non juristas actinet ordinavit et statuit quod procuratores ipsi jurent coram eo et successive Vicariis et Rectoribus in principio sui regiminis ad sancta Dei Evangelia sese bona fide, et dolo, malo postposito dicturos, facturos et procuraturos solerter causas quas in Curiis temporalibus agitandas receperunt, quodque eas prosequantur usque in finem, nichilominus facient, aut fieri curabunt, aut sustinebunt quod cedat aut cedere possit in aliquam sui clientuli lesionem. Quod si in futurum reperiatur aliter et non bona fide versari velut suspectus et perjurus a limine judiciorum repella-

¹ Quod nulli advocatorum aut procuratorum liceat pacisci. — Cf. *Antiqua Statuta*, I. xx.

² Quod inter advocatos et procuratores partium litigantium nulla societas. — Cf. *Antiqua Statuta* I. xx.

³ Quod nullus advocatus aut procurator possit vel debeat aliquam causam aut litem prosequendam. — Cf. *Antiqua Statuta*, I. xx.

⁴ Quod si in premissis contraventum appareat. — Cf. *Antiqua Statuta*, I. xx.

⁵ Quantum ad procuratores causarum. — Ce paragraphe reproduit souvent textuellement le statut I. xxvi *De procuratoribus*.

tur et ex tunc in posterum ad procurationem nullatenus admit-
tetur pro arbitrio etiam potestatis regie juxta qualitatem cause
animadversione plectendus.

Item, ordinat dictus dominus Vicarius observare statuta duo
edita super facto notariorum, advocatorum et procuratorum¹,
quorum unum incipit, « Quod multa et aliud... », ad hoc que
sunt scripta in libro sexto Statutorum Massilie prout jacent de
verbo ad verbum et quia in illis non sit taxatio salarii advoca-
torum et procurantium jurisperitorum sed per aliud antiquum
statutum positum libro primo ipsorum statutorum Massilie quod
in desuetudine habierat, et videtur per experientiam in Curiis
causas dilatarı plus debito per ipsos advocatos et procuratores
tam peritos quam imperitos exhigendo pro terminis multum
superflus tenendis et parimodo per notarios causarum pro in-
cohatione cause, litis contestatione, constitutione procuratorum
apud acta, collectione sententiarum et aliis diversi modo in
debitis exactionibus apparet evidenter multum parti gravari.
Ideo idem dominus Vicarius taxat salaria advocatorum et pro-
curatorum² juxta dicti antiqui statuti tenorem et hoc in qua-
libet instantia semel tantum quando causa seu lis erit a sexaginta
libri regalium coronatorum supra in libello positis vel extimatis
videlicet ad sex denarios pro libra juxta illius statuti tenorem ;
a sexaginta vero libris regalium coronatorum infra quarum que-
libet valet et esse intelligitur grossorum quindecim curren-
taxat pro qualibet instantia etiam juxta formam ipsius statuti
summam tantum triginta solidorum ibi contentam duplicando
et ponendo ad tres libras tantum in hoc ipsum statutum mode-
rando et ampliando. Aliis vero procuratoribus laicis, licet per
statutum vetus taxatio facta esset, quia per statutum novum ali-
ter taxatum reperitur, dicto novo statuto voluit stari, et illud
observari et nichil aliud exhigi a partibus per ipsos tam advo-

¹ *Statuta duo edita super facto notariorum.* — V. ci-dessus statut xciv,
p. 184-186.

² *Ideo idem dominus Vicarius taxat salaria advocatorum.* — Ce tarif
est contenu dans la formule même du serment imposé à l'avocat par le
statut I. xx, dont il est ici question.

catos quam procuratores peritos vel imperitos voluit et ordinavit, exceptis advocatis advocantibus in camera vel studio tantum quorum salarium arbitrio judicum taxetur sicuti viderint expedire. Nec non ordinat dictum statutum vetus et alia circa hec in omnibus aliis suis capitibus pro evidenti utilitate reipublice ad unguem observari.

Item, ordinat quod, quando advocati et procuratores periti vel alli imperiti recipient arbitra, aut arbitramenta et amica-biles compositiones ¹ cum pena vel sine pena, in se pro eorum sportulis non possint exhigere ab utraque parte nisi tantum quantum supra taxatum est in prima instantia et supra in causis et litibus judicialibus quod ad peritos juris quo vero ad alios, non exhigant ultra duas libras regalium ad plus ab utraque partium compromictentium, nec sibi taxent ultra, et si fecerint habeatur hoc protinus pro non facto et compromictentes taxationi parere non teneantur.

Item, quia per statutum antiquum ² instrumenta et scriptura notariorum tam judiciales quam extra judiciales reperiuntur taxate, que taxatio a tempore multo non sit in usu nec est de presenti, ideo idem dominus Vicarius pro nunc taxat labores notariorum circa processus adhibendos in Curia Massilie quibuscumque circa terminos currentes a principio cause usque sententiam exclusive per hunc modum videlicet quod pro quolibet termino tam in causis ordinariis quam summariis et extraordinariis habeant et habere debeant ab utraque partium inclusis, replicatis et triplicatis nimiciorum relationibus, nec non inco-
hationibus lictium contestationibus et constitutionibus procuratorum, solidum unum regalium parvorum semel tantum, instrumenta vero et productione scripturarum inferendarum et testium examinacionem secundum laborem arbitrio judicis cause reservavit moderate fieri.

¹ *Quando advocati et procuratores periti vel alii imperiti, recipient arbitra aut arbitramenta.* — Cf. *Antiqua Statuta*, I. xx.

² *Per statutum antiquum instrumenta.* — C'est le statut I. xxix, *Quantum debeant notarii accipere de instrumentis.*

Item, quia procuratoris simplicis et non periti est ville officium et sic non deceat nobiles sese gerentes tale officium exercere, ideo vult et ordinat quod tales volentes tale officium exercere non audeant sese nobiles amplius nominare vel pro illis sese gerere quoquo modo, sed acetu protinus sint extorres.

Per ordinatione autem hujus modi ubi forte aliter provisum appareret per Capitula Pacis vel statuta observata inconcusse in predictis eisdem capitulis statutis intendit memoratus dominus Vicarius et Rector in aliquo derogare.

XCVI

Ordinacio circa processus in causis mercanciarum

Quia sepe contigit lites agitari inter mercatores super variis altercationibus et debatis que ad eorum artem pertinent¹ et pro eo porrogatis eisdem litibus supra modum ut pene immortales reddantur mercatores expensis gravioribus fatigari, cum tamen ubi de bona fide agitur non deceat de juris apicibus disputare, ea propter, pro bono et utilitate rei publice, ex mercanciarum futura frequentia ficti exemplo optimo sicuti in majore

¹ *Quia sepe contigit lites agitari.* — Ce statut est reproduit dans un autre document des Archives de Marseille dont un fac-similé en photographie a été donné par Léon Magnan, *Histoire des Juges-Consuls et du Tribunal de Commerce de Marseille*, Marseille, Barlatier, 1906). Ce dernier document est une ordonnance de Jean de Cossé, comte de Troyes, et lieutenant du roi René dans les Comtés de Provence, Forcalquier et Terres adjacentes, en date du 20 juillet 1466, qui confirme la juridiction des marchands de la ville de Marseille, établie par notre statut même. Le préambule de l'ordonnance rappelle que ce statut a été élaboré et publié par les soins du viguier Pierre de Méolhan, sieur de Ribiès (viguier en 1454, v. *stat. précédent*) et du juge du Palais, Jean Martin. Vient ensuite le texte du statut et, enfin, l'ordonnance du lieutenant du roi qui le confirme et en prescrit l'exécution, établissant ainsi à Marseille la juridiction consulaire.

ribus civitatibus totius mundi laudabiliter fieri solet¹, in quibus cause hujusmodi ad relacionem expertorum sine strepitu judicii solent terminari². Nos, ad cujus Curiam pertinet vice

¹ *In majoribus civitatibus totius mundi laudabiliter fieri solet.* — Aucune ville de France ne possédait cependant encore de juridiction de ce genre. Lyon, — qui fut la première à en avoir une après Marseille, — ne devait la recevoir du roi de France Louis XI que quelques années après la publication de ce statut. Ce n'est, en effet, qu'en 1483 que fut établie dans cette ville la « Conservation des privilèges royaux des foires de Lyon » tribunal temporaire, présidé par le « Bailli de Mascon, Seneschal de Lyon », d'où devait bientôt sortir le tribunal de Commerce de cette ville. La *Bourse de Toulouse*, qui vient ensuite par ordre chronologique, ne fut créée que beaucoup plus tard, en 1549 (J. Vaesen, *La juridiction commerciale à Lyon sous l'Ancien Régime*, Lyon, 1879). C'est donc probablement aux villes italiennes que les Marseillais ont emprunté cette institution.

² *Sine strepitu judicii solent terminari.....* Cette expression se trouve déjà dans d'autres statuts (Cf. *Antiqua Statuta*, I. xxxiv, et plus haut St. lxxvii, p. 146-147). Il nous paraît donc légitime de rapprocher l'objet auquel ces derniers statuts se rapportent et celui dont il est question ci-dessus, et de voir dans les prescriptions contenues dans celui-ci une nouvelle application, plus étendue, de ce système de juridiction arbitrale, depuis longtemps déjà en vigueur à Marseille. C'est ce même souci d'alléger les frais de justice et de recourir au bon sens et à la bonne foi des juges et des parties plutôt qu'aux subtilités du droit qui inspire les rédacteurs de ces différents statuts. Nous nous trouvons donc en présence d'une extension du principe de la juridiction arbitrale depuis fort longtemps en vigueur à Marseille, et non d'une création faite tout d'une pièce, à l'imitation de ce qui se passait ailleurs. D'ailleurs, comme les auteurs du statut ci-dessus, il semble bien que les créateurs de la « Conservation des privilèges royaux des foires de Lyon » ont obéi à la préoccupation d'écarter du règlement des contestations survenues entre marchands l'appareil judiciaire qui ne faisait qu'en retarder la solution et les rendait onéreuses aux parties en présence. L'ordonnance royale du 8 mars 1463 confère au Conservateur des privilèges royaux des foires de Lyon, « pouvoir, autorité et commission de juger et terminer sans longs proceç et figures de plaidis, appeler ceux qui se sont à appeler, tous les débats qui se pourront mouvoir entre nosdits officiers et les marchands fréquentans les dites foires et durant le temps d'icelle, ainsi qu'il verra estre à faire par raison. » (J. Vaesen, *op. cit.* p. 6).

regiam animadvertere ad ea illa que utilitatem rei publice hujus insignis civitatis respiciunt, Statuimus, volumus et ordinamus quod a cetero in causis mercatorum movendis que tamen respiciunt mercatorum artem, causa coram Vicario, iudicibus Palatii et civitatis seu eorum altero introducta, omnis juris solemnitate rejecta, per dictos Vicarium et iudices seu eorum alterum coram quo erit incohata terminetis ad relationem duorum mercatorum illius artis per nos et successores nostros cum consilio sex de honoribus presentis civitatis qui pro tempore fuerint annis singulis deputandorum, et secundum illorum relacionem causam terminare teneantur ¹.

Cum quidem duo mercatores annis singulis mutabuntur, et in ingressu Viguerii Curie predictæ in presentia sindicorum ipsi jurabunt ad sancta Dei Evangelia corporaliter tacta in manibus ejusdem Viguerii de bene et fideliter dominis Vicario, iudicibus Palatii et civitatis seu eorum alteri referendo et consulendo, odio et favore postpositis quibuscumque. Et si ipsi duo concordēs esse non poterunt, habeant litigantis ad nos vel successores nostros recursum pro tercio adjungendo quorum trium majori parti iudex cause stare teneatur, et relationi facte per dictos mercatores seu eorum majorem partem Vicarius et iudices, coram quo vel quibus causa hujusmodi introducta erit, in pronunciando et deinde exequendo protinus acquiescant omni-

¹ Cf. l'ordonnance royale du 29 avril 1464 (J. Vaesen, *op. cit.* p. 7), qui complète l'ordonnance du 8 mars 1463 et prescrit la procédure à suivre devant le tribunal de la *Conservation* et en règle la composition. Elle accorde aux Conseillers de la ville de Lyon le droit « d'élire et « commettre aucun prud'homme suffisant et idoine, toutefois que messier sera, qui se prendra garde les dites foires durant qu'aucun sergent « ne face extorsion ou vexation ausdits marchands, et que de toutes les « questions et débats qui surviendront entre deux marchands, durant « les dites foires et à cause d'icelles, ledit commis l'appointe et accorde « amiablement, si faire le peut, ou sinon qu'il leur fasse élire deux « marchands non suspects ni favorables pour les appointer, s'il est « possible et, s'ils ne le peuvent appointer, ils le renvoyeront devant « le juge auquel la connoissance en devra appartenir et seront tenus de « le certifier de ce qu'ils auront fait. »

bus appellationibus, supplicationibus, recursu ad Viguerum predictum. Et alibi in talibus causis per omnia interdictis non tamen intelligimus per hoc latis seu tertiariis que ad fiscum domini nostri regis pertinent, negacione ibi interveniente vel alias, quomodo libet derogare.

Et parimodo ut supra observari volumus in litibus que moveri contingent inter mechanicos seu artistas artis cujuslibet, sive questio esset inter ipsos artistas, sive inter artistam et non artistam, super hiis tamen que artem eorum respiciunt. Volumus autem quod si inter artistas predictos lites moveri contingent quod illi duo mercatores per nos, ut dictum est, deputati in presencia et cum assensu nostro seu nostri locum tenentis, duos ejusdem artis eligant quorum relationi judex cause stare teneatur et juxta illam liti finem imponere et tandem reali exequutioni mandare.

Hanc autem ordinacionem facimus salvo semper et reservato bene placito regie Majestatis.

XCVII

Ordinacio de et super cessione bonorum

Ut fraudibus et maliciis frequentatis bonis cedencium obvietur, statuimus et ordinamus ¹ quod unaqueque persona christiana vel judea utriusque sexus, que bonorum vellet facere cessionem, teneatur universa et singula bona, res et jura tradere Curie per suum proprium juramentum quo affirmabit nichil apud illam in occulto esse, et quod in futurum teneatur in Curia

¹ *Statuimus et ordinamus.* — Aucun statut antérieur ne règle cette question. Notre statut édicte cependant dans ses derniers paragraphes des mesures conservatoires en faveur des créanciers de celui qui fait cession de ses biens, qui peuvent être rapprochées des prescriptions portées par l'ancien statut II, 1 : « *Qualiter debitores cogendi sunt in debitis liquidis ad solvendum,* » et par un statut précédent, xviii, p. 28-31, « *Statutum novum de malis debitoribus.* »

et coram personis publicis in propria persona et non per procuratorem bonis cedere cum cessionem facere voluerint.

Item, quod cessio hujus modi, paulo postquam facta fuerit, per hanc civitatem in locis videlicet publicis in quibus solitum est fieri preconizationes divulgetur et publicetur per preconem ut ita in noticiam perveniat plurimorum. Statuentes etiam quod post talem cessionem Curia faciat publice preconisari in locis consuetis quod quecumque persona que stit vel habet aliquid de bonis, rebus et juribus illius qui bonis cesserit, vel si aliquis ejus fuerit debitor ex quacumque causa, quod hoc notificet Curie infra decem dies sub pena quadrupli rei vel quantitatis debite seu alias occultate, que pena debeat pro medietate Curie applicari et alia medietas ad creditorem cadentem pro portione sui crediti pertineat et spectet.

Ordinamus eciam quod post talem cessionem ad instantiam creditorum vel aliquorum ex eis, annis singulis, Curia teneatur vocare illum qui bonis cesserit, qui comparere debeat in Curia per se et non per procuratorem et ab eo explorare per prium sacramentum si post cessionem aliquid acquisiverit; et si inveniat aliquid acquisivisse deductione egeat superfluum, convertatur in solutionem creditorum.

Ulterius volumus et declaramus quod huic statuto dilatio quinquenalis in qua plurimum fraudes debitorum cum quibusdam ex creditoribus intervenire solent non obsistat quoquo modo, ita quod major pars creditorum concedere volens dilationem aliis invitis non audiat. Sed nisi omnes creditores uniformiter in dilatione ipsa apparerent consentientes, teneatur precise unaqueque persona debitorum suis satisfacere vel in propria facere cessionem sicuti superius est expressum. Qui vero sic ita bona fide cessionem fecerint juris fruantur beneficio; qui vero dolosi apparuerint a beneficio ipso facto repellantur, salvis tamen semper in hiis bene placito et approbatione regie Majestatis.

XCVIII

*Statutum factum super navibus et aliis fustibus monstrantibus
carinam in portu Massilie*¹

Semper nostra fuit, est et erit officii summa cum diligencia animadvertere circa indemnitatem portus presentis civitatis ejusque cure et reparationi omni cum studio consulere. Unde quia ex navibus, galeis et aliis generibus fustium personarum extranearum, que monstrant intra dictum portum earum carinas, multa rumenta damnaque diversi mode ipsi portui inferuntur, et ut ex hujus modi rumentis et damnis dictus portus ejusque cura et reparatio aliquam valeat consequi utilitatem, ideo hoc presenti statuto matura cum deliberatione digesto, duximus ordinandum et statuendum quod omnis extranea persona cujuscumque gradus, status vel conditionis existat que monstrari faciet carinam intra dictum portum navibus, balleneriis, caravellis, galeassis, galeis, subtilibus lignis, sagittiis, barchis et aliis generibus lignorum seu fustium, teneatur et debeat solvere et exbursare thesaurario dicti portus² pro augmento

¹ *Statutum factum.* — Il existe dans les anciens statuts une importante législation maritime. Cependant aucune de ses prescriptions ne s'applique à l'objet de ce statut et n'ordonne la perception d'un droit particulier levé sur les navires étrangers entrant dans le port de Marseille.

² *Debeat solvere et exbursare thesaurario dicti portus.* — Les dépenses de la Cure du Port étaient acquittées en principe au moyen de 400 livres que par les *Chapitres de Paix* (art. III et LXVII) le Comte de Provence avait promis à la ville de payer. De nombreux documents du xiv^e et du xv^e siècle renouvellent cet engagement au nom des Comtes de Provence, successeurs de Charles d'Anjou. Dès les premières années du xv^e siècle, cependant, l'usage s'introduit de lever sur les navires venant à Marseille des droits qui seront appliqués à la Cure du Port. Des lettres patentes de la reine Yolande, du 3 juin 1423, autorisent les Marseillais à exiger pendant deux ans des marchands étrangers faisant le commerce avec Marseillé les mêmes droits que ceux-ci levaient dans leurs pays sur les marchands marseillais, à charge d'employer le produit de cette

cure et reparationis illius quatuor grossos pro singulo centenali quintalium ¹ quod portare possint dicte fustes. Si vero aptaret seu aptari faceret dictas fustes tantum a facie aque superius teneatur tunc solvere talis persona extranea duos grossos pro singulo centenali quintalium, seu ad ratione duorum grossorum pro singulo centenali quintalium.

Item pro utilitate et augmento dicti portus, statuimus et ordinavimus inviolabiliter observandum quod omnis persona extranea vel privata que disrumpet seu disrumpi faciet naves, galeas, balinerios, barchias, lahutos, aut alias fustes parvas vel magnas cujuscumque generis sint intra portum hujus civitatis, ex qua disruptione damna infinita ipsi portui afferuntur, teneatur et debeat solvere cure dicti portus seu ejus thesaurario decem florenos ² pro singulo centenali quintalium quod portare possent dicte fustes. Aut qui a dicta solutione liber esse voluerit disrumpat seu disrumpi faciat tales fustes in terram siccam aut in porta Gualica ³ ubi tempore antiquo erat consuetum tales fustes disrumpere.

taxe à la Cure du Port. Cette décision royale est contemporaine de notre statut. En effet, sans être daté, celui-ci, par la place qu'il occupe dans le *Livre des Statuts*, paraît avoir été rédigé dans la première moitié du xve siècle, et peut-être devons-nous y voir le règlement municipal appliquant sous une forme pratique la décision de principe prise par la Comtesse de Provence. (Ces lettres de la reine Yolande sont aux Archives de Marseille).

¹ *Pro singulo centenali quintalium.* — Les droits sur les marchandises étaient perçus par quintal (V. *Livre Noir*, fo clxxxv. *Sequentur jura regia civitatis Massilie, etc.*, et plus haut, Statut xi, p. 17, n. 2).

² *Decem florenos.* — Ducange (v° *florenus*) dit que des florins furent frappés en Provence, à l'effigie des Comtes, à l'exemple des florins pontificaux. Il dit aussi qu'en 1438 le florin était compté pour 16 sous de monnaie de Provence.

³ *In porta Gualica.* — La porta Gallica, devenue dans la suite la Porte de France, s'ouvrait sur la rue Française ou *Via Gallica*, aujourd'hui rue de l'Evêché, dans le voisinage de l'anse de la Joliette, qui s'appela longtemps *Portegalle*.

XCIX

*Capitols faichs subre las adobaries et publicas a vox de tronba
per Miguel Estornel, lo ixo jort del mes de novembre 1480,
de commandement del Conseil d'aquesta Cieutat*

Primo, que tos adobadous de curataries de la cieutat de Masseille sian tengus et dejan aver sa suelha bona et suficiente, et que tota l'ayga de la adobarie deja tonbar dintre la dicha suelha, hazent un espacier de peyra de tailha al premier pertus tonbant l'ayga et l'ordura dintre la dicha suelha ; et al pertus per ou salhira ladicha ayga deja aver una graylha de ferri que deja aver un pauze de hubertura afin que l'ordura reste en la dicha suelha, sota la pena de florins xxv per cascuna vegade, applicadoyra la mitat a la cort et l'altra al port.

Item, que tot adobador s'ya tengut et non deja escampar deguna trulhada d'ayga ni piela d'ayga, ne que aya lavat lane ni borra ni pelan ¹ gros ni lanut, sinon que la dicha ayga sie pauczade in la dicha piela. Et quant la volra escampar la dicha ayga deja levar lo tap et laysar anar ladicha ayga sansa remenar lodich truel afin que l'ordura reste en lodich truel, et sie tengut de levar la dicha ordura del truel et porta en lur suelha afin que non porte domaige al port, sota la pena subredicha de florins xxv, etc.

Item, que dejon tenir losdich valas de xv en xv jors curats et nets et levar la dicha ordura de mes en mes, afin que lo camin non se gaste, et metre l'ordura en lur suelha, sota la pena subredicha de florins xxv.

Item, que dejon curar et far curar lo valat del pont de Sant Loys ² de mes en mes una fes sota la subredicha pena de florins xxv.

¹ *Pelan*, peau.

² *Lo valat del pont de Sant-Loys*. Le fossé du pont de Saint-Louis. — Il est difficile de déterminer l'emplacement de ce pont de Saint-Louis. Il ne saurait s'agir évidemment du faubourg actuel de Saint-Louis, situé au nord de la ville, sur la route d'Aix. D'autre part, il y a eu à Marseille une église consacrée à saint Louis, évêque de Toulouse, fils de

Item, que dejon far paubar de comun al mitat del valat una grazilla de ferri bona et sufficiente del vergier que fon de Paulet Masan sota la pena subredicha de florins xxv.

Item, que tots adobadors e altrás personas, tant meystre como varletz, que veyran o sabran que degun ramene o fasse remenar las dichas aygas del dicho truels dejon revelar al sobre estans, sota la pena subredicha de florins xxv, applicadoyra lo ters a la cort, l'autre tets al port et l'autre ters al denonciant per cascuna vegade.

Item, que tots curatiers o adobadors de cuers dejon far un barquier ¹ sote lo pertus hont tonba l'ordura et l'ayga de totas las adobargas en lo valat de Sant-Loys sota la pena de xxv florins coma dessus, loqual barquier lodichs adobadors et curatiers feran far a la requesta del Conseil daquesta cieutat quant dayssó seran requisit, maiz que appareque a los senhors del dich Conseil tal barquier essere util al port et a la descorsa de l'ayga del grant valat, sota la dicha pena.

Item, maiz que tots curatiers dejan far fayre una emina ferrada coma es lo payron ² que an los aligis sobre ayco, et non dejan mesurar ambe altra mezura ni comprar sobra la pena sobredicha de florins xxv per cascuna vegade, entendant que ladicha emina sia per mesurar la rusca daval et sia segnade et alielade ³ per ladicha cieutat.

Item, que tots curatiers o adobadors que comprera nerta la puesca comprar a quintal o a myne alielade et segnade como

Charles II et frère du roi de Naples, Robert, mort en 1297 et enseveli à Marseille. Mais cette église, celle du Couvent des Frères Minimes de l'Observance, ne fut consacrée sous ce nom qu'en 1542. Il se pourrait que ce pont ait été situé dans la partie haute de la ville, dans le voisinage de la rue de Négrel.

¹ *Que tos curaties o adobadors de cuers deyon far un barquier... — V. Antiqua Statuta, IV, 11, De barquilibus faciendis in singulis transversis portus Massilie.*

² *Lo payron.* — Mesure qui sert d'étalon.

³ *Alielade.* — Etalonner.

dessus, et parelhament puesca comprar la rusca deuza a quintal como es de bono costume.

Item, que tots meystres et varlets dejon far observar et obtenir losdichs capitols subredichs et far bon sagrament sota la pena subredicha de florins xxv per cascun et cascuna vegada.

Item, que tots curatiers et adobadors de cuers sian tengutz et dejan cascun an una fes tant solament far curar a lur propre despens lun valat sive mondador ¹ loqual es de coste lo portal de la Calada ², et dintre loqual tonbon et pervenon las aygas de lasdites adobarias, et aquella ordura traiche deldich valat sive mondador dejan far levar del chamyn a lur propre despens su la davant dicha pena.

Et tots losdichs capitols jurevan los sobre estans cascun an en las mans de Monsenhor lo Viguiet et dels Senhors Consuls ³ daquesta dicha cieutat que par aquel temps seran observar et far observar sus lo peril de lur armes, et sesans losdichs sobre estans del contrayri sian tombas en la pena de florins xxv, la mytat al port et l'altra a la Cort applicadoyra per cascuna vegada.

¹ *Mondador*. — Mistral (*loc. cit.*, v^o *moundadou*) : « Grand crible, fosse dans laquelle on fait écouler et déposer les eaux sales d'un moulin à huile. »

² *Lo portal de la Calade*. — V. plus haut, Statut xxxiii, p. 64, n. 1.

³ *Dels senhors Consuls*. — C'est la première fois que nous rencontrons ce mot pour désigner les chefs élus de l'administration municipale, appelés jusqu'alors syndics.

Vu, le 4 octobre 1907.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

A. CROISET.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE ALPHABÉTIQUE

- ACCOULES (Sainte-Marie des). Livre VI, p. 7, n. 1 ; — 56, 69, 129, 144 et n. 1.
- AGOUT (Louis d'), seigneur de Cabannes, *viguier en 1445*. Liv. VI, p. 173.
- AGRICULTURE. — *Introduction*, p. XLVIII.
- ALLEMAND (Guillaume), *vice-viguier en 1315*. — Liv. VI, p. 131, 158 n. 1.
- ALPHONSE V, *roi d'Aragon*. — *Introd.* p. XLVII.
- AMANT (Guillaume), *statutarius en 1445*. — Liv. VI, p. 173.
- AMBASSADES envoyées au Comte de Provence. — *Introd.* p. XXIII, XXIV, XXVI, XLV ; Liv. VI, p. 95.
- AMENDES JUDICIAIRES. — Liv. VI, p. 5, 6, 7, 73, 75, 77, 162, 163, 166, 179, 180, 181, 196, 199, 200, 201.
- ANNONERIE (Porte de l'). — Liv. VI, p. 63, 64 n. 5.
- APPELLATIONS (Juge des). — *Introd.* p. XXIII, XXV n. 1 ; Liv. VI, p. 11 n. 1, 52 n. 3, 185 n. 1.
- ARAGON (Rois d'), *leurs luttes contre les Comtes de Provence*. — *Introd.* p. XLVII.
- ARCHIVES COMMUNALES DE MARSEILLE. — *Introd.* III, VI n. 1 ; VII et n. 1 ; X et n. 2 ; XI n. 4 ; XV ; XVI et n. 1 ; XVII ; XVIII ; XXIV ; XXXV ; XLIII.
- ARMATEURS (*Cargatores navium*). — Liv. VI, p. 49, 50, 51 et n. 1, 100.
- ARMAND (Antoine), juriconsulte, *statutarius en 1445*. — Liv. VI, p. 173.
- ARTISANS ET GENS DE MÉTIERS (Règlement des Contestations entre) — Liv. VI, p. 195.
- ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (*Publicum Parlamentum*). — *Introd.* p. XXXIV, XXXVI, LIVR. VI, p. 25, 45, 69, 92, 141.
- AUDEBERT (Pierre), *syndic en 1427*. — Liv. VI, p. 167.
- AUDIBERT (Pierre), *viguier en 1319*. — Liv. VI, p. 133.
- AUGUSTINS (Eglise des) — Liv. VI, p. 63, 64 n. 5.
- AVOCATS. — *Introd.* XLI n. 1 ; Liv. VI, p. 12, 62 n. 1, 106, 182, 184, 185, 186, 187, 192.

- BAILLEUL (Mathieu de), *viguier en 1278*. — Liv. VI, p. 31, 37.
- BAN (Règlement de police rurale). — Liv. VI, p. 21, 71, 79, 96, 132, 136, 139, 139-140, 166.
- BANNERII (Gardes du Ban). — Liv. VI, p. 10, 71, 72, 73, 75, 76, 77, 78, 96, 137, 139, 162, 165.
- BANQUE (v. Usure).
- BAUX (Raymond des), seigneur de Puyricard, *viguier en 1297*. — Liv. VI, p. 92.
- BEAUSEMBLANT (Guillaume de), *viguier en 1315*. — Liv. VI, p. 131, 158 n. 1.
- BÉATRICE, comtesse de Provence, femme de Charles d'Anjou. — Liv. VI, p. 68.
- BÊTES DE SOMME (v. Troupeaux).
- BIBAUDY (Raymond), *notaire-secrétaire de la Communauté en 1445*. — Liv. VI, p. 173, 186.
- BIBLIOTHÈQUE NATIONALE (Manuscrits de la). — *Introd.* VII n. 2, IX.
- BIENS (Cession de). — Liv. VI, p. 195-196.
- BLANCARD (Louis). — Son *Essai sur les Monnaies de Charles I^{er}, comte de Provence*, Liv. VI, p. 1-2 n. 1 ; 110 n. 3 ; — Ses *Documents inédits sur le Commerce de Marseille au Moyen-Age*, Liv. VI, p. 32 n. 1 ; 150 n. 2.
- BLANCARD (Raymond), *syndic en 1434*. — Liv. VI, p. 168.
- BLANQUERIE (Quartier de). — *Introd.* p. XLIX ; Liv. VI, p. 149 n. 2.
- BLÉ (Culture et Commerce du). — *Introd.* p. XLVIII, LIV, LV, Liv. VI, p. 4-6, 9, 79, 110, 169.
- BONIFACE (Amélius), *syndic en 1445*. — Liv. VI, p. 173.
- BOUCHERIE. — *Introd.* LV ; Liv. VI p. 7, 10, 72, 137, 140, 153, 161, 162, 165.
- BŒUFS (v. Troupeaux).
- BŒUFS DE LABOUR. — Liv. VI, p. 137, 139.
- BRITON ANSELME, chef de la résistance à Charles d'Anjou. — Liv. VI, p. 55.
- CABINET DES MÉDAILLERS DE MARSEILLE. — Liv. VI, p. 22.
- CADENET (Guillaume de), *viguier en 1293 et en 1298*. — Liv. VI, p. 70.
- CAHIERS DE LA SÉNÉCHAUSSEE DE MARSEILLE EN 1789. — *Introd.* XXXII, n. 2.
- CALADE (Porte et Quartier de la). — Liv. VI, p. 64, 144 et n. 5, 162, 201.
- CALCE ET STATUTARIIS (Stat. de). — V. *Statutarii*.
- CANNE (Mesure de longueur). — V. Mesures et Poids de Marseille.
- CHANGEURS (*Campsores*). — *Introd.* p. XXVI n. 3 ; Liv. VI, p. 2 et n. 1 ; 19, 22.
- CANNEBIÈRE (rue de la). — Liv. VI, p. 63-64 n. 5 ; 93 n. 1.
- CAPITAINE OU PATRON DE NAVIRE (*Conductor ou Dominus navis*). — Liv. VI, p. 49, 50, 51, 60 n. 1, 70, 99, 100, 102, 103, 104, 105, 106.

CAUTION. — Liv. VI, p. 24 n. 1.

CARRIERA NOVA. — Liv. VI, p. 63-64 n. 5.

CASTELLANE (Boniface de), *viguier en 1334*. — Liv. VI, p. 141.

CATHÉDRALE (Eglise de la Major). — Liv. VI, p. 46 ; 63-64 n. 5.

CAUVIN (Pierre), *notaire-secrétaire du Conseil en 1408*. — Liv. VI, p. 154.

CÉPÈDE (Antonet de), *syndic en 1434*. — Liv. VI, p. 168.

CHANDELLES DE CIRE (Fabricants de). — *Introd.* p. XLIX ; p. 58-59, 140-142.

CHAPITRES DE PAIX (*Capitula Pacis*). — *Introd.* p. III n. 1 ; IV, VI, VII n. 1, VIII, XII n. 1, XXIII, XXIV, XXV, XXVI, XXVII, XXVIII, XXIX, XXXII, XXXIII, XXXVIII, XLIV, XLV, XLVI, L ; Liv. VI, p. 8 n. 1, 11 n. 1, 15 n. 1, 19 n. 2, 31, 37, 43 n. 1, 45, 48, 51, 52, 53 n. 3, 54, 55 n. 2, 56, 60 n. 1, 68, 73 n. 2, 88 n. 1, 98, 107, 109, 132 n. 3, 133 n. 1, 141, 142, 148, 158 n. 1, 167, 192, 197 n. 2.

CHARGEMENT DES NAVIRES. — Liv. VI, p. 50 n. 3.

CHARLES 1^{er} D'ANJOU, *comte de Provence*. — *Introd.* XIII, XIV n. 1, XXIII, XLVII ; Liv. VI, p. 21-22 n. 3, 43, 60 n. 1, 68, 109, 133 n. 1, 197 n. 2.

CHARLES II, *comte de Provence*. — Liv. VI, p. 68, 133 n. 1, 154, 200, note.

CHASSE (Police de la). — Liv. VI, p. 71-72, 74.

CHATEAU-BABON. — Liv. VI, p. 63-64 n. 5.

CHAUX (Fours à). — Liv. VI, p. 73, 88.

CHAUX (Réglementation du Commerce de la). — Liv. VI, p. 88-89, 130.

CHEVALET (Mesure du blé). — *Introd.* p. XXXVI ; Liv. VI, p. 168-169, 170, 173.

CHEVAUCHÉES (Obligatoires pour les Marseillais). — *Introd.* p. XXVI n. 3 ; Liv. VI, p. 148.

CHÈVRES. — (V. Troupeaux).

CLAVAIRES (Trésoriers de la Communauté). — Liv. VI, p. 15 n. 1, 52 n. 3, 53 n. 3, 133 n. 1, 157, 185.

CLÉMENT V, *Pape*. — Liv. VI, p. 107.

COLOMBIER. — *Introd.* p. XIX n. 1 ; Liv. VI, p. 95-96.

COMMANDITES. — Liv. VI, p. 31-36, 49 n. 2, 50, 51.

COMMERCE. — *Introd.* p. XLVIII, LII ; Liv. VI, p. 32.

COMMERCE (Juges du). — V. Juridiction Consulaire.

COMTES DE PROVENCE. — *Introd.* p. XXII, XXIII, XXV, XXIX, XXXIII, XXXIV, XXXVIII, XLIII, XLIV, XLV, XLVII ; Liv. VI, p. 22, 28 n. 3, 43 n. 1, 53 n. 3, 98, 132, 133 n. 1, 137, 192 n. 2.

CONCILE DE VIENNE. — *Introd.* p. LIII ; Liv. VI, p. 107.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA VILLE. — *Introd.* p. XIX, XXI, XXIV, XXXI, XXXIII, XXXIV, XXXV, XXXVI, XXXVII, XXXVIII, XL, XLII, XLIII, XLV, L, LIII, LV ; Liv. VI, p. 12, 13, 15, 25 n. 1, 28, 31, 37, 45, 47, 51, 52, 53 n. 3, 54, 55,

- 57, 66, 91, 92, 94-95, 97, 98, 107, 131, 132, 133, 141, 150, 153, 154, 155, 156, 158, 159 n. 1, 160, 165, 166, 167, 168, 169, 173, 174, 186, 199, 200.
- CONSULAT MARSEILLAIS. — *Introd.* xlvi ; Liv. VI, p. 146 n. 1, 165.
- CONSULS DE MARSEILLE (Magistrats municipaux). — Liv. VI, p. 201.
- CONSULS DE MARSEILLE (sur les navires et dans les ports étrangers). — Liv. VI, p. 33, 34 n. 1, 50, 51, 133 n. 1.
- CONSUL NAPOLITAIN. — Liv. VI, p. 133-135, 143-144, 159 n. 1.
- CONVENTIONS MARITIMES. — Liv. VI, p. 51.
- CORDONNERIE. — V. Blanquerie.
- CORNILLON (Jean de), *viguier en 1285*, — Liv. VI, p. 55.
- CORPS DE VILLE. — *Introd.* p. xxiii, xxix.
- COSSÉ ou COSSA (Jean de), comte de Troyes, *lieutenant du roi René en Provence*. — Liv. VI, p. 192 n. 1.
- COTON (Fabricants d'étoffes de). — *Introd.* p. xlix ; Liv. VI, p. 57-58, 63, 141.
- COUR ROYALE. — *Introd.* p. xxvii n. 1 ; Liv. VI, p. 44, 99, 101, 102, 105, 137, 157, 162, 166, 193, 195, 196.
- COURONNE (Carrière de pierres de la). — *Introd.* p. liv ; Liv. VI, p. 125, 129.
- COURS (Cours Belsunce). — Liv. VI, p. 63-64 n. 5, 93 n. 1.
- COURS (Tribunaux de Marseille). — Liv. VI, p. 11 n. 1, 29, 30, 33, 34, 38, 40, 51, 52, 103, 105, 106, 129, 148, 154, 157 n. 2, 183, 184, 190, 191, 194.
- COURTIERS (*Corraterii*). — Liv. VI, p. 23 n. 1.
- COURTLIEU (Raynaud de), *viguier en 1281*. — Liv. VI, p. 45.
- CRÉÉES. — *Introd.* p. xxxiv, xxxv ; Liv. VI, p. 23, 25 n. 1, 45, 66, 78, 123, 136, 150, 169, 174, 196, 199.
- CROISADES ET PÉLERINAGES. — *Introd.* p. xlvii. (V. aussi *Pèlerins*).
- CROTE (André de), *Juge du Palais en 1315*. — Liv. VI, p. 131.
- CURATARIE ET BLANCARIE (*Ars*). — *Introd.* p. vii, xlix. Liv. VI, p. 148, 155, 173-180, 181-182, 186, 199-201.
- CURATERIE (Rue). — Liv. VI, p. 149. n. 2.
- CURE DU PORT (*Cura Portus*). — *Introd.* p. xxvi. Liv. VI, p. 6 n. 3, 59-61, 95, 166, 197, 198.
- DAGONESSA (G. de), *viguier en 1268*, — Liv. VI p. 4, 23.
- DETTES (Procédure relative aux). — *Introd.* p. xxvi n. 3, xxxvii, liii ; Liv. VI, p. 28, 37, 38-40, 131, 196.
- DRAPERIE (Quartier de la). — Liv. VI, p. 144.
- DRAPERS (marchands). — Liv. VI, p. 81.
- DROIT DE CITÉ. — *Introd.* xlviii ; Liv. VI, p. 52.
- DROIT PUBLIC ET PRIVÉ DE MARSEILLE. — *Introd.* p. xxxi, xxxii, xlv.

DROITS ROYAUX (*Jura Regia*). — Liv. VI, p. 163, 167.

DROITS ET TAXES PERÇUS SUR LES NAVIRES ET MARCHANDISES. — Liv. VI, p. 197 n. 1 et 2, 198 n. 1.

DU CANGE. — *Introd.* p. xx.

ÉCRIVAINS (*Scriptores navium* ou *Scrivani*). — Liv. VI, p. 48, 49, 100-102, 105, 106.

ÉLECTIONS DES OFFICIERS MUNICIPAUX. — *Introd.* xxiii, xliv, xlv, l ; Liv. VI, p. 3, 15 n. 1, 48, 52-54, 56, 57, 61, 63, 133, 142, 143-144, 145, 146, 147, 151, 163-165, 194.

ÉMINE (Mesure pour les grains). — Liv. VI, p. 9, 79, 110, 130, 168, 169, 170, 173, 200.

ENCAN (Vente et Marchands à l') *Introd.* p. xix n. 2 ; Liv. VI, p. 13, 14, 23-26.

ENSUÈS (Elzéar d'), *Viguier en 1284*. — Liv. VI, p. 47.

ESTIMATEURS. — Liv. VI, p. 14.

ÉTRANGERS. — *Introd.* p. xlviii ; Liv. VI, p. 29, 38, 40, 99 n. 3.

ÉVÊQUE ET ÉGLISE DE MARSEILLE. — *Introd.* p. xxii ; Liv. VI, p. 92, 102 n. 1.

EXÉCUTION DE JUGEMENTS. — Liv. VI, p. 13 n. 1.

EXPERTISES ET JURIDICTIONS ARBITRALES. — Liv. VI, p. 41, 147, 182, 191, 192 n. 2.

FABRE (Augustin), *Ses rues de Marseille*. — *Introd.* p. xiii n. 4 ; Liv. VI, p. 55 n. 1, 94 n. 1.

FEMMES (Parure et Vêtements des). — Liv. VI, p. 46-47, 82-85, 91-92.

FÉRAUD (Guillaume), *Viguier en 1350*. — *Introd.* p. xxxv n. 1. Liv. VI, p. 23 n. 1.

FERMES DES DROITS DE LA VILLE. — Liv. VI, p. 16 n. 1, 17 n. 1 et 2, 19 n. 2.

FERS ET CASSES (Poids des) (*Pondus ferri et Cassarum*). — Liv. VI, p. 17.

FLORINS. — V. Monnaies de Marseille.

FOUCARD (Pierre), *Syndic en 1427*. — Liv. VI, p. 167.

FOURMIGUIER (Plan). — Liv. VI, p. 64 n. 1.

FRACHE (Porte de la). — Liv. VI, p. 63 n. 5, 162.

FRANÇOIS D'AIX. — *Introd.* p. x n. 2, xi, xii n. 1, xv, xvi, xvii, xviii, xix, xx, xxi, xxx n. 1, xxxii n. 2, xli ; Liv. VI, p. 8 n. 1.

FRESQUET (J. de). — *Ses Études sur les Statuts de Marseille au XIII^e siècle*. — *Introd.* p. xiii n. 1, xvi n. 1, xviii n. 1, xxx, xxxi.

FUMIER ET IMMONDICES (Dépôts de). — *Introd.* p. xix n. 2, xxi n. 3. Liv. VI, p. 7-9, 63-65, 73, 75, 162-163, 199-201.

GAGES DES OFFICIERS DU COMTE. — Liv. VI, p. 13, 159 n. 1, 161.

GAGES ET SALAIRES DES OFFICIERS DE LA VILLE. — Liv. VI, p. 14 n. 1, 20.

GLANAGE. — Liv. VI, p. 74.

GROS DE MARSEILLE. -- V. *Monnaies*.

GALLE, plus tard DE FRANCE (Porte). — Liv. VI, p. 63 n. 5, 198.

GASSIN (Jacob ou Jacques), *Syndic en 1445*. — Liv. VI, p. 173.

GÊNES (Jean de). *Statutarius en 1445*. — Liv. VI, p. 173.

GLANDEVÈS (Elion de), seigneur de Faucon, *Viguiier en 1427*. — Liv. VI, p. 166.

GRÉGOIRE, *Vice-Viguiier en 1270*. — Liv. VI, p. 109, 158 n. 1.

GUERRE DE CENT ANS. — *Introd.* p. XLVII.

HAUTLIEU (Raymond de), *Viguiier en 1282*. — Liv. VI, p. 37.

HOMMES (vêtement des). — Liv. VI, p. 85-87.

HUILE (Mesurage et Commerce de l'). — *Introd.* p. LV; Liv. VI, p. 6, 145, 159 n. 1.

ILES de Marseille. — Liv. VI, p. 50.

INDUSTRIE. — *Introd.* p. XLVIII.

JARDINS. — *Introd.* p. XLVIII.

JEAN LE BON, roi de France. — *Introd.* p. 11.

JEANNE, Comtesse de Provence, reine de Naples. — *Introd.* p. XXIV n. 1, XXVIII n. 1, XLV n. 3; Liv. VI, p. 63 n. 5, 133 n. 1, 157, 158 n. 1, 161.

JOGALES (Arnulf), *Viguiier en 1408*. — Liv. VI, p. 154.

JOLIETTE. — Liv. VI, p. 63 n. 5.

JUIFS. — *Introd.* p. XXVIII, XLVIII, LIII; Liv. VI, p. 66, 97, 154, 163, 173, 195.

JURIDICTION CONSULAIRE. — *Introd.* p. LII; Liv. VI, p. 192-195.

JURIDICTION DE MARSEILLE (*Forum Massilie*). — Liv. VI, p. 51.

JURISTES (*Jurisperiti*). — *Introd.* p. XXXII, XXXVI, XXXVII, XLI; Liv. VI, p. 13, 15 n. 1, 62-63.

JUSTICE CIVILE ET CRIMINELLE. — Liv. VI, p. 11 n. 1.

LANSARDI (Jean), *Lieutenant du Viguiier en 1596*. — Liv. VI, p. 156, 158 n. 1.

LA ROCHE (Gauthier de), *Viguiier en 1596*. — Liv. VI, p. 157, 158 n. 1.

LAURET (Porte et Place du). — Liv. VI, p. 63 n. 5, 93. (V. aussi *Poids du Lauret*).

LETTRES PATENTES des Comtes de Provence. — *Introd.* p. XXII, XXIV, XXVII, XXVIII, XXIX, XLV. — Liv. VI, p. 157 n. 2, 163, 164 note, 165 note, 197 n. 2.

LIVRE NOIR. — *Introd.* p. XXIV, XXXV, XLIII; Liv. VI, p. 133 n. 1, 198 n. 1.

LIVRE ROUGE. — *Introd.* p. V n. 4, VI n. 1, VII n. 2, VIII-X, XII n. 1, XIII; XXX n. 1, XXXV; Liv. VI, p. 145 n. 4, 185 n. 2.

LIVRE DES STATUTS (*Liber Statutorum* ou *Statuta Civitatis Massilie*). —

Introd. p. III, IV, V n. 4, VI, VII, VIII, IX, X, XII n. 1, XVI, XVIII, XX, XXI, XXIV, XXVI n. 3, XXVII n. 1, XXVIII, XXXIV, XXXV, XXXVI, XXXVII, XXXIX, XL, XLIII. Liv. VI, p. 15, 158 n. 1, 164 n. 6, 168, 185 n. 2, 186, 198 note.

LOUIS II, Comte de Provence, roi de Naples. — *Introd.* p. XXIV, XXVI, XXVIII n. 1 et 2, XLV n. 3 ; Liv. VI, p. 148, 154, 157, 163, 164 note, 167.

LOUIS XI, roi de France. — *Introd.* p. LI.

LOUIS XI, roi de France. — Liv. VI, p. 193 n. 1.

LOUVER (Jean), seigneur d'Ygalières, *Viguier en 1414*. — Liv. VI, p. 160

LYON (sa juridiction consulaire). — Liv. VI, p. 193 n. 1 et 2, 194 n. 1.

MADRAGUES. — Liv. VI, p. 27.

MAÎTRES-MAÇONS (*Magistri lapidum*). — Liv. VI, p. 41, 88, 126, 146, 147.

MAISON DU ROI (*Domus Regia*). — Liv. VI, p. 55.

MARC D'ARGENT (de Montpellier). — Liv. VI, p. 2, 22.

MARCHÉS. — Liv. VI, p. 7, 26 n. 2, 80, 137, 153.

MARCHÉ (Porte et Place du). — Liv. VI, p. 63 n. 5, 152, 177.

MARÉCHAUX FERRANTS. — Liv. VI, p. 147-148.

MARIE, Comtesse de Provence, reine de Naples. — *Introd.* p. XXIV n. 1, XXVIII, XXVIII n. 2, XLV ; Liv. VI, p. 148, 154, 157 n. 2, 164 note.

MARQUE MUNICIPALE (*Signum Curie*). — Liv. VI, p. 5, 93, 151, 152, 156, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181.

MARQUES DE FABRIQUE. — Liv. VI, p. 179.

MARTIN (Jean), *juge du Palais en 1454*. — Liv. VI, p. 192 n. 2.

MAZEAU (Le Grand). — Liv. VI, p. 7 n. 1.

MAZEAU (Le Petit). — Liv. VI, p. 7 n. 1.

MÉGISSERIE. — V. Blanquerie.

MENUS MARSEILLAIS. — V. Monnaies.

MÉOLHAN (Pierre de.- *Petrus de Medulionus*), *Viguier en 1454*. — Liv. VI, p. 187, 192 n. 2.

MÉRY ET GUINDON, Leur *Histoire Analytique et Chronologique... de la Ville de Marseille*. — *Introd.* p. IX, X, X n. 1, 2, 3, XI-XVII, XVIII, XXX ; Liv. VI, p. 145 n. 4.

MESURES ET POIDS DE MARSEILLE. — Liv. VI, p. 4 n. 1, 5, 6, 9, 16 n. 1, 17, 17 n. 2, 19 n. 1, 49 n. 1, 57, 63, 65, 92-93, 110, 130, 162, 163, 169, 170-173, 198, 200.

MÉTIER (Chefs de) ou *Capita Ministerium*. — Liv. VI, p. 15 n. 1.

MÉTIER (Corps de). — *Introd.* p. I.

MILLEROLE. — V. Mesures et Poids de Marseille.

MOIS (Durée du). — Liv. VI, p. 106.

MONNAIES. — Liv. VI, p. 1-3, 21-23, 44, 110, 166, 190, 198, 199, 200.

MONTPELLIER (Elections municipales à). — Liv. VI, p. 165 note.

- NAGANSA (Adhémar de), *Viguier en 1313*. — Liv. VI, p. 97, 98, 107.
- NAPLES (Royaume de). — *Introd.* p. XLVIII.
- NAPLES (Rois de). — V. Comtes de Provence.
- NAVIGATION (Règlement sur la). — Liv. VI, p. 6, 47-51, 98-107, 197-198.
- NAVIRES (Armement des). — *Introd.* p. XXVI, XXVII, LII.
- NÉGREL (Rue de). — Liv. VI, p. 181, 200 note.
- NOBLESSE (Cas de déchéance). — Liv. VI, p. 192.
- NOTAIRES. — *Introd.* p. XXVII n. 1, XXXII, XLI n. 1 ; Liv. VI, p. 14-15, 19-20, 44, 52, 53, 62-63, 98, 102, 148, 157, 160, 167, 184, 184-186, 190, 191.
- NOTAIRE-SECRÉTAIRE DE LA COMMUNAUTÉ. — *Introd.* p. IV, XXIV n. 1, XXXIII, XXXIV, XLIII ; Liv. VI, p. 95, 154, 156, 160, 167, 168, 186.
- NOVELLI (Bernard), *Syndic en 1434*. — Liv. VI, p. 168.
- OBLIGATIONS ET CHARGES DES CITOYENS. — Liv. VI, p. 42-46, 53.
- OBSERVANCE (Frères Mineurs de l'). — Liv. VI, p. 200 note.
- OFFICIERS DU COMTE. — *Introd.* p. XXV, XXVI n. 3, XXVIII n. 1, XLIV, XLV ; Liv. VI, p. 148, 157.
- OFFICIERS MUNICIPAUX. — *Introd.* p. XLIV, XLV ; Liv. VI, p. 15 n. 1, 52, 53, 54.
- ONCE DE LA CHAIR (Droit de l'). — Liv. VI, p. 7 n. 1.
- ORFÈVRES (*Aurifari*). — Liv. VI, p. 1-3.
- ORDONNANCES DES SYNDICS (*Ordinationes*). — *Introd.* p. XXXVI ; Liv. VI, p. 168-172, 173-180, 192-195, 195-196.
- ORGANISATION POLITIQUE. — *Introd.* p. XLIV, XLVII.
- OUVRIERS ET ARTISANS. — Liv. VI, p. 93-94, 195.
- PACTA ECCLESIE CUM UNIVERSITATE. — *Introd.* p. XXII n. 2 ; Liv. VI, p. 92.
- PAIN (Règlements sur le). — *Introd.* p. XLIII n. 2, 1, IV ; Liv. VI, p. 109-125, 145, 159 n. 1.
- PALAIS (Juge du). — *Introd.* p. XXIII, XXV n. 1, XXXIII, XXXVI, XXXVII ; Liv. VI, p. 11 n. 1, 12, 14, 19 n. 1, 52 n. 3, 66, 95, 98, 107, 131, 141, 154, 157 n. 2, 158 n. 1, 185 n. 1, 192 n. 1, 194.
- PAN (Mesure de longueur). — V. Mesures et Poids de Marseille.
- PANAL (Mesure de Capacité). — V. Mesures et Poids de Marseille.
- PATURAGES. — Liv. VI, p. 75, 76, 77, 78.
- PAUL (Jean), *Syndic en 1445*. — Liv. VI, p. 173.
- PÉAGES ROYAUX. — Liv. VI, p. 148.
- PÉLERINS (*Peregrini*). — Liv. VI, p. 47-51.
- PELLETIERS-FOURREURS. — Liv. VI, p. 82.
- PENNES (Château des). — Liv. VI, p. 148.
- PESTE NOIRE. — *Introd.* p. XLVII.
- PIÈRRES (Commerce des). — *Introd.* p. XIX n. 1 ; Liv. VI, p. 125-131.

- POIDS DU LAUREY (*Pondus Laureti*). — *Introd.* p. LIV ; Liv. VI, p. 16.
- POISSONS (Pêche et Vente des). — *Introd.* p. LV ; Liv. VI, p. 26-28, 163, 168.
- PONTEVÈS (Isnard de), *Sénéchal de Provence*. — Liv. VI, p. 184.
- PORT (Rive ou Quai du). — Liv. VI, p. 80 n. 1, 163.
- PORT-DE-BOUC. — Liv. VI, p. 148.
- PORTES ET ENCEINTE DE MARSEILLE. — *Introd.* p. XIX n. 2, XLVI ; Liv. VI, p. 63-64, 162, 198.
- PREMIÈRES APPELLATIONS (Juges des). — Liv. VI, p. LI n. 1, 12.
- PRÊT A INTÉRÊT. — *Introd.* p. XXXVII, LII, LIII ; Liv. VI, p. 61, 97-98, 107-108.
- PRISON POUR DETTES. — Liv. VI, p. 29, 31, 35, 38, 39, 49, 105, 131.
- PRIVILÈGES ET FRANCHISES DE LA VILLE. — *Introd.* p. XXVI n. 3 ; Liv. VI, p. II n. 1, 56, 141, 142, 148.
- PROCUREURS. — *Introd.* p. XII n. 1 ; Liv. VI, p. 106, 182-184, 185, 186, 187-192, 196.
- PROVENÇAUX A MARSEILLE. — *Introd.* p. XLIV, XLVIII.
- PROVENCE (Comté de). — *Introd.* p. XXVI n. 3 ; Liv. VI, p. 68.
- PRUDHOMMES DU CONSEIL (Les six). — *Introd.* p. XLIV ; Liv. VI, p. 15 n. 1, 48, 53-54, 109, 133 n. 1, 142-143, 159 n. 1.
- PRUDHOMMES DES CORPS DE MÉTIERS. — Liv. VI, p. 2 n. 1, 58, 63, 89, 90, 91, 141, 149 n. 2, 151, 152, 155, 156, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 195, 200.
- PRUDHOMMES ESTIMATEURS DU BAN. — Liv. VI, p. 140.
- PRUDHOMMES DE LA NAVIGATION (*Observatores Passagii*). — Liv. VI, p. 48, 49 n. 2.
- PRUDHOMMES VÉRIFICATEURS DES COMPES. — Liv. VI, p. 61.
- PRUDHOMMES VÉRIFICATEURS DES POIDS ET MESURES. — Liv. VI, p. 57.
- PUBLICUM PARLAMENTUM. — V. Assemblée générale des habitants.
- QUARTERON, mesure de Capacité. — V. Poids et Mesures de Marseille.
- QUARTIERS OU SIXAINS DE LA VILLE. — Liv. VI, p. 15 n. 1, 142-143, 144, 145.
- QUIQUERANE (Jean de), *Viguier en 1434*. — Liv. VI, p. 168.
- RECTEURS DE LA VILLE. — *Introd.* p. XXII ; Liv. VI, p. 12, 15 n. 1, 133 n. 1.
- REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS. — *Introd.* p. XLIII.
- RÈGLEMENT DE COSSÉ OU DE COSSA. — Liv. VI, p. 168 note.
- RENÉ (Le Roi), Comte de Provence. — *Introd.* p. XXVIII n. 2 ; Liv. VI, p. 26 n. 3, 165 note, 176, 192 n. 1.
- RICAUD DE CORVE (?), *Viguier en 1292*. — Liv. VI, p. 68.
- RICHELLE FONCIÈRE OU IMMOBILIÈRE. — *Introd.* p. LIV ; Liv. VI, p. 29, 31, 39, 40.

ROBERT I^{er}, comte de Provence, roi de Naples. — *Introd.* p. xxiv n. 1 ;
xxv ; xxvi n. 1 et 2 ; xlv n. 3. — Liv. VI, p. 94, 95, 159 n. 1, 200 note.
RODET (Aventure), *notaire-secrétaire du Conseil en 1414*. — Liv. VI,
p. 160.

ROIS DE FRANCE, seigneurs de Marseille. — *Introd.* p. xxiv, xlv.

ROYAUX CORONATS. — V. Monnaies.

ROES (Propreté et entretien des). — Liv. VI, p. 8 n. 1.

RUFFI. — Son *Histoire de Marseille*. — *Introd.* p. xiv note, xxx, xlviii
n. 1. — Liv. VI, p. 26 n. 3.

SAINT-ESPRIT (Les Pauvres du). — Liv. VI, p. 124, 156.

SAINT-JACQUES DE GALICE (Hôpital de). — Liv. VI, p. 124 n. 2.

SAINT-JACQUES OU SAINT-JAUME (Quartier de). — Liv. VI, p. 144.

SAINT-JEAN (Fort). — Liv. VI, p. 63 n. 5.

SAINT-JEAN (Quartier de). — Liv. VI, p. 143 n. 1.

SAINT-JULIEN (Prieuré de). — Liv. VI, p. 70.

SAINT-LAURENT (Eglise de). — Liv. VI, p. 63 n. 5.

SAINT-LOUIS, évêque de Toulouse. — Liv. VI, p. 199 n. 2.

SAINT-LOUIS ET SAINT-LAZARE (Juges de) — V. Premières Appellations
(Juges des).

SAINT-LOUIS (Pont et Fossé de). — Livre VI, p. 199.

SAINT-MARCEL (Château de). — Liv. VI, p. 138.

SAINT-MARTIN (Eglise et Quartier de). — Liv. VI, p. 63 n. 5, 144.

SAINT-SIMON ET SAINT-JUDE (Jour des). — (28 octobre.) — Liv. VI, p. 15
n. 1.

SAINT-VICTOR (Abbaye de). — Liv. VI, p. 63 n. 5.

SAINTE-BARBE (Rue). — Liv. VI, p. 63 n. 5.

SAINTE-MARTHE (Rue). — Liv. VI, p. 64 n. 2.

SAVATERIE. — V. *Curatarie et Blanquarie (Ars)*.

SECONDES APPELLATIONS (Juge des). — V. Palais (Juge du).

SECRÉTAIRES-NOTAIRES DES CONSEILS ET TRIBUNAUX. — Liv. VI, p. 14 n. 1,
52, 53, 101, 184-186.

SEMAINIERS DES CORPS DE MÉTIERS. — Liv. VI, p. 12, 15 n. 1, 53 n. 3,
133 n. 1.

SERMENT (Prestations de). — *Introd.* p. xxvii n. 1, l. — Liv. VI, p. 1,
15 n. 1, 24, 50, 51 n. 1, 56, 73, 76, 81, 90, 91, 101, 102, 129, 158 n. 1,
183, 185, 188, 189, 194, 201.

SOUS-VIGUIER (*Subvicarius* ou *Vice-Vicarius*). — *Introd.* p. xxxiii. —
Liv. VI, p. 52 n. 3, 95, 109, 131, 133, 148, 157, 160, 164 note.

STATUTARI (Les VI). — *Introd.* p. xx, xxxii, xxxiii, xxxvi, xxxvii. —
Liv. VI, p. 51, 54, 55-56, 67, 89, 173.

STATUTA CIVITATIS MASSILIE. — *Introd.* p. vii, x, xxxi, xxxii.

STATUTA (*Antiqua*), divisés en cinq Livres. — *Introd.* p. IV, VI, VIII, XIV, XVI, XVIII, XXII, XXV, XXIX, XXX, XXXVIII, XL, XLI, XLIII, L, LII, LIII, LVI; Liv. VI, p. 8 n. 1, 24, 25 n. 1, 26 n. 1, 56, 108, 149 n. 2, 158 n. 2, 190.

STATUTA FACTA POST PACEM (*VI^e Livre*). — *Introd.* p. IV, VI, VIII, X n. 3, XI, XII n. 1, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII, XX, XXI, XXII, XXIII, XXV, XXIX, XXX, XXXVIII, XXXIX, XL, XLI, XLIII, XLIV, XLVI, I, LII, LIII, LIV, LV; Liv. VI, p. 1, 149 n. 2, 150, 190, 193 n. 2.

STATUTS (Élaboration, Composition, Vote et Interprétation des). — *Introd.* p. XIV, XXXII, XXXV, XXXVII, XXXIX, XL, XLII; Liv. VI, p. 37, 54-55, 66, 100, 108, 112, 154, 156, 160, 164 note, 166, 183, 186.

STERLINGS. — Liv. VI, p. 2.

SYNDICS DE MARSEILLE. — *Introd.* p. XXVII, XXXVI, XLVI; Liv. VI, p. 12, 15 n. 1, 53 n. 3, 133 n. 1, 145-146, 157 n. 2, 160, 163-165, 166, 167, 168, 183, 186, 194, 201.

TAILLEURS (*Sartores*). — Liv. VI, p. 46 n. 2, 80-88.

TANERIE. — V. Curatarie et Blancarie (Ars).

TARIFS ET TAXES DES NOTAIRES. — V. Gages et Salaires des officiers de la Ville.

TEINTURIERS. — *Introd.* p. XLIX; Liv. VI, p. 89-91.

THOLONÉE (Palais du). — Liv. VI, p. 7 n. 1, 63 n. 5.

THONS (Pêche et Vente des). — V. Poissons.

THONNIS (Guillaume de), *Vice-Viguier et Juge du Palais en 1319*. — Liv. VI, p. 133, 158 n. 1.

TOULOUSE (la Bourse ou Tribunal Consulaire de). — Liv. VI, p. 193 n. 1.

TOURETTE (*Torreta Portus*). — Liv. VI, p. 6, 63 n. 5.

TOURNOIS PROVENÇAUX. — V. Monnaies.

TOURS (Monnaie de). — Liv. VI, p. 22.

TOURS DE LA VILLE. — Liv. VI, p. 63 n. 5.

TROUPEAUX. — *Introd.* p. XLVIII; Liv. VI, p. 10, 20-21, 72, 75, 76, 77, 78, 93, 131, 133, 136-139, 139-140, 149 n. 2, 161-162, 165.

TUILES ET MOELLONS. — Liv. VI, p. 96-97.

USURE. — V. Prêt à Intérêt.

VENTE JUDICIAIRE. — Liv. VI, p. 106.

VÊTEMENT (Règlement sur le). — *Introd.* p. LIV; Liv. VI, p. 46-47, 80-86.

VICEDOMINIS (Grégoire de), *Viguier en 1270*. — Liv. VI, p. 28.

VIE ÉCONOMIQUE. — *Introd.* p. XLVII, LV.

VIGNE (Culture de la) et *Privilège du Vin*. — *Introd.* p. XLVIII, LV; Liv. VI, p. 7-9, 14, 56, 65, 68-71, 75, 133 n. 1, 145.

VIGUIER DE MARSEILLE. — *Introd.* p. V n. 4, XXIII, XXV n. 1, XXVII, XXVIII n. 1, XXXIII, XXXIV, XXXV, XLIV, XLV, L; Liv. VI, p. 3 n. 2, 11 n. 1, 13, 25 n. 1, 44, 45, 50, 52 n. 3, 53 n. 3, 81, 93, 95, 101, 105, 112, 133 n. 1,

- 142, 143, 148, 150, 153, 156, 157, 158, 160, 162, 163, 166, 167, 168,
173, 174, 183, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 194, 195, 201.
VILLE INFÉRIEURE OU VICOMTAL. — *Introd.* p. xx, xxi n. 2, xxi; Liv. VI,
p. 52, 63 n. 5, 69, 88, 93 n. 1, 161.
VILLE PRÉVOTALE OU DU CHAPITRE. — *Introd.* p. xx, xxii n. 2, xxi; Liv. VI,
p. 46, 88, 102.
VILLE SUPÉRIEURE OU ÉPISCOPALE. — *Introd.* p. xx, xxi n. 2, xxi; Liv. VI,
p. 46, 63 n. 5, 69, 88, 102, 161.
VILLENEUVE (Arnaud de), seigneur des Arcs, *Viguier en 1294*. — Liv. VI,
p. 71, 91.
VILLENEUVE (Raymond de), *Viguier en 1317*. — Liv. VI, p. 109.
VINCENT (Hugues), *Juge du Palais en 1408*. — Liv. VI, p. 154.
VOIRIE. — Liv. VI, p. 7-9, 18, 51-52, 60 n. 1, 63-65, 162, 199-201.
YOLANDE, comtesse de Provence, reine de Naples. — *Introd.* p. xxviii
n. 2; Liv. VI, p. 163, 197 n. 2.
-

TABLE DES MATIÈRES



INTRODUCTION. — § I. — Le Manuscrit ; sa description. Les <i>Statuta Civitatis Massilie</i> et le <i>Livre Rouge</i> ; les Publications antérieures des <i>Statuts de Marseille</i> ; François d'Aix et Méry et Guindon.....	page 1 - XXI
§ II. — La Composition du VI ^e livre ; Les Lettres-Patentes des Comtes de Provence et les Statuts municipaux ; Définition des Statuts ; Leur élaboration : les <i>Statutarii</i> ; — Leur approbation : le Conseil Général et le Vi- guier ; — Leur publication : l'Assemblée publique ; — Leur inscription au <i>Livre des Statuts</i> ; — Les déro- gations.....	XXII - XXXVI.
§ III. — Valeur historique du VI ^e Livre ; Ce qu'il con- tient : sa formation chronologique exclut toute idée de classement méthodique ; La forme antérieure des Statuts : sa variété ; La matière des Statuts : sa diver- sité ; Les données du VI ^e Livre sur les Institutions politiques, l'Agriculture, l'Industrie, le Commerce et la Vie privée de Marseille au XIV ^e et au XV ^e siècle...	XXXIX - LVI
STATUTA CIVITATIS MASSILIE LIBER SEXTUS.	
I. — <i>De Aurifabris</i>	page 1-4
II. — <i>De bladeriis</i>	4-5
III. — <i>Pro olleum</i>	6
IV. — <i>In Torreta portus</i>	6
V. — <i>Macellarii</i>	7
VI. — <i>De fimo non ponendo in vineis</i>	7-9
VII. — <i>De Mensuris</i>	9-10
VIII. — <i>Quod bannerii non intrent in aliis possessionibus</i> ...	10-11

IX. — <i>Quod iudices in executionem sententiarum vendere faciant vinum</i>	11-14
X. — <i>Quod Notarii scribant statuta</i>	14-15
XI. — <i>De pondere Laureti</i>	16-18
XII. — <i>Quod nullus faciat tabulas in carreriis nisi ad certam mensuram</i>	18-19
XIII. — <i>Quantum debeant accipere notarii inquisitionum pro parte scribenda</i>	19-20
XIV. — <i>De damno dato per avra in possessionibus et per quos solvendo</i>	20-21
XV. — <i>De moneta pro quanto recepti debeat</i>	21-23
XVI. — <i>De officio incantatorum</i>	23-26
XVII. — <i>De piscatoribus et piscibus</i>	26-28
XVIII. — <i>Statutum novum de malis debitoribus</i>	28-31
XIX. — <i>De Comandis</i>	31-36
XX. — <i>Confirmatio statutorum</i>	37
XXI. — <i>Præambule du statut xxxii</i>	37
XXII. — <i>Quod iudices teneantur reddere justitiam brevem forensi</i>	38-40
XXIII. — <i>De aterminatoribus parietum</i>	41-42
XXIV. — <i>Quod nullus alienet aliquam rem in extraneam personam non subditam dicto domino nostro Regi</i>	42-46
XXV. — <i>De ornamentis mulierum</i>	46-47
XXVI. — <i>De peregrinis navium</i>	47-51
XXVII. — <i>De viis et stratis publicis terminandis</i>	51-52
XXVIII. — <i>Qui non debent ad officia promoveri</i>	52-53
XXIX-XXX. — <i>De eodem</i>	53-54
XXXI. — <i>Confirmatio predictorum statutorum</i>	54-55
XXXII. — <i>De Statutariis</i>	55-59
XXXIII. — <i>De Operariis portus</i>	59-68
XXXIV. — <i>De vino non adducendo infra Massiliam</i>	68-71
XXXV. — <i>De banno</i>	71-72
XXXVI-XLIII. — <i>De eodem</i>	72-79
XLIV. — <i>Quod liceat Massiliam facere intrare bladum</i> ...	79-80
XLV. — <i>De Sartoribus</i>	80-88
XLVI. — <i>De Calce et Statutariis</i>	88-89
XLVII. — <i>De Granis</i>	89-91
XLVIII. — <i>De Ornamentis mulierum</i>	91-92
XLIX. — <i>Pacta Ecclesie cum Universitate</i>	92
L. — <i>Statuta de balanciis et ponderibus</i>	92-93
LI. — <i>De laboratoribus in platea Laureti</i>	93-94
LII. — <i>De tabulis in Consilio</i>	94-95

LIII. — <i>Littera regis Roberti super excerptis ambaxiatorum et cccc libris solvendis Cure portus, et quod Subvicarius nichil accipiat a personis capiendis pro parte Curie nec a Marinariis, et quod non retineat vaginas, (3 janvier 1306)</i>	95
LIV. — <i>De Columbibus</i>	95-96
LV. — <i>De tegulis et maonis</i>	96-97
LVI. — <i>De Usurariis</i>	97-98
LVII. — <i>De Marinariis</i>	98-103
LVIII-LXIII — <i>De eodem</i>	103-107
LXIV. — <i>De Usuris</i>	107-109
LXV. — <i>De regimine panis et paste</i>	109-125
LXVI. — <i>De lapidibus</i>	125-131
LXVII. — <i>Additio de malis debitoribus</i>	131
LXVIII. — <i>De Ateribus Caprinis</i>	131-133
LXIX. — <i>De Consule Neapolitano</i>	133-135
LXX. — <i>Super facto et banno bovum</i>	136-139
LXXI. — <i>De banno et lala</i>	139-140
LXXII. — <i>De Candelariis et operatoribus cere</i>	140-142
LXXIII. — <i>De sex probis viris qui de seyzeno in seyzenum permutantur</i>	142-143
LXXIV. — <i>De Consule Neapolis eligendo singulis annis de seyzeno in seyzenum scriatim</i>	143-144
LXXV. — <i>De ponderatoribus panis et mensuratoribus vini et olei eligendis de suo seyzeno</i>	145
LXXVI. — <i>De tercio syndico eligendo</i>	145-146
LXXVII. — <i>De augmentatione potestatum magistrorum lapidum et aterminatorum ut diverse questiones tollantur</i>	146-147
LXXVIII. — <i>De Manescallis, ut inclavata ab eis seu eorum familiaribus animalia debeant propriis sumptibus eorum curare</i>	147-148
LXXIX. — 1° <i>Littera Ludovici secundi regis de Cavalcatis.</i> — 2° <i>Littera Ludovici secundi regis de solutione jurium pedagiorum Castri de Penis et Portus de Buco;</i> — 3° <i>Littera Ludovici secundi regis revocatoria litterarum Marie regine, matris ejus, datarum in prejudicium Capitulorum Pacis, libertatum et franquesiarum Massiliensium;</i> — 4° <i>Littera Ludovici secundi regis confirmacionis omnium donationum, concessionum, libertatum, privilegiorum, etc., concessorum a regina Maria, matre ejus, Universitati et civibus civitatis Massilie;</i> — 5° <i>Littera Ludovici secundi regis super diversis officialibus (27 août 1390);</i> — 6° <i>Littera Marie regine de licentia armandi galeas et de fidejussoria cautione data sive recepta a Vicariis, eorum locumtenentibus, iudicibus ac notariis Curie regie Massilie (20 août 1385).</i>	148

LXXX. — <i>Super arte Curatarie et Blancarie</i>	148
LXXXI. — <i>Statutum novum de macellariis</i>	153
LXXXII bis. — 1 ^o <i>Littera Johanne regine super Notariis, Clavariis et aliis officialibus Curie Regie Massilie (13 avril 1344). — 2^o Littera Ludovici regis et Johanne regine de exactionibus commissis a iudicibus Curie Regie Massilie (24 novembre 1360)</i>	157
LXXXIII. — <i>Statutum quod illi qui servierint in familia Subvicarii in dicto servitio non admittantur nisi lapsis quinque annis</i>	157
LXXXIII bis. — 1 ^o <i>Littera Johanne regine de gagiis domini Vicarii (10 août 1372). — 2^o De unione et reductione Ville superioris Ville inferiori et ejus statutis et libertatibus</i>	161
LXXXIV. — <i>Statutum Averium</i>	161
LXXXV. — <i>Statutum de arcys et suelhis</i>	162
LXXXVI. — 1 ^o <i>Littera Ludovici secundi regis pro piscatoribus, qui non tenentur solvere juribus regiis, nisi unum denarium pro salmata piscium (28 juin 1400). — 2^o Revocatoria litterarum moratoriarum Ludovici II regis (8 mai 1414). — 3^o Littera Yolande regine pro Judeis ut non cogantur per officiales ad mutandum aliqua utensilia domus (14 avril 1422)</i>	163
LXXXVII. — <i>Statuta nova de electione syndicorum</i>	163
LXXXVIII. — <i>De Macellariis et Averiis</i>	165
LXXXIX. — <i>Instrumentum quantum piscatores solvere tenentur pro eorum piscibus</i>	168
XC. — <i>Ordinationes et reparationes facte super quavalletis, fusteis et eminis bladi per modum inferius descriptum et declaratum</i>	168-172
XC bis. — 1 ^o <i>Littera Renati regis pro Judeis (5 février 1443). — 2^o Littera Renati regis de Judeis cancellata (5 février 1443)</i>	173
XCI. — <i>Ordinationes Sabbateriorum, Curatariorum et Conreatorum facte per Consilium generale civitatis Massilie</i>	173-180
XCH. — <i>Dels Conreayres</i>	181-182
XCH. — <i>Statutum noviter factum de Advocatis et Procuratoribus qualiter eorum officiis exercere debeant</i>	182-184
XCIV. — <i>Statutum novum de Notariis et qualiter se regere habeant in officiis Curie eisdem collatis</i>	184-186
XCV. — <i>Statutum de Advocatis et Procuratoribus</i>	187-192

XCVI.— <i>Ordinacio circa processus in causis mercanciarum</i>	192-195
XCVII. — <i>Ordinacio de et super cessione bonorum</i>	195-196
XCVIII.— <i>Statutum factum super navibus et aliis fustibus monstrantibus carinam in portu Massilie</i>	197-198.
XCIX. — <i>Capitols faichs subre las adobaries et publicas a vox de tronba per Miguel Estornel, lo 1x^o jort del mes de novembre 1480, de commandement del Conseil d'aquesta Cieutat</i>	199-201
<i>Table Alphabétique</i>	201

ERRATA

			au lieu de	lire
Page vi	note 4	ligne 4	<i>par me</i>	per me
» VII	» 3	» 2	<i>phocenses</i>	phocensis
» VIII	» 1	» 2	<i>p. V</i>	p. VII
» IX		» 16	<i>CXXXVIII</i>	XCI
» X		» 5	<i>Vt</i>	VI
» XVII		» 21	<i>François</i>	François
» XXI		» 1	<i>Statuts³</i>	<i>Statuts¹</i>
» XXI		» 6	<i>séparés⁴</i>	séparés ²
» XXI		» 9	<i>¹ Il arrive</i>	Il arrive
» XXI		» 13	<i>³ Par exemple</i>	² Par exemple
» XXIV	» 1	» 7	<i>originali</i>	originali
» XXIV	» 2	» 6	<i>Masilie</i>	Massilie
» XXIV	» 2	» 8	<i>nupperrime</i>	nuperrime
» XXVJ	» 1	* 6	<i>forman</i>	forman
» XXIIX		» 21	<i>originale</i>	originale
» XXXI		» 22	<i>emporter</i>	comporter
» XXXII	» 1	» 3	<i>eligentnr</i>	eligentur
» L	» 3	» 1	<i>VI, XIV</i>	VI, XLV
» I	» 3	» 5	<i>comunis</i>	Comunis
» 7	» 1	» 5	<i>Macello</i>	Macello
» 22	»	» 17-18	<i>les, monnaies</i>	les monnaies
» 22	»	» 27	<i>3286/1000</i>	328,6/1000
» 24	»	» 12	<i>12 février</i>	2 ^e février
» 24	» 1	» 3	<i>12 février</i>	2 février
» 28	» 1	» 20	<i>application</i>	application
» 29		» 23	<i>tringita</i>	triginta
» 30		» 7	<i>omnibus</i>	omnibus
» 30		» 27	<i>habere</i>	habere
» 30	» 1	» 11	<i>momentanément</i>	momentanément
» 34		» 5	<i>quemcunque</i>	quemcumque
» 37		» 25	<i>auctoriate</i>	auctoritate
» 39		» 18	<i>eadun</i>	eadem
» 43	» 1	» 11	<i>nopte</i>	toute
» 43	» 1	» 2	<i>civibus</i>	civibus
» 46	» 1	» 2	<i>His, precedentibus</i>	His precedentibus
» 46	» 1	» 4	<i>inte repiscopum</i>	inter episcopum
P. 51 l. 12 au lieu de <i>quia turpis est par quesue non congruit universo</i>				
lire <i>quia turpis est par que sue non congruit universo (P)</i>				

			au lieu de	lire
Page 54		ligne 21	<i>dependentibus</i>	dependentibus
» 58	note 1	» 6	<i>communément</i>	communément
» 63		» 11	<i>bambaisina</i>	bambaisina
» 66	» 2	» 5	<i>tres den,</i>	tres den.,
» 70		» 2	<i>amittunt</i>	amittant
» 73		» 2 et n. 21.1	<i>furnos calces</i>	furnos calcis
» 74		» 27	<i>usque introitum</i>	usque ad introitum
» 76		» 12	<i>pnedicta</i>	predicta
» 79		» 3	<i>usque diem</i>	usque ad diem
» 79		» 12	<i>annone</i>	annone
» 80	» 2	» 4	<i>pouvail</i>	pouvaient
» 80	» 2	» 5	<i>chargées</i>	chargés
» 81		» 10	<i>persodarum</i>	personarum
» 81	» 1	» 2	<i>spéciali</i>	speciali
» 81	» 3	» 1	<i>dictas</i>	dictas
» 82		» 10	<i>ei</i>	et
» 84	» 6	» 2	<i>facta</i>	factas
» 85	» 2	» 2	<i>veta</i>	ceta
» 85	» 2	» 3	<i>froireta</i>	froiata
» 86	» 3	» 4	<i>veta</i>	ceta
» 88		» 5	<i>siugulis</i>	singulis
» 88		» 16	<i>occasionne</i>	occasione
» 91		» 10	<i>caldenia</i>	calderia
» 95		» 22	<i>1906</i>	1306
» 97		» 15	<i>pravitaïem</i>	pravitatem
» 102		» 21	<i>Masslle</i>	Massilie
» 102	» 1	» 1	<i>acfes</i>	actes
» 113		» 1	<i>albis</i>	albi
» 121		» 15	<i>ef</i>	et
» 123		» 18	<i>la</i>	las
» 127	» 2	» 3	<i>patmum</i>	palmum
» 129		» 8	<i>munerum</i>	numerus
» 136		» 13	<i>macelarii</i>	macellarii
» 141		» 28	<i>MCCXXXIV</i>	MCCCXXXIV
» 147		» 9	<i>matris</i>	materis
» 191		» 8	<i>alli</i>	alii
